

# DIGITHÈQUE

Université libre de Bruxelles

---

DELWIT Pascal, éd., *Où va la social-démocratie européenne ? Débats, enjeux, perspectives*, Editions de l'Université de Bruxelles, 2004.

[http://digistore.bib.ulb.ac.be/2007/i9782800413402\\_000\\_o.pdf](http://digistore.bib.ulb.ac.be/2007/i9782800413402_000_o.pdf)

---

**Cette œuvre littéraire est soumise à la législation belge en matière de droit d'auteur.**

Elle a été publiée par les  
**Editions de l'Université de Bruxelles**  
<http://www.editions-universite-bruxelles.be/>

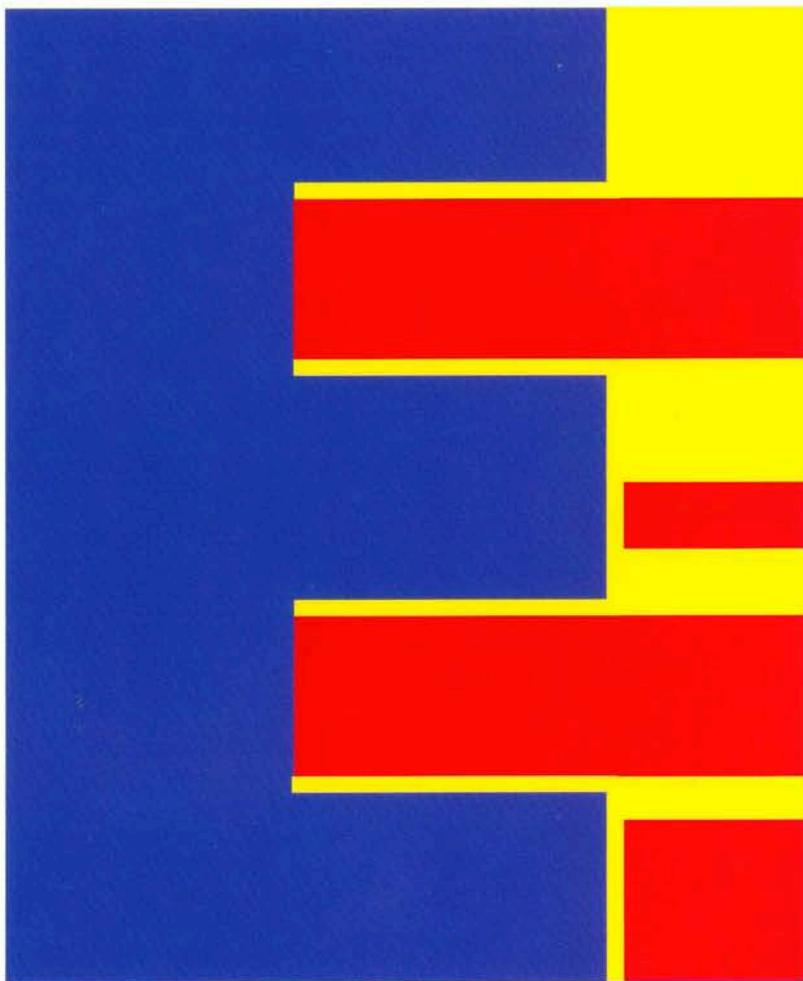
Les règles d'utilisation de la présente copie numérique de cette œuvre sont visibles sur la dernière page de ce document.

L'ensemble des documents numérisés mis à disposition par les bibliothèques de l'ULB sont accessibles à partir du site  
<http://digitheque.ulb.ac.be/>

Edité par Pascal Delwit

# Où va la social-démocratie européenne?

Débats, enjeux, perspectives





**Où va  
la social-démocratie  
européenne?**

**Débats, enjeux, perspectives**

**DIRECTEUR DE LA COLLECTION**

« SOCIOLOGIE POLITIQUE »

Jean-Michel De Waele

**DANS LA MEME COLLECTION**

Le mode de scrutin fait-il l'élection ?,

édité par Pascal Delwit et Jean-Michel De Waele, 2000

Sport et Union européenne,

édité par Jean-Michel De Waele et Alexandre Husting, 2001

Les fédérations européennes de partis,

édité par Pascal Delwit, Erol Kùlahcı et Cedric Van de Walle, 2001

Un diagnostic géopolitique de l'Europe du centre,

Nicolas Bárdos-Féltoronyi, 2001

Fascistes, communistes, paysans. Sociologie des mobilisations identitaires roumaines (1921-1989),

Antoine Roger, 2002

Libéralismes et partis libéraux en Europe,

édité par Pascal Delwit, 2002

Le parti social chrétien. Mutations et perspectives ?,

édité par Pascal Delwit, 2002

Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?,

édité par Pascal Delwit, 2003

La Pologne et l'intégration européenne,

édité par Jean-Michel De Waele, 2003

Le gouvernement des colonies, regards croisés franco-britanniques,

Véronique Dimier, 2004

Les partis politiques roumains après 1989,

Sorina Soare, 2004

Les clivages politiques en Europe centrale et orientale

édité par Jean-Michel De Waele, 2004

Expertise et action publique,

édité par Steve Jacob et Jean-Louis Genard, 2004

Vers un renouveau du parlementarisme en Europe ?,

édité par Olivier Costa, Eric Kerrouche et Paul Magnette, 2004

Les systèmes électoraux aux présidentielles et aux législatives,

Thanassis Diamantopoulos, 2004



INSTITUT DE SOCIOLOGIE ■ SOCIOLOGIE POLITIQUE

Édité par Pascal Delwit

# Où va la social-démocratie européenne?

Débats, enjeux, perspectives



EDITIONS DE L'UNIVERSITE DE BRUXELLES

ISBN 2-8004-1340-9

D/2004/0171/16

© 2004 by Editions de l'Université de Bruxelles

Avenue Paul Héger 26 - 1000 Bruxelles (Belgique)

EDITIONS@admin.ulb.ac.be

[www.editions-universite-bruxelles.be](http://www.editions-universite-bruxelles.be)

Imprimé en Belgique

# La social-démocratie en Europe : un avenir en questions

Pascal DELWIT

La social-démocratie européenne est traditionnellement analysée sous des angles différents en science politique mais aussi dans d'autres disciplines comme l'histoire, la sociologie ou la science économique.

Un premier obstacle sémantique se présente d'emblée à tout chercheur qui examine, d'une manière ou d'une autre, la social-démocratie ou certaines de ses composantes (partis, syndicats, monde associatif, ...). En effet, le terme *social-démocrate* renvoie à des acceptions diverses. La première, qui fait référence au *modèle* social-démocrate, concerne une qualification d'un certain nombre de politiques économiques et sociales menées dans quelques Etats à certains moments par des partis se revendiquant de la social-démocratie. Ces formations politiques endossent des traits idéologiques et organisationnels spécifiques (liens avec un syndicat, partis de masse, référents idéologiques marxistes, etc.)<sup>1</sup>. La deuxième est plus globalisante et intègre à la *famille* sociale-démocrate tous les acteurs politiques et sociaux – essentiellement les partis –, toutes les organisations se réclamant du *socialisme démocratique*. Cette difficulté a longtemps concerné l'approche des partis socialistes et sociaux-démocrates occidentaux. Depuis la chute du mur de Berlin, son espace s'est élargi aux formations d'Europe centrale et orientale revendiquant une appartenance à la famille sociale-démocrate (Agh, Gueorguieva, Wiatr). Toute recherche sur la social-démocratie en Europe occidentale et/ou en Europe centrale et orientale doit impérativement passer d'emblée par une étape de définition.

Un deuxième obstacle est la tension régulière entre singularité et uniformité dans le monde socialiste. Le « socialisme » ou la « social-démocratie » ont souvent été examinés d'une façon globale ou totale. Pourtant, rien n'est moins évident. Gerassimos Moschonas a immédiatement pointé cette difficulté : « La première impression que laisse cependant l'observation de cette force politique est la diversité. Diversité des destins historiques sociaux-démocrates, des structures organisationnelles, des

réalisations politiques. Face à cette diversité, on peut s'interroger sur ce qui confère l'unité »<sup>2</sup>. Le présent ouvrage a essayé de combiner approches transversales et regards nationaux.

### 1. Les développements de la social-démocratie

Lorsque l'on examine les traits organisationnels, culturels et, dans une certaine mesure, idéologiques des partis sociaux-démocrates, on constate que ceux-ci se sont largement forgés dès avant 1914. Ce n'est pas un hasard si l'ouvrage classique de Michels (1913) sur les partis et la sociologie des organisations est d'abord une description et une analyse fouillées du parti social-démocrate allemand (SPD) de l'avant première guerre mondiale, parti « phare » du socialisme à cette époque<sup>3</sup>.

La période de l'entre-deux-guerres marque l'intégration progressive dans les systèmes politiques occidentaux des partis sociaux-démocrates. La Suède et, plus largement, les pays scandinaves, seront précurseurs en la matière<sup>4</sup>. L'entre-deux-guerres verra aussi l'intégration sociale, culturelle et politique de la classe sociale que les partis sociaux-démocrates avaient vocation originale de représenter : la classe ouvrière. Enfin, ce moment est aussi celui du ralliement progressif de la social-démocratie aux principes de l'économie de marché et de la rupture dans le mouvement ouvrier entre ailes réformistes/sociales-démocrates et révolutionnaires/communistes<sup>5</sup>.

Mais ce n'est véritablement qu'après la deuxième guerre mondiale que la social-démocratie pourra « être à l'œuvre » en termes de politiques économiques (Callaghan). La fin de la deuxième guerre mondiale a permis la réalisation d'un saut qualitatif dans l'influence exercée par les partis sociaux-démocrates, notamment à travers le développement du *Welfare State* ou de l'*Etat social*.

### 2. Les traits politiques et organisationnels du socialisme démocratique

Sur le plan politique, les partis socialistes endossent un certain nombre de traits qui les marquent durablement.

- L'anticommunisme et l'antisoviétisme deviennent un facteur constitutif de leur identité. Le « modèle social-démocrate » dont la référence positive est axée sur le principe de redistribution est érigé en référence à un contre-exemple « pseudo-socialiste », l'Union soviétique et les « démocraties populaires ». Les partis sociaux-démocrates choisissent « un type de société », en d'autres termes « l'Occident pour échapper au stalinisme »<sup>6</sup>. Cette option assure aux formations sociales-démocrates leur intégration complète dans le système politique de leur pays et conduit à des alliances en conséquence – en particulier avec les formations démocrates chrétiennes (Seiler). Les partis sociaux-démocrates sont ainsi devenus des partis à « vocation gouvernementale » et reconnus comme tels. Mais l'anticommunisme comme trait d'identité a occasionnellement aussi pu masquer l'évanescence de valeurs ou de références idéologiques positives.
- L'acceptation, qui n'est pas historiquement évidente<sup>7</sup>, de la démocratie parlementaire et du libéralisme politique est entérinée (Delwit). Non seulement entérinée mais valorisée comme élément identitaire des partis sociaux-démocrates et devenue un des « piliers essentiels » des régimes de démocratie représentative<sup>8</sup>.

- Les partis sociaux-démocrates à même d’assurer cette construction ont généralement été des « partis d’origine extérieure » et des « partis de masse »<sup>9</sup> ou des « partis d’intégration sociale »<sup>10</sup> avec un encadrement remarquable de la classe ouvrière par les organisations sociales-démocrates. Les partis sociaux-démocrates sont dotés d’une organisation de masse structurée autour d’un appareil d’une grande puissance à la fois militante et financière (Marlière)<sup>11</sup>. La force de la social-démocratie tient donc dans une large mesure à la *loi du nombre*.
- Cette puissance est aussi celle d’un lien privilégié, institutionnalisé ou pas, avec une centrale syndicale agrégeant l’essentiel du monde ouvrier qui fonde le modèle et le paradigme sociaux-démocrates.
- Ces formations modifient leur armature idéologique *marxiste* ou *marxisante* au profit d’une doctrine ou d’une approche s’apparentant à un keynésianisme de gauche. Le congrès du parti social-démocrate allemand de Bad Godesberg de 1959 a de ce point de vue symbolisé cette évolution.
- Les partis sociaux-démocrates sont des formations politiques qui, dans leur espace, n’ont pas de concurrent significatif à leur gauche. Ils sont sinon hégémoniques, au moins dominants dans l’occupation de l’espace à gauche de l’échiquier politique, ce qui constituait une « condition préalable à leur modération » et donc à l’acception plus large du caractère légitime de leur prétention au pouvoir (Delwit). Ce sont surtout les formations *socialistes* qui peuvent être confrontées à un parti communiste puissant – en France, en Italie, au Portugal, en Espagne et en Grèce.

### 3. Les caractéristiques socio-économiques du modèle social-démocrate

Si les formes et les contenus de l’Etat social relèvent de constructions différenciées suivant les traditions et les nations envisagées, le *modèle social-démocrate* de l’Etat social est souvent défini par quelques traits essentiels :

- un interventionnisme étatique dans les relations sociales et la politique économique, supposant une certaine neutralité de l’Etat dans l’agencement des relations entre organisations patronales et syndicales. L’action des organisations publiques vise à « réguler » les échanges économiques afin d’assurer une distribution plus égalitaire des fruits de la croissance ;
- la mise sur pied de formes de concertations institutionnelles entre groupements représentant les travailleurs et organisations exprimant le point de vue des employeurs ;
- l’établissement d’un système de sécurité sociale ayant pour objet de garantir plusieurs prestations sociales fondamentales : accès à la santé, perception d’allocations de chômage, d’allocations familiales, pensions en fin de carrière, congé de maternité, etc. ;
- la garantie d’un niveau de l’emploi extrêmement élevé<sup>12</sup> ;
- l’exercice du pouvoir s’effectue dans le cadre d’une économie mixte dont l’objectif consiste en l’accomplissement d’une redistribution entre les classes

sociales en présence. Un « double compromis » intervient dès lors : entre l'Etat et le marché, et entre le capital et le travail.

Il est important de souligner que le contexte et le lieu dans lesquels s'élabore le cadre de l'action et de la pensée est la nation. L'Etat constitue un acteur primordial. Les modèles « scandinave » et « travailliste » sont emblématiques. En revanche, c'est moins marquant pour le « modèle allemand »<sup>13</sup>.

Peut-on pour autant parler de *régime social-démocrate*<sup>14</sup> ? Rien n'est moins sûr. Pour importantes que soient les tentatives de descriptions institutionnelles de *l'Etat social* ou du *Welfare State*, elles ne rendent pas nécessairement compte des origines, des raisons de ces développements, des conditions de leur succès, ou encore de leurs différences.

#### 4. La social-démocratie en questions

Dans le temps, l'*âge d'or* prêté à la social-démocratie est souvent associé aux « trente glorieuses », en d'autres termes à la période qui s'étend de 1945 à 1975. D'un point de vue économique et social, ces trois décennies ont certaines caractéristiques similaires. Mais politiquement, elles n'ont pas été vécues à l'identique par la famille sociale-démocrate<sup>15</sup>. Les années cinquante, période de « division interne » et de « crise doctrinale »<sup>16</sup>, sont emblématiques de ce point de vue. Les résultats électoraux sont en déclin par rapport à ceux de la libération (Delwit). Surtout, les partis sociaux-démocrates ont souvent été évincés du pouvoir : au Royaume-Uni, en Allemagne et, dans une large mesure, en France<sup>17</sup>.

Sans doute, l'*âge d'or* de la social-démocratie est-il plutôt confiné aux *Golden sixties*. A la fin des années cinquante, la consolidation des économies européennes est accomplie. Les pays européens enregistrent un taux de croissance de plus en plus important. Cette progression n'est rendue possible que moyennant l'atténuation de la tension internationale dans un premier temps, et les premiers pas vers un dialogue et des formes de coopération entre autorités américaine, soviétique et plusieurs Etats européens par la suite. Les *Golden sixties* représentent une époque faste d'un point de vue électoral pour les partis se revendiquant de la gauche et propice à l'épanouissement et/ou au bon fonctionnement du néo-corporatisme.

L'émergence de la crise économique et sociale dans les années soixante-dix érode les termes du compromis social et du « modèle social-démocrate ». Deux de ses *piliers* sont attaqués : l'assurance d'un plein emploi relatif et la garantie d'une politique de redistribution de type égalitaire, résultant des fruits de la croissance.

Les réactions primaires des partis sociaux-démocrates au pouvoir (SPD, SPÖ, SAP, Labour Party, ...) diffèrent. En Allemagne, le gouvernement d'Helmut Schmidt fixe rapidement comme priorité le maintien de la compétitivité des entreprises, un faible taux d'inflation et la stabilité monétaire. Au Royaume-Uni, le gouvernement travailliste veut établir un *contrat social* avec le TUC et les entreprises visant à défendre le niveau de l'emploi en contenant les augmentations de salaire. En Autriche, l'objectif et le pari du SPÖ consistent à conserver un niveau d'investissements publics et privés supérieur à la moyenne européenne moyennant l'acceptation par les organisations syndicales d'une modération salariale. En Suède, les gouvernements sociaux-démocrates

tiennent le cap d'une politique économique orientée vers la demande et un faible taux de chômage <sup>18</sup>.

Dans la deuxième moitié des années soixante-dix, deux conclusions primaires peuvent être tirées de l'attitude des partis sociaux-démocrates au pouvoir face aux prémices de la crise. Ce qui a déterminé le démarrage et, le cas échéant, rendu possible le succès d'une alternative à une stricte politique économique basée sur l'offre est principalement le positionnement des organisations syndicales. Par delà des différences d'attitudes du monde partisan et syndical lié à la social-démocratie, la portée de plus en plus importante des facteurs d'ordre externe doit être soulignée : qu'il s'agisse des prémisses de l'accélération de l'interdépendance économique, de la multinationalisation du monde entrepreneurial, ou des contraintes de politique internationale, par exemple l'avènement de la « nouvelle guerre froide ».

Cette observation est capitale à plus d'un égard. Les mutations en cours rendent plus complexe la critique du système capitaliste et la volonté de le dépasser. Christine Buci-Glucksmann l'évoque dès 1983 <sup>19</sup> alors que Padgett et Paterson annoncent l'accélération de la « décomposition sociale-démocrate » <sup>20</sup>. Surtout, le problème de l'espace d'action de la social-démocratie est posé et sera particulièrement mis en exergue à partir des années quatre-vingt : Nation-Europe-International (Ladrech).

Les années quatre-vingt sont très difficiles pour la famille socialiste, en dépit de résultats électoraux stables. Une vague néo-libérale, symbolisée par l'élection de Ronald Reagan à la présidence des Etats-Unis (1980) et de Margaret Thatcher au poste de Premier ministre britannique (1979), déferle sur les économies et les sociétés occidentales. Les partis sociaux-démocrates *classiques* connaissent des revers politiques importants. La plupart entrent dans l'opposition pour des périodes relativement longues ; les deux exemples emblématiques étant le parti travailliste britannique (1979-1997) et le parti social-démocrate allemand (1982-1998). Même dans les nations où ils participaient fréquemment à une alliance gouvernementale, ils sont exclus au profit de coalitions démocrates chrétiennes-libérales ou libérales-conservatrices – RFA, Belgique, Luxembourg, Pays-Bas, Norvège. Dans la famille socialiste, c'est l'autre courant – *socialiste* –, différent idéologiquement et organisationnellement des partis sociaux-démocrates classiques, qui « sauvera la mise », notamment en Espagne (Colomé). Surtout, comme le pointe Callaghan, on assiste à une véritable « retraite idéologique » de la social-démocratie <sup>21</sup>.

Dans l'Europe du Sud, certaines formations socialistes arrivent durablement au pouvoir. Le PS en France, le PASOK en Grèce, le PSOE en Espagne et, dans une moindre mesure, le PSI en Italie et le PSP au Portugal exercent les responsabilités gouvernementales. Seuls dans les cas espagnol, français, portugais et grec, en coalition pour les Italiens, les socialistes des Etats du sud de l'Europe sont associés à un projet et à une dynamique politique notablement différente de l'expérience de la social-démocratie nordique.

Ce qui identifie ces organisations d'un point de vue organisationnel et identitaire est différent sinon radicalement différent des partis et des expériences classés comme *sociaux-démocrates*. Dans ces configurations, les organisations syndicales sont faibles et divisées idéologiquement entre centrales pro-communistes, pro-socialistes et pro-démocrates chrétiennes. Le lien étroit avec le syndicat n'est donc pas présent.

Les partis socialistes méditerranéens s'appuient le plus souvent sur l'influence charismatique d'un leader incontesté et incontestable : François Mitterrand au PS, Mario Soares au PSP, Bettino Craxi au PSI, Andreas Papandreaou au PASOK et Felipe Gonzalez au PSOE. Par ailleurs, contrairement aux partis de type social-démocrate, ils sont confrontés à « une gauche hostile au parlementarisme prônant l'action révolutionnaire et condamnant le réformisme »<sup>22</sup>. Les objectifs politiques sont aussi distincts de ceux ayant prévalu pour les grandes organisations sociales-démocrates du Nord de l'Europe. Pour les formations des pays ayant eu à subir une dictature, il s'agit avant tout d'assurer la stabilité politique et la consolidation démocratique du pays, de même que d'opérer la « modernisation »<sup>23</sup> de leur nation. Le « rattrapage » industriel et financier de ces pays passera par une très grande ouverture aux capitaux internationaux et par l'installation de filiales de multinationales<sup>24</sup>. De ce point de vue, un parallèle avec les fonctions et les « missions » des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale est intéressant (Agh).

Cependant l'importance accrue des facteurs d'ordre externe et les mutations en cours dans les sociétés européennes entraînent un rapprochement des positions, des modes de fonctionnement, des éléments référentiels des partis sociaux-démocrates. Il n'existe plus aujourd'hui de différences aussi sensibles, à tous points de vue, que ce qui était observable au milieu des années soixante-dix.

## 5. Les enjeux de la social-démocratie européenne

Combinées aux mutations des sociétés d'Europe occidentale, l'interdépendance économique et la crise des identités globalisantes sont autant de défis pour la social-démocratie. Peu après la chute du mur de Berlin, une partie de l'école libérale avait d'ailleurs pronostiqué la fin de la pensée et de l'action sociales-démocrates en raison de son... succès<sup>25</sup>. Les formations sociales-démocrates auraient rempli leurs rôles et n'en auraient plus par rapport aux demandes sociales et aux transformations sociologiques.

Pourtant, à la charnière des XX<sup>e</sup> et XXI<sup>e</sup> siècles, la social-démocratie connaissait un « retour magique », articulé autour de la promotion d'une nouvelle « troisième voie » (Bell, Moschonas, Marlière)<sup>26</sup>, qui n'a pourtant rien à voir avec la troisième voie des années d'entre-deux-guerres<sup>27</sup>. La perspective est de refonder une stratégie sociale-démocrate, sur les plans idéologique et politique, dans un contexte d'interdépendance économique, financière et politique nouveau après la chute du mur de Berlin et l'approfondissement de l'intégration européenne.

### A. Un nouveau modèle organisationnel ?

Nous l'avons relevé, dans le modèle organisationnel social-démocrate, le monde de l'adhésion et de la militance est crucial. En ce domaine, la situation connaît de fortes évolutions (Delwit)<sup>28</sup>. Par-delà le déclin quantitatif, il y a par ailleurs une évolution dans les relations entre adhérents et dirigeants. Celle-ci va dans le sens de l'affirmation du leader, dans l'optique aussi des mutations de la communication politique ; en particulier l'importance accrue de la télévision (Colomé). Pour autant, le leader n'a pas une suprématie absolue et est très lié aux performances politiques électorales de son parti<sup>29</sup>. Mais l'impact sur le fonctionnement est déterminant.

« L'expérience socialiste et sociale-démocrate, plus que centenaire – et les formes organisationnelles qu'elle a créées – n'est pas concevable sans le lien parti-syndicat », affirme Gerassimos Moschonas<sup>30</sup>. Force est pourtant de constater que la relation syndicats-partis s'est distendue voire désinstitutionnalisée pour nombre de partis sociaux-démocrates (Marlière). Un processus d'autonomisation réciproque apparaît bel et bien à l'œuvre, marqué symboliquement par la rupture du lien organique entre le parti social-démocrate danois et LO, et par la fin du système d'adhésion indirecte en Suède. En Europe centrale et orientale, la question prend d'autres contours (Agh, Gueorgieva, Wiatr).

### **B. De nouvelles catégories porteuses ? Défi électoral et organisationnel**

Les partis sociaux-démocrates ont été les porteurs des revendications de la classe ouvrière sans avoir pourtant toujours été des « partis de classe »<sup>31</sup>. Les catégories ouvrières constituaient sa base et son « âme ». Leur « centralité »<sup>32</sup> dans les partis sociaux-démocrates était cruciale. Depuis trente ans, cette perspective se modifie singulièrement au plan tant des adhérents que des électeurs<sup>33</sup>. Le soutien ouvrier aux sociaux-démocrates s'est fortement érodé donnant lieu à un « processus de déprolétarianisation » sous deux effets : un abandon des partis sociaux-démocrates de la part de certains secteurs ouvriers au profit de partis conservateurs ou d'extrême droite<sup>34</sup>, et le déclin socio-démographique des composantes ouvrières dans le monde du travail.

Cette transformation a un impact fort sur le plan électoral et organisationnel. Même si électoralement, il n'est pas exact de présenter les sociaux-démocrates comme des *catch-all parties*, il n'en demeure pas moins que l'électorat de ces formations mue. L'érosion ouvrière a été partiellement compensée par l'arrivée de nouvelles catégories électorales ; notamment les « nouvelles classes moyennes salariées » du secteur public que leur disputent aussi les partis verts (Villalba). Depuis le début des années quatre-vingt, certaines formations sociales-démocrates doivent affronter une nouvelle concurrence politique et électorale avec l'émergence et le développement des partis verts en Europe (Villalba) ou de partis défendant la « *New Politics* »<sup>35</sup>. Ces formations reflètent la complexité croissante des sociétés. Leurs mots d'ordre « minent les prétentions à la croissance continue de la social-démocratie »<sup>36</sup>. De plus, elles rendent parfois complexe la synthèse entre les demandes « des salariés attachés avant tout à la sécurité matérielle et à la prospérité » et celle des nouvelles classes moyennes plus attachées à la qualité de la vie. En outre, les partis verts défient les organisations traditionnelles en termes de fonctionnement<sup>37</sup>. Les partis qui subissent le plus vivement cette concurrence électorale sont plutôt sociaux-démocrates : en Belgique, aux Pays-Bas, au Luxembourg, en Allemagne, en Autriche, ou en Suède. En revanche, les partis socialistes du Sud de l'Europe et de l'Europe centrale et orientale ne vivent pas une telle concurrence électorale.

Le « vote d'appartenance » qui a longtemps été celui de pans importants de la classe ouvrière n'existe pas dans le chef des classes moyennes. Leur acquiescement et leur vote restent parcimonieux, et plus conditionnels. En d'autres termes, les partis sociaux-démocrates se trouvent dans une incertitude électorale et politique plus grande qu'auparavant.

### **C. La chute du mur de Berlin : ses enjeux pour la social-démocratie**

L'effondrement des systèmes communistes a eu un impact profond sur la famille sociale-démocrate. Les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale ont légitimé leur action, basé leur rapport de forces à l'échelle de leur pays et intégré à leur identité l'existence d'un « contre-modèle »<sup>38</sup> ; ce que ne pouvait et ne devait pas être le socialisme, c'est-à-dire ce qui se pratiquait en Union soviétique et dans les démocraties populaires. Avec l'effondrement inattendu et fulgurant des régimes des pays du *socialisme réel*, la social-démocratie ouest-européenne avait paradoxalement perdu l'une de ses références majeures, même si celle-ci était d'ordre négatif. Elle avait perdu un adversaire. Or, l'adversaire en politique est quelque chose d'essentiel.

De plus, l'écroulement du système communiste a eu pour effet de miner l'idée même de socialisme, de certaines de ses valeurs et de certains de ses moyens d'action comme l'intervention étatique et publique. Parallèlement, la démocratisation des sociétés d'Europe centrale et orientale a ouvert un champ d'action nouveau pour toutes les familles politiques.

### **D. Les défis de l'interdépendance : la fin de l'Etat social national**

La problématique de l'interdépendance économique, financière et politique est une question essentielle pour les partis de la social-démocratie européenne. De ce point de vue, l'avènement et l'approfondissement de l'Union européenne sont emblématiques et posent des difficultés à la famille socialiste (Ladrech)<sup>39</sup>. Le compromis et le modèle sociaux-démocrates sont des constructions d'ordre national et réalisées à cette échelle. Cela vaut pour la dimension institutionnelle mais aussi pour les modalités selon lesquelles ont pu s'édifier les Etats sociaux. Les conditions et les rapports de forces dans lesquels les partis sociaux-démocrates ont pu peser pour le développement de ceux-ci sont à l'œuvre dans le cadre de la nation. L'action de la classe ouvrière – encadrée par une organisation syndicale et un parti politique aux liens très étroits – est une composante non suffisante mais indispensable pour l'accomplissement d'avancées sociales et pour la réalisation du modèle social-démocrate. L'internationalisation et l'europanisation désarticulent ce montage. La transposition du modèle social-démocrate au niveau européen est donc très difficile. Faute d'une dimension volontariste et politique, appuyée sur un mouvement social, les partis de gauche perdent une capacité d'intervention et d'impulsion dans les orientations de la société (Callaghan). Y compris au travers des acquis de la démocratie représentative. En effet, les lieux où les partis socialistes s'appuient sur les mouvements sociaux sont les enceintes parlementaires et les gouvernements auxquels ils participent. Or, les pouvoirs législatif et exécutif à l'échelle nationale perdent de leurs prérogatives au profit de l'Union européenne et d'autres instances internationales<sup>40</sup>. La représentation des intérêts et du rapport de forces en est fortement amoindrie pour les partis sociaux-démocrates. Par ailleurs, la distribution des pouvoirs est singulièrement différente dans l'échafaudage institutionnel européen. Le pouvoir y est plus diffus et conçu dans une autre optique que le parlementarisme national. L'essentiel du pouvoir appartient au Conseil des ministres, au Conseil européen et à la Commission au sein desquels les formes de contrôle et de délégation sont plus restreintes, indirectes et beaucoup plus complexes. La capacité d'action du parti socialiste européen à cette

échelle demeure une question ouverte (Ladrech). Nous l'avons souligné, au début des années quatre-vingt-dix, plusieurs auteurs avaient revisité l'idée très répandue d'un déclin généralisé de la gauche sociale-démocrate. En ce début de centenaire, il était sans doute temps d'interpeller le « retour magique » de la social-démocratie décortiqué dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix <sup>41</sup>. Electoralement et politiquement, le temps politique est différent et l'empreinte sociale-démocrate, moins prégnante (Callaghan). Néanmoins, au-delà des péripéties électorales et politiques conjoncturelles, les contributions du livre analysent l'état, les mutations et les futurs possibles de la famille et des partis sociaux-démocrates à l'échelle du continent européen.

#### Notes

<sup>1</sup> D. MARQUAND, « Premature Obsequies : Social Democracy Comes in From the Cold », in A. GAMBLE & T. WRIGHT (ed.), *The New Social Democracy*, Londres, The Political Quarterly, 1999.

<sup>2</sup> G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 10.

<sup>3</sup> R. MICHELS, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1971.

<sup>4</sup> M. TELÒ, *Le new deal européen : la pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1988.

<sup>5</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; J. BOTELLA, L. RAMIRO (ed.), *The crisis of communism and party change : the evolution of West European Communist and post-Communist parties*, Barcelone, Institut de ciències polítiques i socials, 2003.

<sup>6</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, Presses universitaires de France, 1979, p. 10.

<sup>7</sup> M. BRAGA DA CRUZ, « La gauche et les institutions politiques », in M. LAZAR (éd.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, Presses universitaires de France, 1996.

<sup>8</sup> M. LAZAR, « Invariants et mutations du socialisme en Europe », in M. LAZAR (éd.), *op. cit.*

<sup>9</sup> M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Armand Colin, 1981.

<sup>10</sup> S. NEUMANN (ed.), *Modern political parties : approaches to comparative politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.

<sup>11</sup> Ph. MARLIÈRE, « Introduction : European Social Democracy in situ », in R. LADRECH & Ph. MARLIÈRE, *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Londres, Macmillan, 1998.

<sup>12</sup> S. PADGETT, W. PATERSON, *A history of social democracy in postwar Europe*, Londres, Longman, 1991.

<sup>13</sup> C. CAVANAGH-HODGE, « The Politics of programmatic renewal : Postwar experiences in Britain and Germany », in W. PATERSON & R. GILLEPSIE (ed.), *Rethinking Social Democracy*, Londres, Special Issue *West European Politics*, janvier 2003.

<sup>14</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *Le régime social-démocrate*, Paris, Presses universitaires de France, 1989.

<sup>15</sup> W. MERKEL, *After the Golden Age : A decline of Social democratic Policies in Western Europe during the 1980s ?*, Center for European Studies, Working Paper Series, Harvard University.

<sup>16</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *La social-démocratie...*, *op. cit.*

<sup>17</sup> G. GRUNBERG, *Vers un socialisme européen ?*, Paris, Hachette, 1997.

<sup>18</sup> D. WEBBER, « Social-democracy and the re-emergence of Mass Unemployment in Western Europe », in W. PATERSON & Th. ALASTAIR (ed.), *The future of social-democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

<sup>19</sup> Ch. BUCI-GLUCKSMANN (éd.), *La gauche, le pouvoir, le socialisme*, Paris, Presses universitaires de France, 1983.

<sup>20</sup> S. PADGETT, W. PATERSON, *op. cit.*

<sup>21</sup> J. CALLAGHAN, *The retreat of Social Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 101 et s.

<sup>22</sup> G. GRUNBERG, *op. cit.*

<sup>23</sup> T. GALLACHER & A. WILLIAMS (ed.), *Southern European Socialism. Parties, elections and the challenge of government*, Manchester, Manchester University Press, 1989.

<sup>24</sup> A. WILLIAMS, « Socialist Economic Policies : never off the drawing board ? », in T. GALLACHER & A. WILLIAMS (ed.), *Southern European Socialism...*, *op. cit.*

<sup>25</sup> R. DAHRENDORF, *Réflexions sur la révolution en Europe*, Paris, Seuil, 1991.

<sup>26</sup> A. GIDDENS, T. BLAIR, *La troisième voie : le renouveau de la social-démocratie*, Paris, Seuil, 2002.

<sup>27</sup> M. LAZAR, O. MONGIN, « De la troisième voie à l'impératif de la réforme », *Esprit*, mars-avril 1999, 251.

<sup>28</sup> G. MOSCHONAS, *In the name of Social Democracy : the great transformation from 1945 to the Present*, Londres, Verso, 2002.

<sup>29</sup> G. MOSCHONAS, « L'éclat d'un pouvoir fragilisé : force et faiblesse du leadership socialiste », in M. LAZAR (ed.), *La gauche en Europe depuis 1945...*, op. cit.

<sup>30</sup> *Ibid.*

<sup>31</sup> Ph. MARLIÈRE, op. cit.

<sup>32</sup> P. ANDERSON, « Introduction », in P. ANDERSON & P. CAMILER (ed.), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso, 1994.

<sup>33</sup> P. SEYD, P. WHITELEY, *New Labour's grassroots. The transformation of the Labour Party Membership*, Basingstoke, Palgrave, 2002.

<sup>34</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, A. REA (éd.), *L'extrême droite en France et en Belgique*, Bruxelles, Complexe, 1998 ; P. IGNAZI, *Extreme Right Parties in Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2003.

<sup>35</sup> T. POGUNTKE, « New Politics and Party Systems : The emergence of a New Type of Party ? », *West European Politics*, 1987, 10, p. 76-88.

<sup>36</sup> W. PATERSON & Th. ALASTAIR (ed.), *The future of social-democracy*, Oxford, Oxford University Press, 1986.

<sup>37</sup> B. RIHOUX, *Les partis politiques : organisations en changement. Le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan,

<sup>38</sup> P. DELWIT, « L'anticommunisme comme instrument de mobilisation du parti socialiste belge de 1945 à 1954 », in P. DELWIT, & J. GOTOVITCH (éd.), *La peur du rouge*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1996.

<sup>39</sup> P. DELWIT, *Les partis socialistes et l'intégration européenne. France-Belgique-Grande-Bretagne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995.

<sup>40</sup> P. MAGNETTE, *Le régime politique de l'Union européenne*, Paris, Presses de sc po, 2003.

<sup>41</sup> R. CUPERUS & J. KANDEL, « The magical return of Social Democracy. An introduction », in R. CUPERUS & J. KANDEL (ed.), *European Social Democracy. Transformation in progress. Social Democratic think tanks explore the magical return of social democracy in a liberal era*, Bonn, Friedrich Ebert Stiftung, Wiardi Beckman Stichting, 1998.



# La « troisième voie » dans une perspective comparée

David S. BELL

La social-démocratie d'Europe occidentale a perdu ses repères et son sens de l'orientation depuis la chute du mur de Berlin. Elle n'est pas parvenue à trouver de nouvelles convictions capables de remplacer les anciennes. Avant les années quatre-vingt, les socialistes d'Europe pensaient avoir le projet d'une société égalitaire et les moyens de la mettre en place sans provoquer de révolution. La société civile et les droits civils pouvaient être préservés en tant qu'outils d'une économie keynésienne et la planification selon les principes de Beveridge devait permettre le plein emploi et la prospérité. Cette croyance a perdu de sa force avec l'inflation des années soixante-dix et n'a pas résisté aux attaques du libre marché dans les années quatre-vingt. Bien que les partis sociaux-démocrates aient remporté les élections au milieu des années quatre-vingt-dix (lorsque les gouvernements socialistes étaient à la tête de tous les Etats de l'Union européenne, sauf quatre), leur confiance était perdue. Retrouver la conviction qui était la leur au milieu du siècle au travers d'une théorie revivifiée est dès lors devenu l'objectif des sociaux-démocrates.

Avec la « troisième voie »<sup>1</sup>, Blair a indubitablement atteint cet objectif. Laissons provisoirement de côté la question de sa définition exacte, mais précisons que la « troisième voie » est un véritable exploit en termes de relations publiques. Le recentrage sur la « troisième voie » a permis au nouveau parti travailliste et au gouvernement de suggérer quelque chose d'un peu plus constant qu'un mouvement évoluant au gré de la marée, et de porter l'attention sur le changement doctrinal et politique authentique du parti. C'est cette « troisième voie » qui a valu à Blair d'être cité à l'étranger et dans des cercles d'intellectuels et de professionnels. Blair a gagné un certain respect, pas seulement en tant que vainqueur des élections (deux victoires écrasantes certes, contre les Tories que l'on croyait autrefois invincibles), mais en tant que père d'une nouvelle philosophie d'intérêt plus que local. Blair semble avoir

découvert le remède au malaise social-démocrate, pas seulement au travers des votes (après tout, il y a seulement cinq ans, les conservateurs avaient presque été balayés de l'échiquier politique de l'Union européenne) mais au travers d'une philosophie. Pour beaucoup, le futur de la social-démocratie se trouvait dans cette « troisième voie », différente d'un simple opportunisme.

Le présent article traite de cette « troisième voie » et n'a pas pour but de juger le gouvernement travailliste, qui mériterait qu'on lui consacre un article à lui seul. Les questions posées ici sont les suivantes : qu'est-ce que la « troisième voie », comment est-elle née et où se situe-t-elle par rapport à la social-démocratie et à d'autres philosophies sociales ? De certains points de vue (et pas seulement électoraux), on pourrait avancer que le gouvernement Blair aura été l'un des plus efficaces de l'histoire récente du Royaume-Uni et que ses réalisations resteront dans les mémoires longtemps après que la troisième voie en soit elle-même sortie. La troisième voie a conféré le gouvernement aux régions, elle a donné un maire à Londres et à d'autres villes et elle a consacré beaucoup de temps et d'énergie à l'Irlande du Nord. Dans d'autres domaines, elle s'est adressée aux jeunes chômeurs de longue durée et a fait des progrès au niveau de la lutte contre la pauvreté des enfants. De plus, des masses de liquidités ont été injectées dans les services publics. La santé a également bénéficié d'apports financiers importants atteignant les niveaux européens mais un important effort a surtout été consenti au niveau de l'enseignement primaire et les normes ont été relevées. C'est un gouvernement travailliste désireux d'essayer de trouver des solutions à des problèmes existant depuis longtemps et qui se fixe sans cesse de nouveaux objectifs et évalue ses progrès. Cependant, le présent texte n'a pas pour but de faire le bilan des réalisations de la troisième voie, qui mériteraient des études plus approfondies <sup>2</sup>.

### 1. Le contexte historique

Tout d'abord, avant d'en venir à la définition de la « troisième voie », essayons de comprendre pourquoi un nouveau départ était jugé nécessaire. Pour ce faire, commençons par un rapide retour en arrière dans l'histoire récente du parti travailliste. Dans les années quatre-vingt, le parti travailliste a pris un virage à gauche, symbolisé par le « message de suicide le plus long de l'histoire » et était à l'époque emmené par des socialistes, pour ne pas dire par des extrémistes. Il fut presque supplanté par l'alliance libérale en tant que parti de l'opposition en 1983, l'*annus horribilis*. Ce désastre fut reconnu comme tel et la direction du parti de Neil Kinnock était alors déterminée à changer de cap, ce que les travaillistes firent pendant les neuf années suivantes mais qui ne leur a pourtant pas permis de gagner en 1992.

Ces élections furent pour Neil Kinnock une défaite cuisante à une époque où le Royaume-Uni était en récession, où les gens perdaient leurs maisons, où le chômage concernait trois millions de Britanniques et où d'aucuns craignaient que les travaillistes ne reviennent plus jamais au pouvoir. La raclée de 1992 permet également d'expliquer l'obsession des élections et des groupes de discussion qui handicapa souvent le nouveau parti travailliste en 1997, et l'attitude de Blair, qui semblait craindre à chaque instant une motion de défiance. Tout au long de son premier mandat, il a été assailli par le doute. Son obsession du « qu'en dira-t-on ? » a produit des gadgets (comme

ces amendes payables immédiatement infligées aux délinquants) mais lui a également fait perdre ses repères. Les groupes de discussion n'ayant pas placé le transport parmi leurs priorités aux débuts du gouvernement de 1997, ce sujet ne fut pas à l'agenda de ce dernier avant de se dégrader sensiblement et de devenir un problème public grave. Ajoutons à cela que le résultat des élections de 2001 a certes conforté M. Blair, mais ne l'a pas porté aux nues comme les résultats semblaient le suggérer (de la même manière que la victoire écrasante des conservateurs en 1987 ne montrait pas que la population était convaincue du bien-fondé de la « poll tax »)<sup>3</sup>.

Mais le parti travailliste de Blair était déterminé à effacer son image de mauvais gestionnaire et à se faire une réputation de parti compétent. Il y avait des « blairiens » avant Blair mais c'est à ce moment qu'il fut décidé par un quintette de « modernisateurs » (dont Gould, Mandelson, Brown et Campbell) que des changements devaient intervenir au niveau du programme et du message du parti travailliste, s'il voulait assurer sa survie au siècle prochain. Neil Kinnock s'est alors effacé et John Smith, homme du mouvement travailliste avant toute chose, a pris les rênes du parti. Toutefois, avant d'avoir eu le temps de mettre en place quoi que ce soit, il mourut d'une attaque cardiaque. John Smith avait décidé d'augmenter certaines dépenses du gouvernement, qu'il financerait par une taxe ciblée et par le relèvement de l'assurance nationale, mais Smith avait un passé travailliste et des racines dans le parti, et il avait la solidité lui permettant d'assurer le succès d'une approche avant tout basée sur la sécurité.

Il fut décidé de diffuser la bonne parole du parti travailliste au-delà de son bastion traditionnel jusqu'aux banlieues anglaises où les électeurs flottants, notoirement sourds au message du Labour, étaient localisés en masse. Smith aurait certes pu assurer la diffusion de ce message, mais Blair était idéalement placé pour s'en charger. Ancien élève de l'école privée de Fettes, avocat très british né dans une famille de conservateurs et sorti de l'Université d'Oxford, Blair a gravi les échelons du parti grâce à son efficacité et à un profil non marqué, dans une certaine mesure, par l'appartenance à une classe sociale ou à une région. La stratégie de Blair consistait à s'adresser à la classe moyenne anglaise et la « big tent ». Même s'il faut admettre que la victoire de 1997 reposait essentiellement sur le rejet de la politique des conservateurs, elle est également en partie due à cette « Southern strategy ».

Tony Blair n'aurait pas pu être plus différent en termes de style et de conception de la vie que son prédécesseur John Smith (et il ne bénéficiait pas du soutien collectif du parti) mais il a assumé le projet de modernisation et a essayé de transformer un virage tactique en un credo politique. Il était impératif pour le nouveau parti travailliste, du point de vue des modernisateurs, de fonder une réputation de gestionnaire économique efficace pendant le premier mandat et pour cette raison, le parti n'aurait pas pu abandonner les programmes fiscaux hérités des conservateurs en 1997 ni s'affranchir de son austérité originelle. Dans ce contexte, M. Blair est arrivé à la tête du parti pour un premier mandat néo-travailliste avec deux promesses parmi d'autres : les programmes de dépenses des conservateurs seraient maintenus et les taux d'imposition n'augmenteraient pas. Lui, ou plutôt M. Brown, les a maintenus. Cette austérité auto-imposée a confronté le nouveau parti travailliste à une difficulté. En effet, il lui a fallu essayer d'expliquer pourquoi la plupart des services publics non

seulement ne s'étaient pas améliorés mais s'étaient même franchement dégradés dans nombre de secteurs.

## 2. Considérations tactiques

C'est ce mouvement vers un territoire essentiellement conservateur qui caractérisait l'approche de Blair. Blair a été accusé d'opportunisme et, peut-être en réponse à ceci, a fréquenté un certain nombre de « gourous » dans le passé, dont le théologien John Macmurray, le « *stakeholder* » Will Hutton, le communautarien Amitai Etzioni, l'économiste travailliste Robert Reich et le théoricien de la « troisième voie », Anthony Giddens (peut-être impressionné par le background religieux de Blair, David Marquand a même suggéré que la « troisième voie » était la démocratie chrétienne du Royaume-Uni <sup>4</sup>). Certains ont vu dans cette initiative une tentative de déguiser un mouvement (politiquement astucieux) visant à s'approprier les vêtements des Tories et, de fait, des indices font penser que cet élément est à l'origine de la « troisième voie » <sup>5</sup>. Mais la « troisième voie » est présentée comme étant essentiellement un rejet négatif à la fois de l'ancien parti travailliste (la vieille idée d'« égalité ») et des conservateurs, alors qu'elle ne propose pas grand chose de positif et que c'est un fatras idéologique <sup>6</sup>. C'est une approche désordonnée, qui ne repose sur aucune idée, même si ses représentants soulignent que cette troisième voie est « au-delà » de la gauche et de la droite <sup>7</sup>.

A certains égards, la « troisième voie » est une fuite calculée de l'auto-définition et un exemple d'imprécision. Nombre des déclarations formulées auraient pu l'être par des leaders politiques de n'importe quelle sensibilité, comme l'affirmation de Blair selon laquelle la « troisième voie » est une « alliance entre le progrès et la justice » ou qu'elle tente d'extraire les valeurs essentielles du centre et du centre gauche pour les appliquer à un monde confronté à un changement social et économique profond <sup>8</sup>. Mais, bien sûr, la troisième voie va au-delà de ces banalités. Blair entend harmoniser « le socialisme démocratique et le libéralisme » et reconstruire des forces progressives dans cette voie. Il ne s'agit pas d'une seule voie, mais d'une voie permettant d'en trouver d'autres, vers la gauche ou vers la droite <sup>9</sup>. Cela va comme un gant à l'attitude de Blair en politique, un œil rivé sur l'Angleterre moyenne et toujours guidé par la gestion de bon père de famille. En outre, cela permettrait la mise sur pied d'une coalition dépolitisée au sein de laquelle Prescott, Meacher, Charles Kennedy, Shaun Woodward (et son majordome) peuvent coopérer dans une douce entente. Cette association du lion et de l'agneau est attendue malgré le creusement des inégalités des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Elle réconcilie les opposants à un niveau rhétorique tout en rejetant les extrêmes ; l'aile « d'extrême gauche » est répudiée pour son « étatisme », les dépenses et la centralisation qu'elle porte et pour son manque de sensibilité envers le marché et ses vertus. En résultent des dissensions sociales et un dogmatisme.

La rhétorique de la « troisième voie » autorise également Tony Blair à dire des âneries : lorsque Pierre Mendès-France a dit que « gouverner, c'est choisir », il ne pensait certainement pas à M. Blair. La « troisième voie » rassemble donc les deux incompatibilités des marchés et des communautés ; l'équité et la solidarité européennes peuvent s'associer au « dynamisme économique des Etats-Unis » mais

la répression de la criminalité ne peut être efficace si l'on ne s'attaque pas à ses causes (sanctions et compassion) et la décentralisation ne doit pas diminuer le mérite de normes uniformes<sup>10</sup>. Ce fut le cas avec l'euro, au sujet duquel les autres partis sont clairs : les conservateurs sont contre, les libéraux-démocrates sont pour, et les néo-travailleurs ne se prononcent pas. Aucun sujet n'a jamais été aussi habilement évité et un débat doit se tenir, orienté par le gouvernement. Dans cette matière, Blair est comparable à Stanley Baldwin : « intransigeant dans le laisser-faire et résolument indécis ».

Fondamentalement, la « troisième voie » est assez simple et se résume par la phrase « tout ce qui fonctionne » (ou, comme les conseillers politiques aiment le dire, une politique « fondée sur l'évidence »). Blair n'est pas le premier chef de file travailliste à souligner le besoin d'harmoniser le dynamisme du secteur privé avec la justice sociale mais à l'époque, Wilson, Callaghan et Attlee ont été rayés de l'histoire dans un effort visant à démontrer que le « léopard avait changé ses taches ». En opérant ce changement, la politique de la « troisième voie » peut se targuer d'être la voie intermédiaire entre « l'étatisme » de l'ancien parti travailliste (ou de l'ancien socialisme) et le néo-libéralisme de libre marché de Thatcher, et d'être à la fois moderne et éthique. Il s'est préparé à englober la dynamique du marché mais n'abandonne pas la justice sociale même si l'ancienne bureaucratie de l'Etat providence ne constitue pas le moyen d'y parvenir. Sous l'angle de la « troisième voie », l'Etat devient plus entreprenant et aide les gens à s'aider eux-mêmes, plutôt que de leur rendre des services de base par la voie de la bureaucratie.

### 3. Fondements philosophiques

La vision d'Anthony Giddens de la « troisième voie » est ce qui, pour le nouveau parti travailliste, s'est le plus approché d'une politique officielle. Au fil de ses nombreux livres, pamphlets et articles, Anthony Giddens est devenu le plus influent des avocats et on peut supposer qu'il conseille également le Premier ministre. Tony Blair a reçu le statut de co-auteur de la version française de *La troisième voie* (préfacé par Jacques Delors) et Giddens se rend à des séminaires accompagné de Blair, quasi comme son philosophe officiel. Le travail de Giddens doit probablement être davantage considéré comme une explication, une justification ou un prosélytisme que comme une source d'inspiration car Tony Blair n'aime pas se sentir lié par un penseur officiel. La politique de la « troisième voie » est, du point de vue de Giddens, un peu plus que le « juste milieu », et davantage une transformation ou une résolution de la dialectique entre l'ancien travaillisme et la Nouvelle droite.

Il n'y a pas d'entité identifiable comme l'« ancien parti travailliste » même s'il existait au sein du parti des groupes ayant le même point de vue. Il faut rappeler que le Labour a toujours été plus proche du méthodisme que de Marx et qu'il s'agit d'une « broad church » (église large) de libertaires, de chrétiens, de néo-libéraux (plus tard, ceux-là), etc. L'ancien Labour est comme une caricature dans cet ouvrage (plus comme le communisme ou le marxisme avancé que la gauche travailliste) et ne ressemble en rien au socialisme de Crosland, qui a inspiré le courant dominant du parti travailliste pendant de nombreuses années, en mettant l'accent sur la notion d'égalité. Tony Crosland est le principal penseur social-démocrate du parti travailliste

et parce que ses idées étaient proches de celles de nombreux partis européens, la position « croslandienne » a été considérée comme représentative ici, même si elle n'a jamais été incontestée.

*La troisième voie*

	<i>Ancien parti travailliste</i>	<i>Troisième voie</i>	<i>Nouvelle droite</i>
Approche	Nivellement	Investissement	Dérégulation
Résultat	Egalité	Inclusion	Inégalité
Citoyenneté	Droits	Réciprocité	Obligations
Economie du bien-être	Etat	Public/privé	Privé
Mode	Commande centrale	Coopération/ partenariat	Concurrence
Responsabilité	Niveau supérieur – Etat	Locale/nationale combinée	
Dépenses sociales	Elevées	Selon besoins	Minimales

Source : A. GIDDENS, *The Third Way*, Londres, Polity, 1998.

Du point de vue de Crosland, l'« égalité » en tant que valeur clé est ce qui définit la plupart des sociaux-démocrates européens – globalement, du moins. C'est en se concentrant sur cette égalité, pour les travaillistes comme pour les sociaux-démocrates continentaux, concept clé de la théorie et de la pratique socialistes, que la « troisième voie » peut s'inscrire dans le contexte de la social-démocratie. Comme on le voit, la « troisième voie » est une voie intermédiaire entre l'approche de l'ancien parti travailliste et la nouvelle droite mais elle est qualitativement différente et, bien sûr, « moderne ». Le débat ne porte pas sur les moyens mais sur les valeurs. Les socialistes « croslandiens » invoquaient cet argument dans les années cinquante alors qu'ils s'opposaient vigoureusement à la gauche en raison, précisément, de leur pragmatisme par rapport aux moyens (et en particulier la nationalisation qu'ils rejetaient). Ils étaient « pragmatiques » – comme l'est le nouveau parti travailliste – mais ils étaient clairs quant aux fins. Pour les sociaux-démocrates de l'ère de Crosland, la redistribution promettait à la fois un départ sur la même ligne et une route dégagée <sup>11</sup>.

La « troisième voie » de Blair, telle que Giddens la dépeint, n'est *pas* en faveur de formes rigides de propriété ou de financement de l'Etat. Elle est « pragmatique » car tant les moyens privés que publics sont utilisés <sup>12</sup>. Les gens sont autonomes et doivent prendre la responsabilité de leurs actes car il n'y a « pas de droits sans responsabilités » (pas d'allocations de chômage si le chômeur ne cherche pas sérieusement un emploi) <sup>13</sup>. Cette pensée est proche des formules du passé : « Le marché autant que possible, l'Etat si nécessaire » ou de l'expression de Jospin « Oui à l'économie de marché, non à la société de marché ». Elle est pragmatique, privilégie ce qui marche le mieux, mais cette théorie devient problématique dès qu'elle est mise

en pratique. Même à l'époque de la formation de l'Etat providence, le Labour était fier de son pragmatisme. Le New Labour est un parti sans appartenance de classe qui ne promeut pas les intérêts d'une seule section mais essaye de concilier les intérêts en agissant au niveau de l'efficacité et de la bonne volonté <sup>14</sup>.

Selon l'ancien point de vue, l'objectif de la social-démocratie était de préserver le système de marché mais, sans détruire la création de richesses, de rectifier les injustices de distribution qui en découlent. Les croslandiens rejetaient l'égalité de perspectives et l'égalité d'opportunités mais prônaient une vue complexe de l'égalité (proche de ce que Rawls détailla ultérieurement) bien que cette sous-théorisation d'un concept clé ait montré ses failles. L'inégalité est un élément nécessaire du marché et sa suppression provoquerait une répression massive. Toutefois, l'égalité d'opportunités méritocratique n'était pas davantage acceptable car elle récompensait les privilèges existants (et les aléas de la génétique). L'intervention de l'Etat était très certainement nécessaire pour éliminer les inégalités pré-existantes afin que la ligne de départ soit identique pour tous. Mais si les inégalités étaient justifiées, elles auraient dû être « présomptives », elles auraient dû avoir une justification morale, et si elles doivent être justifiées, elles doivent rencontrer un certain nombre de critères, dont la « *rent of ability* » mais également – et impérativement – l'amélioration de la situation des plus défavorisées. Bien sûr, pour la nouvelle droite, les inégalités sont inévitables et ne sont pas importantes car le principe du « *trickle down* » (théorie selon laquelle l'argent des plus riches finit par profiter aux plus pauvres) garantira l'augmentation des richesses. Or, l'élément important est le niveau absolu de revenus des groupes les plus défavorisés et non leur niveau relatif. Tant que les pauvres vont mieux, peu importe que le fossé se creuse entre riches et pauvres.

Le néo-travaillisme s'est engagé à réaliser l'égalité et rejette l'inégalité des perspectives mais l'égalité est définie (du moins quand elle est expliquée) en termes d'« opportunités » plutôt que dans l'acceptation croslandienne du concept. L'égalité d'opportunités est épinglée à plusieurs niveaux par le nouveau parti travailliste (y compris l'enseignement) et le Premier ministre a lui-même adhéré à l'idée que le niveau absolu de pauvreté était la clef (et non la pauvreté relative) des dernières élections générales. Pourtant, il n'est pas facile de croire que le point de vue croslandien sur l'égalité se trouve sur le radar mental du gouvernement et que les mesures proposées par le nouveau parti travailliste n'ont pas pour objectif de diminuer les inégalités sociales.

La position des néo-travaillistes par rapport à l'« égalité » fut réitérée le 18 septembre (avant la conférence annuelle du parti travailliste à Blackpool en 2002) lorsque Tony Blair a employé les termes « égalité » et « redistribution », mais la signification de ces termes n'était pas croslandienne. Une fois encore, il s'agissait d'« égalité d'opportunités », et la « redistribution » mentionnée était définie comme une « redistribution » d'opportunités visant à permettre aux gens d'entrer sur le marché, armés de compétences monnayables. Le New Labour se concentrerait sur l'offre en reformant, en aidant l'invalidé et le chômeur de longue durée et en améliorant la qualité de l'enseignement. (Une intervention de l'Etat qui va au-delà de ce que tout partisan du marché libre de la nouvelle droite aurait pu imaginer). Ces mesures d'offre devraient drainer à nouveau les gens vers le marché et les impliquer

dans le combat contre l'exclusion et la pauvreté – passer le relais et non distribuer. La population doit être sauvée de la pauvreté par la suppression des allocations et la mise au travail. Ceci est à l'opposé de la vision des avantages sociaux en tant qu'élément de la justice sociale. A ce sujet, des tensions existent au sein du gouvernement car les économistes des finances croient en un niveau « naturel » de chômage tandis que les néo-keynésiens entendent faire tourner l'économie à un taux de chômage tel qu'il peut maintenir les salaires et le taux d'inflation à un faible niveau. La politique de gouvernement tolère un certain taux de chômage. Ceci laisse ouvertes les questions suivantes : combien le Labour paiera-t-il à ceux qui resteront en marge du marché et sera-ce suffisant pour garantir que ces personnes peuvent participer à ce système ?

#### 4. La «troisième voie» en pratique

Mais l'élément vital permettant de décider ce qui est le mieux fait et par qui fait défaut. Pour cette raison, l'évaluation de la « troisième voie » requiert une observation de ses performances réelles à l'échelle mondiale. Vue de plus près, pourtant, la troisième voie reste vague quand il s'agit d'expliquer le type de mesures qui devraient être mises en place, où se situe la frontière entre le public et le privé ou encore, ce qu'il en est du régime d'imposition. La troisième voie n'a pas de définition claire de la valeur et du rôle de la sphère publique et aucune donnée probante par rapport à ce que le secteur privé pourrait améliorer. Une authentique « troisième voie » exige une distinction claire entre les industries qui peuvent fonctionner selon le raisonnement de marché et celles sur lesquels les processus de marché sont inefficaces, voire préjudiciables.

Dans la pratique, le « pragmatisme » du nouveau parti travailliste peut ressembler davantage à une foi exagérée dans le marché libre et une confiance infondée dans les entreprises privées. En atteste l'obstination du gouvernement à l'égard du problème des Private Finance Initiatives (PFI) utilisés dans le cadre de projets de services publics, des partenariats publics/privés dans le métro londonien ou encore des Foundation Hospitals récemment proposés. Le PFI implique de faire financer des projets par le secteur privé puis de rembourser ces sociétés privées, dont les bénéficiaires s'établiront ainsi à des niveaux record pendant 20 ou 30 ans. Ce système a été utilisé pour mettre sur pied un vaste programme d'investissements publics. Depuis 1997, quelque 40 hôpitaux et 550 écoles sont en construction ou opérationnels et 60 autres hôpitaux sont prévus. Cela représente une amélioration sensible par rapport à la situation antérieure, lorsque le capital d'investissement dans les services publics s'était réduit à 5% des revenus nationaux puis à 1%, rangeant le Royaume-Uni tout en bas de la liste des pays de l'Union européenne en matière d'investissements publics. Mais pour la « troisième voie » du nouveau parti travailliste, c'est le PFI ou rien.

Les PFI sont des instruments financiers qui réduisent les « emprunts » du gouvernement en les « sortant des comptes » mais ils reposent sur les arguments selon lesquels ils permettent d'économiser de l'argent et de transférer le risque d'échec du Trésor public, et sont plus efficaces que leur équivalent public. Or, ces affirmations sont contestables. Les PFI coûtent plus cher à long terme que les investissements étatiques directs et « même si l'argent des capitaux ne sort plus directement de la poche du gouvernement à l'avenir, le contribuable sera confronté

à une dette récurrente ». Comme le faisait remarquer le même observateur, « c'est la mise en pratique de l'adage : donner d'une main, reprendre de l'autre »<sup>15</sup>. Tôt ou tard, l'Etat paiera, et il paiera davantage, de sorte que ces projets induisent qu'une énorme quantité de dépenses futures soit consacrée au remboursement des PFI. La Royal Infirmary d'Edinburgh coûtera 30 millions de livres (prix actualisé) pour les trente prochaines années, soit un total cumulé de 900 millions de livres, alors qu'elle aurait pu être construite pour 180 millions de livres. Par ailleurs, le risque financier n'est pas transféré grâce au PFI et les reproches faits à l'encontre des services subsisteront<sup>16</sup>. Mais dans ces domaines essentiels, l'Etat ne peut transférer le risque et devra poursuivre le programme de construction d'hôpitaux ou les travaux liés aux moyens de transport, sans quoi une entreprise risquerait de devoir déposer le bilan. Les risques ont été dans nombre de cas retransférés à l'Etat : Railtrack, contrôle aérien, British Energy, Passport Agency etc. Le PFI, tout aussi controversé, a lancé un programme colossal de construction d'hôpitaux mais plus de 18% des frais sont consacrés au leasing annuel comparés aux 6% de charge annuelle sur le Trésor et la contractualisation de 40% du nettoyage et du catering a échoué (en 2001, la campagne centrée sur la santé a permis au docteur Taylor de remporter la circonscription de Wyre Forest aux dépens du Labour). L'efficacité est souvent obtenue au détriment du personnel qui doit fréquemment travailler dans des conditions de travail moins avantageuses – 51% des travailleurs en sous-traitance ont subi une diminution de salaire<sup>17</sup>.

Les enquêtes conduites au sujet des PFI par CABE, le comité des comptes publics de la House of Commons, le National Audit Office ainsi que des académiques et des spécialistes ne confirment aucun des trois arguments avancés en faveur des PFI. Lors de la conférence du parti travailliste organisée à Blackpool en 2002, le gouvernement a refusé un rapport indépendant sur les PFI. Toutefois, pendant la première législature des travaillistes, la révolution de la « troisième voie » avait été préparée pour faciliter l'implication du privé au niveau des services. L'implication du secteur privé dans le fonctionnement des écoles, des hôpitaux et des prisons n'a pas eu de brillants effets jusqu'ici et les syndicats du secteur public sont fermement opposés à cette privatisation déguisée<sup>18</sup>. En plus du coût, des problèmes de conception et de qualité se sont posés. Le PPP impose un désastre à long terme à la ville car il casse une structure intégrée (il ne s'agit pas de « ce qui fonctionne le mieux »). Cette vision repose sur l'hypothèse selon laquelle le secteur privé est plus « capable » que la fonction publique tandis que la preuve que le secteur privé n'est pas très efficace dans la production de certains biens et services publics est tout simplement éludée. L'opinion publique n'a pas été convaincue ; seulement 30% sont favorables à l'idée de confier à des sociétés privées le soin de faire fonctionner les écoles et seulement 26% souhaitent l'intervention du secteur privé dans les services de soins de santé nationaux<sup>19</sup>. Bien entendu, les choses ont évolué depuis les premiers contrats PFI – et les conditions se sont durcies – mais ces instruments sont encore loin de faire l'unanimité.

La santé et l'enseignement ne sont pas susceptibles de marchandisation. Les tentatives d'appliquer la notion de marché libre à ces domaines s'inspirent des politiques gouvernementales de Major (marchés internes et concurrence du rail) et de son souhait de se montrer plus thatcherien que Thatcher elle-même. L'enseignement

est un bon exemple. Pour pouvoir faire de vrais choix dans ce domaine, il faudrait une suroffre, pour qu'un élève de n'importe quel district puisse choisir entre une école religieuse, une école islamique, une école laïque, etc. Mais cette perspective n'est pas envisageable et la diversité au travers d'écoles spécialisées ne serait pas une stratégie mais une renonciation. Dans son « Green Paper » de 2001, le nouveau Labour déclarait qu'il entendait créer 1 000 écoles spécialisées d'ici la fin de l'année 2003 afin d'enfermer les élèves dans des spécialités telles que l'ingénierat, les sciences et le commerce. Si seulement une poignée d'écoles était spécialisée, un système à deux vitesses serait créé et, bien sûr, certains domaines disposeraient d'une gamme complète de spécialités, et d'autres pas. Dans le domaine de l'enseignement, les Britanniques ont assisté au lancement de politiques de marché libre durant l'été 2002. Portées à leur conclusion logique, elles élimineraient progressivement les arrangements existant en termes de paiement et de conditions. En résumé, le gouvernement a décidé que les écoles devaient se voir accorder le droit d'abolir les systèmes actuels de paiement et de conditions des enseignants, de décider que ceux-ci ne sont plus automatiquement augmentés mais évalués chaque année, et que les écoles pourraient désormais démarrer leurs propres activités.

L'idée du nouveau parti travailliste selon laquelle la croissance durable peut réconcilier le commerce et l'environnement ne paraît pas plus convaincante. Quant à la combinaison des droits des travailleurs et de la liberté commerciale, elle impliquerait davantage de contrats à temps partiel, davantage de contrats à court terme, davantage d'opportunités pour les contractants privés de fournir des services publics et la suppression de frontières aujourd'hui normales au Royaume-Uni. La croissance économique l'a emporté, et l'emploi et la prospérité ont constitué les priorités. Les carburants non fossiles de substitution n'ont pas remporté les suffrages et la promesse de financer la recherche sur les énergies renouvelables s'est concrétisée par une rétribution de 50 millions de livres de la loterie. De la même manière, l'essence a été taxée (jusqu'aux protestations) mais la politique parallèle visant à améliorer les transports publics et censée fluidifier le trafic n'a finalement pas été mise en place.

Le New Labour a abandonné l'idée d'utiliser le système d'avantages fiscaux et a dénigré la redistribution de crainte d'offenser la classe moyenne britannique. Le principe de méritocratie adopté par Blair n'est pas un principe social-démocrate. La méritocratie fait sauter les barrières vers le progrès pour la minorité mais la social-démocratie n'ambitionnait pas de prévoir des issues de secours mais bien de changer la société pour réduire la privation à laquelle la population devait échapper <sup>20</sup>. Le New Labour n'a pas envie de dire que l'augmentation des inégalités de revenus est une mauvaise chose en soi <sup>21</sup>. D'aucuns ont même suggéré que la différence de revenus n'était pas un vrai problème – le vrai problème, c'est le niveau absolu des revenus – ; tant que le pauvre se porte mieux, peu importe que le fossé se creuse.

Blair n'a pas changé la définition de l'imposition comme un fardeau et n'a pas contesté la division « eux et nous », de même que le nouveau parti travailliste n'a pas essayé de renforcer le soutien aux politiques d'avantages fiscaux et à une société d'inclusion. En 1999, Blair déclarait « la fin de l'Etat providence associé au principe du tout-pour-rien » et annonçait des entrevues d'embauche obligatoires pour la plupart des prestataires sociaux <sup>22</sup>. De ce point de vue, la justice sociale signifie que

les individus doivent être responsables de leur propre développement et que l'auto-développement est envisagé dans des termes de marché du travail. Ici, la « troisième voie » insiste beaucoup sur la « responsabilité » des bénéficiaires d'allocations et une extension du principe de ciblage des prestations alors que le travail, l'enseignement et la formation étaient offerts. Comme le disait Gordon Brown, le potentiel de production doit être maximisé et l'économie a donc priorité sur la culture, la politique, l'environnement ou l'interaction sociale <sup>23</sup>.

En même temps que l'accent rhétorique sur l'entreprise et l'initiative, des mesures discrètes ont été prises pour les défavorisés. Les ressources ont été dirigées vers les plus démunis et davantage de soutien est désormais offert aux enfants de moins de 11 ans issus de familles sans emploi. Certaines familles à faibles revenus ont vu leurs revenus augmenter de plus d'un quart pendant le premier mandat de Blair mais ceci ne permettra pas d'inverser la tendance et même l'espoir de diviser par deux la pauvreté à l'horizon 2010 ne la ramènerait pas aux niveaux qui prévalaient en 1979 <sup>24</sup>. Bien que l'inégalité des revenus après impôt ait commencé à se creuser à nouveau en 2000 et que le niveau le plus élevé de pauvreté au Royaume-Uni n'ait quasi pas été affecté, le budget de 2002 impliquait que, pour la première fois depuis 1997, le « top dix » se dégraderait davantage (en 1979, 8% des adultes étaient considérés comme pauvres, en 1994-1995 24% et en 1998-1999 25%). Il s'agit de changements progressifs favorisant les 40 % les plus pauvres. La « redistribution », toutefois, ne sert qu'à ramener le plus pauvre au-delà du seuil de pauvreté.

Autre exemple : le programme « *right to buy* » (droit de rachat) aménagé pour les personnes vivant dans des logements sociaux – autrement dit, la vente subsidiée de logements sociaux. Cette mesure a été introduite en 1979 à titre de cheval de bataille du thatchérisme mais il n'y a aucune raison, ni économique ni inspirée du souci d'égalité, justifiant que les communes vendent leurs actifs à bas prix. Aucune autre initiative politique ne pouvait remplacer alors les logements sociaux perdus, en conséquence de quoi nous sommes confrontés aujourd'hui à une pénurie de logements abordables (plus aiguë encore pour les travailleurs sociaux dans des villes telles que Londres) et la fin des logements sociaux est proche. Le financement des collectivités fut relégué au second plan par le gouvernement de 1979 car celui-ci promouvait la culture de la propriété. Le New Labour l'a accepté, en rejetant l'amendement de cette mesure, invoquant l'« agenda d'opportunités » thatchérien. En résumé, la crise du logement ne peut être résolue si des logements sont vendus à un prix moyen de 40 000 livres et ne peuvent être remplacés que moyennant un subside de 65 000 livres <sup>25</sup>. En 2001, 53 000 logements sociaux ont été vendus et seulement 18 000 ont été construits. Quelque 80 000 familles sont logées dans des structures « *bed and breakfast* ». Cette mesure implique que la société paye pour qu'une minorité augmente son capital et son bien-être aux frais de la communauté.

Le Labour pourrait bien finir par regretter d'avoir promis de ne pas relever le niveau d'imposition maximum. Son argument contre un taux de 50% sur les revenus de plus de 100 000 livres rapporterait quelque 3,5 milliards de livres par an. Relever le plafond de l'assurance nationale à un niveau auquel les gens commencent à payer le taux maximal frapperait les revenus au-delà de 25 000 livres. Or, c'est précisément le groupe de revenus que le New Labour essaye le plus assidûment de séduire ces

derniers temps. Aux Etats-Unis, les dépenses publiques représentent 30% du revenu national et au Royaume-Uni, ce chiffre tourne autour de 40%, mais en Europe, il fluctue autour de 50%. Il n'est pas possible de fournir des services européens avec ce taux d'imposition, et les niveaux actuels de services ne pourraient pas non plus être maintenus à un taux américain (Giddens voudrait que la Grande-Bretagne pratique les « niveaux européens » de dépenses sociales) <sup>26</sup>. Ce problème ne peut être résolu comme il l'a été. En 2001, le Labour ne s'était pas demandé comment les niveaux de dépenses européens pouvaient être atteints en cas de croissance économique et d'implication du secteur privé.

### 5. Arguments en faveur des services publics

Il faut ajouter que la combinaison public/privé mine la philosophie du service public et démoralise le secteur public. La prolifération de « quangos » (Quasi Autonomus Non Governmental Organizations) qui extraient la santé, l'enseignement (via des hôpitaux et des collèges urbains), etc. de la sphère publique réduit également la société civile de citoyenneté active que le nouveau parti travailliste entend pourtant encourager. Transformer les citoyens en consommateurs réduit – voire élimine – la capacité des gens à s'impliquer, et laisser ce privilège à des technocrates et à des intérêts privés diminue l'implication publique.

Le nouveau parti travailliste entend promouvoir une culture d'entreprise et veut auditer, contrôler. Le New Labour a envisagé de soutenir la privatisation des soins médicaux et des retraites et a promu le principe de méritocratie de même que la mobilité sociale <sup>27</sup>. Le Labour a largement neutralisé l'influence des conservateurs sur la loi et l'ordre en faisant preuve de sévérité à l'égard des criminels et en augmentant la population carcérale. Il y a eu la privatisation des prisons et la réduction des droits des accusés. De l'autre côté de l'équation, aucune initiative n'a cependant été prise en vue d'agir sur les causes de crimes.

La nouvelle voix du nouveau parti travailliste est souvent tournée en ridicule car s'adresser à la nation de la même façon qu'un PDG s'adresserait à ses actionnaires ne convainc pas et manque même d'une justification globale. Peut-on s'adresser à la population de cette façon ? N'y a-t-il aucune différence entre l'utilisation des services publics et la visite d'un supermarché ? A moins de constater un engagement par rapport à un service public et accessible à tous, la population exigera tout simplement davantage. Lorsqu'il n'y a pas d'idéologie, il n'y a pas d'attachement à l'idéal du service public et demander aux gens de juger les services publics par rapport à des objectifs ne sert à rien. Pendant les années dominées par les conservateurs, il existait une implacable *Kulturkampf* contre la culture de la citoyenneté et la sphère et les fonctions publiques de tout genre étaient contraintes de passer dans le moule du marché. Sans un défenseur confiant des valeurs de la citoyenneté et de l'égalité, les services publics sont menacés. Actuellement, rien n'existe pour empêcher que soit défait ce qui a été fait par une opposition conservatrice déterminée (comme elle l'est) à réduire les services publics. Ceci, bien des observateurs l'ont suggéré, était le grand défaut du British Labour. Le Labour ne prenait pas une longue-vue pour essayer de transformer les valeurs qui dictent la vie des gens mais adoptait une approche verticale œuvrant au travers de la machine étatique. La social-démocratie avait peu d'emprise

sur la société britannique, ce qui explique qu'elle se soit rapidement effondrée une fois confrontée à un néo-libéralisme confiant dans sa force morale <sup>28</sup>.

Le New Labour a consacré ses efforts économiques à éliminer l'association, dans l'esprit des électeurs, entre incompétence et gouvernements travaillistes, et a donné la priorité à la stabilité <sup>29</sup>. Mais lors de la seconde législature (que l'on promettait radicale), les idées ont changé grâce, notamment, aux efforts du parti travailliste. Les électeurs se rendent compte aujourd'hui que les impôts indirects peuvent augmenter et que les transports et la santé passent désormais avant la défense, le logement et l'environnement (Ces thèmes devraient être les thèmes naturels du Labour mais pas de la façon dont Blair les a utilisés lors de son premier mandat). Un changement est intervenu dans la politique des travaillistes et l'agenda a évolué depuis 1997. En juillet 2002, le chancelier a annoncé la plus importante augmentation prolongée des dépenses gouvernementales des trente dernières années : près de 93 milliards de livres sur trois ans <sup>30</sup>. La santé et l'enseignement se verront consacrer 7% de plus par an hors inflation à une époque où les marchés boursiers s'effondrent et où les autres économies refluent.

Il ne s'agit pas d'un retour vers l'ancien parti travailliste. Les rues de Whitehall ne sont pas pavées d'or et Downing Street se crispe toujours à chaque attaque contre la politique de « *tax-and-spend* » (taxer et dépenser) des travaillistes parce que, notamment, la vitesse à laquelle les protestations contre la hausse des prix du carburant se sont élevées à l'automne 2000 montre que les impôts sont encore un sujet pris au sérieux par les électeurs. Les élections de 2001 ont montré qu'au lieu d'espérer plus d'argent dans leurs poches, les électeurs attendaient du Labour qu'il améliore la qualité des services <sup>31</sup>. Ce changement de mentalité est la conséquence des problèmes rencontrés au niveau des transports publics, de la qualité de l'enseignement et de l'augmentation de la criminalité, et une réponse aux problèmes de la classe moyenne britannique. Toutefois, le gouvernement n'est toujours pas enclin à jouer la carte des impôts en tant que solution. Contrairement à ce qui est communément admis, les réductions sont intervenues bien avant 1979 et dans plusieurs ministères – y compris celui de l'enseignement –, les dépenses exprimées en pourcentage du revenu national en 2001 étaient inférieures à celles de 1997, lorsque le Labour est arrivé au pouvoir. Ces chiffres ne sont pas le résultat d'une série de mesures prises à la légère mais bien de la réalisation d'objectifs de gestion non dictés par une idéologie, soigneusement planifiés jusqu'au dernier penny, et ces objectifs sont contrôlés directement et indirectement par la « troisième voie » <sup>32</sup>. Au niveau de la santé, le gouvernement propose un système concurrentiel solidement construit impliquant des systèmes à la fois public et privé de santé, utilisant le secteur privé dans une mesure que les conservateurs n'auraient jamais osé imposer. En contre-partie de l'investissement dans le système national de soins de santé, les barrières à l'utilisation du secteur privé seraient désormais levées. La « Delivery Unit » de Downing Street surveillera l'allocation des budgets du ministre et y attachera des fils. Ces mesures n'ont pas été présentées en termes de justice ou de réalisation. Mais, par exemple, l'enseignement était important pour la productivité et, pour reprendre les termes de Blair : « L'enseignement sera notre politique micro-économique numéro un » <sup>33</sup>. Ses détracteurs disent déjà que si Madame Thatcher balayait le consensus public

(en abaissant les tranches supérieures d'impôts à 38% dans le premier budget), cette situation pourrait bien à nouveau changer.

Pour un théoricien de la « troisième voie », c'en est déjà trop. Giddens, dans son nouveau livre, recommande à Blair de faire marche arrière <sup>34</sup>. Giddens a attaqué les projets de relèvement d'impôts visant à financer les services publics et a argué que l'argent devait provenir du taux élevé d'emploi et de l'accélération de la croissance, et non pas de l'augmentation des impôts. Un des principes de la « troisième voie » prévoit que les réformes de la politique de l'offre créent des emplois et par conséquent, c'est sur ce thème que les efforts du gouvernement devraient se recentrer (enseignement, enseignement, enseignement) pour élargir son accès et investir dans le « capital humain » <sup>35</sup>. D'un autre côté, la gestion de la demande est assurée par un ensemble d'outils démodés <sup>36</sup>. En conséquence, augmenter le taux d'imposition marginal à 50% rapporterait « seulement » trois milliards de livres et dans tous les cas, un pour cent des contribuables (les revenus les plus élevés) contribuerait à 20% de l'impôt sur le revenu. Selon ce point de vue, l'égalité d'opportunités doit être la priorité et la redistribution n'est pas l'objet de la politique. Cependant, le New Labour est accusé de faire défaut au concept de « l'équité dans la distribution » <sup>37</sup>. Dès lors, le New Labour met essentiellement l'accent sur la mobilité du marché de l'emploi et les mesures influant sur l'offre, accompagnées d'une augmentation des incitants au travail, même si d'aucuns estiment qu'élargir les « opportunités de travailler et d'apprendre » est juste le moyen moderne de redistribuer les richesses et le pouvoir <sup>38</sup>. Quoi qu'il en soit, le problème très britannique du travail mal payé, flexible, fragmenté, précaire et incertain, et qui renforce les inégalités, n'est pas pour autant résolu. Ces mesures ignorent par ailleurs les politiques sociales européennes visant à créer une société plus équitable <sup>39</sup>. Mais le gouvernement de la seconde législature a commencé à envisager de prendre de nouvelles directions à cet égard (en atteste la société Railtrack, en redressement judiciaire en 2002).

## 6. La politique britannique et la « troisième voie »

Il y a une place pour la « troisième voie » sur l'échiquier politique britannique, qui n'a pas d'équivalent dans le reste de l'Europe occidentale. Cet état de fait est en partie historique et culturel et en partie structurel mais il est en partie aussi conjoncturel, et a ses faiblesses même si, régulièrement, M. Blair l'emporte allègrement dans les sondages d'opinions et lors des élections (à l'époque de Madame Thatcher, les deux résultats ne coïncidaient pas toujours) <sup>40</sup>. Cette particularité explique qu'il soit aussi difficile de transférer la « troisième voie » à d'autres partis européens occidentaux en tant que solution au dilemme social-démocrate actuel, qui représente bien davantage que des problèmes de personnel et d'« exceptionnalisme britannique ».

Pour commencer, le système de partis britannique est essentiellement bipolaire car il est situé entre le gouvernement et l'opposition. A sa base, il y a le système électoral uninominal majoritaire à un tour (« *first-past-the-post* ») qui concentre la compétition sur deux partis mais bénéficie à ceux dont les voix sont géographiquement concentrées, une particularité qui a permis au Labour d'éviter de disparaître dans les années soixante-dix et qui a aidé les partis nationalistes de la « *Celtic fringe* ». En revanche, les partis dont les voix sont dispersées au niveau géographique, tels que

les libéraux démocrates, sont désavantagés. Ceux-là ont d'énormes difficultés à percer. Lorsque l'opposition est représentée par un parti qui n'a aucune chance d'être élu, comme c'est actuellement le cas des conservateurs britanniques, il y a un parti « dominant » (pour utiliser la terminologie de Sartori) et le Labour occupe une position presque hégémonique. Dans les années quatre-vingt, c'est le parti conservateur qui a tiré avantage des difficultés que rencontrait alors le Labour pour percer et, du côté gauche, le New Labour de Blair a eu la même opportunité, mais dans l'autre sens.

Penchons-nous donc brièvement sur la raison pour laquelle le parti conservateur est devenu incapable de fonctionner comme opposition au New Labour. Les membres du parti conservateur étaient pourtant parvenus à réaliser l'immémorable oxymore d'être des populistes impopulaires. A cet égard, un tribut doit être payé à la « troisième voie » qui, en pénétrant sur le territoire des conservateurs et en adoptant une bonne partie de la rhétorique de « Thatcher », a efficacement évité la réhabilitation de leur ancien message. En 2001, on constate un glissement vers le Labour de nombreux électeurs de la classe moyenne « AB » (mais une fuite de la classe ouvrière). Il n'est pas possible pour les politiques conservateurs de dire qu'« ils auraient dû le faire comme nous » et les voilà obligés de se concentrer sur les détails. Les détails sont essentiels dans la vie politique/administrative mais ils ne permettent pas au parti conservateur de développer une photo plus grande – ou de raconter une autre histoire – qui soit au moins convaincante. C'était le problème de M. Hague. Malgré le vif succès rencontré à la séance de questions-réponses au Premier ministre dans la catégorie « décorticage de prétentions gouvernementales », aucune alternative cohérente ni crédible n'a pu émerger. Il y a eu de nombreux échecs gouvernementaux, plus qu'assez pour désenchanter les partisans du Labour, mais ils ne sont pas liés. Bien que le « *Conservative Front Bench* » se soit plus ou moins affranchi de la génération Major (une pré-condition nécessaire car personne ne pourrait affirmer, par exemple, que Railtrack était un bon système), l'argument de compétence administrative n'est pas très efficace actuellement. Les possibilités n'ont pas manqué (fièvre aphteuse, protestations contre les cours pétroliers élevés, stade de Wembley) pour qu'émerge une opposition, même modérément compétente. Beaucoup d'erreurs proviennent en partie du programme des conservateurs que Blair a cannibalisé mais le fait de ne même pas égratigner ces ministres les a effacées.

Les conservateurs sont donc confrontés à des choix impossibles. L'un d'entre eux consiste à glisser vers la gauche, aidés des anciens partisans de Portillo, vers une position fiscalement conservatrice mais socialement libérale. Ce conseil du désespoir pourrait induire une scission mais lui permettrait de redorer son blason, comme ce fut le cas du SDP pour le Labour. De l'aile droite du parti, comme du centre thatchérien pour les études politiques (la *paralysie ou le pouvoir*), émane l'idée que les « valeurs conservatrices » devraient être accentuées et que ceux qui y adhéreront répondront. Cette réponse sera plus particulièrement formulée au travers d'une révision du budget et des dépenses de 2002 et testera la proposition du New Labour d'un Etat actif reposant sur un système d'impôts plus élevés. Le cas échéant, il faudra dire aux électeurs des « vérités vraies » comme, par exemple, qu'ils devront payer plus cher pour les soins de santé et qu'ils devraient vivre dans un pays à faible imposition (les dépenses publiques passant de 40% du PIB à 30% en deux paliers) abritant une

population assurant elle-même le financement des écoles et des hôpitaux. Les leaders depuis Major, par contraste, ont essayé de garder le cap en brochant sur le style et la présentation mais pas sur la substance. La situation est dans ce cas problématique car les conservateurs ont perdu la foi dans leur argument habituel en faveur d'un abaissement des impôts et d'une intervention minimale du gouvernement et, en conséquence, n'ont rien à dire des programmes de dépenses publiques du Labour, sinon qu'ils dépenseraient bien sûr un tout petit peu moins mais s'en sortiraient bien mieux. Si l'approbation publique dont bénéficie Blair en matière de dépenses au niveau des services publics venait à chanceler, les conservateurs fondamentalistes seraient à l'affût. Le New Labour, dans le même temps, est capable de dire : « Si vous contestez notre approche de la reprise ou des services publics, jetez un œil sur l'alternative, qui consiste à les supprimer tout bonnement et à mettre en place des services privatisés pour les privilégiés et un filet de sécurité bon marché pour les pauvres ». Inutile de préciser que cette comparaison est souvent évoquée.

Ailleurs, la « troisième voie » a profité d'un changement des conditions même s'il ne les a pas créées. En Ecosse et au Pays de Galles, les partis nationalistes sont capables de défier le Labour dans ses bastions et de lui ravir des voix. Pourtant, la transmission des pouvoirs aux législatures locales de Cardiff et d'Edinburgh a fait taire le cri venant de la montagne. Ce n'est pourtant pas réellement un triomphe pour la « troisième voie ». Tony Blair n'a pas fait preuve de beaucoup d'intérêt pour la transmission (comme en atteste l'un de ses rares impairs, commis en 1997) et a hérité cette stratégie de son prédécesseur, John Smith, dans des conditions qui ne pouvaient pas beaucoup changer (même si en Ecosse, dans le pays de Galles et à Londres, Blair a essayé d'attirer à lui les suffrages régionaux en plaçant ses propres lieutenants). Une montée au filet des nationalistes est possible mais en ce moment, le Labour mène une vie turbulente mais bien ancrée dans ces régions.

Quant aux libéraux démocrates, ils hésitent entre attaquer les travaillistes et attaquer les Tories, même s'ils ont récemment clairement fait part de leur détermination à attaquer en priorité le parti conservateur moribond. Sous Kennedy, ils ont, peut-être temporairement, perdu quelques plumes mais ils seraient difficiles à mettre à terre si la stratégie Blair/Brown qui vise à orienter des rivières de liquidités vers les services publics n'avait pas les effets escomptés. Les libéraux ont également été capables de couper l'herbe sous le pied du Labour et là où les conseils du Labour ont échoué (comme à Hull), ce sont eux – et non les Tories – qui ont recueilli les suffrages. Ceci dépend de la manière dont le parti conservateur réagit car l'émergence des démocrates libéraux en tant qu'opposition de la droite, n'est pas impossible, tout comme le développement du Parti (d'Ashdown) en tant que partenaire du Labour opposé à un conservatisme résurgent de marché libre n'est pas exclu.

Dans la culture politique anglaise, il n'y a pas de parti menaçant la gauche du Labour (pas d'ennemis de la gauche). Même le parti communiste n'a survécu en tant que force électorale que tant qu'il a été associé au Labour. Pour cette raison, aucune alternative ne s'offre donc aux électeurs du Labour mécontents et il faudrait un séisme dans la culture politique pour voir l'extrême gauche réussir à plus qu'égratigner le Labour (le New Labour devrait davantage s'inquiéter de l'extrême droite). A cet égard, l'idée de Blair selon laquelle le mouvement vers la droite ne

serait pas sanctionné s'est avérée exacte (mais combien de partis sociaux-démocrates peuvent se le permettre ?). Toutefois, les électeurs partisans du Labour et résidant dans ses bastions, qui attendaient des changements en 1997 et qui se sentent trahis, se sont abstenus. En 2001, le reflux le plus notable des suffrages du Labour fut en effet constaté au niveau de ses sièges autrefois les plus solidement ancrés. Alors que le Labour avait commencé avec une majorité supérieure à 30% en 1997, ses voix ont baissé en moyenne de quatre points, soit deux fois la moyenne <sup>41</sup>. En 1999, les conservateurs « ont gagné » les élections européennes (à 36% contre 28% pour les travaillistes, pour un taux de participation de 29%) et en 2001, le Labour, en termes de répartition des voix, était le gouvernement le moins populaire depuis 1924, supporté par seulement un électeur sur quatre. Ce résultat fut déguisé aux élections générales de 2001 car le repli des suffrages dans les circonscriptions d'ordinaire acquises à la cause travailliste n'ont pas hypothéqué les majorités écrasantes du Labour dans ces régions. Parallèlement, dans les zones d'ordinaire conservatrices, on a constaté un taux élevé d'abstention, et le leadership conservateur s'est révélé incapable de s'engouffrer dans la faille du Labour ; c'est en réalité un effet du mouvement vers la droite inspiré par la « troisième voie ».

Par ailleurs, il convient d'épingler les menaces provenant des syndicats. Cette donne est essentielle pour le parti travailliste car, même aujourd'hui, les syndicats payent les factures et sans leur soutien, le parti pourrait déposer le bilan (ce qui remettrait au goût du jour l'idée d'une subvention des partis par l'Etat). Lors de sa première législature, le gouvernement a virtuellement gelé les dépenses publiques et partiellement privatisé le contrôle du trafic aérien et les métros, et les syndicats ont fait preuve d'une modération considérable alors même qu'il les rejetait. Se référant aux « cicatrices sur son dos » et affirmant qu'il s'agissait de « casseurs », Blair a courtisé le CBI dans une tentative visant à démontrer que l'argent des syndicats ne leur permettait pas d'acheter de l'influence (alors que c'était le TGWU qui avait persuadé Blunkett de remplacer le *voucher* des demandeurs d'asiles par des paiements liquides). En continuant sur la « troisième voie », plus les demandes des syndicats étaient rejetées, mieux le projet d'hégémonie blairienne pouvait prendre forme. Toutefois, le leadership des syndicats qui se souvenait des années d'hégémonie conservatrice (et qui étaient initialement favorables au néo-travaillistes) a commencé à changer. Ce changement fut symbolisé par l'élection de Derek Simpson, issu de l'aile gauche, comme responsable du principal syndicat industriel (Amicus) en remplacement de l'« ultra-blairien » Sir Ken Jackson. Sur le terrain, ceci rendra difficiles les tentatives de ne conclure aucun accord de grève et de mettre en place des PFI mais signifiera dans le même temps que les syndicats, emmenés par un nouveau groupe de jeunes en colère, ne seront pas les alliés soumis d'un gouvernement qui semblait leur battre froid. Ceci pourrait également impliquer un changement au niveau des dons et même des affiliations et à son tour, ce changement provoquerait un tremblement de terre idéologique au sein du New Labour. Un divorce officiel, très médiatisé (par frustration et par rancune), verrait les syndicats éviter les choix et se contenter de faire quelques gestes gratifiants.

## 7. Conclusion

En résumé, la « troisième voie » est un positionnement tactique qui a des avantages politiques dans la situation actuelle au Royaume-Uni. La troisième voie est présentée comme une philosophie, du reste compatible avec les « valeurs » du parti travailliste et constituant une modernisation de la social-démocratie dans un environnement « mondial » où l'individualisme est une priorité et où le levier d'intervention étatique de l'ancien parti travailliste ne fonctionne plus. La troisième voie a été vendue comme telle et admirée des étrangers car, à une époque où la social-démocratie est indubitablement en crise, cette troisième voie diffuse un message d'espoir. La question de sa « transférabilité » devra être posée aux leaders du socialisme international mais son efficacité au Royaume-Uni devra attendre, selon eux, que ses effets sur les services et l'exclusion sociale soient visibles.

En termes intellectuels, la « troisième voie » a plus de points communs avec le néolibéralisme développé par Hobhouse, Hobson et les autres protagonistes du parti libéral de la Belle époque qu'il veut bien l'admettre. Nombre de fondements de l'Etat providence britannique, il faut le rappeler, ont été jetés par le parti libéral, et ses théoriciens étaient des penseurs néo-libéraux et pas des travaillistes, ni des socialistes. Les deux principaux théoriciens, Keynes et Beveridge, étaient de purs produits du néolibéralisme, et non des socialistes (un terme qu'ils auraient carrément rejeté). Cette affirmation peut être considérée comme une digression historique (et c'est le fruit de l'« exceptionnalisme » anglais, une fois de plus) mais la perspective néo-libérale envahit l'Etat providence du Royaume-Uni. Le néolibéralisme était – est – une théorie politique substantielle très proche mais pas identique à la social-démocratie.

Bien entendu, le néolibéralisme ne fut pas épargné par les querelles et les contradictions internes mais une grande partie des principes du néo-travaillisme vient de l'ancien parti libéral. Le néolibéralisme a jeté les bases de la gestion de la demande fiscale keynésienne, de la politique en matière d'emploi, de la propriété publique et de la sécurité sociale de Beveridge, et ces principes allaient de pair avec une compréhension socialisée de l'individu, une conception positive de la liberté et une conception plus nuancée de l'économie. Les néolibéraux n'ont pas adopté le principe du marché libre sans entraves, au sujet duquel ils émettaient quelque doute, mais avaient une idée avancée de l'endroit où opérer et de la manière d'être régulés. La régulation de l'Etat aurait dû être imposée dans le droit du travail, l'enseignement, la santé, le logement, la politique sociale, etc. Des projets visaient à rendre le marché de l'emploi plus efficace ; le rôle de l'individu moral autonome était mis en évidence, mais l'Etat était alors encore enfermé dans un rôle limité et habilitant. L'auto-assistance au sein d'institutions telles que l'assurance sociale de Lloyd-George était très fortement individualiste et n'était pas organisée dans le but de distribuer les bénéfices mais de recevoir des contributions qui renforceraient les leurs à l'économie officielle. Globalement, le projet consistait à réconcilier la justice sociale et le marché, et à mettre l'accent stratégique sur les opportunités et la production, tout en s'affranchissant du système de distribution.

Les néo-travaillistes partagent avec les néolibéraux l'approche de jugement et le souci de lier les droits aux devoirs, ainsi que la nature réciproque des bénéfices de l'Etat (un élément que l'ancien Labour négligeait). Le néolibéralisme était

persuadé que la participation au monde du travail donnait aux individus la dignité et l'autonomie, mais ils craignaient également que les bénéfices excessifs (ou tout juste raisonnables) mènent à un certain degré de récidive. Les travailleurs normalement « méritants » devraient être contrariés par ce système, croyait-on, car ils paieraient pour les autres et renverseraient les schémas habituels. Beveridge était déterminé à combattre « le manque, le chômage et l'oisiveté » et de son point de vue, l'assistance est uniquement due si le caractère est mis en valeur. Dans ce contexte, travailler a un sens. Le néo-libéralisme a identifié un résidu de « mauviettes morales », incapables d'honorer des obligations et devant dès lors faire l'objet de mesures spécifiques. Comme le New Labour, la ségrégation et la stigmatisation étaient utilisées à titre de prévention mais ses partisans pensaient également que la société avait un rôle et un « surplus » à distribuer aux plus pauvres.

## Notes

<sup>1</sup> T. BLAIR, *The Third Way*, Fabian Society, 1998.

<sup>2</sup> Par exemple, P. TOYNBEE et D. WALKER, *Did Things Get better ?*, Londres, Penguin, 2001 ; S. LUDLAM et M. J. SMITH (ed.), *New Labour in Government*, Basingstoke, Macmillan, 2001 ; D. COATES et P. LAWLER (ed.), *New Labour in Power*, Manchester, Manchester University Press, 2000.

<sup>3</sup> *Sunday Times*, 10 juin 2001.

<sup>4</sup> Sur les «stakeholding», voir T. BLAIR, *New Britain : My Vision of a Young Country*, Londres, Fourth Estate, 1996 et les commentaires de D. Marquand, voir le *Guardian*, 20 mai 1998.

<sup>5</sup> S. HALE, « Professor Macmurray and Mr Blair », *Political Quarterly*, 2002, 73/2.

<sup>6</sup> D. MARQUAND in le *New Statesman*, 14 mai 2001.

<sup>7</sup> A. GIDDENS, *The Third Way : The Renewal of Social Democracy*, Londres, Polity, 1998 – cette édition inclut « social-démocratie » dans le sous-titre.

<sup>8</sup> J. FAUX, « Lost on the Third Way », *Dissent*, 1999, 46/2, p. 67-76.

<sup>9</sup> *New Statesman*, 25 février 2002.

<sup>10</sup> *Prospect*, février 2001.

<sup>11</sup> L'ouvrage principal de C.A.R. CROSLAND est *The Future of Socialism*, Londres, Cape, 1956. Le point est souligné par Roy Hattersley dans le *Guardian*, 23 janvier 2002.

<sup>12</sup> *Prospect*, mars 2001.

<sup>13</sup> A. GIDDENS, *op. cit.*, p. 65.

<sup>14</sup> A. GIDDENS in le *Guardian*, 7 janvier 2002.

<sup>15</sup> Déclaration faite par Tony Blair à la Chambre des communes le 28 novembre 1995, alors que le parti travailliste était toujours dans l'opposition. *Guardian*, 2 octobre 2002.

<sup>16</sup> M. CRAWFORD, « Partnership ? », Londres, LSE, 2001.

<sup>17</sup> *Guardian*, 27 septembre 2002.

<sup>18</sup> *Independent*, 17 mai 2001.

<sup>19</sup> *Scotsman*, 9 juin 2001.

<sup>20</sup> *Observer*, 24 juin 2001.

<sup>21</sup> Remarque de Tony Blair durant l'élection de 2001, rapportée par le *Guardian*, 2 juin 2001.

<sup>22</sup> *Guardian*, 2 mai 2001.

<sup>23</sup> Les articles de Gordon Brown dans le *Guardian* des 27 août 1997 et 27 novembre 1997.

<sup>24</sup> *Observer*, 3 juin 2001.

<sup>25</sup> *Guardian*, 2 août 2002.

<sup>26</sup> A. Giddens, *The Third Way...*, *op. cit.*

<sup>27</sup> *Guardian*, 17 juin 2002.

<sup>28</sup> R. PLANT, « Social Democracy », in D. MARQUAND et A. SELDON, *Ideas that Shaped Post-War Britain*, Londres, Harper, 1996.

<sup>29</sup> G. RADICE et A. POLLARD, *Any Southern Comfort ?*, Fabian Pamphlet, 1994, n° 568.

<sup>30</sup> *Sunday Times*, 21 juillet 2002.

<sup>31</sup> *Independent*, 5 mai 2001.

<sup>32</sup> *Guardian*, 17 juillet 2002.

<sup>33</sup> *Sunday Times*, 20 mai 2001.

<sup>34</sup> A. GIDDENS *Where Now For New Labour ?*, Londres, Polity, 2002.

<sup>35</sup> T. BLAIR, *The Third Way : New Politics for the New Century*, Fabian Society Pamphlet, 1998, n° 588.

<sup>36</sup> Voir F. VANDENBROUCKE, *Globalisation, Inequality and Social Democracy*, Londres, Institute for Public Policy Research, 1998.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 68.

<sup>38</sup> G. MULGAN, « Whinge and a Prayer », in M. JACQUES (ed.), *Marxism Today* (numéro spécial), 1998.

<sup>39</sup> W. HUTTON, *The State We're In*, Londres, Cape, 1996.

<sup>40</sup> Voir le premier chapitre de R. SKIDELSKI, *Thatcherism*, Chatto, 1998.

<sup>41</sup> *Scotsman*, 9 juin 2001.

**Le texte de Gerassimos Moschonas est l'adaptation de deux chapitres publiés in G. MOSCHONAS, In the Name of Social Democracy, The Great Transformation : 1945 to the Present, Londres et New York, Verso, 2002, chapitres 9 et 17.**

# Les changements programmatiques dans le parti des socialistes européens (PSE)

Robert LADRECH

La social-démocratie européenne a ouvert, au cours de la dernière décennie, un nouveau « front » quant à ses actions, ses priorités et ses défis. Ce nouveau front, c'est l'Union européenne, c'est-à-dire son ordre du jour politique, ses institutions supranationales et intergouvernementales, et, enfin, le niveau européen en général où la mise en réseau et l'organisation à l'échelle transnationale sont une obligation. Il y a dix ans, en 1992, le parti des socialistes européens (PSE) a été créé afin de permettre aux partis sociaux-démocrates européens de mieux traduire leurs préoccupations communes au niveau de l'UE. Le parti des socialistes européens a représenté une avancée en termes d'organisation par rapport à son prédécesseur, l'Union des partis socialistes de la CE (UPSCE). Le PSE a institué des sommets de chefs de parti parallèlement aux réunions du Conseil européen, un bureau et un secrétariat rénovés et pris un certain nombre d'initiatives mettant en jeu des groupes de travail rassemblant aussi bien les chefs de parti que les eurodéputés socialistes. Les efforts du PSE, et par extension ceux des dirigeants des partis sociaux-démocrates, peuvent être évalués aujourd'hui. On sera donc en mesure de comprendre plus clairement les défis contemporains et les innovations programmatiques auxquels les sociaux-démocrates européens sont confrontés aujourd'hui.

Le présent texte se divise en trois parties. Nous commencerons par décrire brièvement les activités les plus significatives du PSE au cours des dix dernières années, en nous concentrant plus particulièrement sur les résultats effectifs. Nous traiterons ensuite du défi contemporain que le PSE doit relever dans le contexte de l'évolution de l'UE elle-même. Pour terminer, nous examinerons la relation entre le PSE et ses membres, les partis nationaux. Le thème exploré dans cette dernière partie est autant organisationnel qu'idéologique : comment le PSE lui-même évolue-t-il en tant qu'organisation et dans quelle mesure cette évolution dépend-elle de l'europanisation des partis sociaux-démocrates européens ?

## 1. Une évaluation des activités du PSE

La création du PSE a suivi la ratification du traité sur l'Union européenne (au traité de Maastricht). Un peu auparavant, en 1992, les Français avaient ratifié de justesse le traité et il apparaissait clairement que nombre de partis sociaux-démocrates nourrissaient des réserves sur les détails de l'Union monétaire <sup>1</sup>. Le premier effort notable demandé au PSE par les chefs de parti fut d'élaborer une approche sociale-démocrate du problème de l'emploi et, ensuite, d'apporter une dimension sociale-démocrate à l'Union monétaire. Dans quelle mesure ces efforts ont-ils abouti ? Dans cette partie, nous décrirons les résultats obtenus et le processus que le PSE a engagé. Cette démarche a son importance du fait que, même s'ils sont minimes, *quelques* résultats ont été obtenus, ce qui est en soi un succès.

### A. Le chapitre de l'emploi

A la signature du traité d'Amsterdam au milieu de l'année 1997, un nouveau chapitre fut inséré dans les traités de l'Union européenne : le chapitre de l'emploi. Pour un traité que certains ont qualifié de « blairien » <sup>2</sup>, le fait de mettre en valeur et de lier à l'Union européenne un domaine politique aussi significatif fut une réussite impressionnante. Le contenu du chapitre de l'emploi est très éloigné d'un quelconque interventionnisme ou *dirigisme* de l'Etat que pourrait redouter un néo-libéral, mais le fait que l'UE a aujourd'hui une certaine responsabilité dans ce secteur élargit son influence à un domaine jusque-là sacro-saint relevant de la souveraineté nationale. Mais comment cela s'est-il produit exactement ? Selon Johansson, une coalition transnationale regroupant de nombreux acteurs fut rassemblée, syndicats, partis sociaux-démocrates, acteurs appartenant à la Commission, etc., et un accord résulta de ce rassemblement. Il ne manquait plus pour la victoire finale qu'une composition politique favorable parmi les gouvernements des Etats membres, ce qui s'est produit pendant l'été 1997. En réalité, les travaux destinés à préparer le terrain pour que les chefs de parti/Premiers ministres parviennent à un accord sur un tel document prirent plusieurs années et au cours de ce processus un nouveau type de communication et de coordination s'est développé. Deux dimensions méritent d'être mentionnées. Tout d'abord, le PSE s'est présenté comme une nouvelle arène où différents partis pouvaient, de manière intensive et continue, échanger leurs opinions sur les questions de politique publique, avec en parallèle l'organisation de plus en plus fréquemment de réunions plus officielles rassemblant chefs de parti et ministres. Pareille opportunité n'existait pas auparavant chez les sociaux-démocrates. Même si les partis membres du PSE avaient également appartenu à l'Internationale socialiste pendant des dizaines d'années avant le PSE ou l'UPSCE, les réunions de l'IS tenues tous les deux ans n'impliquaient pas uniquement des membres européens. Pour cette raison, il manquait à ces manifestations un travail de fond sur des questions de politique communes et étroitement définies. C'est pourquoi la cadence ambitieuse des réunions organisées sous les auspices du PSE – format organisationnel élaboré précisément pour faciliter un travail aussi intense –, représentait une innovation pour les partis sociaux-démocrates d'Europe de l'Ouest.

La deuxième dimension recouvre l'ordre du jour politique du PSE et, par extension, d'une majorité de partis sociaux-démocrates membres. A sa fondation, le PSE s'est vu

confier une mission, définie par son congrès. La première priorité était une initiative sur l'emploi. Au moment de la programmation, au milieu des années quatre-vingt-dix, d'une autre conférence intergouvernementale, le PSE s'attachait également à faciliter de nouvelles positions, sur l'Union monétaire ou sur le développement durable par exemple. Ainsi, le PSE représentait la « projection » sur la scène de l'UE d'une politique coordonnée par les partis sociaux-démocrates nationaux. De cette manière, il servait les intérêts des partis à base nationale en leur permettant d'influencer l'agenda de l'UE. La conjugaison de ses fonctions de communication et de coordination nous permet d'apprécier son rôle dans le développement de diverses positions nationales sur le chapitre de l'emploi dans les traités européens.

### ***B. L'Union monétaire***

Le traité de Maastricht, le volet sur l'Union économique et monétaire notamment, fut une initiative historique qui continue aujourd'hui de transformer le paysage politique et économique de l'Europe. Même si les antécédents de l'UEM remontent aux années soixante-dix, le projet actuel est né dans la deuxième moitié des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, quand la Commission était présidée par Jacques Delors. Nous n'exposerons pas ici l'aspect technique du projet, ni les dynamiques politiques entre la France et l'Allemagne, entre messieurs Mitterrand et Kohl. Toutefois, la réaction observée au sein des partis sociaux-démocrates montre que la logique sous-jacente à l'UEM n'était pas considérée comme une politique particulièrement sociale-démocrate, ou de gauche. Comme le remarque Notermans, les chefs de parti/Premiers ministres ont évoqué de nombreuses raisons pour soutenir l'UEM, depuis les relations internationales, comme la concurrence avec les Etats-Unis, jusqu'aux impératifs nationaux pour une discipline budgétaire administrée avec un mandat extérieur. Une fois accepté, les partis sociaux-démocrates de la zone euro ont soutenu le projet, malgré une critique explicite de la Banque centrale européenne (BCE).

L'apport plus spécifique des sociaux-démocrates quant à l'Union monétaire est venu sous la forme de propositions portant sur une coordination économique plus étroite et une révision du pacte de stabilité et de croissance de l'UEM. Ces deux domaines ont pour dénominateur commun une réorientation ou un ajout à la logique de l'UEM, c'est-à-dire un effort coordonné pour relancer et maintenir la croissance économique (le mandat de la BCE porte essentiellement sur la stabilité des prix). Entre le congrès du PSE de Malmö en 1997 et la contribution du PSE (chefs de parti) à la Convention sur l'avenir de l'Europe de 2002, les chefs de parti et Premiers ministres sociaux-démocrates ont tenté d'introduire cet élément supplémentaire au niveau décisionnel européen. Dyson <sup>3</sup> remarque l'apport, quoique d'une nature plus vague, des sociaux-démocrates dès le début du premier stade de l'Union monétaire à la fin des années quatre-vingt-dix. Il écrit : « l'ordre du jour politique de l'UE a évolué en accordant une plus grande importance aux objectifs de croissance et d'emploi, à la protection et à la promotion des dépenses d'infrastructure et au renouvellement du « *capital stock* » ; à l'exclusion sociale et à la pauvreté ; à l'élimination de la concurrence déloyale en matière de politique sociale, de politique relative au marché du travail et de fiscalité de façon à garantir des normes minimales de protection

sociale ; à la définition d'un *policy mix* optimum au niveau de l'UE pour renforcer le développement économique et enfin au renforcement de la coordination de la politique européenne pour servir ces objectifs »<sup>4</sup>.

Dans les deux exemples ci-dessus, le PSE a servi d'outil permettant aux chefs de parti d'échanger des opinions et des idées et de coordonner leurs actions. Dans cette optique, il serait juste de concevoir le PSE comme une organisation destinée à limiter les coûts d'opération pour ses membres individuels, les partis nationaux. Même si l'apport du PSE n'a pas déclenché de changement considérable dans l'ordre du jour politique de l'UE, on aurait tort de s'attendre à ce que le changement puisse survenir de façon rapide et fondamentale, pour au moins trois raisons. Tout d'abord, le processus décisionnel de l'UE est consensuel, et ressemble à un gouvernement de coalition nationale. De ce fait, les efforts les plus concertés de la part des gouvernements sociaux-démocrates, même s'ils comprenaient les gouvernements de tous les Etats membres, entraîneraient le blocage du processus décisionnel. Autrement dit, le modèle de Westminster ne s'applique pas à l'UE. Ensuite, les gouvernements nationaux de la plupart des Etats membres sont eux-mêmes des coalitions, et des vetos surgissent donc à ce niveau. Enfin, les traditions nationales parmi les Etats membres expliquent les écarts dans les points de vue sociaux-démocrates. Si on conjugue ces trois caractéristiques du processus décisionnel, institutionnel et autre, les attentes de ce qui pourrait être accompli d'un point de vue partisan au niveau de l'UE sont au mieux modestes. Néanmoins, les exemples ci-dessus démontrent l'intégration plus étroite des élites des partis vers les défis de niveau européen.

## **2. Evolution de l'Union européenne**

La création du PSE en 1992 correspondait à des changements historiques dans ce qui était alors la Communauté européenne. Non seulement le traité de Maastricht a ouvert la voie au grand projet d'Union monétaire, mais les éléments constitutifs de l'Union politique ont également eu de profondes répercussions, par exemple la citoyenneté européenne, la possibilité de voter dans d'autres Etats membres de l'UE, etc. L'UE est sur le point de réaliser ses changements les plus significatifs et dont la portée est la plus large, véritable bond dans son évolution, en raison entre autres de son élargissement aux pays d'Europe centrale et de l'Est, avec toutes les conséquences qu'implique cette expansion. Quels nouveaux défis l'élargissement de l'Europe pose-t-il au PSE ? Dans cette partie, nous établirons un lien entre les activités du PSE et les changements au sens large dans l'environnement où il fonctionne : l'UE. Nous examinerons brièvement trois questions : les relations avec les partis de l'Est, les implications du statut des partis et, enfin, le rôle du PSE quant à la question de l'élection du président de la Commission européenne.

### **A. Les relations avec les partis d'Europe centrale et de l'Est**

Le PSE, y compris les chefs de ses partis membres, semble particulièrement motivé pour développer des relations étroites avec les partis réputés appartenir à la famille des partis sociaux-démocrates européens. En plus de la solidarité témoignée envers ces acteurs qui (ré)intègrent aujourd'hui l'Europe, on trouve deux raisons pratiques expliquant le désir du PSE de développer et de renforcer ses liens avec ces

partis. Tout d'abord, la situation dans laquelle se trouvent les partis de tous les Etats post-communistes est une situation d'adaptation à un environnement concurrentiel. L'association avec la gauche des partis reconnus comme sociaux-démocrates n'est, dans de nombreux cas, pas un avantage compte tenu de l'histoire du communisme. A cet égard, le rapprochement avec les partis d'Europe de l'Ouest apparaît comme une association favorable. Le PSE est à même de prodiguer ses conseils en matière d'organisation et il souhaite communiquer son expérience afin de peser sur la composition partisane de ces gouvernements. Ajoutons que le principal concurrent du PSE, le parti populaire européen et des Démocrates européens (PPE-DE), soutient également activement les partis qu'il a choisis comme partenaires. Le développement du parti est donc la première raison expliquant l'engagement du PSE (avec des acteurs nationaux individuels comme la Fondation Friedrich Ebert du SPD) en direction des partis des pays candidats à l'intégration dans l'UE.

La seconde raison expliquant les activités du PSE en direction des partis de l'Europe post-communiste est liée à la composition partisane de ces gouvernements. Même si des partis associés au PSE sont au pouvoir dans plusieurs des nouveaux pays adhérents (entre autres la République tchèque, la Hongrie et la Pologne), dans une UE de vingt-cinq Etats membres les partis sociaux-démocrates pourraient aisément se voir dépassés. Par conséquent, le renforcement de la gauche sociale-démocrate dans ces pays devrait contribuer à l'équilibre du pouvoir dans une UE élargie.

### ***B. Le statut des partis, article 191***

Le traité de Nice contient un statut réglementant le financement des partis au niveau européen. Au moment du sommet de Nice, les chefs de gouvernement auraient pu, par un vote à l'unanimité, décider de mettre en œuvre ce statut, destiné dans les grandes lignes à apporter plus de transparence à la façon dont les groupes du Parlement européen soutiennent leurs partis transnationaux respectifs. A cette époque, le gouvernement de certains Etats membres a choisi de ne pas soutenir ce statut sans y apporter d'amendements qui auraient soutenu les partis de la droite populiste qui n'ont pas de représentants trans-européens, comme le FPÖ de Jörg Haider. En fin de compte, en l'absence d'unanimité, le statut appuyé par la majorité dut attendre la ratification du traité de Nice, repoussée du fait de l'échec du référendum irlandais. Les Irlandais ont à nouveau voté sur le traité de Nice en octobre 2002 et ont cette fois donné leur accord, ouvrant la voie à un vote à la majorité sur le statut des partis. Les ressources financières étant l'élément vital d'une organisation, la plus grande indépendance des fédérations des partis pourrait avoir des conséquences pour le développement organisationnel et les relations avec les partis nationaux membres. En tout cas, avec l'approbation d'un statut des partis, l'existence et le rôle des partis transnationaux sont davantage inscrits dans la « constitution » de l'UE.

### ***C. L'élection du président de la Commission***

Au printemps 2003, la Convention sur l'avenir de l'Europe a remis aux chefs d'Etat et de gouvernement son texte visant à doter l'Union européenne d'une Constitution et de nouvelles procédures de fonctionnement.

Au terme de longues discussions, le sommet de Bruxelles sous présidence italienne, n'a pu aboutir à un compromis. Il est revenu à la présidence irlandaise la mission de remettre l'ouvrage sur le métier. Le 18 juin 2004, un compromis fut enfin atteint. Sur la question de la présidence de la Commission européenne, les chefs d'Etat et de gouvernement ont essayé de trouver un équilibre entre les perspectives intergouvernementale et supranationale.

L'initiative de proposer le candidat leur revient toujours mais ils doivent le faire en tenant compte des tendances du scrutin européen et la personne présentée doit avoir l'aval du Parlement européen.

Par ailleurs, le Conseil européen met en place un mécanisme nouveau de présidence de l'Union européenne. Pour le Conseil européen, il est mis fin à la rotation tous les six mois. La présidence est désormais de deux ans et demi, renouvelable une fois.

Dans les trois questions que nous avons brièvement traitées, il ressort clairement que les demandes pour une organisation comme le PSE sont assez directes. Aussi bien l'élargissement vers l'Est que le changement institutionnel de l'UE ont des répercussions sur les activités du PSE. Le statut des partis peut contribuer à affecter les questions de financement et d'organisation se rapportant au fonctionnement du PSE.

### **3. L'eupéanisation des partis nationaux**

Même si le PSE devient plus indépendant sur le plan financier, il reste pour l'essentiel une organisation dont le but est de projeter sur la scène européenne des initiatives nationales définies de commun accord. Reste toutefois encore aux partis membres eux-mêmes, comme le montrent leurs manifestes et programmes, à internaliser complètement la portée des influences de l'Union européenne dans le processus d'élaboration de leurs politiques. Si cette situation devait changer, le PSE deviendrait alors un instrument beaucoup plus significatif pour la social-démocratie européenne. Dans cette partie, nous examinerons les problèmes et les perspectives du PSE relativement à l'eupéanisation des partis membres nationaux.

Nous entendons ici le terme eupéanisation comme l'internalisation des influences et apports de l'UE dans la logique du processus décisionnel national. Cette internalisation peut s'étendre aux organisations nationales comme les partis politiques<sup>5</sup>. Les partis politiques nationaux sont bien moins « eupéanisés » que les groupes d'intérêts, les bureaucraties nationales, les grandes sociétés, etc. Les raisons sont faciles à comprendre. Tout d'abord, l'UE ne transfère directement aucun type de ressource aux partis nationaux. La motivation pour s'adapter au processus décisionnel de l'UE voire y prêter trop d'attention manque donc à la plupart des partis. Ensuite, la rétribution réelle des partis se trouve dans leur environnement national : votes, postes au gouvernement, etc. Les partis politiques sont donc ancrés dans leur environnement national et n'ont pas la motivation nécessaire pour rechercher des ressources ou en consacrer aux questions européennes. Enfin, on pourrait ajouter qu'il est fort peu probable qu'un parti national influence à lui seul une organisation *supranationale* et *multinationale* telle que l'UE.

Il existe pourtant des raisons pour inciter les partis sociaux-démocrates à s'impliquer plus activement dans l'UE. Pour être le plus concis possible, l'ordre du

jour politique généralement néo-libéral qui a émergé à partir de la fin des années quatre-vingt – à la fois l'Acte unique européen et le traité de Maastricht sur l'UME –, a eu des conséquences sur la gouvernance nationale sociale-démocrate. A cet égard, donc, il oblige les partis sociaux-démocrates à introduire une logique sociale-démocrate dans l'UE en guise de contrepoids aux dynamiques telles que la concurrence socialement irresponsable, la privatisation, etc. Mais le rattachement des fortunes nationales aux dynamiques de l'UE ne s'est pas étendu au-delà de l'interaction des élites mentionnée plus haut ou des experts des différents partis. Il reste toujours à mettre en œuvre une réévaluation plus engagée et plus profonde du rôle de la social-démocratie dans une UE à plusieurs niveaux, depuis le niveau sub-national jusqu'au niveau supranational, une sorte de « Bad Godesberg » transnational sur l'UE pour les partis sociaux-démocrates européens <sup>6</sup>.

Comment le PSE pourrait-il participer à cette entreprise historique ? D'un point de vue positif, impliquant un coût réduit, le PSE pourrait devenir un lieu de rencontre susceptible d'influencer l'ordre du jour politique d'une Commission européenne plus partisane. Cette hypothèse implique l'élection du président de la Commission et le fait que le PSE serve de véhicule pour le choix du candidat et pour les rapports entre la Commission et les partisans nationaux. Elle implique en outre la modification de la relation entre le PSE, le parti, et le groupe PSE au PE en termes de division du travail. Quant aux partis nationaux, excepté un certain débat au sein de chaque parti sur l'adéquation du ou des candidats, le *statu quo* serait probablement maintenu, les affaires européennes étant le domaine réservé des experts et des élites des partis. En revanche, pour stimuler un débat de portée plus étendue sur le rôle des politiques européennes et de la gouvernance nationale, il faut plus que de la rhétorique. Il serait faux de dire qu'*intellectuellement* les adhérents des partis méconnaissent l'impact de l'intégration européenne (voire de la mondialisation) sur les choix de politique interne et sur les gouvernements nationaux. Le problème est que les partis nationaux ne disposent pas d'un mécanisme leur permettant de s'impliquer dans les affaires européennes de façon à influencer les développements programmatiques. Bien entendu, la plupart des partis ont un secrétaire international et, éventuellement, un porte-parole sur les affaires européennes, mais ils assimilent l'UE à un « objet de politique étrangère », ce qu'à l'évidence elle n'est pas, comme le démontre la nature actuelle de l'intégration européenne dans la sphère nationale, de la politique sociale à la politique en matière d'environnement.

Cette analyse nous amène au « blocage historique » relatif aux partis sociaux-démocrates et à l'UE. Dans les grandes lignes, de nombreux sociaux-démocrates ont reconnu qu'ils pouvaient encore éventuellement regagner la maîtrise de leur destin, perdue au niveau national, du fait de l'intégration européenne, de la mondialisation, de la technologie, etc., et ce au niveau européen. Toutefois, afin de conférer à l'UE un pouvoir proportionnel à cette tâche, un élément de souveraineté nationale doit être transféré (ou partagé). La question est de savoir « où tracer la limite » de ce transfert. Depuis le début des années quatre-vingt-dix, les sociaux-démocrates font le choix *intellectuel* d'œuvrer pour l'Europe mais du point de vue *pratique* restreignent le complet déploiement de la logique que ce choix implique. L'élection d'un président de la Commission et des eurodéputés, plus significative en termes de débat réel

relativement aux politiques européennes, remet en cause le *statu quo* au sein de l'organisation des partis nationaux, de même que la fiction durable que représente la primauté de la souveraineté nationale mise en avant par les gouvernements nationaux en direction du grand public. Cette hésitation à abandonner la maîtrise de l'organisation du parti (ou mieux, à ouvrir les partis nationaux aux dynamiques du niveau européen, telles que l'élection de délégués aux congrès du PSE), empêche également la tenue de débats de fond sur les stratégies en vue d'atteindre les objectifs politiques.

Quelles sont les conséquences positives pour les partis sociaux-démocrates plus européanisés ? Au niveau le plus général, l'innovation dans les idées politiques développées dans les partis nationaux et/ou coordonnées au sein de la famille de partis qui composent le PSE pourrait influencer les débats dans l'UE. Potentiellement, le développement programmatique social-démocrate pourrait être approfondi en intégrant la dimension européenne aux débats actuels. On peut citer au moins cinq domaines dans lesquels cette démarche pourrait enrichir les débats sur l'avenir de la social-démocratie européenne :

- le débat sur le rôle de l'Etat serait plus intense. Les discussions actuelles sur l'architecture de l'UE, fédérale ou intergouvernementale, sortiraient de l'impasse et pourraient porter sur les fonctions réelles des structures d'Etat partagées entre les niveaux ;
- le débat sur le modèle de société prendrait davantage de résonance, les éléments fondamentaux des politiques nationales étant plus étroitement liés aux dynamiques européennes, telles que les négociations commerciales avec les Etats-Unis, la protection de l'environnement ou les garanties sociales minimales ;
- le débat sur la politique économique aurait une direction plus affirmée, au lieu de promettre certaines mesures pour voir plus tard ces promesses réduites à néant par les contraintes budgétaires imposées par les engagements de l'UEM. L'émergence d'un débat sur le pacte de stabilité et de croissance à la fin de l'année 2002 a été un avant-goût de ce qu'il est possible de mettre en œuvre ;
- un débat s'ouvrirait sur les éléments fondamentaux des pactes sociaux. Les relations entre les partis sociaux-démocrates et les syndicats exigent une nouvelle perspective, dont l'une des dimensions pourrait se situer au niveau européen. John Monks, le nouveau secrétaire général de la Confédération européenne des syndicats (CES), a déclaré qu'un nouvel aspect des relations industrielles qu'il fallait explorer était le concept de pactes entre les partenaires sociaux au niveau européen <sup>7</sup>. Il est certain que ce concept a également des répercussions sur la nature de ces relations au niveau national ;
- enfin, si les partis nationaux ont au sein de leur organisation un « espace public » sans implications électorales directes au niveau national, ils pourront peut-être débattre de propositions plus audacieuses et novatrices et les partager au sein de la famille du parti au sens large. En un sens, l'UE n'ayant pas d'implication directe dans les élections nationales, la prédominance de la logique électorale sur les partis sociaux-démocrates pourrait s'en voir réduite, au moins en ce qui concerne le « penser européen ».

#### 4. Conclusion

Quelles sont les implications de tous ces éléments pour le PSE ? L'engagement plus marqué du PSE au sein des partis nationaux exige l'accord des dirigeants des partis. Pourtant, ils ont pu remarquer les avantages aussi bien intellectuels que pratiques du fait de « penser et agir européen. » Les sites web rassemblant les partis nationaux par le biais du site du PSE existent depuis un certain temps mais les sites des partis nationaux ne proposent pas encore tous aujourd'hui un lien vers celui du PSE. L'élection de délégués aux congrès du PSE a des implications négatives pour certains partis nationaux, mais une plus grande implication dans les débats et les propositions au congrès du PSE au sein des partis nationaux pourrait porter ses fruits en établissant le fait qu'une arène transnationale ouverte aux débats est disponible.

Pour terminer, nous l'avons indiqué au début de ce chapitre, le PSE est un outil pour les chefs des partis nationaux. Il leur appartient d'utiliser le PSE, vu comme un « animateur de réseau », pour réellement élaborer une approche sociale-démocrate européenne. L'hésitation créée par le « blocage historique » mentionné plus haut est atténuée par le fait qu'aucun parti national ne pourra jamais avoir l'espoir d'influencer à lui seul l'ordre du jour politique de l'UE. Il s'agit précisément de la « valeur ajoutée » du PSE : il crée un lien entre les partis nationaux de telle sorte que toute tentative pour « agir européen » doit être collective. Ainsi l'« action collective », l'une des caractéristiques historiques des luttes sociales-démocrates nationales des cent dernières années, peut également s'appliquer au niveau européen. On a appelé le PSE un « parti des partis. » Les partis nationaux étant eux-mêmes un rassemblement de communautés, il n'y a aucune raison pour que ce rassemblement de communautés soit limité au niveau national.

#### Notes

<sup>1</sup> Pour une évaluation et une analyse des positions dans la plupart des partis sociaux-démocrates de l'UE, voir T. NOTERMANS, *Social Democracy and Monetary Union*, Berghahn, 2001.

<sup>2</sup> Voir M. POLLACK, « A Blairite Treaty : Neo-Liberalism and Regulated Capitalism in the Treaty of Amsterdam », in K. NEUNREITHER et A. WIENER (ed.), *European Integration After Amsterdam : Institutional Dynamics and Prospects for Democracy*, Oxford, 2000.

<sup>3</sup> K. DYSON, « Benign or Malevolent Leviathan ? Social Democratic Governments in a Neo-Liberal Euro Area », *The Political Quarterly*, mars-avril 1999.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 197.

<sup>5</sup> Voir R. LADRECH, « Europeanization and Party Politics : Towards a Framework for Analysis », *Party Politics*, 2002, 8/4, p. 389-405.

<sup>6</sup> La déclaration des socialistes français Laurent Fabius, Pierre Mauroy et Michel Rocard est un plaidoyer dans cette direction. Voir « Socialistes de toute l'Europe, unissez-vous ! », *Le Monde*, 28 octobre 2002.

<sup>7</sup> Déclaré au cours d'une conférence et en réponse à une question de l'auteur posée à Keele University, 8 octobre 2002.

# Les évolutions électorales de la social-démocratie européenne

Pascal DELWIT

Que n'a-t-on écrit, commenté, disserté sur les différents *âges d'or* ou les étapes du déclin (inélucltable) de la social-démocratie ? A l'évidence, la social-démocratie est la famille politique qui a généré le plus de travaux sur ses différentes facettes, particulièrement en matières d'avancées et de reculs relatifs à son influence, son existence ou son action politiques.

L'objet de cette contribution est d'examiner les transformations du socialisme européen, depuis la deuxième guerre mondiale, à l'aune d'un indicateur fondamental dans les démocraties représentatives : les performances électorales.

Notre ambition est de tester l'hypothèse de mouvements importants de la social-démocratie européenne ces soixante dernières années ; entre autres les hypothèses d'un *âge d'or*<sup>1</sup> dans le champ électoral et d'un déclin à l'œuvre depuis une vingtaine d'années. Pour ce faire, nous procéderons en trois temps.

Dans une première phase, nous rappellerons le positionnement doctrinal historique de la social-démocratie face à la question du suffrage et de la démocratie représentative.

Ensuite, nous examinerons et nous analyserons les résultats électoraux de la famille sociale-démocrate en Europe *occidentale*. Les performances des partis sociaux-démocrates seront observées dans seize Etats : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal et la Suède.

Enfin, nous aborderons la situation qui prévaut dans les nouvelles démocraties représentatives d'Europe centrale et orientale, à la suite de la chute du mur de Berlin en novembre 1989. La courbe électorale sera appréhendée dans dix situations nationales : la Bulgarie, l'Estonie, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, la Pologne, la République tchèque, la Roumanie, la Slovénie et la Slovaquie.

Sauf mention expresse, les partis considérés sont les formations *labellisées* sociales-démocrates par leur appartenance à au moins l'une des deux grandes organisations internationales de la social-démocratie : l'Internationale socialiste (IS) et le parti socialiste européen (PSE). Cette optique n'est pas sans inconvénient. En effet, certains partis membres de l'une de ces deux grandes organisations de coopération partisane peuvent, fondamentalement, être difficilement catalogués comme *sociaux-démocrates*. A l'inverse, certaines formations qui ne le sont pas ou ne l'ont pas toujours été peuvent *être réellement* des partis sociaux-démocrates. Toutefois, ce choix a le mérite de la simplicité et de l'autoréflexion par le caractère légitime que confère à une formation politique l'adhésion à une organisation internationale de coopération partisane <sup>2</sup>.

Pour réaliser notre analyse, nous avons pris en considération toutes les élections nationales tenues dans un cadre démocratique qui sont intervenues dans les vingt-six Etats considérés depuis 1945.

### 1. La social-démocratie et les élections

L'attitude originale des premières organisations socialistes/sociales-démocrates envers la démocratie représentative est une posture d'entre-deux. Le schéma marxiste affiche une prétention et une vocation révolutionnaires : l'Etat est une institution à abattre et l'approche est catégorique et sans nuance. « Le pouvoir étatique moderne n'est qu'un comité chargé de gérer les affaires communes de la classe bourgeoise tout entière », proclame le *Manifeste du parti communiste* <sup>3</sup>. Aussi, comme le rappelle Bernard Manin, « le choix de la démocratie politique (entendue comme désignation des gouvernants par le suffrage universel) n'allait en fait nullement de soi pour des partis socialistes et ouvriers » <sup>4</sup>. En effet, la démocratie « étant identifiée au marché », elle était répudiée au même titre que le capitalisme <sup>5</sup>.

Rapidement cependant, nombre d'organisations sociales-démocrates endossent la promotion de l'extension du droit de suffrage vers le suffrage universel (masculin) <sup>6</sup>. Le Parlement est alors présenté comme une tribune pour faire entendre la voix des ouvriers et les rallier au socialisme.

Dans un deuxième temps, les institutions démocratiques, et ce qui les sous-tend – le suffrage universel –, sont figurées comme un cadre d'action pour accéder aux revendications ouvrières et au socialisme. Dès la fin du siècle, Bernstein se fait le promoteur de la voie graduelle vers le socialisme par et dans les institutions de la démocratie représentative. Mais avant lui déjà, Engels lui-même avait appréhendé positivement le suffrage universel comme voie d'accès au socialisme. Evoquant l'évolution des résultats électoraux du parti social-démocrate allemand après la levée des lois d'exception, il observe :

« Si le suffrage universel n'avait procuré d'autre avantage que de nous permettre de nous compter tous les trois ans, et par la montée régulièrement constatée et d'une rapidité surprenante du nombre de voix, d'accroître dans la même mesure la certitude de la victoire chez les ouvriers et l'effroi chez les adversaires, devenant ainsi notre meilleur moyen de propagande, que de nous renseigner exactement sur notre propre force ainsi que sur celles de tous les partis adverses et de nous fournir ainsi pour doser notre action un critère sans égal – nous préservant aussi bien d'une pusillanimité inopportune que d'une folle hardiesse tout aussi déplacée – si même c'était le seul

avantage que nous puissions tirer du droit de vote, ce serait déjà plus que suffisant. Mais il a encore fait bien davantage. Avec l'agitation électorale, il nous a fourni un moyen sans égal pour entrer en contact avec les masses populaires là où elles sont encore loin de nous » <sup>7</sup>.

Surtout, il envisage la possibilité d'une conquête socialiste par la voie pacifique :

« Dès aujourd'hui, nous pouvons compter sur deux millions un quart des électeurs. Si cela continue ainsi, nous conquerrons d'ici la fin du siècle la plus grande partie des couches moyennes de la société, petits bourgeois ainsi que petits paysans, et nous grandirons jusqu'à devenir la force décisive dans le pays, devant laquelle il faudra que s'inclinent toutes les autres forces, qu'elles le veuillent ou non. (...) Et si nous ne sommes pas assez assés pour nous laisser pousser aux combats de rue pour leur faire plaisir, il ne leur restera finalement rien d'autre à faire qu'à briser eux-mêmes cette légalité qui leur est devenue si fatale » <sup>8</sup>.

Le projet est donc révolutionnaire et international. Pour réussir, le fait révolutionnaire ne pourra s'accomplir dans un seul pays. Comme le rappelle Engels dans les principes du communisme, quatre pays, à l'origine, devraient être touchés en même temps : « La révolution communiste ne sera donc pas une révolution nationale uniquement, elle se fera simultanément dans tous les pays civilisés, c'est-à-dire du moins en Angleterre, en Amérique, en France, et en Allemagne » <sup>9</sup>.

Le mouvement d'intégration et de participation aux démocraties parlementaires est donc largement amorcé avant la guerre 1914-1918. Et le débat sur le ministérialisme dans la deuxième Internationale <sup>10</sup> corrobore la nouvelle réalité qui s'*offre* aux formations sociales-démocrates : accéder aux travées parlementaires et, le cas échéant, franchir le Rubicon et rejoindre les rangs gouvernementaux.

Evoquant la polémique entre Kautsky et Lénine, Alain Bergougnoux date pourtant du lendemain de la première guerre mondiale la fusion entre deux perspectives, le socialisme et la démocratie :

« C'est la prise de conscience finalement, de ce qu'était dans son essence le parti de masse dans une tradition démocratique. Kautsky enregistre d'une certaine façon – et c'est tout le problème de la social-démocratie – la séparation des deux moments en étapes : le socialisme et la démocratie; il voit dans la république démocratique le seul chemin vers le socialisme. En conclusion je dirai que la social-démocratie ne se constitue théoriquement vraiment que lorsqu'elle a à affronter le léninisme et à le refuser. Cette période permet de mettre au clair les implications des choix de la social-démocratie. Si bien qu'à partir des années vingt, il est clair que pour la social-démocratie le passage au socialisme sera progressif, et que le gouvernement socialiste devra adapter ses objectifs à l'état de l'économie et au degré de conscience des travailleurs. Que ce passage ne pourra se faire que par la voie de la démocratie, qu'il faudra assurer la démocratie pour toutes les catégories de la population, donc penser la coexistence au sein d'une même unité sociale. Qu'enfin, c'est aux partis, aux associations et syndicats d'assurer le contrôle du pouvoir » <sup>11</sup>.

Au lendemain de la deuxième guerre mondiale, la social-démocratie mobilise la démocratie représentative comme un des éléments qui la distinguent et la caractérisent. En témoignent déjà la motion votée par le COMISCO, le regroupement des partis sociaux-démocrates qui anticipe l'établissement de l'Internationale socialiste : « En cette heure où le salut du monde dépend de la victoire du socialisme, la défense

de la démocratie s'impose aux socialistes comme le premier devoir. En présence des événements suscités en divers pays de l'Europe par l'action conjuguée du Kominform et de la politique soviétique, le comité proclame sa volonté de construire une Europe démocratique et socialiste, libérée de toute menace de tyrannie ou d'agression »<sup>12</sup>.

Aussi, la *charte de Francfort* traduit-elle, dans la première déclaration de principe de l'Internationale socialiste (re)constituée, ce soutien affiché et affirmé à la démocratie politique :

« 1. Les socialistes luttent pour construire une société nouvelle, dans la liberté et par des moyens démocratiques.

2. Sans liberté, il n'est pas de socialisme. Le socialisme ne peut se réaliser que dans la démocratie, la démocratie ne peut s'épanouir dans le socialisme.

3. La démocratie est le gouvernement du peuple par le peuple, pour le peuple »<sup>13</sup>.

Celle-ci clôt, selon Guillaume Devin, un « débat historique »<sup>14</sup>.

## 2. Les mutations électorales de la social-démocratie occidentale

Pour évaluer les transformations électorales de la social-démocratie occidentale, nous avons, dans un premier temps, adopté deux orientations méthodologiques.

- (1) Nous avons décidé de regrouper les performances électorales par décennie. Les moyennes se calculent sur la base des scrutins intervenus entre les années 00 et 09<sup>15</sup> et les résultats se rapportent au total des votes valablement exprimés pour un parti social-démocrate rapporté à l'ensemble des suffrages valablement émis. Contrairement à l'option de Wolfgang Merkel, nous n'avons pas procédé à un découpage en *temps politiques éventuels* (*âge d'or* ou *déclin*, croissance économique ou récession, participation au pouvoir ou situation d'opposition)<sup>16</sup>. Notre méthode de travail nécessite à tout le moins deux précautions dans la lecture et l'analyse. La première concerne la décennie quarante, *tronquée* en raison de la deuxième guerre mondiale. La moyenne de la décennie quarante n'a pas la même *signification* que celle des autres décennies. Pour certains Etats, il n'y a qu'une seule élection. La deuxième a trait aux années deux mille, c'est-à-dire à une décennie en cours. Dans cette configuration, la moyenne n'a pas non plus le même sens que celle des décennies complètes. Il importe donc d'appréhender le chiffre moyen des années deux mille avec une grande prudence, surtout dans une perspective comparée.
- (2) Nous avons choisi de présenter trois courbes compte tenu du caractère différé de l'avènement de la démocratie représentative en Espagne, en Grèce et au Portugal. La première courbe – *Europe occidentale 1* – rassemble les treize Etats qui sont démocratiques dès 1945. La deuxième – *Europe du sud* – agrège les performances en Espagne, en Grèce et au Portugal. La troisième – *Europe occidentale 2* – cumule les première et deuxième courbes – les seize situations nationales, donc.

Au terme de ce premier travail d'agrégation et d'établissement de moyennes décennales, que peut-on observer et décèler comme tendances ?

Le premier grand enseignement est l'extrême stabilité moyenne des performances sociales-démocrates à l'échelle de l'Europe occidentale ces soixante dernières années. Que l'on examine les transformations des courbes de *l'Europe occidentale 1 ou 2*, on constate que le résultat décennal moyen est sensiblement le même pour toutes les décennies complètes : entre 31,07% (chiffre minimal, années soixante) et 32,69% (chiffre maximal, années cinquante) dans un cas, et entre 31,07% (chiffre minimal, années soixante) et 33,24% (chiffre maximal, années quatre-vingt) dans l'autre. Si l'on intègre la situation qui prévaut dans les années quarante et deux mille, l'observation est relativement corroborée dans la mesure où la moyenne sociale-démocrate est plus faible dans les années quarante. Dans les années deux mille, les courbes atteignent toutes les deux leur maxima : 33,79% et 34,50%. Plus globalement, dans la stabilité, il convient même d'observer qu'en moyenne les partis sociaux-démocrates obtiennent de meilleurs scores dans la période contemporaine que dans les quatre premières décennies. *Le trend* est donc ascendant.

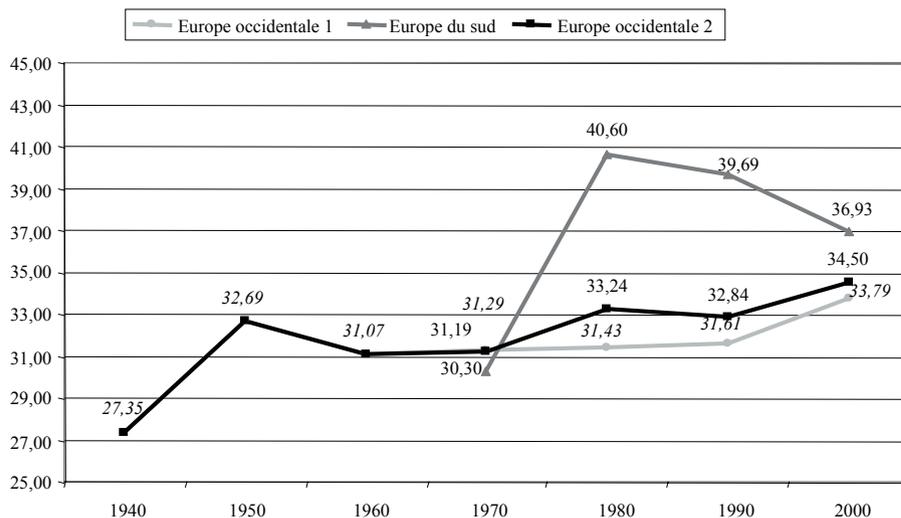
On observera ensuite que l'approche globale des chiffres électoraux de la social-démocratie occidentale cadre mal avec les *âges politiques* qui lui sont souvent prêtés. Sous l'angle électoral, on ne décèle ni périodes glorieuses, ni temps traumatiques ou difficiles, si ce n'est le cas spécifique des années quarante sur lequel nous reviendrons. Le paradoxe est frappant pour les années deux mille, souvent considérées comme une période de reflux social-démocrate par nombre d'observateurs. Pourtant, *à ce stade*, les performances moyennes y sont les plus importantes pour les deux grandes courbes envisagées. Dans une perspective complète, il est plus saisissant encore pour les années quatre-vingt. Cette décennie est présentée comme celle de la *vague* du néo-libéralisme triomphant. C'est pourtant durant ces années que la moyenne européenne des partis sociaux-démocrates dans les seize Etats considérés est la plus élevée. En même temps, on constatera que la démocratisation des trois Etats du sud nouvellement démocratiques dans les années soixante-dix a singulièrement contribué à pousser cette moyenne générale à ce moment.

Plus largement, les résultats électoraux des nouveaux Etats démocratiques de l'Europe du sud sont supérieurs en moyenne à ceux des treize autres Etats, que ce soit dans la décennie quatre-vingt ou quatre-vingt-dix.

Une moyenne n'est bien sûr qu'un indicateur. Nous avons donc cherché à savoir si cette exceptionnelle stabilité cachait des nuances voire de fortes disparités, ou si elle reflétait des mouvements homogènes des différentes formations sociales-démocrates nationales. Pour ce faire, nous opérons dans un premier temps deux distinctions.

La première envisage le parcours des formations sociales-démocrates dans les grands Etats de l'Europe occidentale – la France, l'Italie, l'Allemagne, la Grande-Bretagne et l'Espagne – et celui des partis des nations petites ou moyennes en termes démographiques – l'Autriche, la Belgique, le Danemark, la Finlande, la Grèce, l'Irlande, le Luxembourg, les Pays-Bas, le Portugal, la Norvège, la Suède. Outre qu'il met en lumière certains recoupements politiques inhérents à cette forme de découpage, ce travail permet d'examiner si les transformations de la courbe de ces deux ensembles permettent de comprendre en partie une performance électorale d'ensemble homogène sur soixante ans.

Figure 1  
Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2003)



La deuxième concerne le cheminement électoral de trois *Europes sociales-démocrates* : l'Europe du nord qui intègre le Danemark, l'Irlande, la Grande-Bretagne, la Suède, la Norvège, et la Finlande ; l'Europe continentale qui comprend la plupart des démocraties consociatives européennes – l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, les Pays-Bas, le Luxembourg – ; l'Europe du sud qui rassemble des partis socialistes ne recouvrant pas un *modèle* organisationnel et politique social-démocrate classique : en Espagne, en France, en Grèce, en Italie, et au Portugal. Pour approfondir notre démarche sur ce sujet, nous déclinons dans un deuxième temps deux sous-ensembles dans les deux premières Europes :

- (1) la social-démocratie travailliste (Grande-Bretagne et Irlande) et le modèle de social-démocratie scandinave (Danemark, Finlande, Norvège, et Suède) pour l'Europe du nord,
- (2) la social-démocratie beneluxienne (Belgique, Luxembourg et Pays-Bas) et la social-démocratie germanique (Allemagne et Autriche) pour l'Europe continentale.

#### A. Les formations sociales-démocrates des grands Etats et des Etats moyens et petits

Les renseignements que peut nous fournir l'évolution comparée des courbes électorales des partis sociaux-démocrates des grandes nations – vu sous l'angle démographique – et des nations plus modestes peuvent être de divers ordres. On peut cependant schématiser trois scénarios possibles.

- (1) Dans un premier cas d'école, nous pouvons imaginer des parcours strictement parallèles. Dans cette hypothèse, l'évolution moyenne de la social-démocratie serait révélatrice de cheminements tendanciellement comparables des partis

sociaux-démocrates, examiné sous l'angle de la taille démographique des Etats d'appartenance.

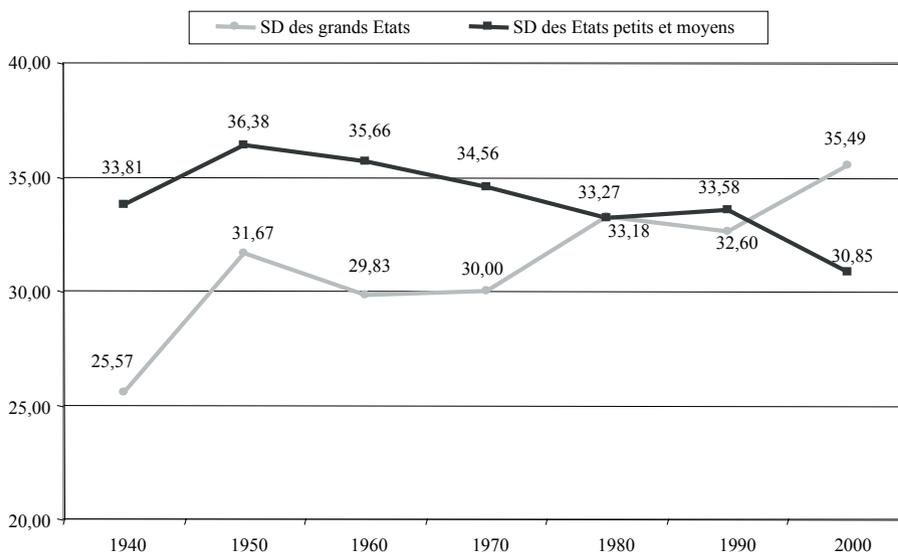
- (2) Un deuxième canevas possible consisterait en un découplage des deux courbes *au profit* des formations sociales-démocrates des grands Etats. Si ce schéma devait se vérifier, la stabilité à la hausse observée en première analyse dans cette contribution révélerait plutôt une configuration tendancielle stagnante pour les partis sociaux-démocrates européens dans la mesure où les données récentes de la performance moyenne seraient d'abord assurées par les résultats de quelques partis appartenant aux nations d'Europe occidentale les plus peuplées.
- (3) Enfin, on peut imaginer une troisième situation ; celle où, au contraire, le découplage éventuel des deux courbes s'opérerait au profit des organisations sociales-démocrates des Etats aux dimensions démographiques plus faibles. Dans cette hypothèse, la courbe moyenne stable dévoilerait une situation en réalité bien plus avantageuse encore en tendance pour une grande partie des formations sociales-démocrates d'Europe occidentale.

A en juger par les deux courbes, nous avons affaire au deuxième scénario. Les performances moyennes des partis sociaux-démocrates des Etats les plus modestes d'Europe occidentale sont en déclin. Alors qu'elles s'élèvent à 36,38% dans les années cinquante, elles n'atteignent plus que 33,18% dans la décennie quatre-vingt et 33,58% dans les années quatre-vingt-dix, soit un total moins élevé que celui des années quarante, période pourtant difficile. Les premières années de l'actuelle décennie dévoilent même un état des lieux plus pâle encore puisque la performance moyenne au 30 décembre 2003 dépasse à peine 30% des voix.

*A contrario*, les résultats moyens des partis sociaux-démocrates des grands Etats sont supérieurs dans les décennies contemporaines à ceux des années cinquante, soixante et soixante-dix. Alors que le total moyen était inférieur à 30% dans les années soixante, il est de 33,58% dans les années quatre-vingt-dix. Et dans la décennie en cours, le pourcentage moyen est le plus élevé jamais obtenu. L'évolution des écarts entre les deux courbes témoigne bien des deux mouvements. Dans les années quarante, l'écart entre les deux performances est de 8,24 au profit des partis sociaux-démocrates des Etats petits et moyens. Il se stabilise à 4,71, 5,83 et 4,56 respectivement dans les années cinquante, soixante et soixante-dix. Dans les années quatre-vingt, la courbe s'inverse de justesse : -0,09. Et dans les années quatre-vingt-dix, l'écart est inférieur à 1 point (0,98). A ce stade, il est très déficitaire pour ces partis : -4,65 points.

Cette première déclinaison permet donc un premier affinement de la courbe moyenne des résultats sociaux-démocrates. La progression des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix est assurée par les partis des grands Etats. En revanche, pour les formations des nations moins importantes sur le plan démographique, les vingt-cinq dernières années ont été nettement moins porteuses. La courbe générale n'est donc pas le reflet d'un état de santé électorale satisfaisant pour la grande majorité des partis sociaux-démocrates. Bref, en termes d'impact des partis sociaux-démocrates dans chacun des systèmes politiques nationaux, la configuration se présente sous un jour assez peu favorable dans nombre d'Etats.

Figure 2  
Evolution des performances électorales des partis sociaux-démocrates des grands Etats  
d'Europe occidentale et des petits/moyens Etats (1945-2003)



### B. Les trois Europes sociales-démocrates

Nous l'avons épinglé, le découpage en trois Europes correspond largement à des divisions opérables dans la mouvance sociale-démocrate européenne mais aussi à la qualification de régimes et systèmes de partis en Europe occidentale : systèmes à parti social-démocrate dominant en Scandinavie, démocraties de type consociatif en Europe continentale, configurations bipartisanes ou bipolaires en Europe du sud.

La perspective comparée vise ici aussi à tester l'alternative homogénéité vs hétérogénéité des parcours électoraux sociaux-démocrates. L'analyse comparée des trois courbes est riche d'enseignements.

Le premier est la grande différence du point initial entre les trois courbes appréhendées. En la matière, soulignons que la comparaison ne vaut véritablement que pour l'Europe du nord et l'Europe continentale. La trajectoire en Europe du sud est affectée par le caractère non démocratique des régimes portugais, grec et espagnol jusqu'au milieu des années soixante-dix et, donc, l'absence de résultats pour le parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE), le parti socialiste panhellénique (PASOK) et le parti socialiste portugais (PSP) jusqu'à la deuxième moitié de cette décennie. Mais pour les deux premières Europes, la constatation est nette. Dans les années quarante et cinquante, le résultat social-démocrate moyen est de 42,71% et 44,12% dans l'Europe nordique pour 30,76% et 32,88% dans l'Europe continentale. Cela représente un écart respectivement de 11,95 et 11,24 points.

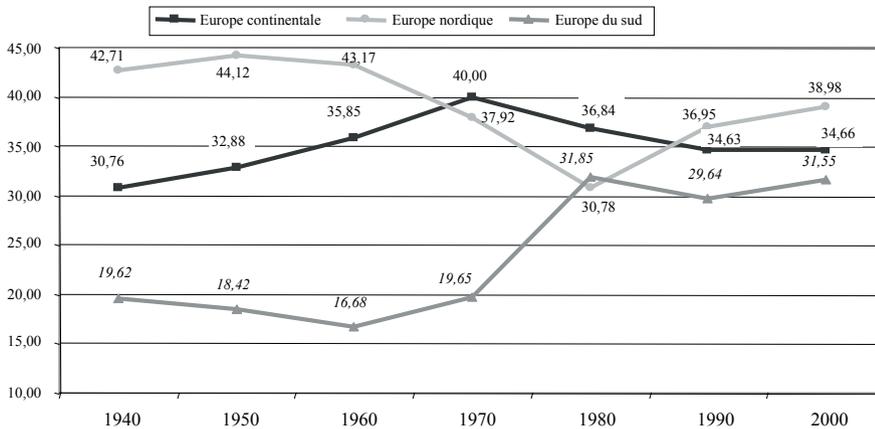
Le deuxième est le processus d'homogénéisation des performances électorales à l'œuvre dans les années soixante et soixante-dix, et qui s'est perpétué. A partir des années soixante-dix, l'écart, dans un sens ou dans l'autre, reste fixé dans une

fourchette entre quatre et six points. En intégrant les résultats des partis socialistes d'Europe du sud, la différence s'établit dans une fourchette entre cinq et neuf points.

Le troisième grand constat a trait au caractère singulier de la courbe des résultats électoraux des partis sociaux-démocrates dans l'Europe du nord. Ses mouvements sont tranchants et rapides. Des années soixante aux années quatre-vingt, le score moyen s'affaisse de 12,50 points ! En revanche, l'augmentation est de plus de six points entre les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. L'évolution des performances moyennes des social-démocraties en Europe continentale est plus douce et plus longue dans ses phases : une progression régulière sur environ trente ans – plus dix points – suivi d'un reflux dans les années quatre-vingt et quatre-vingt dix – moins 5,4 points. Pour ce qui a trait aux partis socialistes d'Europe du sud, la moyenne est vraiment très stable pour les décennies où la comparaison tient la route : autour de 30% des suffrages.

Figures 3

Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2002)  
Les trois Europes



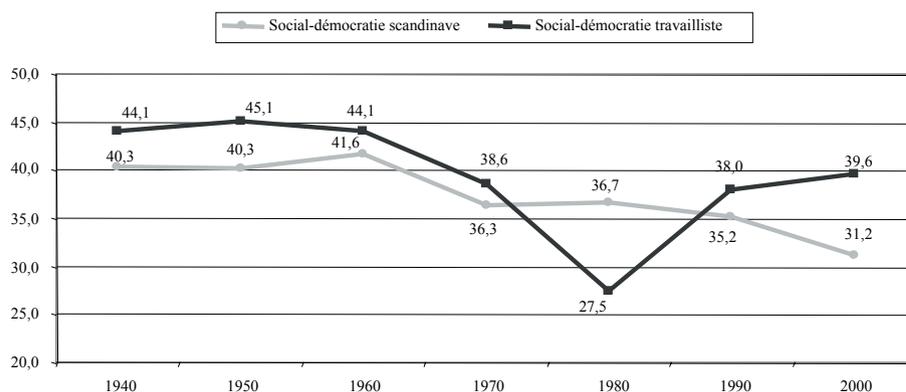
### 1. Les destins électoraux du travaillisme et du modèle scandinave

A l'intérieur de l'Europe sociale-démocrate du nord, la distinction entre les modèles travailliste (Irlande et Grande-Bretagne) et scandinave (Danemark, Finlande, Suède, Norvège) dévoile des parcours en partie dissemblables. Dans le chef de la social-démocratie scandinave, la thèse de l'érosion structurelle est confirmée sous l'angle électoral même si l'affaissement reste continu. Dans les années quarante, cinquante et soixante, les quatre formations sociales-démocrates scandinaves agrégées décrochent plus de 40% des suffrages. La social-démocratie perd alors cinq points en l'espace de dix ans et se stabilise à 35% des voix dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Les années deux mille révèlent pour l'instant une nouvelle dégradation qui affecte au premier chef le parti du travail de Norvège (DNA) et la social-démocratie danoise (SD). Ces deux partis phares du modèle scandinave ont perdu leur caractère dominant dans leur système politique national respectif. En 2001, la social-démocratie danoise a même perdu le rang de première formation du Royaume au profit du parti libéral (la

Venstre). La même année, le parti du travail norvégien a enregistré un score plancher historique (26%) et l'écart avec son poursuivant direct (le parti conservateur) a été ramené à trois points alors qu'il était encore de vingt points en 1997 !

Pour sa part, la courbe travailliste doit être envisagée avec prudence. Elle recoupe très largement la situation du parti travailliste britannique eu égard à la faiblesse de l'Irish Labour Party dans le système de partis irlandais et à la petitesse démographique de l'Irlande comparée au Royaume-Uni. Jusqu'à l'aube des années quatre-vingt, la courbe travailliste recouvre presque parfaitement celle de la social-démocratie scandinave. Une dissociation s'opère alors. Le parti travailliste britannique subit une chute électorale saisissante (en particulier lors du scrutin de 1983) dans les années quatre-vingt. Dans les années quatre-vingt-dix, il récupère son score moyen des années soixante-dix, grâce notamment à sa victoire électorale de 1997. Le destin électoral du travaillisme est donc plus chahuté et moins linéaire que celui de la social-démocratie scandinave. Observons néanmoins que les deux situations dévoilent une performance contemporaine inférieure à la moyenne des trois premières décennies analysées.

Figure 4.  
Evolution des performances électorales  
de la social-démocratie scandinave et travailliste (1945-2003)



## 2. Les fortunes électorales des social-démocraties beneluxienne et germanique

Qu'en est-il, à l'intérieur de l'Europe continentale, des sociaux-démocrates allemands et autrichiens, d'une part, et des sociaux-démocrates dans les pays du Benelux, de l'autre ?

La configuration qui prévaut pour la social-démocratie germanique est celle de phases assez longues. Jusqu'aux années soixante-dix, les partis sociaux-démocrates germaniques enregistrent une progression régulière puisqu'ils passent d'une moyenne basse de 32% dans les années quarante à plus de 45% dans les années soixante-dix. La courbe se retourne à ce moment. Les sociaux-démocrates germaniques enregistrent un déclin régulier lors des deux décennies suivantes. Ici aussi, il convient d'être prudent dans l'interprétation des résultats électoraux au cours des années quatre-vingt-dix et dans cette première partie des années deux mille. En effet, la réunification allemande *surdimensionne* fortement le poids de l'Allemagne. En vérité, les parcours du SPÖ

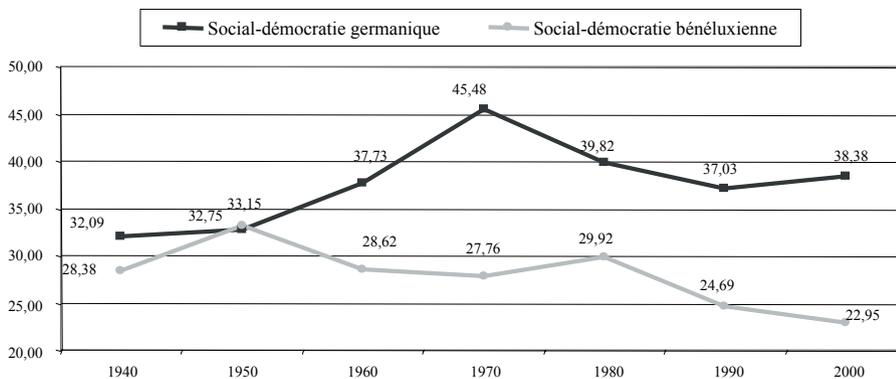
autrichien et du SPD allemand divergent dans cette période. En Allemagne, après une longue période d'opposition et un scrutin très décevant en 1990, le SPD remonte la pente en 1994 et gagne les élections de 1998. En septembre 2002, son recul est contenu. Pour sa part, après avoir dominé l'échiquier politique autrichien dans les années soixante-dix, le SPÖ vit une véritable descente aux enfers en termes de résultats électoraux dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Au scrutin de 2002, sa progression a été modeste. Elle ne lui a en tout cas pas permis de reprendre la main à l'ÖVP.

Pour ce qui a trait aux partis sociaux-démocrates beneluxiens, nous observons une relative stabilité pendant quatre décennies. Le pourcentage moyen des socialistes belges, luxembourgeois et hollandais s'établit autour de 28-29%, avec cependant un pic à 33% dans les années cinquante. En l'espace de dix ans, ce pourcentage moyen chute de quatre à cinq points : il n'atteint pas même 25% dans les années quatre-vingt-dix. En dépit de sa bonne performance des socialistes belges (PS et SP.A) à l'élection nationale de mai 2003, la performance d'ensemble au début des années deux mille demeure faible. Cela s'explique largement par l'élection *catastrophe* du PVDA hollandais au printemps 2002, même si les travaillistes des Pays-Bas ont rétabli leur situation électorale à l'élection anticipée de janvier 2003.

On le voit, les parcours électoraux se distinguent pour les deux ensembles. En temps long, la social-démocratie germanique assure la stabilisation à la hausse de la performance d'ensemble des sociaux-démocrates européens dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. En revanche, la situation d'ensemble des sociaux-démocrates du Benelux est moins performante depuis deux décennies par rapport à leurs résultats antérieurs.

Figure 5.

Evolution des performances électorales des social-démocraties germanophones et beneluxiennes (1945-2003)



### C. Une performance en nuances

Au-delà des décompositions que l'on peut opérer parmi les formations sociales-démocrates d'Europe occidentale, il est aussi possible d'évaluer le résultat moyen de la social-démocratie européenne à la lumière d'évolutions extérieures à la famille sociale-démocrate. Dans ce chapitre, nous présenterons deux situations qui

nous permettent d'apprécier le contexte dans lequel se situe l'évolution électorale de la social-démocratie européenne.

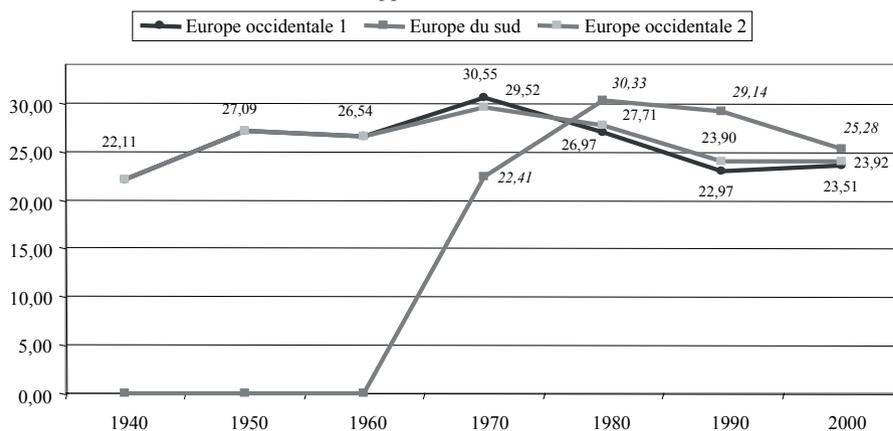
- (1) La première donnée évoquée concerne la performance ramenée non plus aux suffrages valablement exprimés mais aux électeurs inscrits.
- (2) La deuxième a trait aux résultats qu'engrangent les concurrents politiques de la social-démocratie dans l'espace politique à gauche de l'échiquier politique.

### 1. Le rapport aux inscrits

La question de la participation politique ou de son versant *néгатif*, l'abstention, est au cœur de nombreux travaux et de multiples réflexions ces dernières années<sup>17</sup>. Il était donc intéressant de présenter la courbe de la social-démocratie d'Europe occidentale, ramenée aux électeurs inscrits.

Analysée sous cet angle, on sort d'une optique de stabilité – à la hausse. Les années soixante-dix se déclinent comme une période remarquable d'un point de vue électoral. En moyenne, les formations sociales-démocrates décrochent environ 30% des voix des électeurs inscrits, soit trois points de plus que dans les années cinquante et soixante. En revanche, la conjoncture électorale est moins porteuse dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Le score moyen ne s'élève plus qu'à 27,71% durant les années quatre-vingt et 23,90% dans la décennie quatre-vingt-dix. Ce dernier pourcentage est aussi le chiffre des années deux mille.

Figure 6.  
Performances électorales de la social-démocratie occidentale (1945-2003)  
Rapport aux inscrits



Cette évolution confirme d'abord et avant tout le déclin de la participation politique ces vingt-cinq dernières années. L'augmentation de l'abstention concerne tout autant les concurrents politiques (de gauche comme de droite) des partis sociaux-démocrates mais elle confirme aussi la difficulté contemporaine des partis sociaux-démocrates de mobiliser les segments populaires salariés, qui sont son noyau électoral<sup>18</sup>. Elle nuance donc l'observation d'un résultat d'ensemble stable sur six décennies pour les partis sociaux-démocrates d'Europe occidentale dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix. Pour cette dernière décennie, le tableau dévoile

une situation paradoxale : le score moyen le plus haut jamais atteint par la social-démocratie d'Europe occidentale calculé sur la base des votes valablement exprimés (34,50%) et le pourcentage moyen le plus bas jamais atteint par le même groupe de partis sur la base des électeurs inscrits (23,90%), abstraction faite de la situation particulière des années quarante.

## 2. *Les courbes électorales des autres formations de gauche*

Pour apprécier les résultats électoraux de la social-démocratie en Europe occidentale, il était aussi important de les confronter aux scores de ses concurrents politiques à gauche. Pour ce faire, nous examinons la situation de deux familles politiques : les familles communiste et verte.

### a. *La famille communiste*

Dans certains Etats d'Europe occidentale, les partis communistes se sont posés comme un concurrent politique sérieux pour les formations sociales-démocrates<sup>19</sup>. On songe tout particulièrement à la France, à l'Italie et à la Finlande. Dans d'autres configurations, ils ont pu (ou peuvent encore) être un concurrent non marginal sur un segment du monde ouvrier ou paysan. Dans la période contemporaine, c'est très certainement le cas des *nouvelles* démocraties – l'Espagne, la Grèce et le Portugal – de même qu'en Suède et en Allemagne (orientale). On peut ajouter la concurrence socialiste de gauche, de partis qui sont des scissions de formations communistes ; en particulier les socialistes de gauche (du peuple) au Danemark et en Norvège. Jusqu'à la fin des années soixante-dix, ce fut parfois le cas des communistes belges, hollandais et luxembourgeois. Enfin, notons aussi des situations sans concurrences électorales sérieuses à la gauche de la social-démocratie : en Grande-Bretagne, en Autriche, en Allemagne (jusqu'en 1990) ou, largement, en Irlande.

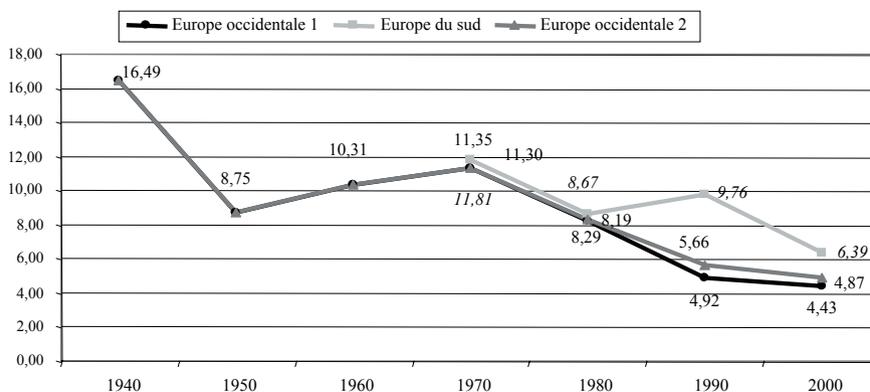
Nous avons construit trois courbes de moyennes électorales décennales sur la même base que celle élaborée pour la famille sociale-démocrate. La courbe *Europe occidentale 1* reprend les treize démocraties établies depuis 1945. Celle dénommée *Europe du sud* reprend les performances des partis communistes d'Espagne, du Portugal et de Grèce<sup>20</sup>. Enfin, la courbe *Europe occidentale 3* reprend les seize formations agrégées.

En schématisant, on peut isoler quatre phases électorales pour la famille communiste.

- (1) La première est celle des années quarante. Le fait est bien connu. C'est « le » temps électoral heureux des partis communistes européens. Au sortir de la guerre, à un moment de grand prestige pour l'Union soviétique, les partis communistes décrochent des performances exceptionnelles. Pour les treize Etats envisagés, la performance moyenne est de 16,5%.
- (2) A cette percée succède un effondrement non moins marquant puisqu'en l'espace d'une décennie, le pourcentage moyen a diminué de moitié ! Cette configuration est largement liée à l'impact de la guerre froide et au reflux spectaculaire qu'enregistrent les partis communistes sans implantation historique.

- (3) Après, cette chute, les partis communistes retrouvent des couleurs électorales dans les années soixante et soixante-dix. Ils tirent parti de la détente dans les relations internationales et de la vague de protestation étudiante et sociale de mai 1968. Par ailleurs, les partis communistes d'Espagne, du Portugal et de Grèce obtiennent de bons scores aux premières élections démocratiques.
- (4) Depuis, cette famille politique a connu un deuxième déclin, plus spectaculaire encore : la chute du mur de Berlin l'a frappée de plein fouet. Mais le mouvement de recul était déjà largement à l'œuvre dans les années quatre-vingt. A l'échelle des seize Etats, la famille communiste *élargie* ne décroche qu'un peu plus de 5% dans les années quatre-vingt-dix. Et dans les années deux mille, elle est pour l'instant sous cette barre. Il importe néanmoins de nuancer le total de la décennie quatre-vingt-dix ; il s'explique aussi en partie par le *départ* d'un des deux plus grands partis communistes européens : le parti communiste italien s'est transformé en parti de la gauche démocratique <sup>21</sup> et a rapidement rejoint les organisations internationales de la social-démocratie. Le parti de la Refondation communiste (et, aujourd'hui, le parti des communistes italiens, PDCI) a repris le flambeau <sup>22</sup> mais ses résultats sont bien moindres que ceux du PCI dans les années quatre-vingt.

Figure 7  
Performances électorales de la gauche (communiste) occidentale (1945-2003)



On le voit, pour les formations socialistes et sociales-démocrates, la concurrence à gauche, en particulier sur des composantes ouvrières et paysannes, s'est affaïssée depuis vingt-cinq ans. La performance moyenne de la social-démocratie doit aussi se mesurer à cette observation.

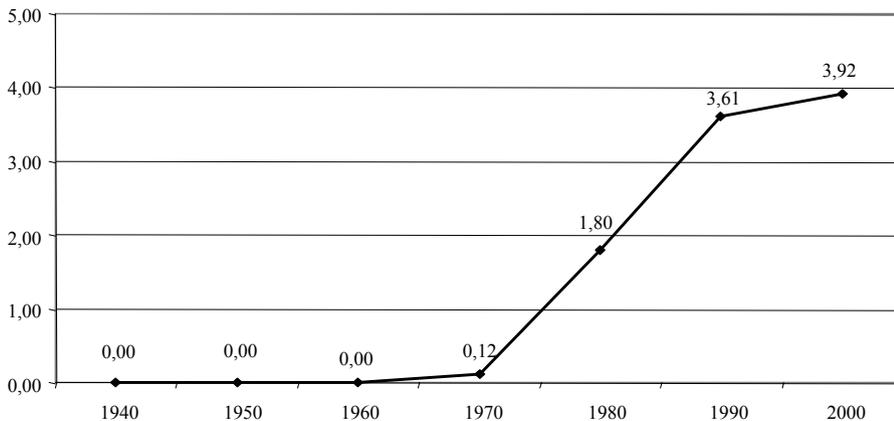
#### b. Les verts ou la gauche libertaire

Une autre *famille* politique peut aussi être considérée comme un concurrent à gauche : la famille verte. En Europe occidentale, la plupart des formations occidentales ressortissent de la *New Politics* <sup>23</sup> ou de la gauche libertaire pour reprendre les termes d'Herbert Kitschelt <sup>24</sup>. Soulignons cependant que les segments électoraux de concurrence ne sont pas les mêmes que pour la gauche communiste.

Alors que l'essentiel de cette dernière capte son électorat parmi des composantes ouvrières et paysannes de l'électorat, les verts opèrent plutôt une pénétration dans les nouvelles classes moyennes salariées.

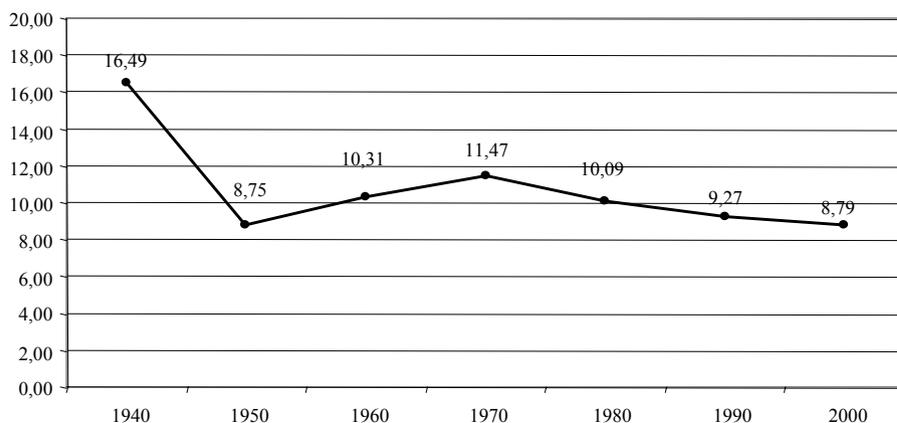
En l'espace de vingt à vingt-cinq ans, le résultat moyen des partis verts européens s'est développé. Mais cette progression apparaît assez modeste <sup>25</sup>. En effet, le score moyen des années quatre-vingt-dix est de 3,61%. Et lors des scrutins de la décennie 2000, il est resté en deçà des 4%. Certes, cette configuration doit s'apprécier avec prudence dans la mesure où cette situation moyenne est le reflet de cas nationaux très divers. Il n'empêche que globalement la concurrence électorale des partis verts sur la gauche sociale-démocrate se décline toujours sur un mode mineur <sup>26</sup>, surtout en comparaison de la rivalité avec la famille communiste des années quarante à la décennie quatre-vingt.

*Figure 8*  
*Performances électorales des verts d'Europe occidentale (1945-2003)*



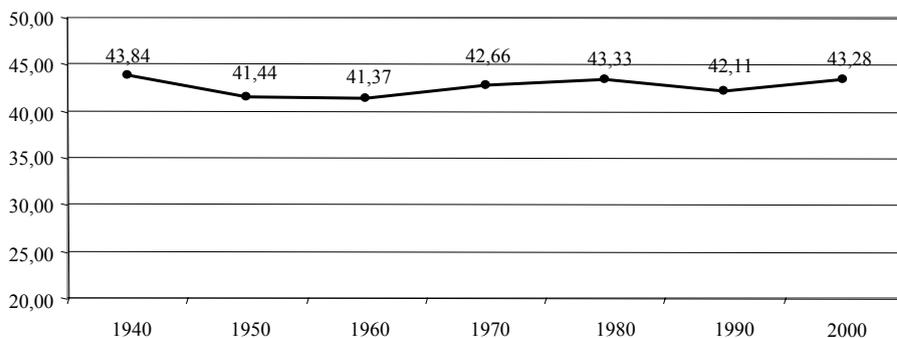
Dans l'ensemble donc, et contrairement aux premières impressions, la concurrence à gauche est aujourd'hui plus faible qu'elle ne l'a jamais été pour les partis sociaux-démocrates. La social-démocratie est donc plus que jamais « maître du segment gauche » de l'électorat <sup>27</sup>. De ce point de vue, le pronostic de Moschonas n'est pas vérifié <sup>28</sup>. L'addition des performances communiste et verte en est un démenti éclatant. Le total des voix communistes et écologistes est moins important dans les années quatre-vingt, quatre-vingt-dix et deux mille que le score moyen communiste des années soixante et soixante-dix.

Figure 9  
Performances électorales des gauches vertes et communistes  
en Europe occidentale (1945-2003)



Au final, il apparaît donc bien que l'accroissement du score moyen social-démocrate se réalise en parallèle avec un affaïssement des performances électorales de la famille communiste et dans le cadre d'une concurrence somme toute contenue avec les partis verts. A l'intérieur de cet *ensemble de gauche*, le poids social-démocrate s'est accru depuis vingt-cinq ans. Ceci permet aussi de comprendre la grande stabilité d'ensemble des gauches. Durant les six dernières décennies, le pourcentage moyen de la gauche oscille dans une fourchette qui va de 41,44% (score moyen minimal) à 43,84% (score moyen maximal).

Figure 10  
Performances électorales cumulées des gauches sociales-démocrates, vertes et communistes  
en Europe occidentale (1945-2003)



### 3. Le parcours de la social-démocratie en Europe centrale et orientale

Porter une appréciation sur le cheminement électoral des formations sociales-démocrates d'Europe centrale et orientale est assez complexe. En effet, l'horizon temporel y est particulièrement court. On ne peut, au mieux, prendre en considération qu'une quinzaine d'années. Par ailleurs, la labellisation *sociale-démocrate* a évolué dans la plupart des pays concernés. Les formations

acceptées, à titre d'observateur ou de membre, au parti socialiste européen (PSE) ou à l'Internationale socialiste ont des statuts différents.

Dans un premier temps, les organisations internationales de coopération socialiste ont plutôt travaillé avec des partis issus de la dissidence ou de l'opposition au régime communiste. Mais à l'exception notable du cas tchèque, cette option s'est révélée très peu porteuse<sup>29</sup>. Ces partis étaient faibles d'un point de vue organisationnel, électoral et politique et ont parfois généré des problèmes pour le parti socialiste européen (songeons au cas hongrois).

Aussi, assez rapidement, le PSE s'est-il rapproché des anciennes formations communistes en voie de *social-démocratisation*. Aujourd'hui, ces partis forment le socle de la famille sociale-démocrate en Europe centrale et orientale. La plupart ont bien réussi leur reconversion doctrinale et identitaire. Et ils sont devenus des acteurs politiques puissants électoralement et politiquement. On songe tout particulièrement à l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne (SLD), au parti socialiste hongrois (MSZP), ou, dans un autre contexte, au parti socialiste bulgare (PSB) et au nouveau parti social-démocrate roumain (PSD).

Qu'observe-t-on depuis l'effondrement des régimes de démocratie populaire ? Il semble opportun de distinguer trois zones géographico-politiques.

La première couvre l'Europe centrale. Dans cet espace, les partis sociaux-démocrates ont, passé les premières élections référendaires (pour ou contre l'ancien régime), réussi à devenir un acteur de poids. Cela est surtout vrai pour les trois principaux États de la zone : la Pologne, la République tchèque et la Hongrie. Dans ces trois nations, le ou les partis affiliés au parti socialiste européen obtiennent régulièrement des pourcentages très significatifs. Cette performance leur a permis d'accéder aux responsabilités gouvernementales comme partenaire majeur à plusieurs reprises : en Hongrie entre 1994 et 1998 et depuis 2002, en Pologne entre 1993 et 1997 et depuis 2001, et en République tchèque depuis 1998. En revanche, la situation est plus difficile en Slovénie et en Slovaquie. Dans ce dernier cas, deux formations appartiennent au PSE. Leur incapacité à former un cartel lors du dernier scrutin national a conduit à une déroute totale pour la famille sociale-démocrate puisque ni le parti social-démocrate ni le parti de la gauche n'ont pu enlever le moindre siège.

Dans l'Europe balkanique, deux caractéristiques doivent être mentionnées. La transformation sociale-démocrate des partis ou segments de partis liés au régime communiste est plus complexe et moins avancée qu'en Europe centrale. Le parti socialiste bulgare, l'actuel parti social-démocrate roumain (et les partis qui l'ont précédé) voire le parti socialiste albanais ne répondent pas aux mêmes *standards sociaux-démocrates* que leurs homologues polonais ou hongrois par exemple. Il en résulte des rapports difficiles avec le parti socialiste européen qui n'a pas encore formellement accepté dans ses rangs les partis socialistes bulgare et albanais et n'a franchi le pas que très récemment pour le parti social-démocrate roumain. Mais, et cela explique en partie le premier point, ces formations ont été dans le coup tout de suite sous l'angle électoral. À titre d'exemple, les partis socialistes bulgare et albanais ont remporté la première élection « référendaire ». Les partis roumain, albanais et bulgare ont aussi eu accès, à plusieurs reprises, aux responsabilités gouvernementales.





La configuration dans l'Europe balte est différente. En Lettonie et en Estonie, le cartel social-démocrate et le parti des modérés n'obtiennent que de faibles scores, qui ne leur permettent pas de véritablement compter dans le paysage politique. En Lituanie, la situation est plus complexe. Le parti travailliste démocratique lituanien (LDDP), héritier du parti communiste, n'est pas membre du PSE mais bien le parti social-démocrate lituanien (LSDP). Dans la première moitié des années quatre-vingt-dix, le LDDP était incontournable. Mais son échec à l'élection nationale de 1996 a conduit à une réflexion interne et à une « social-démocratisation » plus marquée. Au scrutin de 2000, le LDDP a formé un cartel avec le LSDP, l'Union des Russes lituaniens et le parti de la Nouvelle démocratie. Cette alliance a remporté 31,1% des suffrages (dont 8,20% pour le seul LSDP). Ce résultat a conduit à la formation d'un gouvernement dirigé par Algirdas Brazauskas (LDDP) à couleur sociale-démocrate. Mais rappelons qu'à ce stade, l'influence du *parti labellisé social-démocrate* reste peu importante.

#### 4. Conclusion

Au terme de ce développement, quels sont les enseignements saillants relatifs au destin électoral de la social-démocratie ?

Le premier point à mentionner est la mise en cause de la thèse d'*évidence* du déclin social-démocrate. A partir de l'indicateur électoral, l'étiollement socialiste n'est pas démontré. Notre travail confirme de la sorte le scepticisme de Callaghan et Tunney quant à l'érosion électorale prêtée à la social-démocratie. Dans le temps, on note une très grande stabilité des performances électorales moyennes de la social-démocratie européenne. En l'espace de soixante ans, le résultat d'ensemble des formations sociales-démocrates en Europe n'a que peu évolué. Et si nous pouvons épingler quelques oscillations, elles concernent plutôt une élévation – modeste – des scores depuis une vingtaine d'années <sup>30</sup>.

Mais, nous l'avons observé, cette stabilité globale révèle des parcours dissemblables des formations analysées. Sous cet angle, on peut paraphraser Moschonas dans son observation de la social-démocratie : « La première impression que laisse cependant l'observation de cette force politique est la diversité. Diversité des destins historiques sociaux-démocrates, des structures organisationnelles, des réalisations politiques. Face à cette diversité, on peut s'interroger sur ce qui confère l'unité » <sup>31</sup>. L'unité et la stabilité dans l'espace électoral dévoilent une grande diversité de parcours.

Dans cette diversité, deux observations s'imposent.

1. Il n'y a aujourd'hui quasi plus de formation sociale-démocrate, incarnant le parti dominant <sup>32</sup> du système. Seul le SAP suédois répond encore à cette qualification. Mais ce n'est plus le cas des partis danois et norvégien qui ont longtemps incarné un idéal-type du parti dominant. Cette constatation ramène dans une large mesure à la difficulté contemporaine des partis sociaux-démocrates dans l'acception politico-organisationnelle du terme : on peut étendre au SPÖ autrichien l'observation qui vaut pour les formations scandinaves.
2. A l'exception du cas irlandais, tous les partis sociaux-démocrates/socialistes européens sont l'une des deux principales forces d'*alternance* des systèmes

politiques nationaux. Pris séparément et quelle que soit leur fortune du moment, ils restent donc des forces politiques crédibles électoralement et politiquement. Sous l'angle de la *famille*, il en va bien sûr de même.

Enfin, l'analyse des moyennes électorales décennales de la famille sociale-démocrate conduit aussi à s'interroger sur les phases politiques qui lui sont parfois prêtées. Il n'y a en réalité ni *âge d'or*, ni *déchéance* marqués depuis 1945. Cet élément doit cependant être nuancé à la lumière de deux données.

1. La première est d'ordre méthodologique. Le parti pris original était de ne pas essayer d'isoler des temps politiques éventuels mais de travailler sur une base purement chronologique.
2. La deuxième tient à l'environnement extérieur aux partis sociaux-démocrates. Nous avons relevé entre autres que l'importante régularité électorale s'exprimait dans des environnements évolutifs ; en particulier en termes de participation électorale et de concurrence potentielle (à gauche). La courbe des performances sociales-démocrates doit aussi s'apprécier à l'aune de ces éléments.

#### Notes.

<sup>1</sup> Bergougnioux et Manin parlent par exemple des *années de la social-démocratie* entre 1959 et 1974. A. BERGUGNIOUX, B. MANIN, *Le régime social-démocrate*, Paris, PUF, 1989, p. 173.

<sup>2</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La démocratisation en Europe centrale. La coopération pan-européenne des partis politiques*, Paris, L'Harmattan, 1998 ; G. DEVIN, « L'Internationale socialiste en Europe centre-orientale : définition et rôle des « amis politiques » », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

<sup>3</sup> K. MARX, F. ENGELS, *Le Manifeste du parti communiste*, Paris, Editions Messidor, 1986, p. 56-57.

<sup>4</sup> A. BERGUGNIOUX, B. MANIN, *op. cit.*, Paris, PUF, 1989, p. 25.

<sup>5</sup> M. BRAGA DA CRUZ, « La gauche et les institutions politiques », in M. LAZAR (éd.), *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 623.

<sup>6</sup> P. DELWIT, « The Belgian Socialist Party », in R. LADRECH, P. MARLIÈRE (ed.), *Social Democratic Parties in the European Union. History, Organization, Policies*, Londres, Macmillan, 1999, p. 30-43.

<sup>7</sup> F. ENGELS, « Introduction du 6 mars 1895 », in K. MARX, *La lutte des classes en France. 1848-1850*, Paris, Editions sociales, 1984, p. 66-67.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 74-75.

<sup>9</sup> F. ENGELS, « Principes du communisme. Forme : questions », in K. MARX, F. ENGELS, *op. cit.*, p. 144.

<sup>10</sup> *Histoire de la II<sup>e</sup> Internationale*, Tome 16, Minkoff-Reprint, 1978.

<sup>11</sup> A. BERGOUIGNIUX, « Kautsky-Lénine : la question de la démocratie », in *La social-démocratie en questions, par des socialistes, des sociaux-démocrates, des communistes*, Séminaire organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherches, Editions de la Revue politique et parlementaire, p. 73.

<sup>12</sup> *Motion votée à la réunion du COMISCO des 19-20 mai 1948 à Londres*, archives de l'Institut Emile Vandervelde.

<sup>13</sup> Le texte intégral est disponible sur le site de l'Office universitaire de recherche socialiste <http://www.lours.org/>.

<sup>14</sup> G. DEVIN, *L'Internationale socialiste (1945-1976). Politique et éthique du socialisme international*, Tome 1, Thèse sous la direction de Hugues Portelli, 1988, p. 8. Voir aussi G. DEVIN, *L'internationale socialiste. Histoire et sociologie du socialisme international, 1945-1990*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1993.

<sup>15</sup> De 1940 à 1949, de 1950 à 1959, de 1960 à 1969, de 1970 à 1979, de 1980 à 1989, de 1990 à 1999 et à partir de 2000.

<sup>16</sup> Merkel distingue deux grandes périodes politiques : 1945-1973 (âge d'or) ; 1974-1989 (déclin présumé). W. MERKEL, *After the Golden Age : A decline of Social democratic Policies in Western Europe during the 1980s ?*, Center for European Studies, Working Paper Series, Harvard University, 45 pages, p. 9.

<sup>17</sup> P. DELWIT, « Participation électorale et scrutin européen : une légitimité minimale », in G. GRUNBERG, P. PERRINEAU, C. YSMAL, *Le vote des quinze. Les élections européennes du 13 juin 1999*, Paris, Presses de Sciences Po, 2000, p. 295-315 ; F. SUBILEAU et M.-F. TOINET, *Les chemins de l'abstention : une comparaison franco-américaine*, Paris, La découverte, 1993 ; A. BLAIS, *To vote or not to vote ? : the merits and limits of rational choice theory*, Pittsburgh, University of Pittsburgh Press, 2000.

<sup>18</sup> L. TOGEBY, « The nature of declining Party membership in Denmark : Causes and Consequences », *Scandinavian Political Studies*, 1992, 15, p. 1-19 ; D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003 ; G. MOSCHONAS, *In the Name of Social Democracy. The Great Transformation from 1945 to the Present*, Londres, Verso, 2001.

<sup>19</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, J. GOTOVITCH, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Complexe, 1992 ; P. HEYWOOD, M. BULL (ed.), *West European Communist parties after the revolutions of 1989*, New York, St Martins' Press, 1994 ; M. WALLER, M. FENNEMA (ed.), *Communist parties in Western Europe : decline or adaptation ?*, Oxford, Blackwell, 1988.

<sup>20</sup> Dans les cas portugais et espagnol, les chiffres sont légèrement surélevés car ils reprennent le score de cartels dans lequel le parti communiste est dominant.

<sup>21</sup> P. IGNAZI, *Dal PCI al PDS*, Bologne, Il Mulino, 1992.

<sup>22</sup> J.-Y. DORMAGEN, *I comunisti. Dal PCI alla nascita di Rifondazione comunista. Una semiologia politica*, Rome, Koine, 1996.

<sup>23</sup> T. POGUNTKE, « New Politics and Party Systems : The emergence of a new type of party ? », *West European Politics*, 1987, 17/1, p. 76-88.

<sup>24</sup> H. KITSCHOLT, « Left-Libertarian Parties : Explaining Innovation in Competitive Party Systems », *World Politics*, 40/2, p. 194-234.

<sup>25</sup> La performance est très légèrement sous-évaluée dans la mesure où les résultats des verts portugais et espagnols sont intégrés dans ceux de la gauche communiste.

<sup>26</sup> P. MAIR, « Evaluation des performances politiques des partis verts en Europe », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, op. cit., p. 23-42.

<sup>27</sup> G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 52. Voir aussi G. MOSCHONAS, *In the Name of Social Democracy...*, op. cit.

<sup>28</sup> « Le segment « gauche » de l'échiquier politique n'est plus un espace quasiment hors compétition, un terrain homogène, essentiellement régi par la loi social-démocrate ». *Ibid.*, p. 98.

<sup>29</sup> J.-M. DE WAELE *L'émergence des parties politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 1999.

<sup>30</sup> J. CALLAGHAN, S. TUNNEY, « The end of Social Democracy ? », *Politics*, 21/1, p. 63-72.

<sup>31</sup> G. MOSCHONAS, op. cit., p. 10.

<sup>32</sup> J. CHARLOT, « Du parti dominant », *Projet*, 1970.



# Contributions écologistes à la réforme du projet social-démocrate européen

Bruno VILLALBA

Originellement, la social-démocratie souhaitait mettre fin à la confusion des valeurs et la mise à mal des solidarités ; une alternative devait être apportée au régime capitaliste de la société industrielle. Pour ce faire, la social-démocratie a tenté de réorganiser des solidarités, notamment grâce à l'instauration d'un modèle particulier de relations sociales, où l'idée centrale a été le souci d'instaurer des communautés sous des formes partisans, syndicales et associatives <sup>1</sup>. La réflexion sur les formes de la représentation politique accompagnait cette volonté de réforme. Sur le plan idéologique, longtemps marquée par le souci d'instaurer un rapport de force avec les classes bourgeoises, la social-démocratie s'oriente progressivement, après la seconde guerre mondiale mais surtout à la fin des années soixante, vers un *compromis* entre les mythes révolutionnaires et les pratiques réformistes <sup>2</sup>. Par conséquent, la social-démocratie fait partie de l'histoire et de la sociologie du mouvement ouvrier. Ce projet a aussi pris forme au sein d'organisations, politiques et syndicales, qui ont contribué à façonner l'espace politique (constitution des repères idéologiques, articulations des théories politiques, formations des logiques d'alliances...).

Cependant, le conflit industriel perd peu à peu de son importance ; les partis sociaux-démocrates se trouvent contraints de s'adapter à une évolution des rapports de production, dans lesquels les antagonismes sociaux dépassent largement la seule question salariale. Dès lors, il devient nécessaire pour la social-démocratie de réorganiser ses relations avec son électorat (classes populaires mais aussi de plus en plus en direction des classes moyennes), et ses partenaires politiques. La défense des intérêts des salariés n'est plus le ressort déterminant pour élaborer une stratégie électorale d'union ou pour assurer un projet gouvernemental.

Dans le même temps, la social-démocratie doit faire face à l'affaiblissement de la plupart des clivages historiques (exploité/exploitant, production/répartition...). De nouveaux clivages émergent : changements de valeurs ; émergences de nouveaux

mouvements sociaux et des nouveaux partis (écologistes en particulier) ; accroissement du processus d'individualisation (rapports divers des citoyens aux différentes sphères de la vie sociale : politique, travail, religion, etc.)<sup>3</sup>. L'adoption des valeurs de l'épanouissement individuel a généré de nouveaux rapports politiques, mais aussi engendré de nouvelles relations entre les individus et le système représentatif.

Enfin, les partis sociaux-démocrates doivent aussi bien souvent faire face aux contraintes de la gestion du pouvoir politique. Ils ont l'obligation de marquer leur différence idéologique<sup>4</sup>, mais aussi de réaliser une synthèse politique réunissant une pluralité d'électorats, ce qui occasionne d'incessants débats théoriques<sup>5</sup>. Principalement au tournant des années soixante, l'émergence du clivage matérialisme/post-matérialisme accentue le décalage entre les partis sociaux-démocrates et une partie de leur électoralat. Les couches éduquées de la population et une partie des jeunes s'éloignent d'une conception trop technologique et économique des systèmes de régulation mis en place par les sociaux-démocrates. Ces partis doivent à la fois assumer la responsabilité d'une gestion capitaliste d'une économie mondialisée, et se démarquer de l'ordre libéral. Ils ont dû gérer les années de la prospérité économique, l'influence du néo-libéralisme et l'évolution des classes moyennes. Ils se sont adaptés à ce nouveau contexte historique, réalisant un compromis entre *l'Etat* et *le marché* et entre *le capital* et *le travail*. Les années de crise qui suivent cette période de prospérité obligent tout autant la social-démocratie à un nouvel effort de recomposition programmatique<sup>6</sup>.

Leur principale difficulté sera de concevoir cette continuité du projet social-démocrate avec l'émergence d'une remise en cause du modèle de société qu'ils prônent, peu ou prou, c'est-à-dire d'une société industrielle et productiviste. Les signes d'un ralentissement du mécanisme de la croissance s'accompagnent d'une crise de confiance dans le modèle du progrès technologique. Désormais, l'idée selon laquelle le principe du progrès matériel s'accompagnerait d'un progrès social commence à être remise en question.

A la fin des années soixante, quelques voix, certes minoritaires et largement extérieures aux partis sociaux-démocrates, se font entendre. L'écologie politique, à l'échelle de l'Europe occidentale, émerge dans ce contexte<sup>7</sup>. L'apparition des verts sur la scène politique, principalement dans les pays de l'Europe de l'ouest, date maintenant de plus de trente ans. Les partis écologistes ont obtenu pour la première fois des élus en 1979 en Suisse, en 1981 en Belgique, en 1983 en Allemagne et en Finlande, puis en 1986 en Autriche, en 1989 en Italie et en France. Mais nulle part ils n'ont bénéficié d'une assise électorale d'envergure<sup>8</sup>. Il faudra attendre le milieu des années quatre-vingt-dix pour que l'écologie politique devienne une force gouvernementale. Elle a obtenu des ministres dans les gouvernements nationaux de cinq pays d'Europe<sup>9</sup>. Dans ces pays, le contexte n'est pas identique, ni les coalitions qui acceptent la coopération des verts. D'autres mouvements écologistes restent encore très éloignés du pouvoir, comme en Angleterre<sup>10</sup>, en Espagne, au Portugal, en Grèce, en Norvège ou au Danemark. Par conséquent, on est loin d'une situation identique des partis écologistes sur l'espace de l'Europe occidentale<sup>11</sup>.

Ces formations écologistes, par l'origine de leurs militants et électeurs, leur projet idéologique et leur volonté de s'inscrire sur l'échiquier politique, constituent

un problème pour les partis sociaux-démocrates. Non seulement, elles vont contribuer à perturber l'équilibre entre les formations de la coalition sociale-démocrate, mais les thèmes qu'elles défendent vont obliger la social-démocratie à réexaminer ses positions sur des questions comme l'environnement, le droit des minorités, la défense européenne ou les relations Nord-Sud... Pour les partis sociaux-démocrates, les partis écologistes constituent autant une énigme qu'un enjeu électoral.

Quelle(s) contribution(s) les écologistes ont-ils apportée(s) à l'évolution du projet social-démocrate ?

Ce texte comporte trois phases complémentaires. La première essaie de comprendre le rapport historique entre la social-démocratie et l'écologie politique, la deuxième, de saisir la logique de constitution et d'action des partis écologistes dans un système politique social-démocrate. Enfin, en prenant appui sur le cas français, on insistera sur les limites de cette double approche globale.

## 1. Un projet compatible avec la social-démocratie ?

Partons d'une donnée historique banale. L'écologie politique n'est que peu concernée par les grands enjeux historiques qui ont façonné le modèle social-démocrate. Lorsque ce courant émerge dans l'espace politique européen, il s'insère dans un système politique en pleine recomposition. Les clivages politiques s'éloignent des formes les plus radicales d'un affrontement gauche/droite ou conservateur/réformateur. Le modèle social-démocrate lui-même, on l'a vu, tend de moins en moins à être la référence idéologique d'une classe face à une autre, mais est devenu un programme d'action relativement partagé par les principales familles politiques<sup>12</sup>. Désormais, la question de la social-démocratie ne constitue plus un enjeu de conflit majeur dans les formations politiques<sup>13</sup>. L'écologie politique *bénéficie donc d'une relative ouverture cognitive*. Les critiques du modèle communiste ont mis à mal l'idée qu'il puisse représenter une alternative crédible au modèle capitaliste. Mais la critique n'épargne pas non plus le modèle fordiste<sup>14</sup>. La suprématie des idéologies traditionnelles de droite et de gauche commence à s'estomper.

### A. Une indépendance programmatique

Sur le plan théorique, l'écologie politique se considère comme émancipée de la tutelle marxiste ou libérale. Des réflexions éco-socialistes (Gorz,...)<sup>15</sup>, éco-anarchistes (Bookchin...) ou éco-libérales (de Jouvenel...) se constituent aussi. Mais elles n'obtiendront qu'une écoute relative dans les milieux militants. Au tournant des années soixante, l'écologie politique s'enracine davantage dans une critique scientifique des conséquences naturelles du développement industriel, et s'appuie essentiellement sur une approche pragmatique de l'environnement (comme l'action des mouvements de protection de la nature).

En élargissant peu à peu ses centres d'intérêt, l'écologie politique intègre et organise des connexions thématiques plus ou moins élaborées entre les questions environnementales et sociales (droits des minorités et rapports de domination, droit d'exploitation et rapports Nord/Sud...). Ce mécanisme est propre à chaque mouvement écologiste, suivant l'histoire politique de chaque pays. Dans chacun des pays européens, les écologistes déclinent des thématiques qui bousculent les programmes et agendas politiques<sup>16</sup>.

Une telle diversité met en lumière l'une des faiblesses majeures de l'écologie politique : il n'y a pas d'unité conceptuelle dans ce courant. L'écologie politique est loin d'avoir constitué une pensée politique unifiée et, comme le montre l'histoire des partis écologistes européens, il faut au contraire insister sur les spécificités nationales <sup>17</sup>.

Pourtant, on peut dégager quelques structures communes à ces discours. L'armature centrale est construite autour de l'idée qu'il faut mettre fin à l'incohérence des valeurs et à l'inégalité profonde du modèle productiviste <sup>18</sup>. Comme le rappelle Alain Lipietz, l'écologie politique cherche à réaliser une *harmonie* <sup>19</sup> entre les individus, leur activité et l'environnement (naturel ou créé). De cette notion d'*harmonie* découle un ensemble de valeurs qui forme le cœur de l'écologie politique : autonomie personnelle, solidarité et convivialité, responsabilité à l'égard de la vie sur la terre et des générations futures... <sup>20</sup>. Ainsi, l'écologie politique marque une rupture avec l'idée que le progrès humain serait le triomphe des intérêts d'une classe. Elle propose au contraire d'organiser ses besoins en fonction des droits des autres, que ce soit les autres peuples, les générations futures ou son environnement (y compris animal).

Retenons que les écologistes européens partagent un certain nombre de valeurs, comme le libéralisme des mœurs, la tolérance, l'antiracisme, le refus de l'autorité, le pacifisme, le tiers-mondisme et une certaine méfiance vis-à-vis du matérialisme. Ces orientations font l'objet d'un dosage et d'une hiérarchie différents suivant les cultures partisans, et varient aussi suivant les périodes historiques de chacun d'entre eux.

S'appuyant à la fois sur des groupes sociaux et des valeurs distinctes de la social-démocratie, l'écologie politique n'a pas derrière elle une histoire qui lui imposerait un devoir de mémoire, au sens où il lui faudrait tenir compte d'une tradition philosophique et d'une pratique politique qui lui imposeraient un cadre d'action présent. Bien sûr, et on pense notamment aux mouvements écologistes allemands, le contexte international, encore affecté par les effets de la guerre froide, marque les origines et les priorités politiques de ce mouvement <sup>21</sup>. Mais nous ne sommes pas dans la même configuration intellectuelle ou militante, au sens où l'ensemble des partis de gauche ont été tributaires de ce rapport compliqué avec le communisme, sa critique et son dépassement <sup>22</sup>. Cela ne veut pas dire que ce contexte n'a pas eu une influence, mais l'écologie politique a tenté de déplacer le centre de gravité des questions liées à la *maîtrise des moyens de production* vers la question de l'*utilité de ces moyens de production*. En ce sens, la critique porte sur le modèle communiste, mais aussi sur le modèle capitaliste, notamment en insistant sur leur similitude ontologique, chacun déclinant une facette particulière du modèle productiviste. De fait, les mouvements écologistes s'interrogent sur la prééminence des questions économiques dans l'organisation des rapports sociaux et politiques.

### ***B. Redonner la prééminence à la question politique***

Mais la critique ne s'arrête pas là ; prolongeant la réflexion mise en place par les sociaux-démocrates sur le rapport entre système productif et système représentatif, les écologistes s'interrogent sur la finalité de la démocratie représentative. Selon eux, elle se contenterait trop facilement d'un rôle subalterne, au service des impératifs

économiques du rendement, de la question salariale et de la promotion sociale par le travail. Au contraire, en développant une opposition aux valeurs consuméristes, les écologistes souhaitent valoriser un modèle d'une démocratie participative, dans laquelle la responsabilité directe des citoyens s'organise autour de préoccupations essentielles (le temps, la solidarité...), et non plus simplement marchandes <sup>23</sup>.

Dans les années quatre-vingt, le mouvement s'intensifie ; les questions soulevées par les écologistes prennent une ampleur inédite. Les impasses de la société industrielle apparaissent de plus en plus évidentes, de manière spectaculaire (crises alimentaires, pollutions d'envergure...) ou latente (dérèglements climatiques...). D'une façon transversale, le discours écologiste intensifie aussi son propos en articulant plus visiblement les dysfonctionnements écologiques et leurs interactions avec les sociétés humaines <sup>24</sup>. Il ne s'agit plus de dénoncer des atteintes à l'environnement – longtemps considéré comme un mécanisme regrettable certes, mais nécessaire au progrès – mais de s'interroger sur les finalités du modèle productiviste lui-même. Il ne peut plus s'agir de construire un rapport politique basé sur les références au système productif et aux rapports de domination qu'il institue, puisque désormais, tout le monde est plus ou moins dominé. La société post-industrielle est devenue une « société du risque » dans laquelle chaque individu doit assumer une part de responsabilité de l'état actuel de la planète et en même temps faire face aux conséquences incertaines des risques environnementaux et des désordres sociaux qu'ils entraînent.

### C. Réinventer la forme-parti

Il est enfin un domaine où les différences de cultures s'affichent au grand jour. Sur un plan organisationnel, si l'on se réfère à un idéal-type du parti social-démocrate, notamment dans ses fondements historiques et théoriques <sup>25</sup>, les différences sont grandes entre la structure des partis sociaux-démocrates et des partis écologistes.

Tout d'abord, rappelons rapidement que sur le plan de la structuration, les partis écologistes constituent rarement des organisations de masse ! Leur appareil politique est souvent faible, sur le plan tant militant que financier (ils dépendent souvent des sources de financement public pour assurer leur survie organisationnelle <sup>26</sup>). Sur le plan du fonctionnement interne, ils sont loin de développer une organisation centralisée, hiérarchisée, exerçant un contrôle rigoureux sur ses élus et orchestrée par un programme idéologique prononcé. Au contraire, la référence à la *grass roots democracy* est omniprésente. Pour Kris Deschouwer, c'est en particulier en matière d'organisation et de mode de fonctionnement que les partis écologistes posent un « défi démocratique » à l'ensemble des partis préexistants <sup>27</sup>. L'analyse comparative permet de constater que, dans l'ensemble, les partis écologistes en Europe occidentale s'appuient sur des principes communs pour structurer leur organisation. Benoît Rihoux a mis en évidence ces caractéristiques centrales, comme l'importance accordée au *leadership* collectif, à la rotation, à la limitation des cumuls de postes et de mandats, à l'absence de professionnalisation des élites dirigeantes et à la règle de parité femmes/hommes <sup>28</sup>.

Ensuite, il est assez aisé de constater la faiblesse du monde du travail dans les structures des partis écologistes européens. Leurs liens avec les syndicats restent souvent faibles, mis à part quelques relations ponctuelles avec certains syndicats

minoritaires. Dans leur composition sociologique, ces partis restent principalement composés d'adhérents issus des classes moyennes et supérieures, avec une sur-représentation de certaines couches (comme le milieu des enseignants). Certes, son objectif premier n'a jamais été de représenter les intérêts d'une classe particulière. Au contraire, son projet se veut résolument interclassiste, non soumis à la contrainte des rapports de lutte de classes ; il ne s'agit donc pas pour les écologistes de se situer dans la compétition électorale au regard de la situation d'une classe particulière définie par sa position dans le système productif. L'objectif est de créer des structures politiques plus ouvertes sur les enjeux sociaux, en dehors d'une logique de classe.

Enfin, leur assise électorale reste chétive. Non seulement les écologistes sont en général privés d'un électorat quantitativement important, mais il est de plus volatil. Ils sont par conséquent incapables de construire seuls un parti de gouvernement et ne peuvent envisager d'être le parti dominant lors de la création de coalitions <sup>29</sup>.

Cette vision schématique ne doit pas pour autant figer les caractéristiques des partis sociaux-démocrates. Eux aussi, notamment à partir des années quatre-vingt, se transforment <sup>30</sup>. Les classes moyennes renforcent leur position dans ces partis, la culture ouvrière s'affaiblit, le pouvoir interne se concentre dans les mains des leaders et des experts ; enfin, la structure militante est moins dense ainsi que le rôle de la bureaucratie. Les partis écologistes seront à leur tour concernés par une telle professionnalisation <sup>31</sup>.

## **2. Contribuer à la redéfinition d'un projet social-démocrate ?**

Soulignons encore une fois le caractère artificiel de cet exercice qui veut que l'on recherche une cohérence dans les projets sociaux-démocrates. Notons au contraire la « diversité des destins historiques sociaux-démocrates, des structures organisationnelles, des réalisations politiques » <sup>32</sup>. D'une certaine manière, après une telle longévité, il est, on s'en doute, difficile de proposer une définition de la social-démocratie et même de dégager une cohérence historique <sup>33</sup>. Les changements d'attitudes des électors, les évolutions des rapports de force entre les partis, l'influence des valeurs nouvelles obligent à une constante redéfinition de ces projets sociaux-démocrates. Plus récemment, la logique de la globalisation, qui tend à remplacer la logique de l'industrialisation, vient encore compliquer cet effort <sup>34</sup>.

Par conséquent, en même temps que l'on assiste à une redéfinition du projet social-démocrate par les forces sociales-démocrates elles-mêmes, on doit s'interroger sur l'influence du projet écologiste dans ce travail : il s'agit d'une contribution théorique, mais aussi organisationnelle.

### **A. *Que peut apporter le projet écologiste ?***

#### **1. *Contribution à une réflexion sur le pluralisme***

La réflexion sociale-démocrate n'a cessé d'affiner son rapport au pluralisme. Cette question est devenue centrale dans la compréhension de son évolution doctrinale (avec son ouverture vers le libéralisme politique) et électorale. La social-démocratie apparaît, selon Bergougnieux et Manin, « comme une forme de gouvernement. Celle-ci repose d'une part sur une structure organisationnelle, qui fournit le cadre à

l'intérieur duquel les individus agissent (...) et d'autre part sur un ensemble de valeurs et de croyances qui font agir les individus (...)»<sup>35</sup>.

Le projet social-démocrate souhaite transformer le parlementarisme, afin de le rendre plus conforme aux conflits qui traversent la société. Abandonnant peu à peu le principe révolutionnaire, les partis sociaux-démocrates s'orientent vers une vision plus pragmatique des rapports de classes et par conséquent, des stratégies d'alliances électorales. Leur conception du principe majoritaire s'infléchit, au point qu'ils « cessent désormais d'identifier la démocratie au simple règne de la majorité. (...) c'est pourquoi la social-démocratie confère un rôle symbolique aussi important au choix de la coalition. (...) Le changement décisif porte sur la conception du rapport entre les adversaires au sein d'une démocratie : une force politique placée en position dominante par le suffrage universel n'est pas pour autant habilitée à imposer purement et simplement sa volonté à ses adversaires, elle doit plutôt chercher avec eux un compromis »<sup>36</sup>. Cela passe par une certaine conception de l'organisation du système partisan, mais aussi de la constitution de majorités politiques. Pour cela, il souhaite développer le scrutin proportionnel, ce que les partis sociaux-démocrates ont effectué lors de leur accession au pouvoir (comme en Suède, en Allemagne ou en Autriche). Il fallait donc associer les classes sociales autour d'un projet politique volontariste et lui donner corps à travers la gestion des institutions politiques. La social-démocratie accepte progressivement la démocratie pluraliste.

L'écologie politique accepte dès ses origines le modèle pluraliste. Mais elle estime qu'il convient de revoir en profondeur les modes de résolution des problèmes environnementaux et sociaux, ce qui nécessite une réorganisation du modèle décisionnel démocratique<sup>37</sup>. La démocratie représentative doit davantage s'inscrire dans une logique participative<sup>38</sup>. Cela passe par une utilisation plus systématique du mode de scrutin proportionnel. L'enjeu est à la fois stratégique – puisque ce mode de scrutin leur permettrait d'accéder seuls aux postes de responsabilité – et idéologique puisqu'il est censé assurer des liens démocratiques rénovés entre les élus et leurs mandants.

De même, la démocratie doit à présent davantage prendre en considération les minorités. La minorité n'est pas en soi un facteur de blocage, et il convient de l'intégrer dans les processus décisionnels, au sein du parti, mais aussi entre partenaires lors de l'élaboration d'un programme politique, tout autant qu'au cœur même du processus représentatif. L'écologie politique a trouvé l'une de ses principales sources de légitimité autour de cette question du respect des minorités dans l'élaboration des politiques<sup>39</sup>.

## 2. *Contribution à une réflexion sur l'équité sociale*

La solidarité a été la question unificatrice et mobilisatrice de la gauche sociale-démocrate. A présent, cette conception de la solidarité doit évoluer.

Le positionnement idéologique de l'écologie dans le camp de la gauche, et notamment de la « nouvelle gauche »<sup>40</sup>, s'est fait afin d'instaurer des rapports d'équité entre les individus. Mais la motivation première ne réside pas dans la défense de la rémunération de l'activité productive. Les écologistes apportent, confusément, la volonté de prendre en compte, à côté des inégalités traditionnelles, les inégalités

face aux risques (insécurité, précarité, risques sanitaires et environnementaux) et les inégalités de libertés (rapports économiques mondialisés). Ils souhaitent établir un nouveau rapport entre les principes fondamentaux de la démocratie libérale et une certaine conception de la justice sociale <sup>41</sup>.

Par conséquent, il apparaît nécessaire d'élargir et de réorganiser les sphères du compromis social-démocrate en y intégrant les préoccupations environnementales, mais aussi les réflexions sur le non-marchand, l'économie solidaire, le tiers secteur <sup>42</sup>, en donnant à quiconque la possibilité de s'associer pour proposer un service à la société, à la fois offert sur le marché et producteur de bien-être collectif ; et enfin, de libérer les femmes au sein de l'économie domestique. Ainsi, pourra-t-on établir des rapports sociaux en dehors du modèle économique dominant, générateur en lui-même de formes nouvelles de domination (culturelles, sexuelles, géographiques...).

La question des rapports salariés n'est plus la question centrale <sup>43</sup> et il convient même de la poser différemment : l'écologie souhaite non plus maximiser le temps de travail du salarié et son pouvoir d'achat, mais au contraire minimiser son temps de travail avec un pouvoir d'achat qui lui permettra de vivre dignement lui-même et de façon soutenable pour la vie sur la planète. L'objectif est de réorganiser les finalités de l'activité économique (par le contrôle des activités économiques et l'incitation fiscale <sup>44</sup>) afin de permettre la coexistence de plusieurs modes de production, condition indispensable pour instaurer une nouvelle équité sociale planétaire <sup>45</sup>.

### 3. *Contribution à la redéfinition d'un internationalisme*

L'ambition est de contribuer à rénover les mécanismes de régulation politique et économique à l'échelle internationale. Face au mouvement de l'universalisation marchande, la possibilité d'une universalisation alternative s'ébauche dans les essais timides de coopération du syndicalisme européen, dans les marches européennes de chômeurs, dans les initiatives citoyennes en faveur de la taxe Tobin, dans les actes de solidarité à l'égard des sans-papiers et des « doubles peines », dans la place prise par les ONG dans l'aide au développement des pays du Sud.

Par ailleurs, les écologistes réclament la constitution d'une autorité mondiale de l'environnement face à l'état présent d'alerte générale aux pollutions, revendiquent la réorganisation des règles internationales de transparence concernant la gouvernance et les comptes des entreprises, ou des règles de la sécurité internationale (notamment dans les questions de défense et de terrorisme). L'orientation est donc, à l'évidence, supra-étatique, avec un transfert important de la souveraineté étatique au profit d'organismes internationaux <sup>46</sup>.

Le souci démocratique n'en reste pas moins une préoccupation. Si l'Etat perd de son importance stratégique, les écologistes préconisent le développement d'institutions intermédiaires. L'Europe représente une préoccupation constante depuis leurs origines. Elle doit non seulement conquérir une autonomie politique (avec une approche de type fédéral sur un grand nombre de sujets européens : fiscalité, immigration, économie), mettre en place des institutions réellement démocratiques (démocratisation de l'espace européen (institutions, procédures participatives, transparence...)) mais obtenir une place politique de premier plan (notamment en

défendant les opprimés et les sans-droits de la communauté internationale et en devenant pilote en matière d'éco-développement)<sup>47</sup>.

Sur le plan de la politique de défense, les verts aspirent à une sécurité globale qui ne doit pas être uniquement militaire. La politique des verts se concentre sur la prévention des conflits armés, la compréhension des causes de conflits et le développement de moyens qui permettent de résoudre les conflits de manière pacifique. Le désarmement nucléaire et le contrôle des exportations de technologies européennes militaires et nucléaires sont des priorités.

Même si la social-démocratie revendique son attachement à la dimension européenne, elle demeure profondément influencée par une conception étatiste du changement social. Au contraire, le projet écologiste tente de promouvoir, à la suite du courant socialiste-autogestionnaire, une recomposition de la société civile donnant davantage d'importance aux collectivités locales, et même plus, en souhaitant conduire une stratégie de l'expérimentation, que l'on retrouve dans la valorisation des territoires locaux. Il lui importe davantage de théoriser des actions menées à la « base » et de répondre à de nouvelles demandes sociales exprimées par les minorités (femmes, immigrés...) ou de nouveaux problèmes (environnement, rapports Nord-Sud...).

Signalons que les écologistes, comme leurs homologues sociaux-démocrates, se dotent à leur tour d'instances internationales, chargées de promouvoir et d'organiser un mouvement internationaliste écologiste (comme par exemple, la fédération européenne des partis verts<sup>48</sup> ; créée en 1983, elle compte aujourd'hui vingt-sept partis membres couvrant l'ensemble de l'Europe, du Portugal à Saint-Petersbourg, de Malte à la Finlande, du Royaume-Uni à la Bulgarie.). Sur le plan organisationnel, la principale originalité est la constitution d'un parti vert européen. Ce dernier a conduit la bataille lors des élections européennes de 2004, sur une plate-forme commune qui a été solennellement ratifiée par toutes les têtes de liste des partis verts en Europe.

#### 4. *Contribution à une analyse du temps politique*

La social-démocratie s'est constituée autour d'une théorie de la répartition. L'écologie politique serait le champ d'une gestion inédite des rapports de production en tenant compte de la dimension temporelle, à la fois dans l'usage des ressources non renouvelables, mais aussi de l'équité sociale actuelle et à venir (illustrée par la question des rapports Nord-Sud). L'écologie politique apporte une réflexion sur le temps : c'est le temps de l'environnement, de l'aménagement des territoires ou du développement ; bref, le souci des générations futures dans les décisions d'aujourd'hui... La durabilité des choix devient un critère majeur. Elle pose la question de la pérennisation du contrat social entre générations, où la question environnementale est déterminante<sup>49</sup>.

Ces contributions ne sont pas l'apanage du seul mouvement écologiste. Elles sont portées par de nombreux mouvements sociaux (anciens ou nouveaux...). L'originalité de l'écologie politique est d'avoir accepté de porter ces discours au sein du système représentatif, en les amenant dans l'arène électorale mais aussi dans les institutions décisionnelles et de les avoir traduites, avec plus ou moins de réussites, en politiques publiques.

### **B. Comment contribuer à cette redéfinition ?**

Comme on peut l’imaginer, la rencontre entre les partis sociaux-démocrates et les mouvements écologistes a été largement conflictuelle. En défendant des valeurs hédonistes, alliées à un certain ascétisme matérialiste, l’écologie politique heurte la tradition sociale-démocrate. Celle-ci reste encore marquée par la recherche de la sécurité matérielle et de la prospérité. Pressés par l’évolution des demandes électorales, les partis sociaux-démocrates et écologistes se trouvent donc devant la nécessité de procéder à des arbitrages et par conséquent de réorganiser l’échelle de leurs valeurs afin de pouvoir aboutir à un compromis politique acceptable. La social-démocratie, dans la droite ligne de sa pratique politique, se doit d’intégrer dans son projet, les orientations divergentes de la culture écologiste, si elle veut maintenir sa position dominante.

De plus, en accentuant son ancrage à gauche, l’écologie politique accentue sa pression sur le camp social-démocrate. Comme le souligne fort justement Gerassimos Moschonas, « le segment « gauche » de l’échiquier politique n’est plus un espace quasiment hors compétition, un terrain homogène, essentiellement régi par la loi sociale-démocrate. Il est désormais soumis à la dialectique de la confrontation, au langage de la compétition (...). Avec elle, et à sa suite, son unité interne se détériore et laisse apparaître ce qu’elle « dissimulait » : une force politique complexe, socialement et idéologiquement très diversifiée, voire divisée »<sup>50</sup>. Les partis sociaux-démocrates vont mettre en place différentes stratégies pour tenter de minimiser l’importance du contre-modèle écologiste.

Pourtant, sous l’effet de l’évolution des rapports de forces électoraux et d’une certaine prise de conscience de l’intérêt des thèses écologistes, ils prennent conscience de la nécessité d’adapter leur ancienne stratégie du compromis avec ce nouvel acteur. S’ils procèdent à quelques ajustements idéologiques<sup>51</sup>, c’est sans grande conviction qu’ils tentent d’accommoder à leurs doctrines les valeurs écologiques et post-matérialistes. Ils le font d’autant mieux lorsqu’elles ne présentent pas un degré d’opposition trop vif à leurs propres valeurs. Cette intégration est cependant tributaire des résultats électoraux des écologistes. Mais elle se fait d’une manière assez chaotique, tant le terrain du post-matérialisme et de l’écologie demeure étranger à la culture des partis sociaux-démocrates (on songe notamment à la difficulté de construire une réflexion sociale-démocrate sur la question énergétique ou la question salariale<sup>52</sup>). Ainsi, les partis sociaux-démocrates restent fidèles à une conception particulière de l’organisation, de la théorie et de la conquête du pouvoir, qui reste assez éloignée des tendances libertaires et associationnistes des mouvements écologistes<sup>53</sup>.

Du côté des écologistes, le rapprochement avec ces partis ne s’est pas réalisé sans heurts ni profonds déchirements. Paul Lucardie propose une typologie formée de quatre types principaux : une position marginale déterminée soit par la domination d’un système bipartisan (comme par exemple en Grande-Bretagne), soit par la présence d’un autre parti de type post-matérialiste (« vert-rouge ») qui monopolise cet espace politique ; une posture d’isolement correspondant à un choix de type « ni droite ni gauche » qui, le plus souvent, ne dure qu’un temps dans l’évolution du parti (c’est le cas par exemple des verts français dans leur période « waechtérienne ») ; un positionnement de centre gauche s’accompagnant d’une alliance avec la

social-démocratie ; et une situation de radicalité ou de gauche alternative. Paul Lucardie souligne que les partis ne sont pas cantonnés dans l'une ou l'autre des catégories, mais qu'ils peuvent passer de l'une à l'autre suivant les périodes de leur histoire <sup>54</sup>.

De plus, les pourparlers préalables à la constitution des alliances électorales suscitent inévitablement de vifs débats dans les partis écologistes <sup>55</sup>. Le point de tension naît souvent de la nécessité de réorganiser la culture militante interne afin de s'adapter à de nouveaux enjeux. Procéder à ce réalignement stratégique n'est pas sans conséquence sur la manière dont les militants envisagent leur devenir dans ces coalitions, ni sur les priorités à mettre en œuvre avec leurs partenaires. Mais si les partis écologistes, souhaitent peser sur les institutions, ils ont rencontré la nécessité de passer des alliances, condition pour favoriser la participation au pouvoir à l'échelon national ou fédéral, ou régional : les Finlandais de *Vihreä Liitto* (la Ligue verte) en 1995, puis les Italiens (*Federazione dei Verdi*), ensuite les verts français en 1997, les Allemands de *Bündnis '90/Die Grünen* en 1998 et enfin les Belges (*Ecolo* et *Agalev* à partir de juin 1999). Les Suédois sont aussi liés au pouvoir, en soutenant un gouvernement social-démocrate minoritaire depuis 1998.

Il est encore trop tôt pour tirer un bilan global de cette rencontre <sup>56</sup>. La nécessité d'opérer un arbitrage entre les valeurs sociales-démocrates et les valeurs écologistes continue à se poser. En gros, lorsqu'ils ont formé des coalitions gouvernementales avec des partis sociaux-démocrates, les partis écologistes sont désormais associés aux bilans de ces expériences gouvernementales. Conduites par les partis sociaux-démocrates, elles témoignent d'une acceptation pragmatique de la mondialisation libérale et du profit principal des marchés financiers. Les partis sociaux-démocrates et leurs alliés écologistes sont pris dans cette contradiction de réaliser des réformes sociales en acceptant les principes de la politique économique libérale. Ainsi, en France, lors de la campagne pour les élections européennes de 1999, Daniel Cohn-Bendit décline ce qu'il appelle la « troisième gauche » <sup>57</sup>. Selon lui, « la situation politique et surtout la situation idéologique ont changé. Les verts se sont constitués en force d'écologie politique contre une certaine idéologie de droite et de gauche. Nous apportons une critique fondamentale à la tradition idéologique sociale-démocrate et communiste (...) » <sup>58</sup>. Il reprend les critiques des écologistes contre la tradition sociale-démocrate. La troisième gauche remet en question le progrès, quand il n'est pas réfléchi, et la *Realpolitik* de la gauche traditionnelle, en intégrant l'éthique et les droits de l'homme dans sa conception du politique. Elle veut y associer au niveau européen tous les mouvements qui depuis des années exigent des réformes sociales et culturelles <sup>59</sup>. Cette position suscite nombre de débats internes. Pour certains, il y aurait une confusion entre la pensée écologiste et « une politique qui ressemble bien souvent à un accompagnement social du libéralisme » <sup>60</sup>. En février 2000, Daniel Cohn-Bendit récidive et présente un texte intitulé « La troisième gauche verte existe, penser et vivre la politique autrement » <sup>61</sup>. Elaboré à l'aide de plusieurs personnalités, ce texte développe les conceptions politiques de Daniel Cohn-Bendit sur l'Europe, l'écologie politique et les verts. Cette troisième gauche doit, selon lui, relever quatre défis : durer, dépasser la politique binaire, permettre une autonomie des individus et valoriser le droit à la différence. Sa démonstration puise dans les discours de crise de la représentation politique, de nouvelles formes d'individualisme ou du souci

de l'équité. Il souhaite tracer une perspective politique qui prenne en compte les changements issus de la chute du mur de Berlin et de la globalisation économique et financière <sup>62</sup>. Mais, pour cela, il convient d'ajuster la politique libérale : « La logique de rendement de l'économie de marché doit être ordonnée et structurée par une logique de précaution et de responsabilité ». Sur un plan stratégique, l'objectif est d'assurer un élargissement de l'assise électorale des verts et de rééquilibrer les rapports politiques au sein de la *gauche plurielle*.

Pour ses détracteurs, au sein même des verts <sup>63</sup>, elle ne constituerait qu'une variante plus « sociale » des projets de « la troisième voie » (anglaise) ou du « nouveau centre » (allemand). Mais, elle donnerait trop d'importance au modèle libéral dans sa capacité à gérer les dysfonctionnements environnementaux et sociaux, et donc à s'acheminer vers un social-libéralisme.

Par conséquent, les écologistes se trouvent dans une situation inédite dans leur histoire : il leur faut assumer un bilan dont ils ne partagent pas toujours les résultats et faire face à une contestation plus radicale qu'ils ne canalisent plus à leur profit.

### **C. *Écologistes et sociaux-démocrates : un dialogue qui reste à concrétiser ?***

Le dialogue entre les forces écologistes et sociales-libérales en Europe s'est surtout constitué autour de l'élaboration de coalitions électorales. Mais sur le fond, ces stratégies demeurent difficiles à appliquer, tant les fondements théoriques de ces courants restent contradictoires quant aux enjeux politiques.

Ces coalitions électorales restent assez fragiles. En Italie, les verts ont aussi quitté le pouvoir. Les défaites répétées aux élections de 2002 semblent avoir mis fin à la dynamique sociale-libérale des verts français <sup>64</sup>. La situation française illustre les difficultés de concilier des cultures partisans dans le cadre d'une coalition sociale-démocrate. Elle montre que bien souvent, le projet social-démocrate n'est perçu que comme un discours incantatoire sur l'importance de l'action de l'Etat et de soumission à la mondialisation libérale. Elle révèle la difficulté de gérer une alliance entre des formations sociales-démocrates fortement ancrées dans une tradition historique, marquée moins par ses repères idéologiques que par ses pratiques électorales. Faute bien souvent d'avoir su enclencher un débat de fond sur les grandes questions soulevées par les verts (comme le nucléaire ou l'immigration) ou leur offrir des postes de responsabilités importants (songeons, par exemple, à l'absence de remaniement ministériel d'envergure suite aux élections européennes de 1999), le parti socialiste n'a pas su assumer jusqu'à son terme le sens du compromis social-démocrate.

Ces coalitions n'aboutissent pas forcément à des évolutions programmatiques favorables aux idéaux écologistes. Ainsi, les postes de responsabilités échappent-ils assez largement aux représentants écologistes (comme en Irlande). Les verts suédois (4,6 % aux élections législatives de septembre 2002, soit dix-sept députés), qui ont assuré la victoire des sociaux-démocrates, ont réclamé des ministères qui leur ont été refusés en raison d'une position jugée trop frileuse sur la construction européenne. Ils estiment cependant avoir obtenu d'importantes avancées programmatiques d'ordre social et environnemental. L'Allemagne fait figure d'exception <sup>65</sup>. Le score de 8,6 % atteint par les Grünen aux législatives de septembre 2002 (cinquante-cinq députés) a

donné onze sièges d'avance à la coalition *rot-grün* (rouge-verte), malgré une baisse de deux points des sociaux-démocrates. Ils n'obtiennent cependant pas d'autres ministères et gardent ceux déjà obtenus (Affaires étrangères, Environnement et Agriculture). Néanmoins, il convient dans ce cas de s'interroger sur la personnalisation extrême du mouvement vert allemand, autour de Joschka Fischer, et sur leur capacité réelle à gérer les dossiers sensibles, comme la fermeture des centrales nucléaires.

Enfin, le caractère inabouti de ce projet social-démocrate « écologisé », laisse le champ libre à des formes plus radicales. En France, à gauche, la Ligue communiste révolutionnaire souhaite peser sur les verts et sur les autres formations de l'extrême gauche, pour constituer un deuxième pôle à gauche en remplacement du PCF. Son projet est ouvertement de rénover la pensée sociale-démocrate, en mêlant le social-démocrate au libertaire et à l'écologique sur fond de radicalité sociale et « d'altermondialisation »<sup>66</sup>. En Allemagne, le dernier congrès des Grünen a mis en évidence la nécessité de constituer une « gauche innovatrice »... Mais l'espace européen est de plus en plus concerné par la présence d'un pôle nationaliste-populiste qui pèse aussi sur l'élaboration du contenu d'un projet social-démocrate.

## Notes

<sup>1</sup> A. ATKINSON, *Principle of Political Ecology*, Londres, Belhaven Press, 1991.

<sup>2</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979 ; M. SADOUN, *De la démocratie française. Essai sur le socialisme*, Paris, Gallimard, 1993.

<sup>3</sup> De nombreuses théories ont vu le jour qui tentent d'identifier et d'expliquer ces nouveaux clivages. Si l'on suit l'idée générale d'Inglehart ou de Kitschelt, sous l'effet du processus de modernisation, de profonds changements de valeurs seraient en cours dans les sociétés post-industrielles. Selon Abramson et Inglehart, de nouvelles priorités, d'ordre culturel, s'imposeraient graduellement dans les sociétés industrielles avancées. Les changements structurels dans la période postérieure à la seconde guerre mondiale (développement économique et technologique, augmentation du niveau d'éducation, socialisation distincte des générations nées après la guerre, expansion des moyens de communication de masse), entraîneraient une transformation progressive des valeurs individuelles de type matérialiste (mettant avant tout l'accent sur la sécurité physique et économique) vers des valeurs dites post-matérialistes (mettant l'accent sur « l'actualisation de soi » et la qualité de la vie). La démonstration, séduisante, contient cependant quelques limites. La dimension post-matérialiste mise en avant par Inglehart ne permet pas de comprendre les rapports avec la socialisation politique, les oppositions entre générations et les cycles de conjonctures économiques. A cette liste, il conviendrait d'ajouter les mécanismes d'alternances politiques, qui viennent perturber encore un peu plus la dynamique évolutionniste de la théorie post-matérialiste.

H. KITSCHOLT, *The Transformation of European Social Democracy*, Cambridge, Cambridge University Press, 1994 ; P. ABRAMSON, R. INGLEHART, *Value Change in Global Perspective*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1995 ; D.-L. SEILER, « Comment classer les partis verts en Europe ? », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, Complexe, 1999, p. 43-62.

<sup>4</sup> L'idéologie représente, simplement, une conception globale de l'ordre social et des valeurs qui doivent le fonder.

<sup>5</sup> H. REY, F. SUBILEAU, *Les militants socialistes à l'épreuve du pouvoir*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, 1999.

<sup>6</sup> F. SCHARPF, *La social-démocratie face à la crise*, Paris, Economica, 1990.

<sup>7</sup> D. RICHARDSON, Ch. ROOTES (ed.), *The Green Challenge. The Development of Green parties in Europe*, Londres, New York, Routledge, 1995.

<sup>8</sup> J. VIALATTE, *Les partis verts en Europe occidentale*, Paris, Economica, 1996.

<sup>9</sup> En 1995, les écologistes finlandais ont accédé au gouvernement dans une coalition comprenant le parti socialiste, l'Alliance de gauche, le parti de la minorité suédoise et les conservateurs de la Coalition nationale. Les verts italiens firent de même en 1996 : à la suite de la victoire électorale de la coalition de centre gauche, dite de l'Olivier, ils obtinrent un ministère. En 1997, les verts français en obtinrent un à leur tour dans le gouvernement dirigé par le socialiste Lionel Jospin. Rappelons qu'entre 1988 et 1992, l'écologiste Brice Lalonde avait siégé, dans un premier temps comme secrétaire d'Etat à l'Environnement, dans le gouvernement dirigé par Rocard, puis dans celui d'Edith Cresson, jusqu'en janvier 1992. En revanche, fait nouveau, les verts français ont participé, comme composante politique, à la coalition majoritaire dite de la « gauche plurielle » (le parti socialiste, le parti communiste, le Mouvement des citoyens, le parti radical de gauche et les verts). Enfin, en 1998, les verts allemands, les Grünen, alliés aux sociaux-démocrates du SPD, ont obtenu trois ministères, dans le gouvernement dirigé par G. Schröder, dont le ministère des Affaires étrangères. P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, op. cit.

<sup>10</sup> F. FAUCHER, *Les habits verts de la politique*, Paris, Presses de Science Po, 1999.

<sup>11</sup> P. LUCARDIE, « Comment qualifier et répertorier les partis verts ? », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, op. cit.

<sup>12</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *Le régime...*, op. cit.

<sup>13</sup> M. ROCARD et alii, *Qu'est-ce que la social-démocratie ?*, Paris, Seuil, 1979.

<sup>14</sup> On songe aux soubresauts révolutionnaires de la fin des années soixante.

<sup>15</sup> Il faudra attendre la fin des années soixante-dix pour qu'un effort théorique plus important soit engagé pour concilier les valeurs de l'écologie et du marxisme par exemple. Un travail qui est encore largement en chantier actuellement. Voir *Contre Temps*, 2002, 4, « Critique de l'écologie politique », Paris, Textuel et A. GORZ, *Capitalisme, socialisme, écologie (désorientations, orientations)*, Paris, Galilée, 1992.

<sup>16</sup> En Allemagne, les Grünen défendent une vision alternative de la vie quotidienne (logements communautaires, organisation d'écoles non conventionnelles, rejet de la médecine classique, etc.), mobilisent l'opinion publique sur la situation environnementale et prennent part au combat antinucléaire et pacifiste ; les écologistes suisses réinterrogent les questions communautaires, etc. W. RÜDIG, « Peace and Ecology Movements in Western Europe », *West European Politics*, 1988, 11 ; S. HUG, « The emergence of the Swiss Ecological Party : A Dynamic Model », *European Journal of Political Research*, 1990, 18, p. 645-670.

<sup>17</sup> L'exercice est donc doublement redoutable, car il veut que l'on réduise une pluralité de pratiques à un modèle et qu'on le compare ensuite à un modèle qui est lui-même complexe, composite et en un mot, insaisissable... Lâchement, nous n'allons pas relever le défi ! Nous allons essayer de comprendre la situation d'un cas d'étude, en essayant, il ne faut quand même

pas fuir totalement ses engagements, de voir en quoi ce cas ne se réduit pas à la situation française.

<sup>18</sup> R. DUMONT, *L'écologie ou la mort. La Campagne de René Dumont*, Paris, Pauvert, 1974 ; A. LIPIETZ, *Qu'est-ce que l'écologie politique ? La Grande Transformation du XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, La découverte, 1999 ; T. HAYWARD, *Ecological Thought. An introduction*, Cambridge, Polity Press, 1994 ; A. ATKINSON, *Principle of Political Ecology*, *op. cit.*

<sup>19</sup> Que l'on retrouve sous la dénomination de « développement durable ».

<sup>20</sup> A. LIPIETZ, *Qu'est-ce que...*, *op. cit.*

<sup>21</sup> H. SIEGMANN, *The Conflict Between Labor and Environmentalism in the Federal Republic of Germany and the United States*, Aldershot, Gower, 1985 ; A. COOPER, *Paradoxes of Peace : German Peace Movements Since 1945*, University of Michigan Press, 1996.

<sup>22</sup> On pense notamment à l'important travail idéologique du parti socialiste français dans son effort pour trouver sa légitimité historique face à ce modèle communiste mais aussi à son travail de conversion au modèle social-démocrate, voir J.-M. DONEGANI, M. SADOUN, *La démocratie imparfaite*, Paris, Gallimard, 1994.

<sup>23</sup> J. BARRY, *Rethinking Green Politics : Nature, Virtue and Progress*, Londres, Sage, 1999.

<sup>24</sup> R. DUMONT, *Misère et chômage : libéralisme ou démocratie*, Paris, Seuil, 1994.

<sup>25</sup> A. PELINKA, *Social Democratic Parties in Europe*, New York, Praeger, 1983 ; G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 27-47.

<sup>26</sup> Ainsi, les verts français doivent-ils faire face à une grave crise financière suite aux contre-performances électorales des élections législatives de 2002.

<sup>27</sup> K. DESCHOUWER, « The Decline of Consociationalism and the Reluctant Modernization of Belgian Mass Parties », in R. S. KATZ, P. MAIR (ed.), *How Parties Organize. Change and Adaptation in Party Organisations in Western Democracies*, Londres, Sage, p. 80-108.

<sup>28</sup> B. RIHOUX, *Les partis politiques : organisations en changement. Le test des écologistes*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 231.

<sup>29</sup> P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, *op. cit.* ; B. VILLALBA, « Les écologistes à l'heure du pragmatisme », in P. BRÉCHON (éd.), *Les partis politiques français*, Paris, La documentation française, 2001, p. 127-149 ; B. RIHOUX, *Les partis politiques...*, *op. cit.*

<sup>30</sup> R. LADRECH, Ph. MARLIÈRE (éd.), *Social democratic parties in the European Union, History, Organization, Policies*, Londres, Macmillan Press, 1999.

<sup>31</sup> B. RIHOUX, *Les partis politiques...*, *op. cit.*

<sup>32</sup> G. MOSCHONAS, *La social-démocratie...*, *op. cit.*

<sup>33</sup> Ch. PIERSON, *Hard Choices. Social Democracy in the Twenty-First Century*, Cambridge, Polity Press, 2001.

<sup>34</sup> A. GAMBLE, A. WRIGHT (ed.), *The New Social Democracy*, Oxford, Blackwell, 1999.

<sup>35</sup> A. BERGOUNIOUX, B. MANIN, *Le régime...*, *op. cit.*, p. 185.

<sup>36</sup> *Ibid.*, p. 44-45.

<sup>37</sup> J. BARRY, *Rethinking*, *op. cit.* ; B. VILLALBA, « Les verts : pour une République girondine », *Pouvoirs locaux*, 2001, 51, iv, p. 59-64.

<sup>38</sup> B. DOHERTY, M. DE GEUS (ed.), *Democracy and Green Political Theory : Sustainability, Rights and Citizenship*, Londres, Routledge, 1996.

<sup>39</sup> B. VILLALBA, « Les usages politiques du bilan, ou l'intégration assumée des verts », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, *op. cit.*, p. 85-112.

<sup>40</sup> A l'exception de l'Autriche ou de la Suisse, où des partis écologistes conservateurs rivalisent avec des partis écologistes de gauche.

<sup>41</sup> M. O'NEILL, *Green Parties and Political Change in Contemporary Europe*, Aldershot, Ashgate, 1997 ; W. RÜDIG, *Green Politics*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1990 ; J. BARRY, *Rethinking...*, *op. cit.*

<sup>42</sup> A. LIPIETZ, *Pour le tiers secteur. L'économie sociale et solidaire : pourquoi, comment ?*, Paris, La découverte-La documentation française, 2001.

<sup>43</sup> A. GORZ, *Métamorphose du travail. Quête de sens. Critique de la raison économique*, Paris, Galilée, 1988 ; A. LIPIETZ, *La société en sablier. Le partage du travail contre la déchirure sociale*, Paris, La découverte, 1998.

<sup>44</sup> Voir B. RIHOUX, « Ecotaxes on the Belgian Agenda, 1992-5 and Beyond : Environment and Economy at the Heart of the Power Struggle », in S. YOUNG (ed.), *The Emergence of Environmental Modernisation*, Londres, Routledge, 2000.

<sup>45</sup> La stratégie économique et sociale des écologistes reste encore largement imprécise ; elle ne présente pas toujours de différences fondamentales par rapport à ses adversaires (notamment des partis de la gauche radicale), et elle peine à concilier aspiration morale d'égalité et efficacité économique.

<sup>46</sup> M. DE GEUS, « The ecological Restructuring of the State », in B. DOHERTY, M. DE GEUS (ed.), *Democracy and Green Political Theory : Sustainability, Rights and Citizenship*, Londres, Routledge, 1996, p. 188-211.

<sup>47</sup> E. BOMBERG, *Green Parties and Politics in the European Union*, Londres, Routledge, 1998.

<sup>48</sup> C. VAN DE WALLE, « La Fédération européenne des partis verts : une organisation plutôt européenne qu'écologiste », in P. DELWIT, E. KÜLAHCI, C. VAN DE WALLE (éd.), *Les fédérations européennes de partis. Organisation et influence*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2001, p. 141-153.

<sup>49</sup> B. VILLALBA, « Les temps de l'écologie politique », PIREV-GEODE, *Les temps de l'environnement*, Toulouse, Presses Universitaires du Mirail, p. 79-92.

<sup>50</sup> G. MOSCHONAS, *La social-démocratie...*, *op. cit.*, p. 98.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p. 98-102.

<sup>52</sup> Voir H. SIEGMANN, *The Conflict Between...*, *op. cit.*

<sup>53</sup> H. KITSCHOLT, « Left libertarian parties : Explaining innovation in competitive party Systems », *World Politics*, 1988, XL, p. 204-209.

<sup>54</sup> P. LUCARDIE, « Comment qualifier... », *op. cit.*, p. 63-70.

<sup>55</sup> Voir par exemple pour la Belgique, P. DELWIT, « Ecolo : les défis du « plus grand » des partis verts en Europe », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, *op. cit.*, p. 113-138.

<sup>56</sup> Rendu d'autant plus difficile par l'approche comparative. Les perspectives s'annoncent en effet incertaines. Les coalitions ont pris fin en Italie, en Finlande, en Belgique et en France, les verts demeurent minoritaires en Irlande... En revanche, ils ont permis au parti social-démocrate de Schröder de se maintenir au pouvoir.

<sup>57</sup> La « deuxième gauche » est une réflexion lancée par Michel Rocard pour mettre en valeur sa différence avec la gauche traditionnelle. A l'origine, ce courant politique qui regroupait, outre les rocardiens du parti socialiste, les cercles dirigeants de la CFDT (à l'époque d'Edmond Maire), prétendait privilégier la négociation sur la loi et la société civile sur l'Etat. Voir J.-M. BOCKEL, *La 3<sup>e</sup> gauche : petit manifeste social-libéral*, L'Archer, 1999.

<sup>58</sup> Dany COHN-BENDIT, « L'Europe vaut plus qu'une campagne... », *Vert-Infos*, Spécial AG, 21-27 novembre 1998, 517.

<sup>59</sup> Daniel COHN-BENDIT, *Une envie de politique*, Paris, La Découverte, 1999.

<sup>60</sup> Jean-Pierre LEMAIRE, « L'écologie n'est pas soluble dans la social-démocratie », *Vert-Infos*, Spécial AG, 517, 21-27 novembre 1998.

<sup>61</sup> Paru dans le journal *Libération* le 22 février 2000 et présenté le 26 février 2000 aux Etats généraux de l'écologie politique.

<sup>62</sup> Lors de l'assemblée générale de Toulouse, les 11 et 12 novembre 2000, Daniel Cohn-Bendit représente la sensibilité « TGV » (troisième gauche verte). Le texte a plus vocation à engendrer du débat qu'à définir un axe de direction à la tête des verts.

<sup>63</sup> A. LIPIETZ, « Pour une troisième gauche qui ne glisse pas vers la deuxième », *Mouvements*, 2000, 9.

<sup>64</sup> A l'élection présidentielle de 2002, le parti socialiste a perdu près de deux millions et demi de voix par rapport à 1995 et, avec 16,2 %, a subi une défaite historique. La candidature du PC constitue avec ses 3,4 % un nouveau record spectaculaire dans le processus de décomposition de ce parti autrefois puissant de la classe ouvrière française. En même temps, les candidats issus de la tradition trotskiste (Arlette Laguiller, Olivier Besancenot et Daniel Gluckstein) totalisent plus de 10% des voix. S. VIELLARD-COFFRE, B. VILLALBA, « The Greens : from idealism to pragmatism (1984-2002) », in J. EVANS (ed.), *French Politics*, Manchester University Press, 2003.

<sup>65</sup> En 1983, les Grünen entrent au Bundestag et y restent jusqu'en 1990, où ils subissent les conséquences d'une lourde défaite électorale : car ils descendent sous le seuil de 5 %.

<sup>66</sup> Ph. CORCUFF, « Social-libéralisme ou social-démocratie libertaire ? », *Mouvements*, 2000, p. 9-10.



# La social-démocratie et le choix des alliances et des coalitions

## Bilan et perspectives

Daniel-Louis SEILER

« Nous sommes et nous devons être  
du côté du monde du travail ».

Laurent FABUS, « Les nouveaux marqueurs  
de la gauche », *Le Monde*, 29 août 2002

Depuis les origines, la social-démocratie se trouva confrontée au problème des alliances. En effet, constituée à l'origine comme force révolutionnaire, dans ses objectifs sinon par ses moyens, elle dut, avec le temps et les succès électoraux, calmer les attentes de ses partisans et composer avec les nécessités de la politique au quotidien et singulièrement celles engendrées par la participation à un gouvernement aux côtés de partis qu'elle qualifiait, elle-même, de bourgeois ou, parfois, de cléricaux. Sa situation historique ne manque pas d'évoquer celle des premiers chrétiens qui, dans l'attente de la parousie, finirent par s'organiser dans la durée, gérer le quotidien... Plus tard, après la Révolution russe, les sociaux-démocrates durent résoudre les problèmes provoqués par la rupture de l'unité ouvrière dès lors qu'un parti communiste, souvent important, venait leur disputer la médiation politique des intérêts des travailleurs. Comment concilier la nostalgie de l'unité perdue avec, d'une part, l'opposition à l'hégémonisme soviétique et, de l'autre, une position dans cette configuration de rapports d'influences que constitue un système national de partis ?

Le problème soulevé ici constitue un classique de la vie de tout parti fondé autour d'une conception rénovatrice ou radicale de la gestion publique et, *a fortiori*, quand il entend promouvoir un changement dans les rapports sociaux et économiques. Comment accommoder, les exigences de pureté du projet fondateur qui justifie l'existence même des partis avec les impératifs de la participation gouvernementale et son cortège de compromis et de compromissions ? Les verts en savent quelque chose aujourd'hui ; ce fut jadis le lot de la social-démocratie qui ne se tira pas trop mal de ce guêpier car, même si « on » la dit en crise, l'image qu'elle renvoie fait encore recette au vu des nombreux partis qui se pressent au portillon de l'Internationale socialiste et qui n'ont de sociaux-démocrates que l'apparence des mots...

La confrontation de l'idéal partisan avec les réalités inhérentes à l'exercice du pouvoir survient plus ou moins précocement pour un parti politique disposant d'une certaine audience électorale. Elle dépend entièrement du système de partis : ainsi selon que la social-démocratie atteint, ou non, à la vocation majoritaire, elle sera, ou non, confrontée à des choix d'alliances posés en termes de participation à un gouvernement de coalition avec d'autres partis plus ou moins fréquentables... Un commerce qui apporte son content de contradictions voire de reniements ! Pour la social-démocratie, volontiers moralisatrice, le choix des partenaires ne fut jamais aléatoire et, partant, ne correspondit quasi jamais aux théorèmes énoncés par la théorie des coalitions, les transgressions étant sanctionnées par son électorat comme ce fut le cas pour le PS portugais après son alliance par trop réaliste avec le CDS, petit parti situé à la droite du spectre politique <sup>1</sup>. L'existence d'une série d'impératifs qui se posent à tout parti dès lors qu'il devient *koalitionsfähig*, ne peut pas occulter le fait que chaque parti doit concilier avec d'autres exigences qui résident dans son identité idéologique et historique et qui lui sont spécifiques. On abordera donc, dans un premier temps, la spécificité de la social-démocratie eu égard au problème des alliances pour, dans un second temps, jauger sa position dans le polygone des forces tel qu'il se dégage aujourd'hui des différents systèmes de partis en Europe et conditionne les possibilités d'exercice du pouvoir par les sociaux-démocrates.

## 1. La social-démocratie et la question des alliances

Face à la question des alliances, qu'elles soient électorales ou gouvernementales, les partis ne sont pas interchangeable : un parti ne peut pas conclure des accords sans tenir compte des réactions de ses militants et de ses affiliés ou sans anticiper les réactions de son électorat. Contrairement à ce qu'affirment certaines variantes de la théorie des coalitions ou celles du « marché politique » qui, les unes et les autres, ramènent le phénomène partisan à des logiques d'entreprise et de partage des postes et des prébendes du pouvoir, la gamme des coalitions se révèle fortement structurée. Dans cette structure, caractérisant la matrice des coalitions gouvernementales, la social-démocratie occupe une position nodale clairement identifiable. Elle résulte, d'une part, de l'histoire singulière des partis sociaux-démocrates, de leur idiosyncrasie et, de l'autre, de leur rapport avec « la constellation des conflits et clivages politiques » qui structurèrent les systèmes de partis en Europe centrale et occidentale, terres natales de la social-démocratie. On abordera ainsi le problème des alliances en passant du spécifique au générique et du particulier au général.

### A. La spécificité sociale-démocrate

Evoquer la spécificité de la social-démocratie nécessite qu'on définisse cette dernière, fût-ce *a minima*. En effet ce vocable – comme toutes les dénominations partisanses – n'évoque aucune réalité tangible, massive et univoque qui doit s'imposer à l'observateur comme une évidence. Le terme « social-démocrate » est polysémique et oublier ce fait conduit droit au *conceptual stretching*, une erreur méthodologique grossière que Giovanni Sartori repéra dans les travaux de tant de comparatistes. Une erreur hélas fort commune dans les études consacrées aux « europartis » ainsi qu'aux groupes politiques du Parlement européen, comme si l'enthousiasme fédéraliste

animant nombre de spécialistes de l'intégration les poussait à traiter l'UE comme un système national et à négliger ainsi les plus élémentaires précautions méthodologiques de la politique comparée !

Le recours à une double analyse, comparative et historique, montre ainsi que la social-démocratie correspond à une expérience historique, politique et culturelle au sein du mouvement ouvrier et dont peuvent se revendiquer un certain nombre de partis politiques actuels. C'est-à-dire une fraction du mouvement ouvrier, une fraction seulement et non l'ensemble ! Pour les partis communistes – une autre fraction de ce mouvement – le vocable *social-démocrate* ne représenta longtemps qu'une épithète stigmatisante participant du même lexique que les termes de *révisionniste* ou *réformiste* : elle désignait les partis qui refusèrent de souscrire aux XXI conditions d'adhésion au *Komintern*. Cependant certaines formations politiques ainsi stigmatisées récusèrent cette appellation, ce fut le cas du « socialisme latin » qu'entendit incarner le PS français du congrès d'Épinay au « tournant de la rigueur » négocié, non sans douleurs, par le gouvernement de Pierre Mauroy. Ainsi dans une étude pénétrante et subtile, Michel Rocard prend-il à contre-pied les analyses communistes et, leur retournant le compliment, constate que les grands PC s'avèrent bien plus proches du modèle social-démocrate que les socialistes, français par exemple <sup>2</sup>. Une constatation qui nous paraît fondée du point de vue tant de l'histoire que de la taxinomie et à laquelle nous souscrivons pleinement. Pour nous la catégorie de référence, la famille partisane inclut l'ensemble des partis politiques qui constituent le mouvement ouvrier. Cependant on peut distinguer des variantes en son sein, des cultures – pour reprendre les termes de Gérard Grunberg et Alain Bergougnieux – chartiste ou travailliste, démocrate-socialiste et sociale-démocrate dont les partis phares sont respectivement le Labour, le PS et le SPD. La variante sociale-démocrate, hégémonique au sein de la I<sup>re</sup> Internationale, comprend, à côté du tronc principal, des rameaux culturels comme la social-démocratie consociative (PS et SP en Belgique) ou idéo-organisationnels comme les PC <sup>3</sup>. La proximité historique du communisme et de la social-démocratie, identifiée par Georges Goriely et redécouverte ensuite par Michel Rocard – tous deux *in tempore non suspecto* – explique la facilité avec laquelle s'effectuèrent plus tard le ralliement de PC comme l'italien ou le hongrois.

Sans vouloir céder à la tentation du laxisme conceptuel dénoncé à juste titre par Sartori, on retiendra pour les besoins de l'analyse qui porte sur les coalitions et non sur le concept de social-démocratie – les deux étant bien sûr liés – une catégorie un peu plus large qu'à l'ordinaire. Ainsi identifiera-t-on la social-démocratie à la fraction réformiste de la famille des partis ouvriers, laquelle se trouva soumise à l'hégémonie historique du SPD, une hégémonie à la fois culturelle et d'organisation. Ce faisant, on considérera, dans un même ensemble, les formations qui implantèrent avec succès le modèle allemand – même assorti d'adaptations à la culture locale comme le firent les social-démocraties du Benelux –, celles qui se l'assignèrent mais manquèrent leur objectif, « les socialistes » et les PC qui assumèrent le réformisme qu'ils pratiquaient déjà *in petto*. Ce regroupement écarte donc la fraction révolutionnaire du mouvement ouvrier, d'ailleurs de plus en plus réduite – PRC italien, trotskystes – ainsi que, du côté réformiste, les travaillistes – le Labour, servi par le scrutin uninominal n'est pas concerné par les alliances – faisant une exception pour les Irlandais qui ne sont pas

sociaux-démocrates mais que nous évoquerons, le cas échéant, dans notre seconde partie.

Le marxisme comptait au nombre des composantes de base du modèle social-démocrate que le SPD diffusa par le truchement de la II<sup>e</sup> Internationale. Sa réception par les partis frères se révéla infiniment variable, revêtant tantôt les dehors d'un débat doctrinal riche et fécond comme en Allemagne et en Autriche, tantôt ceux d'un rituel purement votif : Jaurès dut accomplir des prouesses intellectuelles dignes des plus grands casuistes pour se convaincre lui-même ; quant à Vandervelde, il fut aussi mauvais théoricien qu'excellent *leader* et organisateur... Une grande social-démocratie, comme le SAP suédois, s'était déjà, dès Hjalmar Branting son fondateur, départie de la doctrine marxiste. Quoi qu'il en soit, l'influence, même superficielle, du marxisme fut considérable dans les partis sociaux-démocrates même si elle se limita à une vulgate simplifiée où les proclamations comme le *Manifeste* et les textes polémiques ou circonstanciels l'emportaient totalement ou presque sur *Le Capital*, l'œuvre scientifique de Karl Marx.

Dans cette vulgate, souvent mal interprétée par des épigones peu doués et sortie de son contexte rédactionnel, la question des alliances politiques occupe une place de choix. Telle qu'elle se dégage à la lecture du *Manifeste*, les forces politiques reflètent quasi mécaniquement le processus de la lutte des classes et la nécessité historique veut que la bourgeoisie doive l'emporter sur la noblesse et que la révolution prolétarienne succède à la révolution bourgeoise. Par conséquent, les organisations prolétariennes soutiendront d'abord l'avènement du capitalisme et de la démocratie bourgeoise, faute de quoi la révolution prolétarienne se révélerait vaine et l'instauration du socialisme inconcevable. Si Lénine s'était tenu à la lettre de la doctrine marxiste, au lieu d'inventer sa théorie du maillon le plus faible, la Russie serait aujourd'hui dans une situation bien meilleure... En revanche, les partis sociaux-démocrates l'appliquèrent au pied de la lettre, jusqu'à la première guerre mondiale du moins. Il s'ensuivit que selon « le texte », les alliés possibles de la social-démocratie ne pouvaient être que les « démocrates bourgeois », c'est-à-dire pour Marx et Engels – écrivant en 1848, ne l'oublions pas – les amis de Ledru-Rollin en France et les libéraux-démocrates allemands de 1848. A l'inverse, toute alliance avec la droite conservatrice est impensable car contre-nature ; de même que se trouve récusé le socialisme religieux, pourtant actif dans le processus révolutionnaire de 1848 en France du moins. C'est que les références éthiques de ce dernier qui entend légitimer le socialisme par l'idée de justice et non par un inéluctable sens de l'Histoire en font la pire forme du socialisme utopique... La pire car elle entend substituer l'amour du prochain à la haine de classe et à transformer une superstructure condamnée par le développement des rapports de production au rang d'instance fondatrice du socialisme. Dans le même ordre d'idées, toute alliance avec des forces représentatives des paysans se voyait *a priori* exclue. Pour Marx et Engels, l'avenir est du côté du monde urbain et industriel ; l'espoir réside dans la science et la technologie ; tous les progrès sont nés des villes, cette ville dont « l'air rend libre », l'activité agricole est réactionnaire dès lors qu'elle n'est pas soumise à l'économie capitaliste et, plus tard, socialiste.

Pour être compris, ce texte qui exerça, tout « manifeste du parti communiste » qu'il fût, une influence considérable sur les sociaux-démocrates doit être situé dans

son contexte spécifique, un contexte politique marqué par la rareté des démocraties bourgeoises. En ce temps-là, seules la France et la Suisse venaient d'instaurer le suffrage universel masculin ainsi que les Etats du nord des Etats-Unis qui la pratiquaient depuis longtemps. Les Empires centraux conservaient l'absolutisme royal tempéré, il est vrai, par l'Etat de droit et la présence d'une assemblée représentative élue ; quant aux monarchies scandinaves, elles en restaient encore à l'absolutisme combiné avec des assemblées d'Etats ou ordres. Là où le capitalisme se révélait le plus fort, dans les pays les plus « avancés » industriellement, à savoir la Grande-Bretagne et la Belgique, triomphait l'oligarchie censitaire de type « orléaniste », le pouvoir bourgeois à l'état pur. D'autres pays capitalistes moins « avancés » comme l'Italie ou les Pays-Bas leur avaient emboîté le pas. Dans un rapport de force où la démocratie la plus élémentaire restait à conquérir, les « démocrates bourgeois » ne pouvaient que représenter des alliés privilégiés dans la lutte pour le suffrage universel pur et simple.

Pour claires qu'elles fussent, inscrites dans leur contexte politique, ces considérations stratégiques ne faisaient pas l'unanimité chez les sociaux-démocrates et des velléités d'alliances avec les forces conservatrices, autoritaires ou cléricales, se retrouvèrent jusque et y compris dans les rangs de l'ultra-gauche, blanquiste par exemple. Ainsi Marx et Engels durent batailler ferme contre Lasalle, le flamboyant et imprévisible chef charismatique du mouvement ouvrier allemand qui préconisait la recherche d'un accord politique avec Bismarck qui, à leurs yeux, incarnait les intérêts des *Junkers* prussiens, c'est-à-dire la « réaction féodale ». En négligeant le cas particulier d'un personnage, probablement maniaco-dépressif et dont la fascination qu'il éprouvait envers la noblesse lui coûta la vie, on peut comprendre que des syndicalistes anglais pussent s'interroger sur le bien-fondé d'un soutien aux libéraux alors qu'ils se heurtaient quotidiennement à une bourgeoisie impitoyable et que les Tories proposaient à l'époque un programme social bien plus proche de leurs revendications ou que le Premier ministre conservateur Benjamin Disraeli venait de réaliser la plus grande réforme électorale jusqu'à l'instauration du suffrage universel en 1918, permettant ainsi à de nombreux travailleurs de voter. Des réticences qui expliquent les longs développements que le *Manifeste* consacre au « socialisme féodal », c'est-à-dire à l'aile sociale sinon socialisante et anticapitaliste du légitimisme français et du conservatisme britannique. Persuadés de l'existence d'un sens de l'histoire, Marx et Engels refusèrent toute possibilité d'alliance entre les classes sociales en lutte contre la bourgeoisie : la consigne étant d'aider celle-ci à éliminer la noblesse pour ensuite l'affronter dans « la lutte finale ».

Cependant si les textes demeurent, les contextes changent. Marx et Engels connaissaient parfaitement l'Allemagne, la France et le Royaume-Uni mais on peut éprouver quelques doutes en ce qui concerne leur connaissance du Benelux, de la Scandinavie et de l'Italie. Comment identifier les fameux démocrates bourgeois dans des contextes culturels différents ? Ainsi en Belgique, le pays le plus « avancé » du Continent, totalement dominé par la bourgeoisie et où la véritable noblesse – la noblesse du Saint-Empire – s'était, plus ou moins volontairement, retirée du jeu politique. Entre les oligarques laïcs du parti libéral et les oligarques cléricaux du parti catholique, comment se prononcer, sinon à choisir entre la peste et le choléra ? Par quel moyen reconnaître ces fameux « démocrates » dans les rangs de deux partis

également bourgeois, également attachés au libéralisme manchestérien, également sourds à la détresse des classes laborieuses et dont la philanthropie des uns équivalait à la charité des autres ? La lutte pour le suffrage universel, c'est-à-dire pour la démocratie, trouva les socialistes belges bien seuls. D'autres forces politiques se rallièrent ensuite au principe démocratique mais aussi bien dans le camp laïc, avec les radicaux de Paul Janson que dans celui des cléricaux, avec la Ligue démocratique belge de Georges Helleputte. L'application de la doctrine inspirée par le *Manifeste* ne pouvait que conduire le POB à chercher l'alliance des premiers et à suspecter la seconde. Vu l'état des forces politiques, ce n'était pas la meilleure option possible, le développement ultérieur des organisations ouvrières catholiques qui atteignit un niveau sans pareil en Europe – sauf le cas polonais – le montre. Toutefois l'hégémonie exercée par le parti catholique ne laissa plus guère de choix à la social-démocratie en Belgique : elle devait conclure des accords électoraux avec l'ensemble du parti libéral. Elle se retrouva ainsi encapsulée dans un « pilier » laïc où elle ne tarda point à devenir hégémonique mais dont les frontières sociologiques limitaient son expansion au sein du monde du travail. Après 1918, le POB d'abord, le PSB ensuite, le PS et le SP enfin, eurent la démocratie chrétienne comme alliée privilégiée mais le système de clivages, jusque dans les rapports de forces entre sociaux-démocrates et démocrates chrétiens, resterait gelé pour le reste du XX<sup>e</sup> siècle.

La question religieuse ou, plus précisément, l'émergence progressive de partis strictement voués à la défense religieuse et qui ne fussent ni conservateurs « féodaux » ni davantage liés à la cause monarchique constitua, là où elle se produisit, une pierre d'achoppement dans l'élaboration de la stratégie sociale-démocrate. D'autant plus que, dotés d'organisations de masse, implantées jusque dans le monde ouvrier, les partis confessionnels défendaient des conceptions socio-économiques qui, concrètement, ne semblaient guère éloignées de celles soutenues par des social-démocraties converties au réformisme – avec l'aval d'Engels lui-même – et, quoi qu'elles s'en défendissent, en route vers le révisionnisme doctrinal. De fait, le SPD lui-même coopéra avec le Zentrum catholique sous la République de Weimar alors que, dans le même temps, il rejetait tout accord avec les communistes du KPD qui lui rendaient bien son animosité<sup>4</sup>.

L'autre grande réalité historico-culturelle sur laquelle se brisa la stratégie héritée du *Manifeste*, fut celle de la paysannerie, une classe autonome dans une Scandinavie demeurée largement étrangère à la féodalité<sup>5</sup>. En Suède, les agrariens devinrent le partenaire privilégié des sociaux-démocrates dans une coalition gouvernementale « rouge-verte » qui dura vingt ans et construisit le modèle social suédois. Le SAP avait été le premier à s'écarter de la vision doctrinale inspirée par le marxisme ; même le parti frère norvégien, le DNA, qui avait rejoint la III<sup>e</sup> Internationale se rallia, quelques années plus tard, à une stratégie semblable.

Les plus simples des textes de Marx et Engels ainsi que les abrégés, gloses et mêmes catéchismes qui visaient à les présenter aux militants constituèrent une vulgate doctrinale que les partis sociaux-démocrates assimilèrent en même temps qu'ils souscrivaient au marxisme. Ces divers textes fondateurs résolvèrent la question des alliances mais dans les termes où elle se posait après l'échec de la Révolution ouvrière de 1848 et du « Printemps des peuples » en Europe centrale. C'est-à-dire où

la réaction absolutiste triomphe partout, sauf dans les deux pays les plus capitalistes demeurés à l'écart du phénomène, la Grande-Bretagne et la Belgique. Or le XIX<sup>e</sup> siècle s'acheva en dévoilant un paysage politique très différent, caractérisé – sauf dans la Péninsule ibérique – par une diffusion massive du phénomène partisan et des assemblées représentatives, même dotées de maigres compétences. En 1918, la généralisation du suffrage universel masculin engendra l'instauration de systèmes de partis dans toute l'Europe centrale et occidentale, même si les victoires provisoires du fascisme y mirent un terme, lui aussi provisoire.

### ***B. Clivages politiques et coalitions gouvernementales***

La constellation des conflits et clivages qui s'institutionnalise après 1918 demeure inchangée après 1945 même si les rapports de forces entre partis s'en trouvent profondément modifiés. Elle se révèle totalement impénétrable au moyen des instruments d'analyse valables en 1860 : il importe de recourir à une approche sociologique. Mais les partis sociaux-démocrates nationaux acquièrent néanmoins et rapidement une compréhension intuitive de la nouvelle donne. Soulignons quelques erreurs historiques lourdes : la SFIO rejetant le projet travailliste soutenu par Léon Blum en privilégiant un intégrisme doctrinal à la mesure de l'opportunisme pratique qui l'accompagna et qui préféra ainsi Guy Mollet à Daniel Mayer. La même erreur fut commise en Belgique où le projet travailliste était proposé par des démocrates chrétiens beaucoup plus faibles que leurs homologues français à l'époque et les conséquences furent moins lourdes, dans le court terme du moins.

Le modèle des quatre clivages fondamentaux de Stein Rokkan fournit une grille de lecture et d'interprétation qui permet de décrypter les choix des partis, tant et aussi longtemps que ces derniers conservent la mémoire des conflits sociétaux qui les engendrèrent. Un décryptage qu'empêchait la vision unidimensionnelle des forces politiques qui ressortait du *Manifeste communiste*, rendue obsolète par l'efflorescence de partis politiques dont un certain nombre se révélait interclassiste. Les thèses classiques de Rokkan sont bien trop connues pour être développées ici. Retenons que si, d'une part, les partis naissent d'un clivage, ils sont traversés par les autres lignes de clivages et que, d'autre part, les coalitions ne se constituent pas, d'ordinaire, de façon circonstancielle ou opportuniste, elles aussi procèdent d'un clivage. C'est-à-dire que si un parti se situe à un pôle précis d'un clivage *a*, il se retrouvera centriste quant aux clivages *b*, *c* ou *d*. Il s'agit toutefois d'une combinatoire tempérée par les origines soit culturelles, soit socio-économiques du clivage : ainsi autonomistes et démocrates-chrétiens possèdent-ils des affinités électives ou sociaux-démocrates et verts, etc.

Le positionnement de la social-démocratie dans le système des clivages ne pose aucun problème : émanation partisane du mouvement ouvrier, elle procède évidemment du clivage possédants/travailleurs qui, dans le schéma de Rokkan, correspond au conflit de classes, tel que Marx l'entendit en son temps. Dans cette optique, la seule coalition gouvernementale qui apparaisse comme aberrante pour les sociaux-démocrates est celle constituée avec la droite libérale ou conservatrice tandis que celle qui les unirait aux sociaux-libéraux – les héritiers des « démocrates bourgeois » – s'avère concevable dès qu'existe une force conservatrice ancrée à

droite. En revanche les gouvernements érigés avec des partis issus des autres clivages devraient être privilégiés, avec un bémol notable portant sur la prohibition des partis nationalistes autoritaires : fascistes, néo-fascistes, xénophobes, etc. Les exceptions qui existent à cette règle – en Finlande, en Belgique, aux Pays-Bas – ressortissent toutes à la dernière décennie du xx<sup>e</sup> siècle et obéissent à des motifs qu'on abordera plus loin.

L'accord qui privilégie comme partenaire, les partis qui ne se situent pas à proximité du pôle « possédants » du clivage socio-économique, ne suffit pas à déterminer la gamme des possibilités objectives s'offrant à la social-démocratie lors de la formation d'un gouvernement. En effet, lorsque l'arithmétique électorale permet un grand nombre de combinaisons gouvernementales, ces dernières se constituent dans l'axe des clivages fondamentaux pertinents dans chaque pays donné. Lorsqu'on applique la grille des quatre clivages à l'ensemble des gouvernements constitués en Europe occidentale depuis 1918, en démocratie et en dehors des périodes d'union nationale, le résultat s'avère éloquent : il n'y a pas photo, le clivage possédants/travailleurs l'emporte très largement. Ce clivage qui déjà explique la naissance du plus grand nombre de partis, apparaît comme plus dominant encore lorsqu'on envisage les coalitions gouvernementales et ce au point qu'il faille le considérer comme la règle et les autres alliances de gouvernement comme l'exception. Ainsi la vie politique en Europe voit d'habitude alterner, avec plus ou moins de régularité, gouvernements de centre gauche et de centre droite. Seule la République d'Irlande et – au niveau subétatique – Euskadi se démarquent totalement des autres pays en privilégiant massivement le clivage centre/périphérie et pour des raisons semblables dans les deux cas. Encore que l'Irlande semble se normaliser puisqu'elle possède pour l'instant un gouvernement de centre droite. Autre pays marqué par l'entrecroisement des clivages, la Belgique connut de 1945 à 1999 quelques années de coalitions constituées dans l'axe du clivage Eglise/Etat, dont l'une dura une législature au temps où la « question scolaire » faisait encore rage (1954-1958), et deux coalitions « unitaristes » – c'est-à-dire centralistes – de brève durée.

La configuration la plus dommageable pour la social-démocratie est celle qui prévaut en Irlande ainsi que dans la Communauté autonome basque ; elle se traduit par son affaiblissement et sa réduction au rang de force d'appoint des centralistes ou des autonomistes. Les travaillistes irlandais ont joui de la position pivotale que leur valait leur statut de *junior partner* mais elle leur est disputée par les ultralibéraux, les Progressive Democrats, mieux servis par l'air du temps. Au Pays basque, les socialistes ont abdicé toutes velléités de jouer les partis charnières en se rangeant derrière le PP (conservateurs) ; la position ainsi abandonnée le fut au profit de la gauche unie animée par le PC.

Ailleurs et habituellement, la bipolarisation – dans l'axe du clivage possédants/travailleurs – fit des sociaux-démocrates l'un des deux acteurs partisans majeurs des alternances politiques. Elle leur permit d'accéder à la vocation majoritaire, grâce au mode de scrutin au Royaume-Uni et, sans ce type d'artifice, en Espagne, au Portugal, en Suède et dans une mesure moindre en Norvège. Ils peuvent donc souvent gouverner seuls ou, à défaut, jouer un rôle important dans un gouvernement de coalition.

## 2. La social-démocratie et la matrice des coalitions

C'est après la première guerre mondiale et avec l'instauration du suffrage universel que, sauf en Suisse, les partis sociaux-démocrates devinrent *koalitionsfähig*. Or leur accession aux fonctions de gouvernement s'effectuait dans un contexte marqué par les conséquences que la Révolution d'octobre entraînait pour la gauche européenne et particulièrement la rupture de l'unité au sein du mouvement ouvrier. La social-démocratie pouvait ainsi se définir de façon purement négative par le refus du modèle léniniste et, implicitement, par le ralliement à la démocratie représentative bourgeoise. Un choix qui impliquait la recherche d'alliances sur sa droite et le rejet pratique sinon théorique de l'unité d'action avec les communistes. Certains partis, essentiellement la SFIO française et le PSOE espagnol, récusèrent le dilemme pour mener la lutte sur deux fronts et, sous la pression de la menace fasciste, entreprendre l'expérience des « Fronts populaires ». Cependant les plus importants d'entre les partis sociaux-démocrates entrèrent dans le jeu des coalitions avec des partis du « centre » et de la « droite », parfois pour leur malheur, comme ce fut le cas pour le SPÖ autrichien. Cependant la plupart des social-démocraties demeuraient, à l'instar du SPD, attachées nominalement à une doctrine d'inspiration marxiste, avec la notable exception du SAP suédois.

Beaucoup d'observateurs emboîtèrent le pas à la critique communiste qui mettait en exergue les antinomies voire les trahisons sociales-démocrates, produits d'une contradiction entre le radicalisme théorique – souvent resté révolutionnaire – et l'opportunisme pratique traduit par un réformisme tiède et des politiques à la petite semaine. Or un tel jugement s'avère injuste et, des années trente à la fin de la Reconstruction, les sociaux-démocrates furent animés d'un projet que l'analyse comparative éclaire et qu'ils réalisèrent largement, là et quand cela s'avérait possible, avec le concours de partenaires qui ne furent pas choisis au hasard. Depuis les deux dernières décennies du siècle écoulé, les données semblent totalement modifiées tant du point de vue du projet qu'en termes de choix de coalition. On peut donc opposer un bilan clair et structuré à des perspectives aussi floues qu'incertaines.

### A. Bilan

Lipset et Rokkan définirent, en leur temps, les partis politiques comme des agents du conflit et des instruments de leur intégration. La social-démocratie n'échappe pas à cette règle ; bien au contraire, son histoire l'illustre de façon presque trop parfaite. Nous eûmes jadis l'occasion, dans un ouvrage marqué par le structuro-marxisme, d'appliquer cette conception du parti dans une théorie des stades d'intégration du conflit où nous distinguons quatre phases successives résultant des contradictions de la société globale : les luttes, les conflits *sensu stricto*, les clivages et le consensus. Les luttes correspondaient à la violence sporadique et peu organisée, le conflit au stade de l'organisation et des stratégies tandis que, une fois franchi le seuil de l'institutionnalisation, les clivages traduisaient des oppositions socio-culturelles et idéologiques stables se caractérisant par l'existence d'une animosité à la base ressentie par chaque camp mais assorties d'une constante négociation au sommet entre leurs élites partisans respectives. Le stade du consensus marquait le terme provisoire – car menacé par la résurgence des luttes et conflits – d'un processus d'intégration qui

culminait dans une concurrence féroce entre partis jumeaux pour la conquête des prébendes du pouvoir. Nous concluons *in tempore non suspecto* que, dans le concert des nations occidentales, seuls les Etats-Unis avaient atteint le stade du consensus <sup>6</sup>.

Les pays européens offraient, à l'époque, autant d'illustrations de la catégorie dite des clivages caractérisée principalement par les oppositions de classes, qu'entrecroisaient l'une ou l'autre des trois autres définies par Rokkan. Dans cette configuration, les partis de défense des travailleurs, c'est-à-dire la social-démocratie, constituent un pôle dominant ; et le trait majeur séparant les systèmes de partis des pays européens de leur homologue américain réside dans le fait que ce dernier ignorait – et ignore toujours – l'existence de partis sociaux-démocrates <sup>7</sup>. Pour ces derniers, le fait de poser le problème des alliances entre partis dans une perspective électorale d'abord puis dans celle d'une coalition gouvernementale révèle que ces partis ont franchi le seuil de l'institutionnalisation ; ils sont désormais *incorporés* au système de partis et ont abdiqué *de facto* toute ambition révolutionnaire. Il s'agissait, en effet, dans le chef de la social-démocratie, de la principale – et longtemps (jusqu'en 1918) – unique expression partisane du mouvement ouvrier, lequel constitua durant un siècle le défi majeur à l'ordre capitaliste. A l'ombre des années 1980, un certain nombre de partis dont le ps français mais surtout le Labour britannique entendaient encore transformer profondément les rapports de production et d'échanges dans un sens favorable aux salariés.

Principale force d'opposition au « tout marché », le mouvement ouvrier et singulièrement la social-démocratie se caractérise historiquement par une volonté marquée de théorisation de sa stratégie d'accession aux fonctions de gouvernement ; une théorisation qui s'effectua longtemps dans les instances internationales du mouvement et, lorsqu'elle ne l'était pas, elle fut copiée par les différents partis nationaux. Elle confère une grande cohérence au jeu des alliances conclues. Une caractéristique qui représente du pain bénit tant pour les politistes que pour les historiens car elle leur permet de dégager un espace politique européen. On peut ainsi distinguer trois temps forts dans l'évolution du système des coalitions gouvernementales à participation sociale-démocrate : l'union sacrée et les coalitions opportunistes du premier après-guerre d'abord, le *New Deal* européen ensuite, la Reconstruction enfin.

Relevons tout d'abord que la première vague de participation gouvernementale des sociaux-démocrates accompagne la première et très lourde défaite du mouvement ouvrier international : la Première guerre mondiale que l'Internationale ouvrière n'avait pu ni empêcher, ni davantage transformer en révolution socialiste. Pire, une révolution survient : conduite par les *Bolcheviks* dans un pays précapitaliste, autoritaire, agraire et arriéré du point de vue de l'industrialisation. Cette révolution accidentelle, contraire au modèle marxiste, sans doute intéressante pour les nations qu'on qualifiera, plus tard, de « sous-développées » sera néanmoins érigée en modèle tous azimuts consommant ainsi une division du mouvement ouvrier qui subsistera durant un demi-siècle. L'entrée des social-démocraties dans des gouvernements dits « d'Union sacrée » ne contribua pas peu à la naissance des partis communistes qui mettront leur espérance dans le succès de l'URSS. Elle eut également pour incidence de conférer un surcroît de légitimité et de « respectabilité bourgeoise » aux

formations réformistes qui se trouvèrent de la sorte incorporées au jeu des coalitions gouvernementales.

Le problème qui se posait à la social-démocratie du début du xx<sup>e</sup> siècle reste, sans conteste, le fait que son arrivée au pouvoir s'effectuait de façon imprévue, non conforme à toutes les stratégies longuement élaborées, en quelque sorte à son corps défendant. Le moindre des paradoxes n'est certes pas que les sociaux-démocrates se retrouvent ainsi partie prenante à la rationalisation du capitalisme, au processus de *Recasting Bourgeois Europe*, décrit par Charly Maier <sup>8</sup>. En réalité, cette participation au sauvetage du « désordre établi » ne fut pas ressentie par les acteurs ou les organisations – sauf les futurs communistes – comme une rupture mais comme une confirmation de la stratégie de l'Internationale qui consistait à favoriser l'avènement de la Révolution bourgeoise et de la démocratie libérale, indispensables prérequis à toute transformation socio-économique dans un sens socialiste. Il importe de souligner qu'à l'exception de la France et de la Suisse puis de l'Italie (cette dernière en avait voté le principe), aucun pays européen ne connaissait la démocratie représentative fondée sur le suffrage universel, d'ailleurs masculin <sup>9</sup>. La plupart des nations du vieux continent étaient régies par une oligarchie censitaire conforme au *Westminster model*, tandis que les Empires centraux, rejoints en 1909 par la Suède, pratiquaient le suffrage universel sans démocratie, le gouvernement demeurant tributaire du bon vouloir du monarque. Dès lors le *one man, one vote* et l'avènement du gouvernement représentatif constitua, de plus en plus, l'objectif majeur du mouvement ouvrier.

Semblable perspective ne périssait pas, loin s'en fallait, l'impératif stratégique prescrit par le *Manifeste* : le soutien et l'alliance avec les démocrates bourgeois dont le concours fut recherché. Cependant, que pouvait recouvrir, dans les trois premières décennies du vingtième siècle, un concept forgé en 1848 et, au feu de l'action, par Marx et Engels ? Concrètement cela se traduisit par le soutien à des gouvernements libéraux comme en Suède, la constitution de cartels électoraux comme en Belgique avant 1914 ou des gouvernements de coalition comme celui de Ramsay Mac Donald en Grande-Bretagne (1929-1931). Cependant, et nous avons, à maintes reprises, souligné la polysémie qui affecte le terme « libéral », l'identification concrète du libéral-démocrate ou du démocrate bourgeois ne relevait pas de l'évidence : nombre de libéraux avaient inlassablement combattu le principe même du suffrage universel alors que les cléricaux de la démocratie chrétienne le préconisaient <sup>10</sup>. Par surcroît, les mêmes démocrates chrétiens militaient en faveur des intérêts matériels et moraux de la classe ouvrière là où tant de libéraux voyaient une menace pour la libre entreprise. Une fois instaurée la démocratie représentative, ces contradictions, entre la théorie d'une part et la réalité sociale de l'autre, éclatèrent au grand jour. Souvent, comme ce fut le cas en Belgique, les partenaires potentiels n'acceptèrent l'alliance avec les socialistes que dans le cadre tripartite de l'union nationale (libéraux, catholiques et parti ouvrier belge). Certains partis refusèrent toute participation à un gouvernement « bourgeois » : la SFIO ne s'aventura point au-delà du simple soutien sans participation mais assorti d'accords électoraux comme ce fut le cas pour le « Cartel des gauches », le gouvernement Herriot qui se brisa contre le « mur de l'argent ». A la même époque, un gouvernement belge – Pouillet-Vandervelde – connut exactement le même sort mais sa composition rompait avec le classicisme ambiant car il reposait

sur l'alliance – soutenue par les deux syndicats, socialistes (CGTB) et chrétiens (CSC) – entre les sociaux-démocrates et l'aile gauche de la démocratie chrétienne. Il est vrai que le SPD, parti-phare de l'Internationale socialiste, montrait la voie en interprétant le concept de « démocrates bourgeois » de manière fort élastique. Il participa à des coalitions gouvernementales qui résultaient du compromis entre le parti et l'autre grande force d'opposition sous l'Empire : le Zentrum, le Centre catholique, très clérical. Cette « coalition de Weimar » comprenait également le DVP (parti populaire allemand) qui constituait naguère, en tant que traduction du national-libéralisme, l'un des soutiens des gouvernements impériaux. En fait de libéraux-démocrates, on ne retrouve que le DDP (parti démocrate), un partenaire mineur de la coalition. Cependant cette dernière vouée à défendre la République et à consolider la démocratie devait compter sur le concours réticent de secteurs du Zentrum et du DVP demeurés principiellement attachés à la monarchie, et où sévissaient des responsables politiques qui, comme Von Papen, n'aimaient guère la démocratie.

La même ambiguïté obéra les débuts de la Première République autrichienne. En effet cette dernière débuta sous les auspices de la grande coalition avec le parti chrétien social de M<sup>sr</sup> Ignaz Seipel, nostalgique des Habsbourg et plus social que réellement démocrate. Ce gouvernement dirigé par un intellectuel social-démocrate éminent, Karl Renner, réprima durement les tentatives révolutionnaires des communistes. Ainsi se créa et s'alourdit le contentieux entre les deux branches, sociales-démocrates et communistes, du mouvement ouvrier : à Berlin aussi le *spartakisme* fut écrasé avec la bénédiction d'un gouvernement à direction sociale-démocrate tandis que dans une Finlande déchirée par la guerre civile entre « blancs » et « rouges », les réformistes se rangeaient, en définitive, dans le camp des premiers. Dès lors, sans vouloir se prononcer sur les raisons des uns et des autres ou sur les stratégies adoptées par le *Komintern* à l'encontre des sociaux-démocrates, là où le parti communiste disposera d'une représentation parlementaire, ces derniers durent se passer de son concours, même électoral, d'ailleurs rarement sollicité. Les marges de manœuvre des sociaux-démocrates s'en trouvant réduites, parfois de manière drastique, comme en Autriche après 1918 où le choix possible l'était entre le Charybde clérical autoritaire et le Scylla pangermaniste protototalitaire... Un *double bind* politique que récusait le SPÖ enfermé *de facto* dans une logique de guerre civile, d'ailleurs perdue et qui consumma la perte du pays en 1938.

Membre de « l'Internationale deux et demie », la social-démocratie autrichienne, à l'instar de la SFIO de Léon Blum, adopta comme elle une position double : rejet du communisme d'un côté, refus de la participation à des gouvernements bourgeois une fois révolue la période de « l'Union sacrée ». A l'instar des partis français et autrichien, leurs homologues néerlandais et suisse demeurèrent à l'écart des pratiques gouvernementales. Dans la Confédération helvétique qui ne ressortit pas au modèle parlementariste et où les principaux partis se retrouvent traditionnellement au pouvoir, les « bourgeois » s'entendirent longtemps afin d'exclure toute représentation socialiste dans l'exécutif fédéral. Aux Pays-Bas, restés neutres en 1914-1918, les sociaux-démocrates – SDAP – furent partie prenante à la *grote pacificatie*, le compromis consociatif qui instaura le suffrage universel ainsi que l'égalité entre l'école publique et les réseaux d'enseignement

confessionnel. Cependant des propos maladroits – car non suivis d'effets réels – de P.J. Troelstra, chef du SDAP qui déclara, à la fin de l'année 1918, que la révolution, qui venait d'éclater en Allemagne, ne « s'arrêterait pas à la frontière des Pays-Bas », souleva une vague d'émotion populaire et de soutien à la reine Wilhelmine ainsi que des doutes dans les rangs des divers partis centristes. Ajoutons, pour être complet et pour l'anecdote, que les travaillistes norvégiens – très à gauche comme leurs camarades autrichiens et français – acceptèrent, après être arrivés en tête aux élections de 1927 et à la demande du roi, de former un gouvernement mais se présentèrent sur un programme intégralement socialiste préconisant la collectivisation des moyens de production ; le Cabinet n'obtint pas l'investiture du Parlement et le parti fut battu aux élections suivantes.

Ailleurs, en Europe de l'Ouest, c'est-à-dire en Suède dès 1917, en Allemagne, en Belgique, au Danemark en 1924, au Royaume-Uni, en Tchécoslovaquie, les sociaux-démocrates s'engagèrent dans le jeu politique participatif des majorités et oppositions ; ce, avec des fortunes diverses. Du point de vue de l'exercice du pouvoir dans la durée, seule l'expérience de la social-démocratie danoise qui, sous la conduite de Thorwald Stauning, accéda au gouvernement en 1924, s'avéra concluante, validant en l'espèce la thèse de l'alliance avec les « démocrates bourgeois ». En fait, la coalition unissait les sociaux-démocrates à la Radikale Venstre, – radicaux de gauche –, très hostiles aux conservateurs et d'orientation sociale libérale. Semblable situation ne se retrouvait ni en Suède où, une fois la démocratie politique installée en 1917, le gouvernement libéral-socialiste se vit condamné à l'immobilisme comme furent paralysés les deux gouvernements minoritaires présidés par le leader historique de la social-démocratie suédoise, Hjalmar Branting (1921-1923 et 1924-1926). Ni en Allemagne où le SPD joua un rôle majeur, ni davantage en Grande-Bretagne marquée par l'échec des deux coalitions *Lab-Lib* dirigées par Ramsay Mac Donald. En Belgique et en Tchécoslovaquie, les formations sociales-démocrates se trouvèrent associées à des processus consociatifs, gouvernements tripartites dans le premier cas ; dans le second, participation à la *Petka*, un accord complexe entre cinq partenaires – les socialistes nationaux (nationalistes anticléricaux de gauche d'Edvard Beneš), les démocrates chrétiens, les agrariens, la droite tchèque et la social-démocratie – qui porta à bout de bras un Etat menacé tant par ses minorités que par le pangermanisme.

Le bilan de ces participations gouvernementales intermittentes, marquées par la victoire du fascisme en Italie et des coups de force autoritaires en Europe centrale, puis par l'instabilité économique progressive ne fut pas mince. Il marie des avancées en matière de législation sociale – la journée de huit heures représentant la plus marquante – avec des politiques économiques et financières frappées au coin du libéralisme le plus orthodoxe. Celles-ci confineront dans des mesures de déflation dès que survint la crise de 1929. Là où le bât blesse, c'est parce que ces pratiques de gouvernement s'accompagnaient d'une orthodoxie doctrinale non pas libérale mais marxiste, le socialisme se trouvant relégué dans un futur aussi lointain que radieux. Le *distingo* célèbre de Léon Blum opposant l'exercice du pouvoir – dans le cadre du capitalisme et de la société bourgeoise – à la conquête du pouvoir, résume parfaitement la praxéologie du mouvement ouvrier social-démocrate entre 1918 et 1933-1935.

Sauf au Danemark où la social-démocratie s'installa, comme force politique dominante pour le reste du vingtième siècle, la politique d'alliance des partis ouvriers, conduite de 1917 à 1933, déboucha sur un échec : stagnation électorale dans le Benelux, en Tchécoslovaquie et en Suède, crise interne et défaite en Grande-Bretagne, victoire des forces antidémocratiques en Allemagne, en Autriche et en Italie. Souvent les partenaires se dérobaient ou imposèrent leurs conceptions d'équilibre budgétaire puis de déflation. La crise, mais surtout l'écrasement du SPD, le parti phare de la social-démocratie internationale, engendrant dès 1933 de lourdes menaces pour la survie du régime démocratique, provoquèrent un renouveau théorique au sein de cette dernière. Il convenait ainsi de réconcilier la pratique sociale-démocrate avec sa théorie, ce qui impliquait, entre autres, de reposer le problème des alliances de gouvernement et, partant, de rompre – en France et en Norvège – avec l'attentisme qui causa la perte du SPÖ et que le péril fasciste rendait obsolète.

Une seconde phase s'ouvrit donc, en 1933, dans le processus des alliances nouées par les sociaux-démocrates avec des partis qui ne ressortissent pas du mouvement ouvrier ; elle se caractérise par un changement global d'orientation sur deux points principaux. D'une part triomphe une nouvelle « théorie de la pratique », une praxéologie sociale-démocrate qui s'inscrivait résolument dans le traitement des données de la crise de 1929 et de la prise du pouvoir par Hitler. D'autre part et en corollaire, la question du « comment ? » se pose désormais à la suite de celle du « pourquoi ? ». Les alliances sont donc pensées en relation directe avec le programme et justifiées en fonction de sa réalisation concrète. Politiques publiques et coalitions nouvelles marquent une affirmation des partis sociaux-démocrates favorisés par une conjoncture politique où le libéralisme économique classique a perdu sa position hégémonique. L'optimisme qui caractérise les années folles – chez les vainqueurs de la « Grande guerre » du moins – et la mise au ban de l'URSS, s'effondrant pour céder la place à une science économique qui se prend à douter du bien-fondé des politiques de déflation, tandis que la scène politique se restructure dans l'axe d'une bipolarisation qui oppose les démocrates aux fascismes. Par ailleurs si socialistes et libéraux demeurent attachés, fût-ce de manière critique, à leur *credo* originel, la plupart des partis issus de l'un des trois autres clivages étrangers au conflit possédants/travailleurs, s'engagent dans une recherche de la « troisième voie » qui dura quelque vingt années. Comme la social-démocratie vit, dans le même temps, un processus de révisionnisme intense, des convergences insoupçonnables jusque-là, apparaissent avec les programmes de formations politiques que la *doxa* socialiste qualifiait jusqu'alors de réactionnaires parce que cléricales ou paysannes ; c'est-à-dire condamnées par l'implacable marche de l'Histoire.

Du point de vue des doctrines et de leur mise en œuvre sous la forme de politiques publiques, les années trente marquent cette rupture historique séculaire qu'analysa Karl Polanyi qui développa sa réflexion dans la longue durée : elles concrétisent cette *grande transformation* qui s'accomplira avec la Reconstruction de l'après-guerre pour fonder la prospérité de ces années dorées qu'on appelle désormais les Trente glorieuses <sup>11</sup>. Une époque où l'Occident capitaliste constitua véritablement une *affluent society* ! Dans les années trente, l'état d'esprit non conformiste qui gagne la social-démocratie se traduit par un système vigoureux de politiques publiques

qu'on peut, à la suite de Mario Telò, qualifier de *New Deal* européen<sup>12</sup>. Selon lui, face à la crise des années trente, entre le *New Deal* mené avec succès par Roosevelt et le redressement économique autoritaire et militaro-industriel réalisé par le nazisme, l'Europe occidentale connut également sa « nouvelle donne » spécifique. Un effort de redressement et de lutte contre le chômage auquel la social-démocratie prit une part prépondérante. Il se caractérisa par le retour massif de l'Etat sur la scène économique et financière, par l'initiative publique en matière d'équipements collectifs – les « grands travaux » – l'édification des bases d'un système de protection sociale, la mise en œuvre de politiques fiscales redistributives visant à augmenter la « propension à consommer » des masses populaires ; en bref, la mise en place des éléments de ce que Bergougnieux et Manin qualifieront de « compromis social-démocrate » : démocratie politique plus Etat providence plus keynésianisme plus néo-corporatisme<sup>13</sup>. Cette stratégie nouvelle, ce *New Deal* de la social-démocratie européenne se déclina selon deux occurrences : forte et basse qui entrecroiseront leurs effets lors de la reconstruction qui suivit la Libération.

L'option haute fut celle proposée par le socialisme planiste qui inventa la théorie qui devait inspirer les idées économiques de la Résistance, la planification démocratique, le Conseil économique et social français et, plus tard, le réformisme révolutionnaire de Bruno Trentin et de la CGIL. Il s'agit d'une réflexion qui s'amorça dans les cercles intellectuels du SPD au début des années trente et dont l'âme et le principal protagoniste fut Henri de Man, sociologue et économiste belge de formation allemande qui, après l'avènement du nazisme, s'en revint au pays pour connaître un destin météorique qui le mena à la tête du POB en quelques années et que brisa la guerre et l'occupation<sup>14</sup>. Combinant, avec un apport *sui generis*, Marx et Proudhon, inventeur d'un socialisme excluant tant l'étatisme que le social-libéralisme et d'une stratégie de transition fondée sur les *réformes de structure* et, partant, qui dépassa la confrontation stérile opposant réforme et révolution, de Man apparaît avec Gramsci comme le plus grand penseur socialiste du xx<sup>e</sup> siècle. Le planisme s'imposa rapidement dans les social-démocraties du Benelux – le socialisme belge le récusait vite pour retomber sous l'empire de ses vieux démons opportunistes –, anima la tendance *révolution constructive* à la CGT et exerça en France une influence différée mais durable où grâce à André Philip, il influença, la pensée économique de la Résistance d'abord, le mendésisme ensuite et le PSU enfin : tandis que, du fait de Stafford-Cripps, son influence s'étendit au Labour. Ainsi Clement Attlee, Premier ministre de l'après-guerre, comptait au nombre des planistes modérés<sup>15</sup>.

Incarnée dans le *Plan du travail*, adopté par le POB à la fin de l'année 1933, la stratégie proposée par Henri de Man repose sur la constitution d'un bloc antimonopoliste constitué du prolétariat et des classes moyennes (indépendants, artisans, paysans) menacées de prolétarianisation<sup>16</sup>. Cette « majorité économique » doit se traduire dans une majorité parlementaire qui la reflète et dont les composantes partisans varient en fonction des différents cas nationaux. Là où elle existe, la démocratie chrétienne représente le partenaire privilégié nécessaire à la mise en œuvre des réformes de structure ou, en tout cas, à l'instauration d'un rapport de force favorable dans la lutte contre les monopoles. Comme l'écrit Mario Telò, de Man « accepte par conséquent la politique de coalition gouvernementale et il encourage

une innovation au niveau des alliances sociales. Quand, vieux et battu, il analysera les expériences des coalitions gouvernementales présidées par le démocrate chrétien Van Zeeland, sa réflexion critique ne remettra pas en cause le choix politique de la collaboration avec les catholiques, ni la confiance exprimée dans la possibilité d'un engagement du mouvement et du parti catholique dans une politique contre les monopoles et pour la transformation sociale, au-delà de la lutte purement antifasciste qui, après l'affirmation du nazisme en Allemagne, était devenue le dénominateur commun des politiques unitaires »<sup>17</sup>. De fait la démocratie chrétienne, telle qu'elle existait dans les pays du Benelux et telle qu'elle existera, après la guerre, en Italie, convenait à merveille à la réalisation politique des desseins du socialisme planiste ; du moins là où les sociaux-démocrates n'atteignaient pas la majorité. En effet, elle leur permettait, par ses liens avec un syndicalisme chrétien fort, de joindre l'objectif d'unité des forces prolétariennes avec celui d'alliance avec les paysans qu'encadraient des organisations liées aux démocrates chrétiens.

C'est la social-démocratie néerlandaise – et non celle de Belgique, patrie d'Henri de Man – qui se retrouva la plus profondément transformée par le socialisme planiste. Dès 1935, le SDAP adopta un *Plan van de arbeid* (Plan du travail) qui donnera, en 1945, son nom au parti social-démocrate rénové : *Partij van de arbeid* (PvdA), dénomination qu'on peut traduire par, en référence à l'expérience britannique, celle de parti travailliste, mais aussi par celle de – hommage rendu à de Man – parti du travail. En Belgique, le parti reconstitué après la guerre rejeta les thèses planistes qui trouvèrent, en quelque sorte refuge, dans les rangs de la gauche démocrate chrétienne<sup>18</sup>. En France, le Front populaire répondit à une stratégie du parti communiste à laquelle se rallia la SFIO de Léon Blum : elle incarnait à ce titre un mouvement antifasciste de défense de la démocratie où, n'en déplaise à la propagande de la droite de l'époque, la gauche mettait beaucoup d'eau dans son vin. Si la SFIO demeurait fermée au planisme, certains éléments minoritaires du parti tels André Philip militaient pour un socialisme planiste mais surtout les « néo-socialistes » de l'Union socialiste républicaine s'en revendiquaient, particulièrement Paul Ramadier, et certains secteurs de la gauche du parti radical comme Pierre Cot y étaient sensibles<sup>19</sup>. Coincés entre le libéralisme économique cher à la majorité des radicaux et la modération imposée par les communistes soucieux de maintenir un front antifasciste le plus large possible, les socialistes se virent contraints de renoncer aux réformes de structure. Malgré la forte charge affective dont l'imaginaire du mouvement ouvrier l'a investie, l'expérience des Fronts populaires échoua et, en définitive, ce fut en France qu'elle laissa, à terme, l'impression la plus positive. Comme le déclara le chef du PCF, Maurice Thorez, « Tout n'est pas possible » et, inspirée par les recettes du *New Deal* de Roosevelt, la comparaison nous amène à ranger le gouvernement Blum dans la même catégorie que le gouvernement Müller qui dirigeait l'Allemagne en 1931 : un gouvernement de la gauche des années vingt, cassé par la crise économique mais qui aurait néanmoins « bricolé » quelques recettes – comme les grands travaux – empruntées à la nouvelle politique dirigiste.

En fait, l'option basse qu'on pourrait qualifier de redistributive fut réalisée avec succès par les sociaux-démocrates suédois. Tout en présentant certains aspects communs avec le planisme et, plus encore, avec les politiques menées en Belgique

par le premier gouvernement Van Zeeland, – politique anti-crise, relance par la consommation, volontarisme social, concertation et dialogue social, rupture avec le marxisme, etc. – « le modèle suédois » s'en distingue par le refus des réformes de structure. De manière plus précise, celles-ci sont renvoyées à une seconde phase qui devait être consacrée à la construction de la démocratie industrielle, la première consistant dans l'amélioration substantielle des conditions de travail dans l'entreprise et des salaires, gage d'une paix sociale durable, dans la mise en place du *Welfare State* au bénéfice de tous, l'ensemble se finançant par l'impôt qui acquiert ainsi une fonction redistributive<sup>20</sup>. Application des recettes keynésiennes – ou, si l'on suit l'opinion de Gunnar Myrdal, d'inspiration voisine de la théorie élaborée ensuite par J.M. Keynes –, Etat providence et néo-corporatisme forment ainsi le canevas d'une *success story* qui se déroula de manière continue entre 1932 et 1976.

Comme dans le cas du socialisme planiste, le compromis social-démocrate n'obéit en rien au hasard ou à l'improvisation pas plus qu'à l'opportunisme pratique qui affecta les premières expériences gouvernementales du mouvement ouvrier : cette pratique nouvelle constitue le reflet d'une théorie. Son contenu fut soigneusement pensé par Ernst Wigforss qui deviendra ministre des Finances en 1932 et par Gunnar Myrdal – prix Nobel d'économie en 1974 – conseiller économique du SAP, qui présidera le Comité du plan et dont l'épouse, Alva, occupera divers postes ministériels. Cependant ce contenu impliquait aussi une stratégie d'alliances sociales et politiques qui fut théorisée par Per Albin Hanson, le leader du parti et l'homme d'Etat qui s'affirma comme l'artisan et l'animateur du « modèle suédois ». Il fut Premier ministre de 1932 – sauf un intermède agrarien en 1936 – à sa mort en octobre 1946. La Scandinavie étant par sa culture religieuse et, dans les années trente, par sa structure de classes, différente de celle du Benelux, la stratégie d'alliances se démarqua fortement de celle que préconisait de Man. Capable de médiatiser la volonté politique du prolétariat, la social-démocratie pouvait appeler à la constitution d'un bloc de classes entre ouvriers et paysans, victimes de la crise et du libre-échange. Ceci d'autant plus que la Suède ne possédait pas de parti démocrate chrétien capable d'attirer à lui certains secteurs du prolétariat, mais un parti agrarien, la *Bondeförbundet*, interlocuteur politique privilégié des paysans et, à ce titre, parti de classes. En revanche, le SAP rompait avec le parti libéral avec lequel il avait conquis la démocratie représentative, tardivement acquise en Suède (1909-1917), mais dont tout – intérêts sociaux et politique économique – le séparait désormais.

Le choix du nouveau partenaire – le futur parti du centre – était non seulement fondé en théorie mais encore tactiquement habile. En effet, selon Mario Telò, le « parti centriste est disposé à abandonner la coalition de droite, à soutenir la politique du plein emploi et la direction sociale-démocrate au gouvernement à condition de sauvegarder les mesures de protection du marché agricole interne et d'accorder un soutien majeur aux paysans. La division du bloc conservateur, qui se réalise ainsi, constitue, surtout si on la compare à d'autres scénarios nationaux contemporains, un facteur puissant de stabilisation de la démocratie ; la substitution du parti qui représente les paysans au parti libéral, en tant que partenaire des gouvernements de la social-démocratie, suscite aussi par la suite l'abandon du libre échange, qui cède la place à des éléments typiques de « nationalisme économique » »<sup>21</sup>. Ainsi s'établit

en 1936 la « coalition rouge-verte » grâce à laquelle la Suède devint un modèle et où les agrariens servaient de force d'appoint parfois velléitaire – ils retournent dans l'opposition de 1945 à 1951 – jusqu'à ce qu'elle se rompît en 1957 sur la question des retraites. Les destins croisés de la social-démocratie et des agrariens vont désormais diverger, jusqu'à ce jour néanmoins.

La mise en place de coalitions rouge-verte sera aussi réalisée par les travaillistes norvégiens en 1935 qui vont s'aligner sur le SAP tandis que les sociaux-démocrates danois trouvèrent, dans les politiques inventées par leurs camarades suédois, le programme qui leur manquait, la planche de salut nécessaire à leur maintien à la tête du pays. Au Danemark, les agrariens étaient absents de la scène politique et le renfort nécessaire aux sociaux-démocrates leur fut apporté par les radicaux de gauche. Dans ces trois pays, la social-démocratie put atteindre à la vocation majoritaire en se révélant capable de mobiliser les votes du prolétariat. En revanche, en Finlande et en Islande, la division politique du mouvement ouvrier entre un parti communiste fort et les sociaux-démocrates empêchera ces derniers de s'affirmer comme force dominante. Ils devront composer avec les agrariens qui formeront le pivot des coalitions et, à l'occasion, en Islande, on verra la social-démocratie s'allier aux nationalistes. La question nationale assortie, en Finlande, du problème posé par le voisinage avec l'URSS et le fascisme créèrent des conditions particulières à ces deux pays.

En Finlande, les relations entre les sociaux-démocrates et un parti agrarien, axe de toutes les coalitions, évoquent celles qui s'établissent avec la démocratie chrétienne, dans les pays du Benelux. Quoi qu'il en fût, tant la coalition « rouge-verte » que la coalition « rouge-romaine » contraignirent les sociaux-démocrates à se poser le problème de la religion et, partant, à se recentrer sur les enjeux socio-économiques et les intérêts de classes ; c'est-à-dire sur leur raison d'être. En effet et presque partout en Europe, la paysannerie se caractérisa longtemps par un degré de religiosité plus élevé que celui rencontré en milieu urbain ; ce phénomène se traduit électoralement par un soutien marqué pour la démocratie chrétienne dans les pays catholiques tandis que dans l'Europe protestante, et là où ils existent, les partis agrariens manifestaient un attachement solide à l'Eglise et à ses valeurs voire une sensibilité réelle aux thèses revivalistes. Aux yeux de la masse des croyants, la social-démocratie faisait figure d'épouvantail, une image habilement exploitée par les formations de droite. L'opposition des sociaux-démocrates aux Eglises puisait à deux sources d'inspiration. Le marxisme, d'une part, qui réduisait le phénomène religieux à une superstructure, fruit de la souffrance et de l'aliénation du peuple pour lequel la foi en l'Au-delà constitue la seule consolation (« l'opium du peuple »). La politique de soutien de l'Eglise catholique ou, plus exactement, de son magistère, aux forces de la réaction monarchiste ou, en Angleterre et dans les pays de confession luthérienne, la profonde soumission de l'Eglise établie aux positions souvent antidémocratiques de la Couronne, comme en Prusse, au Danemark ou en Suède, d'autre part <sup>22</sup>. Il faut encore ajouter l'influence de l'irrégion militante des anarchistes sur les cadres moyens du mouvement ouvrier.

Dans les pays de culture protestante, hormis le Royaume-Uni où l'anticléricalisme demeura un courant marginal, et surtout si l'influence marxiste s'avéra prégnante, la lutte antireligieuse fut rapidement considérée par les grandes social-démocraties

comme néfaste à la croissance du mouvement ouvrier. A quoi bon susciter de vaines divisions dans ses rangs à propos de convictions théologiques inexorablement condamnées par le mouvement de l'Histoire ? La chute du capitalisme et l'édification du socialisme entraîneront, en corollaire, la disparition des religions. Ainsi Danois, Norvégiens, Suédois et Néerlandais adopteront une posture de neutralité indifférente devant les querelles sur le désétablissement de l'Eglise d'Etat ou refuseront, tel le SDAP aux Pays-Bas, de s'impliquer dans la question scolaire. Ce parti fut la première social-démocratie à accepter (1917) le financement public des écoles confessionnelles. Par ailleurs, dès le XIX<sup>e</sup> siècle, le monde des croyants n'était pas demeuré insensible à la misère du prolétariat ni resté sourd aux exigences politiques de la justice sociale ; pour les catholiques, soucieux de ne pas rompre avec l'Eglise, cela signifiait grossir les rangs de la démocratie chrétienne afin de défendre des conceptions crypto-socialistes ; pour les protestants, en revanche, libres de toute menace d'excommunication, l'option la plus fréquente fut d'adhérer au parti social-démocrate afin d'y soutenir les thèses du socialisme chrétien. Le mouvement se révéla particulièrement fort en Suède : durant les années vingt, une « communauté de travail des socialistes chrétiens » se constitua au sein du SAP et le mouvement s'étendit à toute la Scandinavie et aux Pays-Bas, avec des ramifications européennes. Dès lors qu'ils se résolurent d'aller « au-delà du marxisme », les dirigeants sociaux-démocrates n'avaient plus aucune raison doctrinale de combattre la religion et toutes les raisons pratiques de se concilier les Eglises ou, du moins, d'en attendre une certaine neutralité. Aux Pays-Bas, le leader du SDAP, J.W. Albarda, présenta, dans un mémorandum adressé en 1938 à la direction du parti, l'anticléricalisme comme « un préjugé libéral qui s'est paré d'habits marxistes ». Un mémorandum qui inscrit tactique et stratégie sociales-démocrates sur un terrain d'action où les forces religieuses restent dominantes. Pour Albarda, il s'agissait d'entrer au gouvernement en coalition avec les partis confessionnels : « un pont sera ainsi jeté entre les secteurs socialistes et religieux de la Nation », ouvrant la voie « à une nouvelle croissance de notre mouvement, une croissance difficile à arrêter. Le vote des masses religieuses, jusque-là imprenable, deviendra potentiellement gagnable »<sup>23</sup>.

Dans les pays de l'Europe latine et catholique, les partis socialistes ne purent, à l'époque, faire la part des choses entre les masses catholiques et la hiérarchie et, partant, développèrent un anticatholicisme virulent. Il est vrai que, tant au PSOE qu'à la SFIO, le marxisme n'avait guère produit d'éminents théoriciens et demeurait purement votif, une espèce de vernis apposé sur le républicanisme grand teint et que renforçait encore l'accord conclu avec les radicaux de Dalladier ou d'Azaña. Le problème religieux ne fut donc posé que par les communistes. Ainsi dans l'Espagne du *Frente popular*, seul le PC s'opposa, comme il le put, aux violences commises par les anarchistes à l'encontre des religieuses, des églises ou des couvents tandis que les socialistes laissaient faire et protestaient mollement. Lors des élections de 1936, ce fut le leader communiste, le « matérialiste » Maurice Thorez et non le « socialiste humaniste » Léon Blum qui déclara à la radio : « Nous te tendons la main, catholique, ouvrier, employé, artisan, paysan, nous qui sommes des laïques, parce que tu es notre frère »<sup>24</sup>. Au parti ouvrier belge dont la structure reflétait celle de la « social-démocratie classique » et dont le leader – de réputation internationale – Emile Vandervelde professait un marxisme

« orthodoxe » dans la lignée de Kautsky, l'éclatement de la seconde guerre mondiale ruina les efforts entrepris par Henri de Man qui avait fait accepter au parti le principe du tournant planiste et pluraliste. Le socialisme wallon prolongera ainsi jusqu'à la fin du vingtième siècle, l'idée et la représentation que la SFIO se faisait du concept de laïcité <sup>25</sup>.

En l'espèce la SFIO et le PSB – reconstitués par la direction du POB – constituent une exception dans le contexte de la Libération marquée par la reconstruction de l'économie sous l'égide du planisme de l'ouverture aux croyants et, partant, par le triomphe du *Welfare State* inventé, dix ans plus tôt, par le SAP suédois. Cette dernière phase, dite de la reconstruction, innove peu par rapport à « l'esprit des années trente » ; en fait celui-ci triomphe dans les politiques publiques, reflet de la position hégémonique acquise par la social-démocratie dont les programmes s'imposent même dans les pays où elle n'est pas dominante, comme en Autriche, en Belgique, en France ou aux Pays-Bas, et même là où ses divisions l'enferment dans un rôle subalterne. C'est que la bourgeoisie capitaliste, outre les stigmates de la crise de 1929, doit porter le poids de la collaboration au pire ou, au mieux, l'équivoque de ses relations avec les puissances de l'Axe. Ainsi le système économique reconstruit ne satisfait-il plus aux canons du capitalisme : Etat providence, planification et dirigisme économiques, nationalisations. Désormais s'impose le recours à d'autres concepts pour le désigner : néo-capitalisme ou, pour les communistes, capitalisme monopoliste d'Etat, CME, qui sera récupéré par les *Jusos* et la gauche du SPD sous le nom de *Stamokap* <sup>26</sup>.

En un temps où les infrastructures industrielles ont été blessées ou détruites par la guerre, seule l'économie dirigée et l'Etat protecteur paraissent crédibles et même les Tories se découvrent keynésiens : Macmillan, Butler et, surtout, Reginald Maudling. Tandis qu'on assiste à la consolidation du *modèle suédois* en Scandinavie, une seconde expérience sociale-démocrate, beaucoup plus étatiste car fondée sur la nationalisation de larges pans de l'économie tant dans la production – mines et sidérurgie – que dans les échanges – celle des chemins de fer qui devient la règle en Europe mais aussi du transport routier –, elle s'incarne dans le gouvernement Attlee, l'expérience du Labour britannique qui, paradoxalement, connut un écho particulier dans les pays catholiques. Un succès qui ne tenait pas à la *clause four* mais au fait que le parti travailliste avait échappé aux condamnations et anathèmes prononcés par les encycliques pontificales de *Rerum novarum* à *Quadragesimo anno*, offrant ainsi l'image d'un parti ouvrier respectueux de toutes les croyances et appartenances spirituelles, d'un parti où les catholiques trouvaient toute leur place. Déjà au sein du gouvernement britannique d'union nationale, les travaillistes avaient largement contribué à l'organisation économique de l'effort de guerre. Ainsi les gouvernements en exil des démocraties européennes, réfugiés à Londres comme nombre de responsables sociaux-démocrates, démocrates chrétiens et radicaux, eurent-ils le loisir de méditer sur les mérites d'un grand parti unifié et pluraliste de la gauche. Par ailleurs au sein de la résistance au nazisme, sociaux-démocrates, démocrates chrétiens et communistes coopèrent entre eux, partageant la même espérance d'une *Libération* qui ne se limite pas à la défaite de la *Wehrmacht* et au retour du *statu quo ante*.

Le problème des alliances se posait à la social-démocratie dans les termes d'une unité possible des secteurs non communistes des forces ouvrières ; c'est-à-dire, dans

les pays de culture catholique, l'union avec les démocrates chrétiens au sein d'un parti travailliste à vocation majoritaire, rendue nécessaire par la montée en puissance des partis communistes. L'opération était d'autant plus concevable que, envisagée sous l'angle doctrinal, il s'agissait de réunir deux courants – élargis, le cas échéant, aux radicaux de gauche – ralliés au keynésianisme, au dirigisme économique et au dialogue social institutionnalisé ; c'est-à-dire en quête d'une troisième voie entre le modèle américain, d'une part, et le soviétique, de l'autre. Sauf aux Pays-Bas où le SDAP, planiste dès les années trente, traduisit son discours en actes, l'initiative vint de la gauche démocrate chrétienne qu'épaulaient des laïcs indépendants, l'une et les autres issus des mouvements de résistance. A savoir, pour la France, les secteurs du MLN qui s'organiseront dans le MRP pour la première, de l'UDSR pour la seconde. En Grande-Bretagne, terre natale du travaillisme, et en Scandinavie où les partis sociaux-démocrates prétendaient à la vocation majoritaire, la question ne se posa point et la stratégie des alliances demeura en l'état.

En France, le refus du travaillisme se joua en deux actes. Dans un premier temps, la SFIO se reconstitua à l'identique rejetant l'idée d'un parti travailliste regroupant les forces de la résistance organisées dans le MLN (Mouvement de libération nationale). Dès lors les démocrates chrétiens constituèrent le MRP (novembre 1944). « Dès son congrès de novembre 1944, la SFIO a », écrit René Rémond, « soulevé la question de la laïcité : les instituteurs (...) y sont très nombreux »<sup>27</sup>. Elle constitua la pierre d'achoppement, la seconde étant le lien avec le PCF, pivot du Front national, l'autre regroupement de résistants. La direction de la SFIO, issue de la clandestinité et singulièrement le secrétaire général Daniel Mayer, Vincent Auriol et le leader historique du parti, Léon Blum souhaitaient une ouverture aux chrétiens de gauche ainsi qu'à d'autres éléments progressistes de la résistance, sous la bannière du socialisme humaniste. Coup de théâtre au second acte : le rapport moral de Daniel Mayer est rejeté par le congrès d'août 1946 et la direction remplacée par une autre sous la houlette de Guy Mollet et au nom de la laïcité, de l'unité ouvrière et de l'attachement à une vision peu innovante du marxisme. Pourtant Léon Blum, qui présida le gouvernement du Front populaire et que nimbait l'aura du procès de Riom et de la captivité, avait mis tout son poids dans la balance. En Belgique, Paul-Henri Spaak, rallié à de Man avant guerre et au travaillisme durant l'exil à Londres, ne fit pas montre de la même détermination et capitula sans combattre. Les socialistes, tétanisés par l'attitude affichée par de Man pendant la guerre, solidement arrimés au pilier laïc, ne souhaitaient pas en sortir et, partant, pratiquèrent une modernisation *a minima*. La gauche démocrate chrétienne, limitée à son aile wallonne, ne put compter que sur le maigre concours de radicaux issus, comme elle, des mouvements de Résistance et connu, avec l'Union démocratique belge, une véritable déroute aux élections de 1946<sup>28</sup>.

Cependant la hiérarchie de l'Eglise catholique ne souhaitait guère plus que les hiérarques socialistes, la disparition ou l'affaiblissement du parti confessionnel. Aux Pays-Bas, l'initiative travailliste provenait du SDAP qui fusionna avec les radicaux de gauche et un petit parti démocrate chrétien pour créer l'actuel parti du travail (PvdA). Toutefois, le parti catholique se reconstitua sur des bases nouvelles et doté, à l'instar du MRP, d'un programme beaucoup plus à gauche ou socialisant que celui de son prédécesseur. En Italie, le pape Pie XII, naguère encore favorable à la droite, souhaitait

la présence d'un parti d'inspiration chrétienne capable d'assurer l'unité politique des catholiques et de faire rempart au communisme. En Autriche, la résistance au nazisme et l'occupation soviétique d'une grande partie du pays rapprochèrent les anciens adversaires de la guerre civile; ils entamèrent une collaboration qui dura jusqu'en 1966.

Les partis communistes ne contribuèrent pas peu à compliquer la vie des sociaux-démocrates face à la question des alliances et coalitions. En effet, ils offraient à leurs partenaires « réformistes » la perspective de l'unité ouvrière et condamnaient tout accord de ces derniers avec les démocrates chrétiens. Ne pas rompre avec le PC constituait l'ambition de la gauche socialiste et le prétexte des tenants de l'immobilisme – les Guy Mollet ou, en Belgique, les Max Buset – pour ne rien changer, car leur dogmatisme dissimulait un anti-communisme résolu. D'autre part, les PC souhaitaient, dans le même temps, maintenir les fronts « patriotiques » ou « nationaux » qui englobaient l'ensemble des formations antifascistes, y compris les radicaux ou des nationalistes, encourageant ainsi le sursaut identitaire au sein des partis alliés.

En définitive, les coalitions qui régirent les années de la Libération et les débuts de la reconstruction furent tripartites : communistes, socialistes et démocrates chrétiens, auxquels il convient d'ajouter des petits partis constitués par des résistants comme l'UDSR en France – dont François Mitterrand – ou le Partito d'azione en Italie. En Belgique, le vieux parti laïc, le parti libéral, fut également convié. Seule l'Allemagne vaincue présente une configuration différente. Là où existent des partis démocrates chrétiens, s'instaurent une collaboration et des coalitions entre ces derniers et le SPD, au niveau des zones d'occupation militaire et des *Länder* reconstitués. Cependant la décennie de totalitarisme nazi n'avait point modifié les positions doctrinales et stratégiques du parti qui persistait à marier le dogmatisme marxiste à l'anticommuniste sous la houlette de Kurt Schumacher, rescapé des camps de concentration. Le parti se retrouva donc exclu du processus de reconstruction opéré, tambour battant, sous les auspices de la *Sozialmarkwirtschaft* par Konrad Adenauer et la CDU-CSU. Une CDU-CSU qui amorça, dans le même temps, un virage à 180° qui la fit passer du *Christlich Sozialismus* au conservatisme libéral, réalisant ainsi le regroupement en un seul parti des conservatismes catholiques et protestants. Un changement de cap qui libéra un espace politique au centre-gauche que la social-démocratie pouvait occuper, ce qui fut fait avec le changement introduit par le congrès de Bad Godesberg en 1959.

Sauf ses qualités de forme et de synthèse, le programme de Bad Godesberg ne constitue pas, du point de vue doctrinal, la « révolution copernicienne » de la social-démocratie européenne : il sonne le ralliement du SPD aux thèses du *New Deal* européen, telles que le SAP suédois les énonça dès les années trente et ce, un an après le SPÖ autrichien. Son intérêt réside dans le fait qu'il concerne le parti social-démocrate le plus emblématique historiquement qui, entre autres, s'ouvre aux croyants. Ce qui permet à Helmut Schmidt, luthérien engagé, d'accéder à la Chancellerie et au catholique Hans Jochen Vogel, d'y être le candidat du SPD. La social-démocratie allemande atteint ainsi à la vocation majoritaire. Du point de vue des alliances, la configuration nouvelle du système de partis de la RFA ne laissait guère de choix au SPD. Après une brève expérience de « grande coalition » avec les conservateurs, il se tourna

vers les libéraux, plus centristes ; mais nous sommes désormais à la fin des années soixante, la reconstruction est achevée depuis longtemps et il s'agit de partager les fruits de la croissance accumulés durant les Trente glorieuses qui s'achèvent. Autres libérations différées : la révolution des œillets de 1974 au Portugal et la transition démocratique espagnole. Dans l'un et l'autre cas, les socialistes s'avèrent capables, dans ces pays où la tradition catholique était profonde, de surmonter les barrières religieuses qui séparaient jadis les salariés et, en prévenant ainsi l'émergence d'une démocratie chrétienne à « l'italienne », d'atteindre à la vocation majoritaire, comme le PS qui put y prétendre dès 1980 <sup>29</sup>.

Ainsi le modèle de l'Etat providence, de la reconstruction à la crise entraînée par les « chocs pétroliers », fut l'œuvre tantôt des sociaux-démocrates – en Grande-Bretagne et en Scandinavie –, tantôt d'une coalition les alliant à la démocratie chrétienne, cette alliance bénéficiant d'un second souffle durant les *golden sixties* : elle se révéla donc plus durable – et plus fréquente – que les gouvernements rassemblant la social-démocratie et les agrariens, sauf en Finlande. Mais elle ne disposa point d'une position dominante ; au contraire, la longévité gouvernementale des démocrates chrétiens les mit en mesure de contrôler les coalitions dont ils furent l'axe. Dès lors, leur empreinte sur la reconstruction et le *Welfare State* s'avère aussi profonde que celle des sociaux-démocrates. L'expulsion des communistes des gouvernements occidentaux imposée par les Etats-Unis à leurs alliés à la suite du *coup de Prague*, renforça encore le poids démocrate chrétien et, en Italie, c'est la DC qui réalisa le *miracolo*, avec, entre autres, le concours du PSDI de Giuseppe Saragat, dissidence atlantiste d'un PSI demeuré l'allié du parti communiste. L'intérêt est que la relance réformiste qui caractérise les années soixante et qui se traduit par des coalitions de centre-gauche – gouvernement Lefébvre-Spaak en Belgique, Moro en Italie, Cals aux Pays-Bas – émanait d'initiatives de la gauche démocrate chrétienne. En Italie, l'*apertura a sinistra* permit à la DC de remplacer les libéraux par les socialistes « nenniens » qui rompirent ainsi avec le PCI. Le bilan gouvernemental du *centro-sinistro* fut important et si le « compromis historique » avec les communistes avorta, la responsabilité en incombait aux alliés de l'OTAN et singulièrement aux Américains. Jusqu'à la Suisse – non parlementaire – de voir les démocrates chrétiens, imposer à leurs partenaires bourgeois, l'incorporation des socialistes (1959) au sein de l'exécutif pluripartite afin d'en déplacer le centre de gravité un peu plus à gauche. Derniers feux du couchant dirigiste, l'instauration tardive de la planification en Belgique au début des années soixante-dix par le gouvernement Eyskens-Cools comprenant socialistes et démocrates chrétiens.

Les modèles qui s'imposent à la suite de la reconstruction correspondent à ceux qui se manifestèrent dès les années trente. L'un des dirigismes, d'essence planiste, s'impose en France et en Autriche, dans une large mesure en Italie, il se traduit par la présence d'un important secteur public dans l'économie. L'autre, inspiré par l'expérience suédoise, respecte les équilibres capitalistes en termes de propriété des moyens de production, il concerne la RFA et la Belgique ; les Pays-Bas, qui vécurent une expérience de planification mais sans connaître les nationalisations comme celles effectuées en France et en Autriche, occupent une position médiane. Les deux modèles ne dépendent pas de l'influence du partenaire démocrate chrétien dont l'empreinte

spécifique affecta les politiques scolaires et familiales qui distinguent les pays où il fut présent de ceux de la Scandinavie luthérienne.

### **B. Perspectives**

Dès le tournant des années trente, l'Europe occidentale connut, suite à la crise de 1929, la grande transformation, provoquée par les réponses de gouvernements volontaristes; c'est le *New Deal* européen dont la social-démocratie constitue le principal artisan. Le second après-guerre confirma et accentua, dans un sens plus dirigiste encore, les tendances qui s'affirmaient avant 1939. Les changements se réalisèrent d'autant plus aisément que les rapports de classes favorisaient le prolétariat et que la gauche bénéficiait d'une position hégémonique au sens de Gramsci : l'avantage politique était dans le camp social-démocrate. Ainsi ni Joseph Laniel, ni même Antoine Pinay ne remirent en cause l'existence d'un large secteur nationalisé et si les Tories privatisèrent, ce fut de façon très modérée en préservant l'Etat providence comme d'ailleurs celui des politiques keynésiennes. Faut-il évoquer de Gaulle qui réaffirmait « l'ardente obligation du plan » ? En ce temps-là, le débat opposait des conservateurs qui acceptaient les acquis sociaux et souhaitaient ne pas aller au-delà, à une gauche qui se prenait à rêver de « rupture avec le capitalisme » et « d'autogestion ». En Suède, sous la direction d'Olof Palme, le SAP préparait les voies et moyens de la « seconde phase », celle de la réalisation de la démocratie industrielle. Jusqu'aux grands partis communistes qui se sentirent gagnés par l'hégémonie sociale-démocrate : condamnation de l'intervention soviétique en Tchécoslovaquie, affirmation des « voies nationales vers le socialisme » et de l'eurocommunisme, abandon du léninisme et de la « dictature du prolétariat »<sup>30</sup>.

Avec la nouvelle crise mondiale consécutive aux « chocs pétroliers » des années soixante-dix, l'Etat-providence entre également en crise tandis que les politiques keynésiennes se révèlent aussi inopérantes face à la *stagflation* et au chômage que les mesures de déflation l'avaient été dans les années trente. Du point de vue des politiques économiques, l'échec du keynésianisme ne se traduit nullement par un dépassement ou par l'affirmation d'un paradigme nouveau mais par un retour aux procédés des années vingt, voire à ceux du XIX<sup>e</sup> siècle. Ainsi des théoriciens comme Hayek ou Friedman que le gratin libéral considérait comme rétros se retrouvent portés au pinacle. Et l'on assiste, dès les années quatre-vingt, à un retour à l'hégémonie libérale orthodoxe sur la pensée économique et à l'échec successif des expériences sociales-démocrates, y compris celles qui bénéficiaient de la durée : retour périodique du SAP dans l'opposition, « gouvernements bourgeois » au Danemark, rupture de la « petite coalition » en Allemagne. En revanche, une droite ultra-libérale règle son compte aux modérés et accède au pouvoir, souvent à la faveur des désunions de la gauche : thatchérisme au Royaume-Uni, coalitions de centre-droite au Benelux, etc. Revenus aux affaires, les sociaux-démocrates semblent démunis, en panne d'idées et contraints d'appliquer, tout en les humanisant, les recettes de leurs adversaires. C'est le « tournant de la rigueur » imprimé par le gouvernement Mauroy tandis que, en 1982, les socialistes de Felipe Gonzalez adoptent d'emblée une politique « orthodoxe » conduite par Miguel Boyer puis Carlos Solchaga. En Suède, l'échec de la « coalition bourgeoise » de Thorbjörn Fälldin n'empêcha point la mise en place

de mesures libérales auxquelles les ministres des Finances successifs, Kjell Otto Feldt et Göran Persson, attachèrent leurs noms. En France, Jacques Delors et surtout Pierre Beregovoy illustrèrent les mêmes politiques ; témoignages de leurs succès qui leur valurent un *satisfecit* des milieux financiers, Beregovoy et Persson accédèrent aux fonctions de Premier ministre, le chancelier Vranitsky en Autriche incarnant les mêmes stratégies économiques <sup>31</sup>.

La « mort du communisme » qu'entraîna l'implosion de l'Empire soviétique, terme ultime du *court vingtième siècle*, survint donc dans un contexte de crise de l'emploi. La mondialisation de l'économie capitaliste, c'est-à-dire le triomphe du libre-échange, donna le coup de grâce à un compromis social-démocrate qui se négocia initialement dans le cadre d'un certain nationalisme économique qui n'est plus de saison depuis belle lurette car le protectionnisme est désormais synonyme de pauvreté. Par ailleurs, l'approfondissement du processus d'intégration européenne qui se traduit par l'Acte unique, le traité de Maastricht et surtout le « pacte de stabilité » s'effectua dans une conjoncture politique – sous le gouvernement Thatcher, le second gouvernement Chirac (1986-1988), le règne du chancelier Kohl – profondément affectée par des majorités pratiquant un libéralisme très orthodoxe voire carrément l'ultralibéralisme. Ainsi Jean Monnet ou Etienne Hirsch seraient-ils bien en peine de retrouver l'esprit du traité de Rome dans les politiques de dérégulation économique et de privatisation des services publics menées au nom de la libre circulation et de l'ouverture des marchés à la concurrence.

La situation de la social-démocratie européenne se révèle pour le moins paradoxale. Une série de prévisions annoncées par Marx se sont accomplies : la concentration et l'internationalisation du capital, la prolétarianisation des classes intermédiaires surtout. En effet, lorsque l'on consent à entendre le concept de classe sociale dans une acception précise, c'est-à-dire comme des catégories définies par la propriété des moyens de production et non quelque stratification par niveau de revenu – ou pire des entités culturelles –, il faut bien admettre que, dans les pays occidentaux, les salariés représentent la grande majorité de la population. Au sein de ce salariat, de ce prolétariat devenu gigantesque, sectorisé et multiforme, le nombre des travailleurs manuels décroît tandis que le tertiaire explose et se diversifie, augmentant les contradictions internes au monde du travail. Il se crée ainsi une « classe en soi » gigantesque, dotée d'une conscience asthénique. Grâce au marché mondial, les entreprises multinationales peuvent, par la voie des délocalisations, redonner au marché du travail la fluidité et la flexibilité qui le caractérisaient dans l'Angleterre des débuts du XIX<sup>e</sup> siècle, etc. Ces nombreux changements technologiques et économiques renversent le rapport de forces entre capital et travail au profit du premier. Or le vecteur essentiel qui permit l'établissement du « compromis social-démocrate » était, en 1935 comme en 1945, la puissance publique, en l'occurrence l'Etat. Dès lors, privées d'un Etat qui se dépouille de ses prérogatives au profit de l'UE ou qui ploie l'échine sous la tyrannie boursière des marchés financiers, les politiques ou les recettes de la social-démocratie s'avèrent inopérantes. Les marges de manœuvre en matière économique et financière dont dispose le gouvernement d'un Etat d'Europe sont étroites : le traitement social du chômage ou les *working poor*, source d'inégalités qui

offre l'avantage d'améliorer les statistiques de l'emploi ; en définitive, l'alternative oppose le libéralisme orthodoxe au social-libéralisme.

Si le vote reflétait la structure de classes, la social-démocratie devrait aujourd'hui disposer d'une position majoritaire. De fait, la comparaison historique montre que son assise électorale et gouvernementale s'est plutôt améliorée depuis l'avant-guerre ou les années de la reconstruction : élu à deux reprises, Tony Blair et le Labour font mieux que Harold Wilson dans les années soixante et aussi bien qu'Attlee en 1945 ; Schröder a rendu au SPD la vocation majoritaire que le parti avait conquise sous Willy Brandt ; les sociaux-démocrates conservent ce statut en Suède comme en Norvège tandis qu'ils l'acquièrent en Autriche avec Bruno Kreisky, en France avec François Mitterrand, en Espagne avec Felipe Gonzalez, au Portugal avec Soarès puis Guterres où le PS se crée *ex nihilo* après la révolution des œilletons. En Italie, l'ex-parti communiste est revenu au bercaïl de la social-démocratie historique et l'Europe centrale semble représenter un terrain favorable pour le développement d'une social-démocratie nouvelle.

Cependant si, mesurée à l'échelle du temps parcouru depuis l'instauration du suffrage universel masculin, la vocation majoritaire des partis sociaux-démocrates s'est améliorée, elle ne traduit pas, loin s'en faut, son potentiel sociologique. Dans bien des pays, ils doivent toujours négocier des alliances gouvernementales avec des partenaires compatibles. Or le principal allié historique des sociaux-démocrates, celui qui les épaula lors de la Libération, la démocratie chrétienne, connaît une crise plus grande encore : il s'effondre littéralement. Les coalitions « rouge-romaine » permettaient non seulement la collaboration du monde du travail en son entier en surmontant ses divisions religieuses mais encore de détacher de leur camp naturel une partie des forces « bourgeoises ». Un tel bloc majoritaire, politiquement et socialement, n'était concevable que grâce au renfort d'un parti démocrate chrétien *interclassiste*. La social-démocratie peut certes tirer profit de l'affaïssement de la démocratie chrétienne et l'Italie en donne l'exemple avec L'Uliva mais elle révèle que la droite peut tout autant en bénéficier, sinon plus. Quoi qu'il en soit, lorsqu'elle gouvernait l'Italie avec Prodi, d'Alema ou Amato, la gauche n'atteignit jamais le poids électoral qu'aurait représenté une coalition DC-PCI-PSI telle qu'Aldo Moro l'envisageait peu avant sa mort tragique. Il en allait de même pour les agrariens qui apportaient le vote paysan dans la corbeille des noces électorales.

Reste l'alliance « rouge-verte » *new look* car l'allié n'est plus le centriste agrarien, déclinant et arrimé au *bloc bourgeois*, mais le parti écologiste. Les verts offrent souvent le complément nécessaire – en Allemagne, en France, en Suède –, l'appoint électoral qui permet aux sociaux-démocrates de pouvoir constituer un gouvernement ou, le cas échéant, de conserver le pouvoir. Cependant cette coalition constitue en réalité un pis-aller sinon un cache-misère. En effet, l'électorat des verts regroupe très largement des individus qui votaient social-démocrate auparavant : Bartolini et Mair mirent en évidence l'importance des transferts électoraux entre ces deux groupes de partis qui constituent, à leurs yeux, un seul bloc <sup>32</sup>.

Contrairement aux alliances conclues au temps du *New Deal* européen ou de la reconstruction, le rapprochement « rose-vert » ne s'inscrit pas dans une théorisation analogue à celles conçues par Henri de Man ou Per Albin Hanson. Seules quelques réflexions empruntant à la théorie post-matérialiste eurent cours au sein du SPD des

années quatre-vingt-dix mais on ne peut les comparer ni à la production d'avant-guerre ni même au programme de Bad-Godesberg. Pire encore, et là on assiste à un véritable effondrement théorique : les gouvernements « arc-en-ciel » unissant droite, gauche et verts en Finlande ou en Belgique et la *paars koalitie* aux Pays-Bas qui ne comprenait pas ces derniers <sup>33</sup>. Pour comprendre la logique qui préside à semblables formules gouvernementales, le recours à des considérations tactiques s'impose. Du point de vue sociologique, le phénomène révèle que les différences entre les partis s'estompent et que les clivages mêmes s'évaporent tandis qu'on assiste à la *cartellisation* des partis <sup>34</sup>. C'est-à-dire que les principaux systèmes de partis d'Europe occidentale connaissent aujourd'hui le consensus apparent qui caractérisait celui des Etats-Unis, il y a quelque vingt ans.

Dans les marges étroites que l'ordre économique mondial définit et impose aux gouvernements nationaux, les équipes sociales-démocrates, lorsqu'elles sont aux affaires, tentent de gérer au mieux les intérêts du monde du travail. Cependant les recettes de ces dernières se révèlent historiquement tributaires de l'instrument étatique, comme l'est également la construction démocratique. Durant plusieurs siècles, l'édification de l'Etat et celle de l'économie de marché naviguèrent de conserve, se renforçant mutuellement <sup>35</sup>. Les Trente glorieuses scellèrent également le dépassement de l'Etat nation au profit de l'Europe devenue ainsi le niveau optimal de l'action publique en matière économique et on peut se demander aujourd'hui si la mondialisation des marchés ne tendrait pas à la périmer à son tour. Or la loi des marchés qui contraint aujourd'hui les systèmes politiques nationaux s'avère profondément antidémocratique, l'Union européenne pâtit – selon la formule consacrée – d'un déficit démocratique qui semble dérisoire comparé au caractère pour le moins oligarchique qui caractérise les rares instances censées réguler l'ordre économique mondial. Toutes deux condamnent tant le planisme et l'initiative publique que les politiques redistributives, seules les mesures de dérégulation et de privatisation sont désormais de mise. Peu importent la volonté populaire et les choix exprimés par les électeurs.

Le régime représentatif ne correspondant plus à la taille des marchés, le seul niveau où peuvent encore se concevoir des politiques chères à la social-démocratie reste celui de l'Europe. Cependant, entre le « blairisme » et les choix qui furent ceux du gouvernement Jospin, les options adoptées par les partis nationaux varient et ne s'accordent guère. Par ailleurs, ils ne s'appuient pas sur une doctrine stratégique des alliances depuis que le partenaire démocrate chrétien s'est, pour diverses raisons, dérobé. Le partenaire vert dont l'apport électoral est plus modeste, pouvant tantôt apporter aux sociaux-démocrates le supplément de votes qui assure la victoire comme en Allemagne, tantôt semer la zizanie qui engendre l'échec comme en France ; deux événements survenus durant l'année 2002.

L'impossibilité de mener à bien les politiques traditionnelles de la social-démocratie et même l'incapacité à défendre l'Etat providence et le service public ont poussé nombre de gouvernements sociaux-démocrates à privilégier les « questions de société » peu coûteuses (qui, à la fois, plaisent aux verts et sont compatibles avec les exigences marchandes) et à se rallier au libéralisme culturel préconisé par les verts et par les libéraux de gauche. Or souvent – en France, aux Pays-Bas, en Scandinavie et,

dans une moindre mesure, en RFA – ils prirent le risque de s’aliéner le noyau dur de leur électorat, les ouvriers traditionnels. Ces derniers, moins éduqués, plus âgés – les retraités abondent dans leurs rangs – se révèlent indifférents à des questions comme le sexe des mots (en France) et réticents sinon hostiles au PACS, au mariage des homosexuels ou à la libéralisation des – ou de certaines – drogues <sup>36</sup>. Au rebours, ils s’avèrent très sensibles à la thématique de l’insécurité et des incivilités dont ils sont les premières victimes. Le libéralisme culturel éloigne les sociaux-démocrates de ce qui subsiste de la démocratie chrétienne, lui offrant *a contrario* une planche de salut comme aux Pays-Bas ; surtout il pousse de larges secteurs du monde du travail à voter pour l’extrême droite nationaliste.

En définitive, l’anarchisme qui existait dans la classe ouvrière du XIX<sup>e</sup> siècle se mua au long du XX<sup>e</sup>, et grâce à l’action des partis sociaux-démocrates, en attachement à l’Etat. En ce début de XXI<sup>e</sup> siècle, la figure de l’Etat protecteur combine à la fois l’image du *Welfare State* qu’incarne la sécurité sociale, celle des services publics – particulièrement dans le domaine des transports et de l’énergie – et celle, traditionnelle, de l’*Etat gendarme*. La droite ne peut jouer que sur le dernier de ces registres, la démocratie chrétienne, comme le montre le succès du CDA aux élections néerlandaises du printemps 2002, peut en mobiliser plusieurs. C’est dans ce répertoire d’actions que doit également puiser la social-démocratie et les choix du New Labour montrent qu’elle aussi peut attaquer les conservateurs sur le terrain de la « tolérance zéro » chère à l’ancien maire de New York, Rudolph Giuliani.

Quoi qu’il en soit, l’essentiel des objectifs spécifiques des sociaux-démocrates – défendre les intérêts du monde du travail contre l’empire absolu du capital quelles que puissent être par ailleurs les orientations doctrinales qui les encadrent – ne sont atteignables que dans une perspective européenne. Cette dernière implique, d’une part, un *New Deal* communautaire européen et, de l’autre, une coordination entre les stratégies nationales des partis. Or les partis sociaux-démocrates abordent la question de la réforme des institutions européennes en ordre dispersé. Quant à la définition d’objectifs communs, on peut difficilement affirmer que « l’Europe sociale » ait progressé du temps de « l’Europe rose »... L’établissement d’une véritable stratégie européenne de la social-démocratie impliquerait que le problème des alliances soit aussi posé à ce niveau, autrement qu’en termes circonstanciels et on reste loin du compte <sup>37</sup>... Or tout au long d’une histoire plus que séculaire, la social-démocratie, traduction politique et parlementaire du mouvement ouvrier, se posa toujours la question des alliances dans une perspective globale : celle d’une alliance entre forces sociales, elle-même mise au service d’une stratégie de réforme des rapports sociaux dans un sens favorable au monde du travail.

La panne théorique qui affecte la social-démocratie tient, entre autres nombreux facteurs, à la crise de l’Etat mais aussi au déclin rapide de ses partenaires habituels : les partis agrariens et démocrates chrétiens pour ne pas parler des radicaux qui n’existent plus que pour mémoire. Pire, loin de la servir, l’effondrement des formations communistes la prive d’un renfort précieux au profit des verts concurrents et alliés difficiles qui sont – pour reprendre l’expression de Philippe Corcuff – une social-démocratie libertaire. Le flambeau communiste a été repris par une nouvelle « extrême gauche », responsable lorsqu’elle résulte d’un ancien PC – comme en

Suède – ou qui semble animée du seul souci de faire trébucher la gauche réformiste comme en Italie ou en France. Les succès obtenus par les sociaux-démocrates en Suède et en Allemagne dissimulent mal des rapports de forces européens favorables à un libéralisme offensif.

Seule l'Europe peut encore, face à un capitalisme mondialisé, fournir une voie alternative qui soit favorable aux intérêts du monde du travail. Or la social-démocratie n'est pas, à elle seule, majoritaire au sein de l'UE et c'est à ce niveau que le problème des alliances se pose avec une acuité nouvelle. Comme l'écrivent avec lucidité deux anciens chefs du gouvernement italien, il s'agit de réunir durablement « tous les réformistes européens » dans « un lieu de rencontre » afin d'établir un programme. « Un endroit où les socialistes se retrouveraient avec les chrétiens démocrates dont le séjour au PPE est de plus en plus difficile, avec les courants les plus avisés du libéralisme européen et avec la culture des défenseurs de l'environnement »<sup>38</sup>.

## Notes

<sup>1</sup> Le CDS portugais – Centro democratico e social – rassemblait, sous la houlette de Diogo Freitas do Amaral, des rescapés du salazarisme – dans sa version « caétaniste » – soucieux de reconversion et d'intégration dans le jeu politique démocratique. Ils avaient été dûment adoubés par les instances de la démocratie chrétienne dans les années soixante-dix. Ce parti s'intitule aujourd'hui Partido Popular et se situe plus à droite que son homologue espagnol. Il est connu, à l'étranger, pour ses positions eurosceptiques et volontiers xénophobes.

<sup>2</sup> M. ROCARD, in « Faire », *Qu'est-ce que la social-démocratie ?*, Paris, Seuil, 1979. Du point de vue « politologique », les affinités électives profondes unissant le communisme à la social-démocratie furent établies par Georges Goriely. Voir G. GORIELY, « Un paradoxe historique : la social-démocratie allemande inspiratrice du bolchévisme », *Res Publica*, 1979, XXI/4, p. 607-622.

<sup>3</sup> Voir D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Europe*, Paris, PUF, 1996.

<sup>4</sup> L'accord entre le SPD et le Zentrum catholique constituait la base de la « coalition de Weimar » qui porta, à bout de bras, la République du même nom. Voir l'ouvrage précurseur de l'un des pères fondateurs de la science politique appliquée aux partis : S. NEUMANN, *Die Parteien der Weimarer Republik*, Stuttgart, Verlag W. Kohlhammer, 1973, 3<sup>e</sup> édition (1<sup>re</sup> édition 1932 !), p. 20-59.

<sup>5</sup> Seul le Danemark connut une féodalité de même nature que celle qui régna dans le Saint-Empire et en France.

<sup>6</sup> Nous éprouvions, à l'époque, de fortes réticences à l'idée de sauter le pas pour conclure que l'Europe risquait de suivre la même trajectoire que les Etats-Unis, ce qui s'est déjà produit... D.-L. SEILER, *Partis et familles politiques*, Paris, PUF, 1980. On trouve une ébauche du modèle dans « Clivages, régions et science politique : application d'un schéma d'analyse aux cas de la Belgique et de la Suisse », *Revue canadienne de science politique*, 1977, X/3, p. 447-472 et son développement dans « Sur la genèse des partis politiques en Europe : théorie et taxinomie », *Europa, Revue d'études interdisciplinaires*, 1978, 2/1, p. 83-102.

<sup>7</sup> Nous nous inscrivons totalement en faux contre la tendance à assimiler les démocrates américains à la social-démocratie. Cette assertion de plus en plus fréquente dans la presse depuis l'avènement du blairisme et de la *third way*, s'avère totalement infondée historiquement, sociologiquement et politiquement.

<sup>8</sup> Ch. S. MAIER, *Recasting Bourgeois Europe*, Princeton, Princeton University Press, 1975.

<sup>9</sup> L'Italie décide d'instaurer le suffrage universel en 1912 mais c'est en 1919 et, comme partout en Europe – sauf au Royaume-Uni –, avec le recours à la proportionnelle que naît le système de partis. Voir S. NOIRET, *La nascita del sistema dei partiti nell'Italia contemporanea*, Mandora, Piero Lacaita Editore, 1994.

<sup>10</sup> D.-L. SEILER, « Le paradoxe libéral : la faiblesse d'une force d'avenir », in P. DELWIT (éd.), *Libéralismes et partis libéraux en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 37-56. Voir aussi les contributions de Paul Magnette et de Nicolas Roussellier.

<sup>11</sup> K. POLANYI, *La grande transformation*, Paris, Gallimard, 1984, trad.

<sup>12</sup> M. TELÒ, *Le New Deal européen : la pensée et la politique sociales-démocrates face à la crise des années trente*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1988.

<sup>13</sup> A. BERGOUIGNOUX, B. MANIN, *La social-démocratie ou le compromis*, Paris, PUF, 1979.

<sup>14</sup> Henri de Man, après avoir dirigé les socialistes belges, adopta dans les premières années de l'occupation nazie, une attitude ambiguë en formant l'Union des travailleurs manuels et intellectuels (UTMI). Cependant, et contrairement à Marcel Déat, il ne sombra point dans la collaboration. Il mourut en Suisse où il s'était réfugié.

<sup>15</sup> Le plus éminent représentant du planisme en France fut sans conteste André Philip ; militant SFIO, ministre du général de Gaulle, il compta au nombre des fondateurs du PSU. Voir A. PHILIP, *Henri de Man et la crise doctrinale du socialisme*, Paris, Librairie universitaire J. Gamber, 1928.

<sup>16</sup> Voir H. DE MAN, *L'idée socialiste*, Paris, Grasset, 1935, ch. XVII, « La réalisation du socialisme ».

<sup>17</sup> M. TELÒ, *op. cit.*, p. 107, nos italiques.

<sup>18</sup> La Belgique, contrairement à la France et aux Pays-Bas, resta longtemps réfractaire à l'idée de planification qui fut introduite, sous l'euphémisme de « programmation économique », par Raymond Scheyven, ministre de l'Economie en 1958 et, par ailleurs, assez proche des milieux financiers mais intellectuellement lié à la revue *La Relève*.

<sup>19</sup> On a trop souvent réduit les « néos » à Marcel Déat, brillant jeune député SFIO, qui se convertit au fascisme ou à Adrien Marquet, député-maire de Bordeaux, notable et « collabo ». C'est oublier que l'USR participa au Front populaire : Maurice Violette fut vice-président du gouvernement Blum en 1936.

<sup>20</sup> Olof Palme tenta de traduire cette seconde phase dans les faits dans les années soixante-dix avec le plan Meidner.

<sup>21</sup> M. TELÒ, *op. cit.*, p. 167.

<sup>22</sup> « Nous déclarons (...) qu'on peut entrer dans nos organisations socialistes tout en étant catholique pratiquant. (...) En revanche, cette incompatibilité que nous nous refusons à admettre, c'est l'Eglise elle-même qui l'institue. La vérité, et sincèrement je le déplore, c'est que l'Eglise – pour son malheur et le nôtre – se fait l'auxiliaire et l'instrument des formes les plus iniques de l'oppression sociale, des formes les plus tyranniques de la réaction politique... Je pense que, dans leur conscience, beaucoup de catholiques le déplorent. En tout cas ce n'est pas nous qui faisons cette guerre ». L. BLUM, *discours à la Chambre des députés*, 3 février 1925.

<sup>23</sup> H. M. RUITENBEEK, *Het Onstaan van de Partij van de Arbeid*, Amsterdam, De Arbeiderspers, 1955, cité in H. DAALDER, « The Netherlands : Opposition in a Segmented Society », in R. A. DAHL (ed.), *Political Oppositions in Western Democracies*, New Haven, Yale University Press, 1965, p. 212.

<sup>24</sup> Discours électoral de Maurice Thorez à Radio Paris le 17 avril 1936.

<sup>25</sup> Il est difficile de dire comment Emile Vandervelde, décédé avant-guerre, aurait pu réagir face aux « projets travaillistes ». En matière de religion, il considérait qu'il s'agissait de « d'une affaire privée » et s'alignait volontiers en cela comme vis-à-vis du planisme sur les positions de Léon Blum et de la SFIO. Dès l'origine, son souci exprimé était de ne pas effaroucher les croyances religieuses ou philosophiques des croyants. Ainsi écrivait-il que « le POB et, d'une manière générale, l'Internationale ouvrière et socialiste se placent exclusivement sur le terrain politique, économique et social, et qu'en matière philosophique et religieuse ils laissent pleine et entière liberté à leurs adhérents ». E. VANDERVELDE, « Préface », in MARIE-FRANÇOIS, *Socialiste parce que Chrétien*, Bruxelles, L'Eglantine, 1933, p. 13. Son opposition au planisme rejoignait, dans les années trente, celle de Léon Blum qui rejetait tout révisionnisme. Rien ne dit que l'attitude de ce dernier ne l'aurait pas incliné vers le « travaillisme ». Quoi qu'il en soit, le vieux camarade de Vandervelde, Charles de Brouckère qui fut l'opiniâtre adversaire du planisme, et de Henri de Man en particulier, refusa le projet travailliste en 1945.

<sup>26</sup> Sous la houlette du futur chancelier Schröder...

<sup>27</sup> R. RÉMOND, *Histoire de France : le XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Fayard/Le Livre de Poche, 1996, p. 315.

<sup>28</sup> Voir W. BEERTEN, « L'Union démocratique belge, une expérience avortée », in M.-Th. COENEN, S. GOVAERT (éd.), *Le Rassemblement des progressistes (1944-1976)*, Bruxelles, De Boeck Université, 1999.

<sup>29</sup> Juan Linz avait effectué, en 1967, une simulation sur ce que pourrait être le Parlement d'une Espagne revenue à la démocratie. Les résultats obtenus donnaient une situation pareille à celle de l'Italie de l'immédiat après-guerre : une droite « musclée » et un PC fort, encadrant une puissante démocratie chrétienne, réduisant les socialistes à jouer les utilités. C'était à l'époque le seul pronostic raisonnable au vu de l'histoire et de l'état des forces au sein de la résistance antifranquiste. Les mutations sociétales opérées par l'ouverture « touristique » du pays et les

effets du concile Vatican II modifièrent la donne : le vieux PSOE fut, lors de son congrès de Suresne, repris en mains par des jeunes de l'intérieur et d'origine catholique comme Felipe Gonzalez.

<sup>30</sup> Pour un bilan des partis communistes européens à la fin du XX<sup>e</sup> siècle, voir J. GOTOVITCH, P. DELWIT, J.-M. DE WAELE, *L'Europe des communistes*, Bruxelles, Editions Complexe, 1992.

<sup>31</sup> Franz Vranitsky était, avant d'accéder à la chancellerie, le PDG d'une banque nationalisée. Quant à l'infortuné Pierre Bérégovoy, l'un des seuls dirigeants socialistes français d'origine ouvrière, il était très fier d'être considéré comme « un Pinay de gauche » et excipa – à la télévision – d'une lettre élogieuse émanant du patriarche de Saint-Chamond !

<sup>32</sup> S. BARTOLINI, P. MAIR, *Identity, Competition and Electoral Availability*, Cambridge, Cambridge University Press, 1990 ; voir aussi P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *Les partis verts en Europe*, Bruxelles, Editions Complexe, 1999.

<sup>33</sup> L'énoncé « arc-en-ciel » ne souffre d'aucune ambiguïté ; quant à *paars koalitie*, cela signifie « coalition violette », la couleur obtenue lorsqu'on mélange le « rouge » de la gauche avec le « bleu » de la droite. Dans l'un ou l'autre cas, il s'agit de mettre un terme à « la rente de situation » dont bénéficiait le centre (agrariens en Finlande, démocrates chrétiens en Belgique et aux Pays-Bas) du temps où les affrontements idéologiques faisaient de ce dernier l'axe de tous les gouvernements. Ces coalitions droite-gauche, élargies en Belgique et en Finlande aux verts, attestent de l'évaporation des clivages et du fait que nombre de pays européens ont vu leurs systèmes de partis s'aligner sur celui des Etats-Unis.

<sup>34</sup> Le concept de « parti-cartel » a été inventé par Peter Mair avec le concours de Richard Katz ; pour une synthèse, voir P. MAIR, *Party System Change*, Oxford, Clarendon Press, 1997.

<sup>35</sup> Ch. TILLY, *Contrainte et capital dans la formation de l'Europe*, Paris, Aubier, 1990.

<sup>36</sup> C'est un archaïsme que de considérer le libéralisme culturel qui procède de la pensée alternative comme étant inhérente ou spécifique à la « gauche ». Au Danemark, c'est un ministre de la Justice conservateur qui donna le feu vert à l'organisation d'une foire internationale de la pornographie à Copenhague en 1969. C'est également un ministre du parti conservateur qui fut le premier homme politique de renom à bénéficier de la loi norvégienne instituant le mariage des homosexuels. En Grande-Bretagne, ce fut Margaret Thatcher qui mit fin au sacro-saint *Sunday closed* qui biblisait la vie sociale du pays et on oublie trop vite qu'au XIX<sup>e</sup> siècle l'Europe chrétienne, qu'elle fût catholique ou protestante, limitait le repos dominical aux catégories fortunées.

<sup>37</sup> Voir l'ouvrage passionnant et érudit mais polémique d'Eric Dupin : E. DUPIN, *Sortir la gauche du coma*, Paris, Flammarion, 2002.

<sup>38</sup> M. D'ALEMA, G. AMATO, « Une nouvelle maison pour les réformistes », *Le Monde*, 3 octobre 2002.

# Alliances et alliés de la social-démocratie en Europe centrale et orientale

Petia GUEORGUEVA

Le thème des alliances et des alliés des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale n'est qu'une facette de la problématique des mutations des systèmes de partis post-communistes<sup>1</sup>, de l'évolution des clivages partisans qui les structurent, des mutations et de la consolidation des organisations partisans elles-mêmes. Il traite les partis sociaux-démocrates prioritairement en tant qu'acteurs agissant dans un milieu socio-politique modelé par les transformations profondes que subissent les sociétés post-communistes au cours de ces quinze dernières années, les aspects de construction organisationnelle et d'identité n'étant abordés que de façon secondaire.

Cette thématique embrasse un champ empirique très large qui dépasse le cadre d'un article. Aussi nous focaliserons-nous sur les alliances électorales et gouvernementales. Nous ne traiterons pas des alliances des partis sociaux-démocrates avec d'autres acteurs socio-politiques, comme les syndicats ou les organisations civiques. Notons-le cependant, les études classiques de la social-démocratie portent une attention spéciale à la problématique des alliances.

Notre analyse se base sur quelques questions essentielles : quelles alliances les partis de la famille socialiste bâtissent-ils dans les pays post-communistes ? Y a-t-il des spécificités propres au « post-communisme » dans la construction des alliances ? Quels sont les facteurs et les paramètres de la construction des alliances des partis sociaux-démocrates ?

Notre hypothèse principale est double : le facteur majeur de la formation des alliances des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale est, pensons-nous, lié aux clivages structurant les systèmes partisans ; le clivage principal oppose les forces politiques « anticommunistes » aux organisations « héritières » des partis communistes. Autre élément de poids : les alliances nouées par les partis sociaux-

démocrates dans les pays d'Europe centrale et orientale (PECO) se réalisent sur fond de transformations économiques et sociales de grande envergure, qui influencent les choix et les marges potentielles à trouver des partenaires.

Pour éviter toute ambiguïté terminologique, précisons que sous l'appellation « partis de type social-démocrate »<sup>2</sup>, nous désignons les partis politiques d'Europe centrale et orientale qui, indépendamment de leur dénomination (socialiste, social-démocrate, union de gauche démocratique, nouvelle gauche, etc.) et de leur origine (partis « héritiers » des anciens partis communistes ou partis « historiques »), acceptent et participent au cours de la période post-communiste :

- aux règles du jeu de la démocratie parlementaire (élections libres ; pluralisme politique ; respect de l'Etat de droit, etc.) ;
- aux conditions du passage de l'économie socialiste planifiée à l'économie de marché ;
- aux principes et aux valeurs de l'Internationale socialiste et du parti socialiste européen (en y étant associé).

Cette définition large des « partis sociaux-démocrates » reflète plus l'état actuel, quatorze ans après la chute du rideau de fer, des partis de cette famille politique (sans tenir compte de la chronologie et des différents processus de *social-démocratisation* des anciens partis communistes, par exemple) et, par conséquent, opte pour une conception la plus neutre possible du point de vue normatif et axiologique.

## 1. Quels repères théoriques ?

### A. *De l'applicabilité de la théorie des coalitions aux paysages partisans post-communistes ?*

La problématique des alliances et des alliés gouvernementaux et de coalition renvoie à la théorie des coalitions. V. Lemieux en donne une définition large : « Les coalitions sont (...) des alliances temporaires, qui sont concertées sinon négociées entre ceux qui y participent. Parmi les alliances il y a aussi les associations, qui sont concertées comme des coalitions mais plus durables qu'elles ; les tendances, qui sont non concertées et durables. Les coalitions sont susceptibles de se transformer en l'un ou l'autre des trois autres types d'alliances, ou encore de regrouper ou de traverser des alliances de ces autres types »<sup>3</sup>. Les bénéfices recherchés par les participants sont au cœur de la théorie des coalitions<sup>4</sup> : des acteurs cherchent à former une coalition victorieuse pour obtenir davantage de gains que s'ils agissaient seuls ou dans une autre coalition.

Les spécialistes des coalitions mettent en avant l'importance de différents paramètres dans leur construction. W. C. Müller et S. Kaare<sup>5</sup> en retiennent quatre : le caractère stratégique<sup>6</sup> ; le jeu entre les partis politiques ; le conditionnement institutionnel ; le fait que la politique de coalition soit gouvernée par anticipation. M. J. Laver et I. Budge se focalisent sur l'importance des programmes des partis politiques comme indicateurs des préférences politiques. Les programmes électoraux auraient un impact important sur la politique de coalition en Europe<sup>7</sup>. « *As often as not, a simple policy-space based on the left-right dimension is the best indicator, suggesting that policy has a relatively simple impact on coalition bargaining* »<sup>8</sup>.

Certains auteurs se concentrent sur la distribution du pouvoir à l'intérieur du parti et sur la centralisation ou la décentralisation qui en résultent pour définir la variable principale influençant la politique de coalition <sup>9</sup>. En généralisant, H. Back affirme que « *a number of coalition theories has been presented over the last fifty years, but so far we do not have a good understanding of which theories are superior and which explanatory variables are the most important to include in a coalition model that aims to explain and predict coalition outcomes* » <sup>10</sup>. Dans les conditions de la transition politique post-communiste caractérisée par des transformations multiples – économiques, sociales, et structurelles –, il nous semble difficile d'affirmer que les politiques à réaliser par les partis doivent être exclusivement subordonnées aux choix rationnels et stratégiques <sup>11</sup>. Dès lors, les différentes théories des coalitions sont de peu d'utilité, en l'état actuel, puisqu'elles ne reflètent pas ces particularités propres aux PECO. Les transformations économiques, la restructuration sociale, les oppositions d'origine socioculturelle, les politiques plus ou moins réussies des partis au gouvernement marquent la réalité des alliances et des coalitions en Europe centrale.

### **B. Facteurs spécifiques aux pays post-communistes**

Parmi les tendances socio-politiques majeures qui caractérisent les transformations post-communistes, nous mentionnerons l'instabilité des paysages partisans au cours de la première décennie de transition. Nombre de partis voient le jour pour rapidement disparaître. Ce phénomène est lié à la « qualité » des organisations partisans. Même si la tendance générale est à la stabilisation dans l'ensemble de la zone, la consolidation reste un processus inachevé et inégal d'un pays à l'autre. Notons-le, les partis sociaux-démocrates se distinguent comme les seuls partis consolidés et durablement organisés sur les scènes politiques (à l'exception du cas slovaque).

D'autres tendances marquantes sont le bouleversement de la structure sociale et la volatilité électorale qui s'en suit. Des groupes sociaux importants voient s'effondrer durablement leur niveau de vie, ce qui mène au rejet des partis politiques au pouvoir. Les sondages montrent régulièrement la chute du soutien aux partis gouvernementaux au fur et à mesure qu'avance la législature. A titre d'exemple, le gouvernement polonais actuel, majoritairement composé du parti de la gauche démocratique, atteint des sommets d'impopularité deux ans à peine après avoir remporté les élections en septembre 2001 <sup>12</sup>. L'agenda chargé par de multiples tâches difficiles pour les partis, agissant avec une marge de manœuvre étroite eu égard au poids de la contrainte externe (institutions financières internationales ; intégration européenne) érige presque en loi l'alternance systématique des partis politiques au gouvernement (le parti social-démocrate tchèque fait exception : il est resté au pouvoir après les élections de juin 2002) <sup>13</sup>.

Dans de telles conditions, même à supposer qu'un parti veuille agir dans une optique strictement rationnelle, il est souvent handicapé par l'instabilité électorale et « l'alternance » permanente des partis au gouvernement. Comme l'ont montré les partis de droite polonais ou roumains, certains partis n'arrivent plus, au lendemain d'une expérience gouvernementale, à franchir le seuil d'éligibilité au parlement. Certes, le cadre institutionnel – loi électorale, seuils établis pour la représentation parlementaire – est un paramètre de la formation des alliances électorales <sup>14</sup>. Mais

dans les PECO, il est plutôt conçu pour stabiliser des paysages partisans très fragmentés. Cependant, comme le souligne J.-M. De Waele, « la diminution ou la stabilisation du nombre des partis présents dans les enceintes parlementaires ne produit pas de paysages politiques consolidés et stabilisés ». K. Williams identifie le *leadership* effectif, la cohésion des partis au gouvernement ainsi que la polarisation qui réduit les combinaisons possibles de coopération entre les partis comme autant de facteurs liés à la stabilisation des organisations et de la compétition partisans<sup>15</sup>. L'opposition partisane la plus clairement tranchée depuis le début de la transition dans les PECO est le clivage opposant les forces politiques « anticommunistes » aux « héritiers des organisations communistes »<sup>16</sup>.

Ce clivage est le facteur majeur de la formation des alliances des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale. Les alliés ou les partenaires de coalition des sociaux-démocrates dans les PECO sont rarement les acteurs politiques les plus proches en termes de visions politiques ou idéologiques.

Rappelons à ce sujet l'analyse de A.M. Grzymala-Busse, qui constate un isolement parlementaire et une « acceptation parlementaire » (le niveau où un parti politique est capable d'établir une coopération avec d'autres partis et considéré comme un partenaire potentiel de gouvernement et de coalition) réduite pour les partis héritiers<sup>17</sup>. « La similarité ou la proximité idéologique ne parviennent pas à rendre les partis héritiers plus acceptés », même si beaucoup de ces partis ont des programmes, des soutiens et une image très proches de ceux des partis de centre et partisans des réformes<sup>18</sup>.

## 2. Les partis sociaux-démocrates

Les partis sociaux-démocrates ont trois origines possibles : la transformation des anciens partis communistes en partis sociaux-démocrates ; la réinstauration des partis sociaux-démocrates dits « historiques », ayant joué un rôle pendant la période de l'entre-deux guerres ; et la création à partir de mouvements sociaux anticommunistes<sup>19</sup>.

A l'exception de la République tchèque, où le parti communiste ne s'est pas réformé, les partis « historiques » ont eu des difficultés à s'affirmer<sup>20</sup>. La cause et simultanément la conséquence de cet échec sont l'affirmation des organisations héritières des anciens partis communistes en tant que partis sociaux-démocrates. Dans la majorité des cas, les partis sociaux-démocrates sont issus des anciens partis communistes qui se lancent dans des processus (plus ou moins rapides selon les cas) de *social-démocratisation*. Les différences sont dues aux traditions divergentes, aux types de régimes communistes, aux expériences des deux dernières décennies de ces régimes. Ainsi en Pologne et en Hongrie, les anciens partis communistes se scindent et les ailes réformatrices fondent la nouvelle social-démocratie. En Bulgarie ou en Roumanie, la chronologie est différente. Les anciens partis communistes mettent plus de temps à se réformer et à imposer une image sociale-démocrate.

Malgré les différences, les héritiers des anciens partis communistes ont su s'adapter et ont manifesté leur savoir-faire, ce qui leur a permis de s'affirmer comme des partis possédant des cadres préparés et des professionnels. Leurs organisations socio-politiques sont durables et se présentent comme les acteurs principaux et

incontournables de la transition politique et des transformations économiques et sociales. Par ailleurs, ils sont aussi une des clés structurant les paysages politiques et promouvant l'intégration européenne.

Au début de la période postcommuniste, quand l'opposition entre partis anticommunistes et organisations héritières était très marquée, les coalitions électorales des partis sociaux-démocrates se basaient sur des alliances avec des mouvements issus de l'ancien régime. En Pologne, l'Union de la gauche démocratique s'appuie sur l'alliance avec le syndicat OPZZ et une série d'organisations civiques héritières des organisations de la période communiste.

Les partis sociaux-démocrates sont au pouvoir en Pologne aujourd'hui (SLD en coalition avec l'Union du travail), en Hongrie (parti socialiste en coalition avec les démocrates libres), en République tchèque (parti social-démocrate tchèque en coalition avec les démocrates-chrétiens et l'Union de la liberté), en Roumanie, en Albanie et, en coalition avec les sociaux-libéraux, en Lituanie. Les sociaux-démocrates participent à la coalition gouvernementale de la démocratie libérale en Slovénie. En novembre 1993, les sociaux-démocrates ont perdu les élections législatives en Croatie alors qu'ils étaient le principal parti de la coalition gouvernementale sortante (elle rassemblait cinq partis : le parti social-démocrate, le parti paysan croate, le parti libéral-démocrate, le parti libéral et le parti croate du peuple).

*Partis politiques des PECO – membres de l'Internationale socialiste* <sup>21</sup>

<i>Pays</i>	<i>Partis membres de l'IS de plein droit</i>
Albanie	Parti social-démocrate Parti socialiste d'Albanie
Bosnie et Herzégovine	Alliance des sociaux-démocrates indépendants
Bulgarie	Parti socialiste bulgare Socials-démocrates bulgares
Croatie	Parti social-démocrate
Estonie	Moodukad Parti du peuple
Hongrie	Parti socialiste hongrois Parti social-démocrate hongrois
Lettonie	Parti ouvrier social-démocrate
Lituanie	Parti social-démocrate lituanien
Pologne	Alliance de la gauche démocratique Union du travail
Roumanie	Parti démocratique Parti social-démocrate
Slovénie	Liste unifiée des sociaux-démocrates

Les tendances de ces dernières années sont à la réunification et à la consolidation des gauches dans les PECO. Ces tendances sont générées par l'atténuation du clivage anticommunistes/organisations héritières au sein des partis de gauche. Elles sont encouragées par les organisations socialistes internationales (par exemple, la réunification des partis de la gauche bulgare) et se confirment également par l'admission de nouveaux membres de plein droit dans l'Internationale socialiste.

Ces tendances permettent la création des alliances dans l'espace gauche qui n'étaient pas possibles auparavant. En Pologne, le parti héritier s'est allié avec l'Union du travail, créée par l'aile gauche de Solidarité. En Bulgarie, les ennemis « séculaires » – anciens communistes et sociaux-démocrates historiques – ont formé, en 2001, la coalition Nouvelle gauche. En Roumanie, le PSDR s'est uni au parti historique PSDR pour former le parti social-démocrate. En Lituanie, enfin, le parti héritier (LDDP) et le parti historique (PSDL) se sont présentés en cartel aux élections de 2000 sous l'étiquette « Coalition sociale-démocrate ». La réunification de la gauche dans les pays post-communistes a été fort encouragée par l'Internationale socialiste.

### **3. Les paramètres de formation des alliances des partis sociaux-démocrates dans les PECO : quelques cas de figure**

Nous nous sommes penchée sur quatre cas de figure qui apparaissent si l'on passe en revue quelques paramètres d'acceptabilité de formation d'alliances et de coalition :

- la genèse des organisations sociales-démocrates,
- la chronologie de la *social-démocratisation*,
- la force du clivage anticommunistes/organisations héritières,
- le nombre d'acteurs dans l'espace à gauche et leurs caractéristiques,
- le « potentiel gouvernemental » (le besoin que l'on a d'un parti pour la formation du gouvernement) et son « coefficient de coalition », selon les termes de G. Sartori <sup>22</sup>.

#### **A. Le cas polonais**

Dans le cas de figure polonais, l'acteur majeur social-démocrate est l'organisation « héritière » de l'aile réformatrice de l'ancien parti communiste. Elle a suivi une stratégie de *social-démocratisation* rapide. Le clivage anticommunistes/organisations héritières a longtemps été prégnant et a structuré le paysage partisan. Dans sa position, le parti « héritier » n'est pas concurrencé par d'autres forces de gauche significatives. L'Union du travail – organisation issue de la mouvance gauche du mouvement anticommuniste – n'est pas présente dans toutes les législatures. Le parti héritier est représenté dans toutes les Diètes post-communistes ; ce qui, dans les conditions de forte instabilité partisane, fait de lui l'acteur le plus stable de la vie politique polonaise. La Social-démocratie de la République de Pologne est née de l'aile réformatrice du parti ouvrier unifié polonais (POUP) qui s'est dissous <sup>23</sup>. En vue des élections de 1991, la SDRP a formé l'Alliance de la gauche démocratique (SLD) – « une puissante confédération de groupements politiques, syndicats et organisations issus, en grande partie, des structures politiques légales d'avant 1989, et réunies ensuite autour de la

social-démocratie »<sup>24</sup>. L'élément prédominant dans cette coalition de trente-trois organisations, dont le syndicat OPZZ, est le parti social-démocrate.

Malgré la modernisation et la rapidité de la *social-démocratisation*, la SLD a subi, dans sa politique de coalition, les effets négatifs de son lien « génétique » avec l'ancien parti communiste. Elle aura du mal à sortir de l'isolement.

La réforme électorale de 1993 instaure un seuil minimum de 5% pour des partis et 8% pour des coalitions, de 7% pour une liste nationale<sup>25</sup>. La SLD remporte 20,41% des votes et 37,17% des sièges parlementaires, suivie du parti paysan PSL (15,40% des votes et 28,69% des sièges), de l'Union démocratique (10,59% des votes et 16,08% des sièges). « Bien que les deux groupes post-communistes les plus forts disposaient de moyens suffisants pour former eux-mêmes un gouvernement, ils ont cherché, surtout dans le chef de la SLD, d'autres possibilités politiques d'agir. L'Union démocratique était plus proche, pour ce qui concernait le programme politique, du SLD », note L. Kuk<sup>26</sup>. Mais l'alliance avec l'Union démocratique n'était pas envisageable compte tenu du clivage anticommunistes/organisations « héritières ». Une coalition entre l'Alliance de la gauche démocratique et le PSL a donc été formée. Son origine ne tenait pas aux convergences programmatiques mais à l'origine des deux partis.

Le président du PSL fut désigné au poste de Premier ministre compte tenu de l'isolement et de l'ostracisme envers l'héritier de l'ancien parti communiste. La coalition SLD-PSL a traversé beaucoup de crises, soit dues à l'ingérence du président de la république L. Walesa, soit internes mais elle a tenu toute la législature. Une nouvelle constitution polonaise a été adoptée avec le soutien de l'Union démocratique et de l'Union du travail contre les partis de l'Eglise catholique et issus de Solidarité<sup>27</sup>.

Au cours de la législature suivante, la SLD est retournée dans l'opposition alors que l'autre parti de gauche, l'Union du travail, ne franchissait pas le seuil parlementaire. En 1999, l'alliance SLD se transforme en parti politique, l'Alliance de la gauche démocratique. Ce changement est dû au désir de surmonter les difficultés organisationnelles connues par l'alliance ainsi qu'à la volonté du leader social-démocrate L. Miller selon lequel tout doit être soumis à l'efficacité<sup>28</sup>. S. Day souligne également l'impact de la nouvelle loi du 27 juin 1997 relative aux partis politiques (*Ustawa z dnia 27 czerwca 1997 o partiach politycznych*) qui régleme l'enregistrement, la participation à la vie politique, le financement et les subsides d'Etat pour les partis<sup>29</sup>. La SDRP s'est formellement autodissoute à son congrès de juin 1999. En juillet, L. Miller est élu leader de la SLD tandis que le vice-président est St. Janasa, du syndicat OPZZ. « La nouvelle SLD n'est que la prolongation de la SDRP mais elle peut désormais désigner elle-même ses candidats provenant des syndicats. La stratégie d'homogénéisation de la gauche polonaise s'est depuis élargie aux débris de l'Union du travail qui (...) fut poussée à s'associer à la SLD », souligne B. Drweski<sup>30</sup>.

Aussi aux élections de septembre 2001, la SLD se présente en alliance avec l'Union du travail – SLD-UP – et remporte 41,05% des votes et 46,96% des sièges parlementaires, suivie par la Plate-forme civique (PO) avec 12,68% des votes et 14,13% des sièges, Samooborona – 10,20% de votes et 11,52% des sièges –, Droit et justice (PiS) avec 9,50% de votes et 9,56% des sièges et le parti paysan (PSL) – 8,98% de votes et 8,26% des sièges.

Le gouvernement sortant a perdu les élections parce qu'« il était faible, divisé et inefficace pendant que l'opposition SLD sembl(ait) compétente, professionnelle et unie », note F. Millard <sup>31</sup>. Selon lui, les élections ont mis fin à la division historique entre « *the heirs of communism and the heirs of Solidarity* ». Même si avant les élections la SLD apparaissait comme le leader incontesté des sondages préélectoraux, elle n'est pas parvenue à remporter la majorité absolue et a dû former une nouvelle coalition gouvernementale avec le parti paysan. L'exécutif SLD-UP-PSL fait face à une situation financière difficile et à la montée des forces populistes – Samoobrona et la Ligue des familles polonaises. En parallèle, il mène avec succès l'intégration du pays à l'Europe <sup>32</sup> en dépit de l'hostilité de forces populistes <sup>33</sup>. Les difficultés et les différends entre partenaires ont généré plusieurs crises gouvernementales et conduit à l'échec de la coalition en mars 2003, lorsque le PSL l'a quittée.

En Pologne, l'acceptabilité du parti « héritier » (malgré une *social-démocratisation* rapide et réussie) a longtemps été freinée eu égard au passé communiste. Même si elle dispose d'un potentiel gouvernemental fort, l'Alliance démocratique de gauche n'est pas parvenue à se faire accepter par des acteurs parlementaires proches aux plans programmatique et idéologique. Aussi, les coalitions gouvernementales mises en place ont-elle été loin d'être optimales parce que conditionnées par le seul critère d'origine du passé commun.

### **B. Le cas hongrois**

La Hongrie est un cas de figure caractérisé par l'existence d'un seul acteur majeur à la gauche de l'échiquier politique : le parti héritier, en voie de *social-démocratisation* accélérée. Le clivage anticommunistes/organisations héritières n'affecte pas de la même manière l'édification de coalitions avec des forces issues de la mouvance anticommuniste. Cela peut s'expliquer par la spécificité des clivages structurant la vie politique hongroise. « Le paysage politique hongrois est caractérisé par la dominance des politiques culturelles avec d'un côté un versant traditionaliste focalisé sur une communauté de destin nationale et/ou ethnocentrique et, de l'autre, une occidentalisation qui insiste sur (...) une société rationnelle », souligne G. Markus <sup>34</sup>. Le parti socialiste hongrois est porteur du projet de modernisation, d'occidentalisation et de rationalisation du pays. Cette prédominance des divisions d'origine socioculturelle par rapport aux divisions relatives au passé ou purement économiques est confirmée par d'autres études <sup>35</sup>.

Après avoir perdu les premières élections libres, le parti socialiste hongrois MSZS gagne en 1994 la majorité absolue (54%) en décrochant 209 des 386 sièges. L'Alliance des démocrates libres SZDSZ obtient environ 20% des votes et 70 sièges, tandis que le principal parti du gouvernement sortant, le MDF, ne recueille que 12% des votes et 37 sièges. Les autres partenaires de la coalition, le FKGP et le KDNP gagnent respectivement 26 et 22 sièges. Même si le parti socialiste pouvait former un gouvernement seul, « les études de l'opinion publique montr(ai)ent que la majorité des Hongrois n'était pas en faveur d'un gouvernement uniquement socialiste » <sup>36</sup>. Aussi le MSZP a-t-il formé un gouvernement avec l'Alliance des démocrates libres. L'accord de coalition de 1994 institue un conseil de coalition, chargé de clarifier les questions litigieuses entre les partenaires. Dans la première moitié de la législature,

de nombreux conflits ont eu lieu et le conseil s'est souvent réuni <sup>37</sup>. Par la suite son rôle a diminué. Après être retourné dans l'opposition, le parti socialiste sort vainqueur, avec l'Alliance des démocrates libres, des élections des 7 et 21 avril 2002. Les deux forces politiques forment une alliance entre les deux tours. La campagne électorale est fort polarisée entre les partisans du Premier ministre du gouvernement sortant V. Orban (FIDESZ) et le leader de la gauche P. Medgyessy. « La droite s'approprie les symboles nationaux durant la campagne » en attaquant les socialistes comme non patriotes <sup>38</sup>. Dans la première expérience de coalition entre le parti socialiste et l'Alliance des démocrates libres, le MSZS disposait d'« une majorité confortable leur permettant de diriger le pays à eux seuls ». Au scrutin de 2002, la marge était beaucoup plus étroite <sup>39</sup>. Le parti socialiste disposait de 46,1% des sièges et l'Alliance des démocrates libres, de 5,2% <sup>40</sup>. Tout en tenant compte des freins que représente l'origine du parti socialiste hongrois surtout au début de la période post-communiste, nous pouvons affirmer que dans ce cas, le parti de type social-démocrate dispose d'un potentiel à former des alliances : c'est le seul acteur majeur de gauche et le clivage anticommunistes/organisations héritières est dominé par des clivages d'origine socioculturelle.

### C. *Le cas tchèque*

En République tchèque, la social-démocratie est incarnée par le CSSD (Ceská strana socialne demokratická), parti « historique », héritier du parti de l'entre-deux-guerres. Le CSSD s'impose comme acteur politique en concurrence à gauche avec le parti communiste de Bohême Moravie <sup>41</sup>. Aucune coopération entre les deux formations n'est envisageable du point de vue des sociaux-démocrates. Une décision a été prise en ce sens au congrès de Bohumín en 1995 <sup>42</sup>. Le CSSD s'est progressivement affirmé sur la scène politique et a participé pour la première fois au gouvernement en 1998.

En 1992, l'Assemblée fédérale tchécoslovaque établit des seuils électoraux : 5% pour les partis, 7% pour des alliances de deux à trois partis et 10% pour les alliances de quatre partis et plus. Les gouvernements futurs seront donc des gouvernements de coalition, à l'exception du cabinet minoritaire du CSSD de 1998 à 2002.

Le parti social-démocrate, dirigé par M. Zeman, forme son premier gouvernement en 1998 après avoir remporté 32,3% des votes. Il est devenu le premier parti parlementaire avec 74 sièges sur 200. Trois formations de droite – ODS, KDU-CSL et US – agrègent 102 sièges. Le cinquième parti représenté au parlement est le KSCM. L'US refuse d'entrer en coalition avec les sociaux-démocrates. Les démocrates chrétiens étaient perçus comme le partenaire potentiel d'une coalition avec le CSSD mais leur score était insuffisant <sup>43</sup>. Par conséquent, suite à un « accord d'opposition » entre les plus grands partis – CSSD et ODS –, est créé un cabinet minoritaire des sociaux-démocrates <sup>44</sup>. « Il est évident qu'un partenariat inhabituel, du point de vue quantitatif et qualitatif, a été créé », puisque coopèrent les deux grands partis tchèques les plus opposés en termes idéologiques et politiques, note M. Klima <sup>45</sup>. Rappelons que lors de la crise politique de 1997, l'ODS était restée au pouvoir grâce au soutien du CSSD dans l'opposition. « Dans l'intérêt du pays, le parti majeur d'opposition permet à la coalition de centre-droite de rester au pouvoir, sans devoir soutenir le programme de cette coalition » <sup>46</sup>.

Même s'il est dans l'opposition et en dépit de ses critiques envers les sociaux-démocrates, l'ODS est le principal soutien pour l'existence du gouvernement de M. Zeman. Ce fait, ainsi que le sens de « l'accord gouvernemental », permettent à M. Klima de conclure que, pratiquement, il s'agit d'une « grande coalition silencieuse ». L'ODS a même signé un pacte en ce sens avec le CSSD <sup>47</sup>.

Avant les élections parlementaires de juin 2002, le comité exécutif du CSSD décide le 6 avril de résilier unilatéralement l'accord d'opposition avec l'ODS. Pour les sociaux-démocrates, il n'était pas envisageable de conclure un nouvel accord avec ce parti. Il s'agissait de participer à la création d'une coalition gouvernementale majoritaire, basée sur la proximité des programmes politiques <sup>48</sup>. Aux élections parlementaires de juin, le CSSD, dirigé par V. Špidla, remporte 30 % des voix et 70 sièges, le parti civique démocratique 24,47 % des voix et 58 sièges, le parti communiste 18,51 % et 41 sièges, et la coalition KDU-CSL – Union de la liberté – 14,27 % des voix et 31 sièges. Dans cette configuration, toute combinaison est théoriquement possible. Les communistes avaient fait savoir qu'ils étaient prêts à négocier et la coalition KDU-CSL avait mis des accents sociaux dans son programme. Comme nous l'avons noté, le CSSD fait preuve de l'acceptabilité d'alliances et de coalition la plus élevée : c'est un parti qui n'est pas originaire de l'ancien parti communiste et n'est pas concerné par la force du clivage anticommunistes/organisations héritières. C'est plus précisément le CSSD qui, à l'intérieur de l'espace politique de la gauche, se place du côté des anticommunistes. Cela le rend acceptable pour les partis issus de la mouvance anticommuniste. D'autre part, le CSSD est un parti de gauche avec une vision sociale de l'économie de marché, ce qui le rend acceptable aussi pour les communistes. En 2002, les sociaux-démocrates forment une coalition gouvernementale avec le parti démocrate chrétien et l'Union de la liberté. L'accord de coalition *Koalici ní smlouva* entre les trois partis se base sur leur vision idéologique partagée pour la « réalisation des principes du modèle social européen... » <sup>49</sup>. Ce gouvernement a vite démontré sa fragilité. Dès septembre 2002 éclate une première crise mais elle est résolue par une annexe à l'accord de coalition <sup>50</sup>. Par la suite, la coalition n'a pas pu se mettre d'accord sur un candidat commun à l'élection présidentielle. Elle n'a pas non plus réussi à faire élire son candidat au troisième tour. Même déstabilisée et forte aujourd'hui d'une majorité d'une voix seulement, l'exécutif survit pour l'instant aux votes de défiance.

#### **D. Le cas bulgare**

La Bulgarie est caractérisée par quatre traits principaux. *Primo*, le clivage opposant les anticommunistes à l'organisation héritière est très prégnant. Il a donné naissance à un modèle bipolaire de polarisation forte <sup>51</sup>. Ce modèle a été ébranlé par le Mouvement national de l'ancien tsar bulgare Siméon II qui a remporté les élections en 2001.

*Secundo*, la force de ce clivage et le choix de sauvegarde de l'unité organisationnelle fait par les réformateurs de l'ancien parti communiste ont amené une *social-démocratisation* et une transformation identitaires beaucoup plus durables qu'en Hongrie ou en Pologne <sup>52</sup>. Jusqu'en 1997-1998, l'identité du parti socialiste bulgare est ambiguë. La recherche de compromis entre les différents courants idéologiques en son sein – allant de la plate-forme marxiste à l'union sociale-démocrate – l'empêche

de s'affirmer comme social-démocrate et le pousse à chercher une « troisième voie » de « gauche démocratique moderne ». C'est après la débâcle du gouvernement socialiste de J. Videnov en 1996 et avec l'arrivée à la tête de la direction du parti de G. Parvanov à la fin de 1996 que commence à clairement s'imposer l'identité sociale-démocrate. Les réussites de cette politique sont d'abord la victoire aux élections présidentielles du candidat socialiste G. Parvanov en novembre 2001 et l'adhésion à part entière du BSP dirigé par S. Stanichev à l'Internationale socialiste en octobre 2003.

*Tertio*, « monopoliste » de la gauche bulgare au début de la transition, le BSP s'est progressivement retrouvé en concurrence avec plusieurs formations politiques : le parti social-démocrate historique – organisation fondatrice du front anticommuniste –, et l'Union des forces démocratiques (SDS), qui malgré les similitudes programmatiques était un adversaire, guidé par l'anticommunisme. En 1997 se forme le parti Eurogauche qui regroupe les réformateurs et les sociaux-démocrates du parti socialiste bulgare. La même année se constitue le Bloc uni du travail, dont les fondateurs s'inspirent du nouveau travaillisme. Tous ces concurrents du parti héritier vont morceler l'électorat de gauche, en réduisant le soutien pour le BSP, mais sans ébranler pour autant ce parti. Le BSP conserve les traits d'un parti de masse et, suite à la déstabilisation de la droite bulgare, reste le seul parti solide.

La *quatrième* caractéristique concerne ce que nous appellerons « les paradoxes bulgares » qui sont liés au potentiel gouvernemental du parti héritier. A deux reprises le parti, seul ou en coalition avec des partis presque inexistantes, remporte les élections parlementaires avec une majorité absolue – en 1990 et en 1994. Cependant, c'est le parti héritier qui est resté le moins longtemps au pouvoir. En 1990, lors de la formation du gouvernement, le Premier ministre socialiste, A. Loukanov, lance un appel à la formation d'une large coalition nationale qui assumerait les responsabilités des transformations économiques, sociales, financières. A ce moment le parti héritier a intérêt à partager le pouvoir avec d'autres forces politiques pour assurer sa légitimation démocratique. Cet appel est rejeté par l'opposition. Le deuxième paradoxe est que plus le parti se modernise et s'ouvre, plus son potentiel d'alliance avec les autres acteurs sociaux-démocrates augmente ainsi que son acceptabilité pour les organisations socialistes internationales. En 2001, il servira de pilier à la réunification de la gauche bulgare éclatée en coalition : la *Nova Levitza* – Gauche nouvelle (BSP, parti social-démocrate, Mouvements politiques sociaux-démocrates, Bloc uni du travail, et en 2003 Mouvement de l'humanisme social). Cette coalition se transformera en alliance électorale « Pour la Bulgarie » en s'étendant à d'autres petites organisations. Mais en même temps cependant, son potentiel gouvernemental diminue dans la mesure où le parti socialiste bulgare est dans l'opposition depuis 1997 et s'est même retrouvé troisième force parlementaire suite au scrutin de 2001. Cette situation tient surtout aux points négatifs accumulés lors du deuxième gouvernement socialiste. Néanmoins, la tendance est à l'amélioration. Le candidat socialiste a remporté les élections présidentielles et, depuis des mois, le parti socialiste et sa coalition sont en tête dans les sondages dans un contexte de désillusion profonde et de déception envers le gouvernement Siméon.

Un partenaire potentiel et « stratégique » pour le parti socialiste bulgare est le Mouvement pour les droits et liberté (DPS), le parti des Turcs bulgares qui, depuis

la moitié des années quatre-vingt-dix, s'est affirmé comme un parti libéral. Le faible niveau de vie de l'électorat ethnique conduit le DPS à formuler des priorités programmatiques à coloration sociale qui le rapprochent du BSP.

Dans le cas bulgare, nous avons un potentiel de coalition et une acceptabilité peu élevés en dépit d'un poids parlementaire important, et d'un renversement des tendances ces dernières années – une acceptabilité croissante en parallèle avec une diminution du potentiel gouvernemental. Cette situation vient surtout de la prégnance du clivage opposant les anticommunistes aux organisations héritières. Cette division a longtemps empêché la collaboration entre le parti héritier et les sociaux-démocrates historiques même si leurs positions sur les politiques économiques et sociales étaient proches<sup>53</sup>. Mais elle tient aussi à la *social-démocratisation* lente, qui a provoqué l'éclatement de la gauche bulgare au cours de la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, et à l'échec politique des gouvernements socialistes. Cela dit, le parti héritier a prouvé sa capacité à se moderniser et à s'adapter. Il reste l'acteur principal de la gauche bulgare, ce qui fonde la base d'un potentiel gouvernemental et de coalition.

#### 4. Conclusion

Le paysage des alliances et des coalitions que forment les partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale est varié. Etablir un modèle général serait un exercice peu fondé vu la diversité des cas. Mais à défaut de modèle unique, nous l'avons vu, des paramètres aident à la compréhension et permettent la comparaison entre les pays post-communistes : l'origine du parti social-démocrate, le rythme de la *social-démocratisation* du parti héritier, le nombre de partis de gauche et leur essence (partis sociaux-démocrates mineurs ou partis communistes), la saillance du clivage opposant les forces anticommunistes aux organisations héritières et le « potentiel gouvernemental ».

Dans les cas analysés – polonais, tchèque, hongrois et bulgare –, nous l'avons constaté, ces paramètres ont un poids différent dans la formation d'alliances et de coalitions gouvernementales. Cependant le rôle du clivage anticommunistes/organisations héritières se manifeste clairement. Ainsi, le parti social-démocrate qui aurait le potentiel le plus élevé d'acceptabilité pour s'allier est-il le parti social-démocrate tchèque : il n'est pas concerné par ce clivage, ce qui lui permet de former des alliances avec tous les autres acteurs politiques.

Le cas polonais montre l'essence problématique des coalitions qui vont se faire entre des acteurs politiques dont le dénominateur commun est d'être héritier de l'ancien régime.

Le cas bulgare atteste des problèmes qui se posent à un parti « héritier » dont la *social-démocratisation* est plus lente qu'ailleurs.

Notons-le cependant, plusieurs spécialistes attirent l'attention sur l'atténuation du clivage anticommunistes/organisations héritières. Elle se manifeste en premier lieu par de nouvelles alliances qui se créent dans la gauche entre les partis historiques ou non héritiers des partis communistes et les partis héritiers. Ces alliances résultent aussi du fait que les « héritiers » des anciens partis communistes ont fait preuve de modernisation et d'adaptabilité et, en certaines circonstances, ont conservé le monopole de l'espace politique à gauche. Par conséquent, les autres forces de gauche

voient dans une alliance avec les partis héritiers une stratégie politique plus porteuse que la concurrence à tout va.

## Notes

<sup>1</sup> Dans ce texte, nous utiliserons les termes « post-communiste » et « post-communisme » pour qualifier la tranche chronologique allant de 1989 – c’est-à-dire de la chute des régimes communistes – à nos jours.

<sup>2</sup> L’appellation correcte est « partis de type social-démocrate » que nous empruntons à G. Moschonas : « La social-démocratie est un mode spécifique de constitution de la gauche et les partis de *type* social-démocrate, quoique perçus, conçus ou nommés de manières différentes, partagent – en dépit de leur grande diversité – un nombre de traits généraux communs » (G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 10-11). Par commodité, nous utiliserons l’expression « partis sociaux-démocrates ».

<sup>3</sup> V. LEMIEUX, *Les coalitions, transactions et contrôles*, Paris, PUF, 1998, p. 13.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 23.

<sup>5</sup> W.C. MÜLLER, S. KAARE, « Coalition Government in Western Europe. An Introduction », in W.C. MÜLLER, S. KAARE (ed.), *Coalition government in Western Europe*, Oxford, Oxford University Press, 2000, p. 4-5.

<sup>6</sup> *Ibid.* Les auteurs se basent sur les théories du choix rationnel : le comportement des acteurs politiques est défini par la poursuite permanente des objectifs et ils cherchent rationnellement à anticiper le comportement de ceux avec lesquels ils interagissent.

<sup>7</sup> M.J. LAVER, I. BUDGE, « The Relationship between Party and Coalition Policy in Europe : An Empirical Synthesis », in M.J. LAVER, I. BUDGE, (ed.), *Party politics and Government Coalitions*, Londres, Saint Martin’s Press, 1992, p. 409- 430.

<sup>8</sup> *Ibid.*, p. 429.

<sup>9</sup> Voir M. MAOR, *Parties, Conflicts and Coalitions in Western Europe*, Londres-New York, Routledge, 1998, p. 12.

<sup>10</sup> H. BACK, « Explaining and predicting coalition outcomes : Conclusions from studying data on local election coalitions », *European Journal of Political Research*, 2003, 42/4, p. 442.

<sup>11</sup> Ceci ne veut pas dire que les partis politiques dans les PECO n’élaborent pas de stratégies à court ou à long terme. La question est de savoir si les conditions politiques et socio-économiques permettent leur réalisation.

<sup>12</sup> Selon un sondage de CBOS, réalisé entre le 7 et le 10 novembre 2003, 51% des Polonais se déclarent adversaires du gouvernement de Leszek Miller. 77% ont une mauvaise opinion du fonctionnement du gouvernement et 70% voudraient que Miller soit remplacé par un autre homme politique. Seuls 15% des Polonais se sont déclarés favorables au Premier ministre.

« Une chute record », KID, « Gazeta Wyborcza », 22-23 novembre 2003, p. 3, in *Revue de la presse polonaise*, Ambassade de France en Pologne du 24 novembre 2003.

<sup>13</sup> A propos de l'alternance permanente, voir l'article de J.-M. DE WAELE, « Consolidation démocratique, partis et clivages en Europe centrale et orientale », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 148.

<sup>14</sup> Sur les lois électorales dans les PECO, voir K. JASIEWICZ, « Elections and Voting Behaviour », in St. WHITE, J. BATT and P. LEWIS (ed.), *Developments in Central and East European Politics 3*, Londres, Palgrave, 2003, p. 173-190.

<sup>15</sup> K. WILLIAMS, « The Czech Republic and Slovakia », in St. WHITE, J. BATT and P. LEWIS (ed.), *op. cit.*, p. 47.

<sup>16</sup> Sur les clivages politiques dans les pays post-communistes, voir D.L. SEILER, « Peut-on appliquer les clivages de Rokkan à l'Europe centrale ? », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis...*, *op. cit.*

<sup>17</sup> A.M. GRZYMALA-BUSSE, *Redeeming the Communist Past*, Cambridge, Cambridge University Press, 2002, p. 227.

<sup>18</sup> *Ibid.*, p. 231.

<sup>19</sup> Voir par exemple les analyses de M. DAUDERSTÄDT, A. GERRITS, G. MARKUS, *Troubled Transition. Social Democracy in East Central Europe*, Amsterdam, Alfred Mozer Foundation 1999 ; J.J. WIATR, « From Communist Party to « The Socialist Democracy of the Polish Republic » », in K. LAWSON (ed.), *How Political parties Work : Perspectives from Within*, Praeger, 1994 ; J.-M. DE WAELE, « Le retard de la social-démocratie en Europe centrale et balkanique », in P. DELWIT, J.-M. DE WAELE (éd.), *La gauche face aux mutations en Europe*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1993.

<sup>20</sup> Sur les raisons qui ont conditionné l'échec des partis sociaux-démocrates « historiques », voir l'article de J.-M. DE WAELE, « Les partis de gauche à l'Est : social-démocratie ou « nouvelle gauche » ? », in M. LAZAR (éd.) *La gauche en Europe depuis 1945. Invariants et mutations du socialisme européen*, Paris, PUF, 1996, p. 679-695.

<sup>21</sup> Partis membres de l'Internationale socialiste après les changements de statut du XXII<sup>e</sup> Congrès de l'IS au Brésil en octobre 2003.

<sup>22</sup> G. SARTORI, *Parties and Party systems. A framework for analysis*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976.

<sup>23</sup> Sur la genèse de la sdrp, voir J.J. WIATR, *op. cit.*

<sup>24</sup> L. KUK, *La Pologne, du postcommunisme à l'anticommunisme*, Paris, L'Harmattan, 2001, p. 68.

<sup>25</sup> J.-M. DE WAELE, *L'émergence des partis politiques en Europe centrale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1999, p. 283.

<sup>26</sup> L. KUK, *op. cit.*, p. 85.

<sup>27</sup> Voir J.J. WIATR, « L'évolution du parlementarisme polonais », in J.-M. DE WAELE (éd.), *La Pologne et l'intégration européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 37.

<sup>28</sup> St. DAY, « From Social Democracy of the Polish Republic (sdrp) to Democratic Left Alliance (SLD) », in H. KUBIAK, J.J. WIATR (ed.), *Between Animosity and Utility. Political Parties and their Matrix*, Varsovie, Wydawnictwo Naukowe Scholar, 2000, p. 86-87.

<sup>29</sup> *Ibid.*

<sup>30</sup> B. DRWESKI, « « Du parti « ouvrier » à la « gauche démocratique » », in J.-M. DE WAELE, *Partis...*, *op. cit.*, p. 79.

<sup>31</sup> F. MILLARD, « The parliamentary elections in Poland, September 2001 », *Electoral Studies*, 2003, 22/2, p. 367.

<sup>32</sup> Lors du référendum des 7 et 8 juin 2003, 77,41% des Polonais ont voté en faveur de l'adhésion de leur pays à l'UE.

<sup>33</sup> Sur ces deux forces populistes, voir les articles de H. KUBIAK et E. NALEWAJKO in J.-M. DE WAELE (ed.), *La Pologne...*, *op. cit.*

<sup>34</sup> Voir G. MARKUS, « La typologie des clivages politiques en Europe centrale et orientale, un exemple pour l'Occident », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis...*, *op. cit.*, p. 164.

<sup>35</sup> Voir par exemple H. KITSCHOLT, ZD. MANSFELDOVA, R. MARKOWSKI, G. TOKA, *Postcommunist Party systems*, Cambridge, Cambridge University Press, 1999, p. 292.

<sup>36</sup> F. MÜLLER-ROMMEL, G. ILONSKI, « Hungary », in J. BLONDEL, F. MÜLLER-ROMMEL (ed.), *Cabinets in Eastern Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2001, p. 86.

<sup>37</sup> *Ibid.*, p. 90.

<sup>38</sup> M. PITTAWAY, « Hungary », in St. WHITE, J. BATT and P. LEWIS, *Developments in Central and East European Politics*, Basingstoke, Palgrave, 2003, p. 57-71.

<sup>39</sup> L. PETROVIC, « Hongrie 2001-2002 », *Le Courrier des pays de l'Est*, 2002, 1026, p. 80.

<sup>40</sup> Sur les élections parlementaires d'avril 2002 en Hongrie, voir B. FLOWER, « The Parliamentary Elections in Hungary », *Electoral Studies*, 2003, 22/4, p. 799-807.

<sup>41</sup> Aux dernières élections, le parti communiste de Bohême Moravie remporte 18,51% des votes et devient la troisième force parlementaire après le CSSD et le parti civique démocratique, devançant ainsi la coalition démocrate chrétienne KDU-CSL et l'Union de la liberté. Sur le parti communiste, voir M. PEROTTINO, « La persistance du parti communiste en Bohême Moravie », *Transitions*, 2000, XLII/1, p. 85-101.

<sup>42</sup> *Ibid.*, p. 86.

<sup>43</sup> D. PESENDORFER, « Success or Failure. How Far Is Eastern Europe in the Process of Capitalist Restoration ? », in V. DVOŘÁKOVÁ (ed.), *Success or Failure ?*, Prague, 1999, p. 61.

<sup>44</sup> Dans l'« accord », les deux partis s'engagent à ne pas prendre l'initiative d'un vote de défiance contre le gouvernement formé par l'autre parti.

<sup>45</sup> M. KLIMA, « A Hidden Silent Grand Coalition », in V. DVOŘÁKOVÁ (ed.), *op. cit.*, p. 136.

<sup>46</sup> Selon l'arrangement, les députés du CSSD quittent la salle lors des votes de confiance, F. MÜLLER-ROMMEL, Z. MANSFELDOVA, « Czech Republic », in J. BLONDEL, F. MÜLLER-ROMMEL (ed.), *Cabinets in Eastern Europe*, Basingstoke, Palgrave, 2001, p. 69.

<sup>47</sup> K. WILLIAMS, *op. cit.* p. 49 ; *Tolerancní patent*, signé entre les deux partis en janvier 2000 en tant que continuation de l'accord de juin 1998.

<sup>48</sup> *Source* : Bulletin d'information *Radio Praha*, Zpavy, 14 avril 2002.

<sup>49</sup> Koaliciční smlouva, Cast První, 9 juin 2002, source [www.cssd.cz](http://www.cssd.cz)

<sup>50</sup> Dodatek, 18 septembre 2002 selon lequel les partis s'engagent à soutenir les projets de loi présentés par le gouvernement.

<sup>51</sup> Sur les raisons et la profondeur de ce clivage, voir P. GUEORGUEVA, « Quels clivages pour les partis politiques bulgares ? », *Transitions, La Bulgarie et l'intégration européenne*, 2001, XLII/1, p. 21-41.

<sup>52</sup> Sur le parti socialiste bulgare, voir D. KANEV, « La transformation du parti communiste bulgare », in J.-M. DE WAELE, *Partis...*, *op. cit.*, p. 83-101 ; M. TOUYKOVA, « La social-démocratisation du parti socialiste bulgare », *Transitions, La Bulgarie...*, *op. cit.*, p. 73-97.

<sup>53</sup> H. KITSCHOLT, ZD. MANSFELDOVA, R. MARKOWSKI, G. TOKA, *Post Communist Party systems*, *op. cit.*, 1999, p. 372.



# Un divorce à l'anglaise ?

## Le New Labour et les syndicats du TUC

Philippe MARLIÈRE

### 1. Introduction

L'alliance entre le parti travailliste et les syndicats du Trade Union Congress (TUC) a de tous temps été difficile et conflictuelle. En 1971, à l'occasion d'une dispute opposant le parti aux syndicats, Jack Jones, le secrétaire général du TGWU <sup>1</sup>, compara la relation entre le Labour et le TUC à celle d'un couple marié depuis plusieurs décennies : « Si vous demandiez à l'époux s'il pense parfois au divorce, il vous répondrait : « Un divorce, jamais de la vie ; mais un meurtre, oui, souvent... » (« *Divorce never, murder often* ») » <sup>2</sup>.

Conflictuelles, les relations entre le parti travailliste et les syndicats du TUC l'ont été sans aucun doute. Un désaccord profond portant sur la politique salariale du gouvernement déboucha sur l'« hiver du mécontentement » (*Winter of discontent*) en 1978-1979. L'opposition du TUC coûta certainement la victoire au parti travailliste en 1979 ; une élection qui porta au pouvoir Margaret Thatcher. La radicalisation des syndicats contribua indirectement à la scission d'une partie de la droite du parti qui fonda le parti social-démocrate (SDP) en 1980. Pourtant, en dépit de ces rapports souvent tumultueux, le lien parti-syndicat a survécu jusqu'à présent.

Jusqu'aux années quatre-vingt, les syndicats étaient le gardien de la doctrine, ils rédigeaient les programmes du parti et incarnaient « l'ethos travailliste » <sup>3</sup>. Depuis, l'influence du TUC sur le parti n'a cessé de décliner. Au moment de l'élection de Tony Blair à la tête du parti travailliste en 1994, les syndicats s'étaient résignés à n'être plus qu'un partenaire de second ordre. Avec le New Labour, les rapports se sont encore détériorés. Depuis les années 1995-1997, le camp blairiste évoque même ouvertement la question du « divorce » entre les deux parties. Les néotravaillistes perçoivent en effet les syndicats comme l'un des ultimes vestiges d'un passé avec lequel ils souhaiteraient rompre au plus vite <sup>4</sup>. Pour le New Labour, le lien parti-syndicat

représente l'un des derniers obstacles empêchant la transformation du New Labour en un parti « attrape-tout », sans aucun attachement de classe <sup>5</sup>.

## 2. Une position unique en Europe

« Ce n'est pas Keir Hardie <sup>6</sup> qui a créé le parti [travailliste]. Il a été enfanté par le TUC ». C'est ainsi que Ernest Bevin, le secrétaire général du TGWU, rappela à ses camarades travaillistes la nature très particulière du lien parti-syndicat, lors de la conférence du parti travailliste de 1935 <sup>7</sup>. Dans la plupart des pays européens, le mouvement socialiste et social-démocrate s'est construit en parallèle, et parfois même a précédé la naissance des syndicats ouvriers. La situation britannique apparaît très atypique : ce sont les syndicats du TUC qui sont à l'origine de la formation du parti travailliste. Si les partis socialistes continentaux ont été organisés sur la base d'une adhésion directe de leurs membres, le parti travailliste s'est doté d'une structure fédérale. Il s'agit d'un « parti-syndicat » <sup>8</sup>, créé, financé et contrôlé par un mouvement syndical très décentralisé, qui est né trente-deux ans avant le parti travailliste. Après avoir apporté, un temps, son soutien au parti libéral, le TUC a considéré qu'il devait se doter d'une représentation ouvrière permanente et dévouée à la Chambre des Communes. Ainsi fut décrétée la naissance du parti travailliste.

Cette genèse spécifique permet de mieux saisir l'importance que revêt, pour de nombreux travaillistes, la question des relations avec le mouvement syndical. Aujourd'hui encore, entre 30 et 40% des revenus du parti proviennent des syndicats <sup>9</sup>. La pratique du « sponsoring » des députés travaillistes a été abolie en 1995, car la direction du New Labour a estimé qu'elle impliquait une relation trop étroite. Les syndicats versent dorénavant de l'argent aux branches locales du parti et ne « subventionnent » plus directement un député ; une procédure qui permet aux néotravaillistes de sauver les apparences tout en continuant à recevoir l'argent des syndicats.

Par le biais du « vote bloqué », les directions syndicales ont disposé jusqu'en 1990 de 90% de la représentation aux conférences annuelles du parti travailliste. En 1992, ce vote a été réduit à 70% des délégués et en 1996, à 49% <sup>10</sup>. Les syndicats continuent d'élire douze membres sur trente-deux au National Executive Committee (NEC), l'organe exécutif du parti. Ils constituent aussi un vivier électoral important. En 1964, 73% des syndiqués ont voté travailliste ; en 1983, ils étaient 39% ; en 1992, 46% et en 1997, 57% <sup>11</sup>.

On peut remarquer que les conflits au sein du parti travailliste ne se sont jamais résumés à une opposition entre syndicats (sur une ligne politique dite « de gauche ») et parti (sur une ligne dite « de droite »). De fait, ils mettent aux prises des membres des syndicats et du parti qui, dans chaque organisation, représentent la gauche et la droite. Si le parti travailliste a toujours eu une « aile droite » et une « aile gauche », il en va de même pour le mouvement syndical.

De cette organisation découle un paysage politique qui n'a pas d'équivalent en Europe occidentale. D'une part, l'affiliation collective des syndicats au parti (par branche professionnelle et non le TUC dans son ensemble) est aujourd'hui unique en Europe. D'autre part, le lien organique parti-syndicat a fait que les luttes politiques et idéologiques de la gauche britannique se sont déroulées à l'intérieur du parti

travailleuse, alors que dans la plupart des pays européens, l'absence d'unité syndicale a favorisé l'éclatement de la gauche partisane.

### 3. Les années précédant Tony Blair

Pendant sa longue domination de la politique britannique, Margaret Thatcher (1979-1990) est parvenue à remettre en cause le « compromis social-démocrate ». Celui-ci avait commencé à s'esquisser après l'élection du gouvernement travailliste en 1945. Ce « compromis » avait permis de poser les bases du *Welfare State* britannique, auquel les conservateurs s'étaient progressivement ralliés. Il reposait sur une série de mesures sociales et économiques : des politiques inspirées du keynésianisme et des relations du travail tripartites entre le gouvernement, les syndicats et les employeurs<sup>12</sup>. Madame Thatcher accusa les syndicats d'être « trop influents » et « trop militants ». Elle considéra qu'ils étaient responsables de la crise économique, car dans les années soixante et soixante-dix leurs demandes salariales avaient été « excessives ». Le gouvernement conservateur fit voter une batterie de lois dites « anti-syndicales » qui firent de la Grande-Bretagne le pays européen le moins protégé sur le plan des droits syndicaux et de la protection sociale<sup>13</sup>.

L'augmentation du chômage, les lois anti-syndicales et la création du SDP ont incité les syndicats à se rapprocher du parti travailliste dans les années quatre-vingt. Margaret Thatcher tenta de remettre en cause l'existence du fonds politique, qui permet à chaque syndicat de reverser une partie des cotisations de ses membres au parti travailliste. Une campagne très agressive du TUC obligea les conservateurs à battre en retraite : les syndicats affiliés au parti travailliste votèrent tous en faveur de la reconduction du fonds politique et vingt nouveaux syndicats décidèrent de s'affilier au parti<sup>14</sup>. L'abolition de ce fonds aurait pu menacer à terme l'existence même du parti travailliste.

En 1984, Neil Kinnock souhaila introduire le principe « un membre, un vote » (OMOV) pour l'élection du leader du parti. Cette réforme visait à réduire le pouvoir jugé exorbitant des syndicats, en le contrebalançant par la masse des adhérents directs, souvent plus dociles vis-à-vis de la direction du parti que le TUC. Kinnock fut mis en échec par les syndicats. Philip Gould, chargé des sondages au parti travailliste, déclara que cette défaite retardait de dix ans la « modernisation » du parti<sup>15</sup>.

Au congrès du TUC de 1998, Peter Mandelson reconnut pourtant que c'étaient les syndicats qui avaient permis à Neil Kinnock de sauver le parti travailliste<sup>16</sup>, en menant une chasse aux éléments les plus à gauche du parti réfugiés dans le groupe Militant<sup>17</sup>. Leur expulsion mit un terme à la période de radicalisation à gauche du parti (1980-1984). Mandelson admit aussi que le soutien du TUC au parti travailliste avait été crucial pendant les années d'opposition. De même, il remercia les syndicats de leur « modération » durant l'ère Thatcher. En effet, dès le début des années quatre-vingt-dix, le TUC avait renoncé à demander l'abolition des lois anti-syndicales dans l'hypothèse du retour au pouvoir des travaillistes. Lorsque Tony Blair devint Premier ministre en 1997, ce thème avait disparu du programme des syndicats.

En 1992, John Smith parvint à faire accepter l'abandon du vote bloqué des syndicats à l'occasion de la conférence annuelle du parti. Il réduisit la représentation syndicale aux congrès du parti de 90% à 70% et fit voter le principe de « OMOV » pour

l'élection du leader. Ce dernier changement accentua encore la perte d'influence des syndicats dans le processus de désignation du leader travailliste.

#### 4. Tony Blair et le TUC

Dès 1994, Tony Blair souhaita distendre, voire rompre le lien avec les syndicats. Son souci était avant tout d'ordre électoral. Ses conseillers politiques estimaient que l'électorat soutiendrait une attitude de « fermeté » du nouveau leader travailliste à l'égard des syndicats<sup>18</sup>. Tony Blair indiqua, peu de temps avant l'élection de 1997, que sous sa direction les relations parti-syndicat seraient radicalement différentes de celles qui prévalaient dans le passé : « Nous avons transformé le parti travailliste, nous avons changé le mode d'élection de nos députés, nous avons établi des relations d'un type nouveau avec les syndicats. Nous avons changé notre manière d'élaborer nos politiques. Le nombre de nos adhérents a doublé. Nous avons réécrit la constitution de notre parti. Pourquoi ? Pour que notre nouveau parti travailliste puisse demeurer fidèle à ses vrais principes et valeurs, et aussi pour qu'il puisse résister aux pressions des syndicats ou de toute autre organisation »<sup>19</sup>.

Pendant la campagne électorale de 1997, le TUC fournit une aide matérielle inégalée au parti travailliste. Les syndicats ne reçurent en retour aucune promesse ni aucun engagement de la part de Tony Blair. A l'inverse, Blair prit soin de prendre publiquement ses distances vis-à-vis des syndicats. Il le fit sans aucune équivoque et ne manifesta pas la moindre volonté de ménager l'allié historique du travaillisme britannique : « Nous ne serons pas pris en otage par les syndicats. Nous nous opposerons aux grèves. Nous n'accepterons pas les revendications salariales excessives, de qui que ce soit. Les syndicats ne jouent aucun rôle particulier dans notre campagne. De la même manière, ils ne recevront aucun traitement de faveur, quand nous serons au gouvernement »<sup>20</sup>.

John Monks, alors secrétaire général du TUC, reconnaît qu'avec le New Labour de Tony Blair, la nature des relations parti-syndicat s'est trouvée bouleversée : « Avec le « vieux » Labour, le TUC serait tombé d'accord pour co-rédiger une série de propositions portant sur les droits de l'employé, et ils les auraient défendues ensemble. Cette fois-ci, avec le nouveau type de relations instaurées par Tony Blair, nous n'avons pu discuter que des propositions déjà rédigées par le New Labour. Mais ces discussions ont eu lieu au même titre et dans les mêmes conditions que les rencontres qui s'étaient déroulées entre le New Labour et la CBI (la Confédération of British Industry, le syndicat des patrons britanniques) »<sup>21</sup>.

Dans les mois précédant l'accession au pouvoir du parti travailliste, les conservateurs condamnèrent la proposition travailliste de reconnaissance légale des syndicats dans les entreprises. La réponse de Tony Blair fut tranchante : « Quiconque pense que le parti travailliste s'est transformé [en New Labour], pour ensuite faire des concessions indues aux syndicats ou à qui que ce soit d'autre, ne me connaît pas »<sup>22</sup>.

En dépit des mises en garde du New Labour, le TUC salua la victoire d'un « gouvernement ami », heureux de retrouver un interlocuteur qu'il juge plus favorable. Sans pour autant espérer revenir à la situation antérieure à 1979, les directions syndicales pensaient qu'un gouvernement travailliste pourrait rapprocher

la Grande-Bretagne des législations continentales sur le plan des droits sociaux et du travail. Sans attendre, Tony Blair prit bien soin de doucher ces espoirs modestes, en affirmant à plusieurs reprises après les élections que le « modèle social européen ne devait pas être adopté, mais réformé [dans un sens anglo-saxon] »<sup>23</sup>.

Dans un opuscule intitulé *The Third Way*, Tony Blair décrit les syndicats sous un jour peu flatteur. Il ne s'y réfère qu'à de rares occasions et toujours de manière négative, parlant des « politiques d'hier » (*old politics*), ou les désignant sous le vocable de « vieille gauche » (*old left*), ou encore de « syndicalisme mâle » (*unionised male labour*)<sup>24</sup>. Anthony Giddens, le sociologue favori du Premier ministre, les présente comme la structure archaïque type, liée au mode de production fordiste<sup>25</sup>. Notons que le concepteur de la « troisième voie » ne mentionne pas une seule fois les assauts répétés du thatcherisme contre les syndicats pendant les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Les quelques réformes syndicales prises par le gouvernement depuis 1997 représentent l'acquittement de « créances politiques » anciennes du parti travailliste à l'égard des syndicats. Sans le soutien inconditionnel du TUC dans les années quatre-vingt, l'aile « modernisatrice » du parti n'aurait pu établir les réformes statutaires et transformer radicalement la politique sociale et économique du parti.

Certaines des mesures favorables aux salariés sont loin, certes, d'être négligeables : mise en place d'un salaire minimum, reconnaissance du droit de représentation syndicale dans les entreprises, signature du Protocole social européen. Elles avaient été promises par Neil Kinnock et John Smith et il eût été impensable que Tony Blair revienne sur les engagements de ses prédécesseurs. Le Premier ministre s'en est donc tenu aux promesses du parti travailliste des années 1983-1994, mais il n'a rien concédé de plus. Il a ainsi tenu ferme sur la question de l'abolition des lois anti-syndicales de la période Thatcher ; une décision déjà entérinée par Neil Kinnock, il est vrai. Blair est cependant revenu sur la promesse faite par John Smith de rétablir les droits liés à l'emploi dès le premier jour de l'embauche (en ce qui concerne, par exemple, le préavis et les allocations de licenciement)<sup>26</sup>. Ceux-ci ne sont toujours accordés aux salariés qu'après plusieurs mois de travail dans une entreprise. Tony Blair a clairement rejeté tout retour au mode de gestion tripartite de l'économie et a refusé de s'occuper de l'élaboration d'une politique salariale. Il s'est positionné, en l'espèce, dans la continuité des conservateurs. Tout comme les conservateurs, il prône l'adoption de la flexibilité sur le marché du travail, et estime que le modèle social européen est « contre-productif »<sup>27</sup>. L'opposition de Tony Blair à la directive européenne de consultation des travailleurs sur leur lieu de travail a aussi créé de fortes tensions entre le gouvernement et le TUC<sup>28</sup>.

## 5. L'étonnante résistance du lien parti-syndicat

Dans un ouvrage de référence consacré aux rapports entre le parti travailliste et les syndicats<sup>29</sup>, Lewis Minkin a estimé que le lien parti-syndicat a été établi à l'origine pour quatre raisons essentielles : il apporte des revenus financiers vitaux ; il est synonyme de stabilité politique pour le parti travailliste ; il permet au parti de mieux organiser la classe ouvrière et le salariat et il confère au parti travailliste une identité de « parti du peuple ».

Examinons la portée de chaque composante dans le contexte actuel du gouvernement New Labour. Pour ce qui du soutien financier, on estime que les TUC ont versé deux cent cinquante millions de livres sterling depuis 1979. Sans cet apport, le parti n'aurait pu se doter d'une infrastructure qui s'est avérée cruciale dans la reconquête du pouvoir en 1997 (financement du nouveau siège du parti à Millbank Tower, construction d'un Centre des médias, mise en place de banques de données telles « Excalibur » ou l'« Instant Rebuttal Unit » qui permettent aux néotravailleuses de réagir instantanément aux attaques des conservateurs). Très soucieux de rendre son parti indépendant du TUC, Tony Blair serait favorable à un financement public des partis politiques. Une telle réforme, inédite en Grande-Bretagne, permettrait au parti travailliste de se passer du patronage des syndicats. Cependant, le Premier ministre s'est jusqu'à présent gardé de mettre cette mesure en place. D'une part, il redoute de s'aliéner une partie importante des membres de son parti et du groupe parlementaire travailliste, qui sont très attachés au maintien du lien. D'autre part, il sait qu'une large majorité des Britanniques rejette une telle réforme.

Afin de réduire la dépendance financière vis-à-vis des syndicats, Tony Blair (et auparavant Neil Kinnock) a mené des campagnes visant à accroître le nombre d'adhésions directes. La baisse du coût des cotisations a été décidée en 1997 pour attirer des adhérents nouveaux, des jeunes, des femmes, des membres des minorités ethniques. Cette stratégie a, un temps, été fructueuse. En 1998, le parti a recensé jusqu'à 450 000 adhérents directs contre moins de 280 000 en 1992 <sup>30</sup>. Ce nombre assez élevé d'adhésions directes a permis de financer le parti à hauteur de 40% de son budget total <sup>31</sup>.

Cette tendance à la croissance est aujourd'hui inversée. Depuis 1999, le nombre d'adhérents est en chute libre. Selon les dernières estimations rendues publiques dans la presse, il serait de l'ordre de 200 000 <sup>32</sup>. Neil Kinnock avait affiché l'objectif d'un million d'adhérents directs dans les années quatre-vingt-dix. Cet objectif apparaît aujourd'hui totalement hors de portée <sup>33</sup>. Ce reflux est inquiétant pour la direction néotravailleuse car il confère au soutien financier du TUC une importance plus grande encore que dans les années quatre-vingt-dix. Essayant de contourner le problème, le New Labour tente depuis 1997 d'attirer les dons de grands capitalistes. Ces nouveaux liens ont pourtant été la source de graves désagréments pour le gouvernement, comme l'a illustré « l'affaire Ecclestone » <sup>34</sup>. En outre, le rapprochement du parti travailliste avec le monde de l'entreprise et de la finance implique un recentrage accru de la politique économique et de l'identité du parti : un choix vivement contesté par de nombreux militants et députés.

Le soutien du monde des affaires pose un autre type de problème : il s'avère dans la plupart des cas très conditionnel et beaucoup moins sûr que celui des syndicats. Les partisans du lien parti-TUC ont beau jeu de montrer que dans le cas du patronat, il s'agit d'une alliance de raison, purement conjoncturelle et dépendante de politiques gouvernementales modérées. Dans le cas des syndicats, ils parlent d'un mariage, d'un véritable lien familial entre les deux parties. Notons encore que la masse des militants syndicalistes reste un facteur de visibilité et de rayonnement fondamental pour le parti. Ce sont en effet les membres syndiqués du parti travailliste qui, sur le plan local

et régional, font campagne pour le parti, exercent des fonctions au sein de l'appareil partisan ou encore des mandats locaux.

Minkin considère aussi la stabilité politique que le lien parti-syndicat est censé apporter au parti travailliste. Dans les années quatre-vingt-dix, le camp des « modernisateurs » du parti avait bataillé pour mettre un terme à la procédure du vote bloqué des syndicats. Selon cette procédure, la direction syndicale peut engager l'intégralité des mandats détenue par le syndicat sans avoir à consulter ses adhérents. Cette démarche est souvent jugée anti-démocratique car elle permet à une poignée de « barons » syndicaux de voter au nom de centaines de milliers d'adhérents sans avoir à recueillir leur opinion. Pis, une poignée de dirigeants syndicaux professionnels peut ainsi arbitrer des décisions fondamentales qui vont engager l'ensemble du parti.

Après avoir dénoncé le vote bloqué lorsqu'ils étaient dans l'opposition, Tony Blair et ses alliés semblent s'en être plutôt bien accommodés à partir des années 1997-2000. De fait, le New Labour a eu recours au vote bloqué pour se sortir de situations difficiles lors des conférences annuelles du parti (sur la question des retraites, de la renationalisation des chemins de fer, du salaire minimum ou de la réforme électorale). En 1999, cette procédure a même assuré l'élection d'Alun Michael, un candidat blairiste, au poste de leader de la nouvelle assemblée galloise. Il « devança » ainsi Rodhri Morgan, un candidat « vieux Labour ». Ce dernier avait pourtant remporté plus des deux tiers des voix des adhérents et des membres syndiqués toutes les fois où leur direction les avait consultés. Ce fut donc le vote bloqué de trois syndicats acquis au New Labour qui permit à Alun Michael de faire la différence. En 2000, lors du choix du candidat travailliste à la mairie de Londres, le vote bloqué de quelques syndicats et la sur-représentation en voix des députés (en général proches de Tony Blair) permirent à Frank Dobson de recevoir l'investiture travailliste. En réalité, Dobson avait été largement distancé en nombre de voix par Ken Livingstone, son concurrent direct <sup>35</sup>.

Si l'on se penche maintenant sur l'éducation et l'encadrement des masses, on s'aperçoit que cette fonction historique du lien est devenue largement obsolète. Depuis les années quatre-vingt-dix, les membres du parti ne sont plus obligés de se syndiquer. En 1997, seuls 34% des membres étaient syndiqués contre 64% en 1990. En 1997, seuls 15% des membres du parti travailliste étaient des ouvriers (contre 70% dans les années soixante) <sup>36</sup>. Par conséquent, la fonction éducative autrefois assurée grâce au lien syndical ne semble plus d'actualité après les changements intervenus dans la sociologie des militants travaillistes.

De ces bouleversements sociologiques découle une transformation de l'identité même du travaillisme britannique. Jusqu'à une date récente, le parti travailliste était l'un des partis sociaux-démocrates européens les plus ouvriers <sup>37</sup>. Ce n'est plus vraiment le cas aujourd'hui. Autrefois « parti du peuple » et « essentiellement ouvrier », il est devenu un parti interclassiste, où la représentation des classes moyennes (salariés du privé et de la fonction publique) et supérieures (professions libérales) est majoritaire. Cette évolution récente sied au New Labour qui souhaiterait ne plus avoir à traiter avec les directions syndicales du TUC, mais simplement avec des individus syndiqués ou pas.

Les années 1997-2001 ont été marquées par des relations distantes, pour ne pas dire froides entre le parti et le TUC. Pour décrire le manque d'empathie du New Labour à l'égard du TUC, John Monks a dit que les néotravailleurs considéraient les syndicats comme des « parents âgés et un peu gâteux », qui sont devenus une source « d'embarras » pour leurs enfants <sup>38</sup>.

## 6. Le retour d'un syndicalisme combatif

En dépit de la volonté de rassemblement affichée par John Monks, le secrétaire général du TUC jusqu'en 2003, les relations entre les syndicats et Tony Blair n'ont cessé de se détériorer. Ceci a profondément contrarié le projet blairiste de transformation du syndicalisme et de création d'un *New Unionism* <sup>39</sup>. Le Premier ministre avait en effet rêvé d'une « troisième voie syndicale » qui aurait apporté un soutien actif aux réformes mises en œuvre par son gouvernement (flexibilité, *Private Finance Initiative* <sup>40</sup>, acceptation de la modération salariale, de droits sociaux restreints par rapport à l'Europe continentale). Dans le projet blairiste d'un « Nouveau syndicalisme », le TUC aurait recherché un partenariat actif avec les chefs d'entreprises. L'aide financière et logistique du TUC au parti aurait été maintenue, mais sans que ce dernier ait à concéder aux syndicats un pouvoir d'intervention « politique » dans ses activités partisans. Sous le *leadership* de John Monks, le TUC des années 1994-2000 s'est approché de près de ce modèle.

Les relations parti-syndicat des années soixante et soixante-dix étaient d'une tout autre nature. Lorsque le TUC possédait la majorité des mandats au congrès du parti travailliste ou au National Executive Committee, le parti et les gouvernements travaillistes devaient à tout le moins solliciter l'avis des syndicats avant de prendre des décisions engageant le parti ou le gouvernement. Cette contrainte a aujourd'hui disparu. Depuis 1997, nombre de décisions importantes ont été prises sans que les syndicats aient été associés à la prise de décision. Ce fut le cas lors de la privatisation du contrôle aérien, en dépit d'une opposition très vive du TUC. La privatisation de la poste ne fut repoussée qu'*in extremis*, non parce que le gouvernement fut sensible à la position des syndicats, mais parce qu'il estima au dernier moment que cette mesure ne serait pas rentable sur le plan commercial. En 1995, Tony Blair avait dressé devant le syndicat TGWU le portrait idéal de ce nouveau partenariat dans les termes suivants : « Je vais être très franc avec vous en ce qui concerne la nature de la relation aujourd'hui entre le parti travailliste et les syndicats. Il fut un temps où quand un syndicat important préconisait le vote d'une loi, il était entendu que le gouvernement s'empresserait de la faire voter au parlement. Les syndicats exigeaient et le parti répondait et négociait. Cette époque est révolue. Finie. A jamais » <sup>41</sup>.

Depuis, les syndicats ne possèdent plus qu'un « pouvoir de nuisance » marginal pour tenter d'orienter les choix programmatiques du parti dans un sens qui leur est plus favorable. La représentation syndicale est en baisse dans les congrès, au profit du renforcement du National Policy Forum (où le TUC n'a que 30 sièges sur 175), de Local Policy Fora et de commissions programmatiques spécialisées, qui sont toutes contrôlés par Tony Blair ou des dirigeants qui lui sont totalement dévoués <sup>42</sup>.

La résurgence assez récente d'un syndicalisme combatif est venue bouleverser ou, à tout le moins, contrarier le *New Unionism* souhaité par Tony Blair. Depuis

la réélection du New Labour en 2001, l'opposition des syndicats à la politique du gouvernement est, dans certains cas, devenue franchement hostile<sup>43</sup>. Ce nouveau rapport, de plus en plus ouvertement critique vis-à-vis du New Labour, est apparu peu à peu entre 1994 et 2001.

Ce mouvement de défiance marque la fin d'un cycle de relations parti-syndicats. Cette période avait commencé au milieu des années quatre-vingt quand les syndicats reconnurent leur part de responsabilité dans la défaite électorale de 1979. A partir des années quatre-vingt, les syndicats adoptèrent un profil bas, acceptant sans rechigner tous les changements imposés par Neil Kinnock, John Smith et Tony Blair. Leur loyauté était telle pendant cette période qu'ils acceptèrent de voir leur pouvoir de représentation réduit à plusieurs reprises.

Aujourd'hui, la plupart des syndicats membres du TUC considèrent que le temps est venu de « résister à la dérive droitière » du gouvernement. Sur le plan interne, la réforme très controversée des services publics selon les termes de la *Private Finance Initiative* est épinglée. Sur le plan européen, les syndicats dénoncent « l'Europe des marchés et de la flexibilité » que Tony Blair tente de promouvoir de concert avec Silvio Berlusconi et José Maria Aznar. Lorsqu'au printemps 2001, le Premier ministre britannique conclut un pacte en ce sens avec Silvio Berlusconi, John Monks déclara sur les antennes de la BBC que la démarche blairiste était « complètement idiote ». Ce commentaire lui valut un record de popularité qu'il n'avait jamais connu jusqu'alors<sup>44</sup>. Plus récemment, les syndicats unanimes ont condamné la décision britannique d'envoyer des troupes combattre en Irak aux côtés des Etats-Unis. « L'argent du public pour les services publics et non pour la guerre en Irak », a été un mot d'ordre syndical populaire dans les jours précédant l'attaque militaire contre l'Irak.

Une campagne anti-PFI a même été organisée dans les médias par Unison, le plus important des syndicats de la fonction publique. Ces campagnes furent financées en utilisant une partie des fonds politiques, c'est-à-dire de l'argent normalement réservé au parti travailliste. Le Rail Maritime Transport Workers Union (RMT) a décidé de retirer son soutien financier à des ministres (John Prescott, vice-premier ministre et Robin Cook, ex-leader de la Chambre des communes) ou à certains députés « hostiles » au syndicat, afin de protester contre la politique du gouvernement dans le domaine des transports<sup>45</sup>.

Signe des temps, on assiste depuis quelques années à une nette recrudescence des actions de grève dans la fonction publique pour défendre les services publics (transports, hôpitaux, éducation, sapeurs-pompiers). Selon les sondages, une majorité d'usagers juge ces grèves « justifiées », un changement d'opinion important par rapport aux années quatre-vingt et quatre-vingt-dix<sup>46</sup>.

La recrudescence des actions syndicales constitue la grande nouveauté dans le paysage politique britannique des vingt dernières années. Cette combativité retrouvée passe par le retour aux mouvements de grève qui avaient atteint un niveau historiquement bas dans les années quatre-vingt-dix. Après deux décennies de décrue, le nombre de travailleurs syndiqués est depuis 1999 en pleine croissance avec une augmentation de 100 000 adhérents. Au milieu des années soixante-dix, la Grande-Bretagne comprenait 14 millions de travailleurs syndiqués, contre 7,3 millions à

l'heure actuelle, c'est-à-dire moins d'un quart de la force de travail. Pour la première fois de son histoire, les syndicats du TUC représentent davantage de « cols blancs » que de « cols bleus », c'est-à-dire les professions ouvrières traditionnelles. Les syndicats recrutent en particulier plus de femmes, de travailleurs à temps partiel et d'individus issus des minorités ethniques <sup>47</sup>.

### 7. Le rejet viscéral du blairisme

Les dirigeants de la « droite syndicale » qui soutenaient sans état d'âme le projet blairiste de New Unionism ont tour à tour été battus par des syndicalistes inconnus du public. Ce sont des individus plus radicaux, en nette rupture avec le blairisme gouvernemental qui, depuis la fin des années quatre-vingt-dix, remportent ces élections. Les candidats étiquetés « blairistes » ont tous subi des défaites cuisantes. En 2002, Ken Jackson, secrétaire général sortant d'Amicus, présenté comme le « syndicaliste favori de Tony Blair », a été battu par Derek Simpson <sup>48</sup>.

Margaret Thatcher avait établi l'obligation légale du vote à bulletin secret, censé éviter les pressions des minorités actives et politisées. Les conservateurs espéraient qu'un vote à bulletin secret favoriserait l'élection de directions modérées. Or depuis peu, ces votes individuels, dans le secret de l'isoloir, ont produit l'effet inverse : ils ont assuré l'élection d'une nouvelle génération de syndicalistes très nettement à gauche du New Labour.

Ces « nouveaux syndicalistes » sont dans l'ensemble jeunes (entre quarante et cinquante ans) et politiquement plus à gauche que le New Labour. La presse populaire dénonce le retour d'un « syndicalisme pur et dur », voire « révolutionnaire ». Il n'en est rien. Ces nouveaux leaders syndicaux sont, de fait, très éloignés à la fois des vieux barons de la droite syndicale et des mots d'ordre de l'extrême gauche des années quatre-vingt.

Ce « syndicalisme radical » présente un certain nombre de caractéristiques : il prend résolument la défense des services publics contre ce qu'il perçoit comme le projet de « privatisation rampante » du gouvernement. En ce sens, son combat prioritaire est de s'opposer à toute nouvelle privatisation. Il adopte pour cela une démarche dite « proactive », qui essaye de concilier démocratie et transparence dans les débats et dans la vie d'appareil <sup>49</sup>. Cette approche entend rompre avec les pratiques hiérarchisées au sein de l'appareil et avec un certain type de *leadership* aujourd'hui rejeté par les adhérents. Ainsi, le vote bloqué auquel avait largement recours la « droite syndicale » proche du blairisme, est-il aujourd'hui abandonné. Dans la plupart des cas de figure, les directions syndicales consultent leurs adhérents, en particulier lors de conflits du travail.

Billy Hayes, le secrétaire général du Communication Workers Union, a résumé ce nouveau syndicalisme en ces termes : « Les secrétaires généraux récemment élus ont une chose en commun : ils ne sont pas tournés vers le passé. Nous sommes tous favorables à des modes d'action qui associent davantage les adhérents. Ceux qui avaient une vision hiérarchisée des relations entre la direction et les adhérents ont été battus. Cela constitue autant une mise en garde à l'adresse du gouvernement, qu'une condamnation des caciques du syndicalisme » <sup>50</sup>.

Ce syndicalisme d'un type nouveau propose à ses adhérents de s'associer à des « luttes concrètes », portant sur la conquête de droits applicables à brève échéance (égalité salariale entre hommes et femmes, lutte contre les discriminations racistes sur le lieu de travail, droit au congé parental, sauvegarde des services publics, formation professionnelle continue des adhérents). Cette approche rompt nettement avec le syndicalisme de lutte incantatoire et empreint d'un certain « gauchisme culturel » des années soixante-dix et quatre-vingt.

Ce syndicalisme redécouvre le principe de la solidarité d'action entre des syndicats de branches différentes ; une pratique largement découragée par les lois Thatcher. Récemment, la Fire Brigade Union (FBU), le syndicat des sapeurs-pompiers, a appelé à une grève de solidarité avec les syndicats de fonctionnaires qui se battaient contre la privatisation du service public de la santé (National Health Service – NHS), dès lors que les membres du FBU sont aussi des usagers potentiels du NHS <sup>51</sup>.

Notons que parmi les jeunes dirigeants de syndicats, certains ne sont pas (ou ne sont plus) membres du parti travailliste. Impensable il y a quelques années, ce détachement vis-à-vis du parti indique un repositionnement politique non seulement sur la gauche, mais aussi en dehors du New Labour. Certains ont été membres du parti communiste (Derek Simpson, le leader d'Unison), d'autres du Socialist Labour Party créé par Arthur Scargill (Bob Crow, secrétaire général de RMT). Un autre est membre de la Socialist Alliance, cartel électoral qui regroupe plusieurs formations d'extrême gauche, dont le Socialist Workers' Party (Mark Serwotka, secrétaire général de Public and Commercial Services Union – PCS). Toutefois, tous se sont jusqu'à présent déclarés en faveur du maintien du lien parti-syndicats, poursuivant ainsi la tradition du « divorce à l'anglaise » : une relation où les deux parties, qui ne s'estiment guère, vont néanmoins continuer leur vie commune pour protéger leurs intérêts mutuels.

Ecartant pour le moment toute procédure de séparation, ils ont néanmoins tous revu à la baisse le montant des fonds versés au parti travailliste. Sur cette question, les directions syndicales doivent aujourd'hui freiner les ardeurs de leurs adhérents qui, dans certains cas, ont réclamé la rupture du lien avec le parti travailliste <sup>52</sup>. Trois syndicats influents – RMT, Unison et GMB (General, Municipal and Boilermaker's Union) – ont réduit leur financement d'une manière égale chacun afin de conserver le même nombre de mandats au congrès du parti. Les petits syndicats leur ont emboîté le pas. Entre juin 2001 et aujourd'hui, le parti travailliste comptait recevoir six millions de livres sterling des syndicats ; il n'en a reçu que quatre millions et demi. Ce « manque à gagner », ajouté à la baisse des cotisations des adhérents directs, a creusé le déficit du parti qui a dû quitter le siège très coûteux de Millbank Tower pour un immeuble meilleur marché.

Le syndicat Associated Society of Locomotive <sup>53</sup> Engineers and Firemen (ASLEF) vient de rompre le lien de loyauté centenaire qui le liait au parti travailliste. Il avait annoncé son soutien à Ken Livingstone, candidat indépendant, contre la candidate travailliste lors de l'élection du maire de Londres en juin 2004, convaincu que les transports publics seraient mieux défendus par Livingstone que par la candidate investie par le parti travailliste. Finalement, Livingstone a réintégré le parti travailliste et remporté à nouveau la mairie. Mais cette décision marquait une remise en cause spectaculaire du lien organique qui avait toujours été préservé, y compris dans les

périodes de conflit les plus virulentes. Elle contrevenait aux statuts du parti travailliste qui interdisent aux syndicats de financer ou de soutenir une autre organisation politique que le parti travailliste.

Lors de son congrès annuel en juillet 2003, le RMT a décidé, dans certains cas, de soutenir le parti socialiste écossais (trotskyste), Plaid Cymru (indépendantistes gallois), les verts, Ken Livingstone (le maire indépendant de Londres) ou encore George Galloway, suspendu par le parti travailliste pour avoir vivement critiqué la participation de la Grande-Bretagne à la guerre contre l'Irak. Bob Crow, son secrétaire général, a estimé que Tony Blair et son gouvernement devaient être considérés comme des « criminels de guerre » à la suite de la guerre en Irak. A la tribune du congrès, il a rejeté le New Labour dans le camp des opposants de classe : « [Le gouvernement] ne nous aime pas et il ne veut pas que les syndicats aient du pouvoir. Il souhaite que le parti travailliste demeure le parti des patrons »<sup>54</sup>.

Ces propos d'une extrême dureté ne sont sans doute pas représentatifs de l'ensemble des syndicats. Qu'ils aient pu être tenus lors du congrès du RMT souligne la dégradation des rapports entre le parti travailliste et le TUC.

## 8. Conclusion

Conclure que les transformations observées dans le syndicalisme britannique sont définitives et constituent une évolution historique serait prématuré. Constatons cependant, dès à présent, que ce « nouveau syndicalisme » met en scène des directions syndicales rajeunies et des adhérents plus combattifs, radicaux et réformistes que les générations syndicales des années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Des tendances lourdes apparaissent. Ainsi, l'ambition affichée par Tony Blair dès 1994 de favoriser l'émergence d'un syndicalisme allié, mais sans aucune influence politique sur le parti, a-t-elle, semble-t-il, reçu un coup d'arrêt durable, peut-être même définitif.

Cette ligne syndicale de type « troisième voie » a bien été recherchée dans les années 1994-2000. Il s'agissait alors de promouvoir un syndicalisme post-industriel et acquis à la politique du New Labour. Victorieux, ce syndicalisme aurait parachevé le « renouveau idéologique » offert par le blairisme. Il aurait constitué une rupture totale avec le syndicalisme d'opposition d'inspiration socialiste. Le blairisme gouvernemental a un temps compté des alliés influents au sein du TUC (comme Ken Jackson d'Amicus). Ce soutien n'a pourtant été que très temporaire. Avant la fin de la première législature du parti travailliste, ce syndicalisme fut jugé trop timide vis-à-vis de politiques de plus en plus rejetées par la base syndicale. Le divorce croissant entre les adhérents et le New Labour, favorisa l'émergence d'un discours d'opposition interne au blairisme. Les tenants de cette ligne anti-New Labour, souvent jeunes et inconnus du public, furent élus à la tête de syndicats lors de scrutins marqués par la mise à l'écart systématique des candidats qui soutenaient le gouvernement.

En dépit de ce durcissement récent, la question du divorce entre le parti et le TUC n'est toujours pas à l'ordre du jour. Réclamé par une minorité croissante d'adhérents, les directions syndicales refusent pour le moment de rompre le lien avec le parti. Ils continuent d'estimer que son maintien leur permet d'influencer, *de l'intérieur*, la politique travailliste.

De son côté, le parti travailliste voit d'un très mauvais œil le retour d'un syndicalisme de combat, qui n'hésite pas à affronter le gouvernement sur des mesures-phares de son programme, comme la *Private Finance Initiative*. Les partisans du New Labour regardent même avec une exaspération croissante la montée en puissance de ce qu'ils nomment les « empêcheurs de tourner en rond » (*awkward squad*), qui viennent régulièrement contrarier leurs projets de réforme des services publics <sup>55</sup>.

Le TUC (en dépit de quelques contacts pris avec le parti libéral démocrate et la Socialist Alliance) ne peut aisément tirer un trait sur un siècle de coopération avec un parti de gouvernement, sans avoir la garantie de retrouver un partenaire politiquement aussi crédible et influent.

Le parti travailliste n'envisage pas non plus de séparation de corps avec le TUC car il a désespérément besoin de la masse financière et militante des syndicats <sup>56</sup>. La situation de « divorce à l'anglaise », c'est-à-dire d'une relation sans amour de part et d'autre mais où le sort de l'un est intrinsèquement lié à l'autre, restera donc sans doute à l'ordre du jour dans les années à venir.

## Notes

<sup>1</sup> Transport and General Workers' Union.

<sup>2</sup> Cité in L. PANITCH, *Social democracy and industrial militancy : the Labour party. Trade unions and income policy, 1945-74*, Cambridge, Cambridge University Press, 1976, p. 258.

<sup>3</sup> R. TAYLOR, « Out of the bowels of the movement : the trade unions and the origins of the Labour party, 1900-18 », in B. BRIVATI, R. HEFFERMAN (ed.), *The Labour party. A centenary history*, Basingstoke, Macmillan, 2000, p. 10.

<sup>4</sup> Voir sur ce point la littérature de quelques membres influents dans les cercles blairistes : P. GOULD, *The unfinished revolution : how the modernisers saved the Labour party*, Londres, Little, Brown, 1998 ; R. LIDDLE, P. MANDELSON, *The Blair revolution : can New Labour deliver ?*, Londres, Faber and Faber, 1996.

<sup>5</sup> Voir sur ce thème différents articles contenus dans Ph. MARLIÈRE, *La troisième voie dans l'impasse. Essais sur Tony Blair et le New Labour*, Paris, Syllepse, 2003.

<sup>6</sup> James Keir Hardie (1856-1915) fut le premier député socialiste élu à la Chambre des Communes en 1892, et l'un des partisans du regroupement des syndicats et des groupes socialistes indépendants en un seul parti, le parti travailliste, effectivement créé en 1900.

<sup>7</sup> Cité in R. TAYLOR, *op. cit.*, p. 8.

<sup>8</sup> D. MARQUAND, *The progressive dilemma. From Llyod George to Blair*, Londres, Phoenix, 1999, p. 17.

<sup>9</sup> La baisse des donations syndicales a été compensée en partie par la progression des adhésions directes entre 1994 et 1998. En 1998, on estimait que les cotisations des adhérents directs fournissaient 40% des revenus du parti contre 30% en provenance du fonds politique syndical. Par ailleurs, le New Labour a encouragé les donations importantes d'« amis politiques » issus des milieux de l'entreprise et des finances. L'aide du « big business » couvre environ un cinquième des recettes du parti. S. LUDLAM, « Norms and blocks : trade unions and the Labour party since 1964 », in B. BRIVATI, R. HEFFERMAN (ed.), *op. cit.*, p. 235-236.

<sup>10</sup> S. LUDLAM, M. BODAH, D. COATES, « Trajectories of solidarity : changing union-party linkages in the UK and the USA », *British Journal of Politics and International Relations*, juin 2002, 4/2, p. 228.

<sup>11</sup> S. LUDLAM, *op. cit.*, p. 233.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 221-222.

<sup>13</sup> D. COATES, « New Labour's industrial and employment policy », in D. COATES, P. LAWLER (ed.), *New Labour in power*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 122-135.

<sup>14</sup> L. MINKIN, *The contentious alliance : the trade unions and the Labour party*, Edimbourg, Edinburgh University Press, 1992, p. 564-565.

<sup>15</sup> P. GOULD, *op. cit.*, p. 43.

<sup>16</sup> Cité in S. LUDLAM, « New Labour and the unions : the end of the contentious alliance ? », in S. LUDLAM, M. J. SMITH (ed.), *New Labour in government*, Basingstoke, Macmillan, 2001, p. 114.

<sup>17</sup> E. SHAW, *Discipline and discord in the Labour party*, Manchester, Manchester University Press, 1988, p. 257-290.

<sup>18</sup> P. GOULD, *op. cit.*, p. 257-258.

<sup>19</sup> *The Guardian*, 11 avril 1997.

<sup>20</sup> *The Financial Times*, 7 avril 1997.

<sup>21</sup> *New Statesman*, 4 avril 1997.

<sup>22</sup> P. GOULD, *op. cit.*, p. 353-354.

<sup>23</sup> T. BLAIR, *A modern Britain in a modern Europe : speech at the annual friends of Nieuwspoor dinner, The Hague, 20 January 1998*, Londres, The Labour party, et *The Third Way : new politics for the new century*, Londres, Fabian Society, 1998.

<sup>24</sup> T. BLAIR, *The Third Way : new politics for a the new century*, *op. cit.*, p. 1 et 8.

<sup>25</sup> A. GIDDENS, *The Third Way : the renewal of social democracy*, Oxford, Polity Press, 1998.

<sup>26</sup> S. LUDLAM, « New Labour and the unions... », *op. cit.*, p. 116.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 117.

<sup>28</sup> *Ibid.*

<sup>29</sup> L. MINKIN, *op. cit.*

<sup>30</sup> P. WEBB, « The British Labour party », in R. LADRECH, Ph. MARLIÈRE (ed.), *Social democratic parties in the European Union. History, organization, policies*, Basingstoke, Macmillan, 1999, p. 104.

<sup>31</sup> S. LUDLAM, « New Labour and the unions... », *op. cit.*, p. 117.

<sup>32</sup> David Triesman, le secrétaire général du parti travailliste, reconnaît la baisse importante du nombre d'adhérents directs, et affirme que le parti comptait « environ 270 000 adhérents » à la fin de 2002. Il est probable que ce chiffre a encore baissé à la suite de la guerre en Irak ; une décision qui a vivement mécontenté de nombreux militants travaillistes. *New Statesman*, 30 septembre 2002.

<sup>33</sup> P. SEYD, P. WHITELEY, « New Labour and the party : members and organization », in S. LUDLAM, M.J. SMITH (ed.), *op. cit.*, p. 75.

<sup>34</sup> A cette occasion, l'intégrité du gouvernement fut sérieusement mise en cause après que celui-ci eut décidé, contre toute attente, d'autoriser la poursuite du parrainage du grand prix de Formule 1 de Grande-Bretagne par les marques de tabac. Peu de temps après, Tony Blair dut reconnaître que Bernie Ecclestone (le responsable de l'organisation du championnat du monde de Formule 1), avait été l'un des principaux soutiens financiers du parti travailliste pendant la campagne électorale de 1997. Le Premier ministre dut venir devant les médias présenter des excuses, et le million de livres sterling perçu par son parti fut intégralement remboursé au donateur. Voir Ph. MARLIÈRE, « Le blairisme, un « thatchérisme à visage humain »? », *Les Temps modernes*, octobre-novembre 1998, 601, p. 136.

<sup>35</sup> Ph. MARLIÈRE, « Bataille pour Londres », *Le Monde diplomatique*, mai 2000, 554, p. 11.

<sup>36</sup> S. LUDLAM (ed.), *New Labour and the labour movement*, Sheffield, University of Sheffield Political Economy Research Centre, 1998, p. 39.

<sup>37</sup> Ph. MARLIÈRE, « La social-démocratie européenne en question », *Universalis 2003*, Paris, Encyclopaedia Universalis 2003, p. 98.

<sup>38</sup> *New Statesman*, 8 juillet 2002.

<sup>39</sup> S. LUDLAM, « Norms and blocks : trade unions and the Labour party since 1964 », *op. cit.*, p. 234.

<sup>40</sup> Le gouvernement néotravailliste poursuit dans une large mesure la privatisation des services publics, en s'inspirant d'un projet conçu par les conservateurs dans les années quatre-vingt-dix. Ce projet s'appelle la *Private Finance Initiative* (PFI). Il aménage les modes de financement et de gestion des services publics par le privé. Des services aussi vitaux que l'éducation, la santé, les transports, sont concernés par la PFI. Dans la Grande-Bretagne post-thatchérienne, cette politique s'apparente à une « deuxième génération » de privatisations. Extrêmement controversée, elle suscite à l'heure actuelle l'opposition unanime des syndicats, des fonctionnaires et des usagers. Voir Ph. MARLIÈRE, « Le public au service du privé : mondialisation néolibérale et la deuxième génération de privatisations en Grande-Bretagne », *Les Temps modernes*, septembre-octobre-novembre 2001, 615-616, p. 347-370.

<sup>41</sup> T. BLAIR, *New Britain. My vision of a new country*, Londres, Fourth Estate, 1976, p. 133.

<sup>42</sup> P. SEYD, P. WHITELEY, « New Labour and the party : members and organization », in S. LUDLAM, M.J. SMITH (ed.), *op. cit.*, p. 73-91.

<sup>43</sup> Une hostilité qui est montée encore d'un cran à l'occasion du long et âpre conflit qui a opposé, pendant l'hiver et l'automne 2003, le gouvernement au FBU, le syndicat des sapeurs-pompiers. L'aile gauche du parti travailliste et le TUC ont dénoncé en des termes très durs le « mépris » affiché par Tony Blair pour le monde syndical et ses « gesticulations thatchériennes ». Voir. M. SEDDON, « Bonfire of beliefs », *The Guardian*, 23 novembre 2002 ; A. MURRAY, « The axis of privilege », *The Guardian*, 29 novembre 2002.

<sup>44</sup> *New Statesman*, 8 juillet 2002.

<sup>45</sup> *The Guardian*, 25 juin 2002.

<sup>46</sup> Selon un sondage publié dans *The Guardian* à une période marquée par de nombreux mouvements de grève dans la fonction publique locale, les transports ferroviaires et le métro de Londres, 59% des usagers interviewés ont estimé que ces grèves étaient « justifiées », 29% pensaient le contraire et 12% étaient sans opinion. Voir *The Guardian*, 30 juillet 2002.

<sup>47</sup> Source site bbc, <http://news.bbc.co.uk/1/hi/business/>, 8 septembre 2000.

<sup>48</sup> Présenté comme l'archétype du « syndicaliste de droite », soutenant de manière inconditionnelle la politique du gouvernement Blair, le leader d'Amicus, Ken Jackson a été battu par Derek Simpson, opposant au New Labour, durant l'été 2002. Ce scrutin, serré, a été marqué par des irrégularités dans le chef des partisans de Ken Jackson. Après quatre comptages des voix, les partisans du secrétaire général sortant ont dû se résoudre à accepter la victoire de Derek Simpson. Les commentateurs ont considéré que cette élection-symbole constituait la preuve d'un rejet profond du blairisme au sein du mouvement syndical. *The Guardian*, 19 juillet 2002.

<sup>49</sup> W. HUTTON, « By the left, quick march », *The Observer*, 21 juillet 2002.

<sup>50</sup> *Red Pepper*, septembre 2002.

<sup>51</sup> *Ibid.*

<sup>52</sup> C'est le cas des adhérents du Rail Maritime and Transport Workers (RMT) ou du Fire Brigade Union (FBU).

<sup>53</sup> *The Guardian*, 3 juin 2003.

<sup>54</sup> *The Guardian*, 2 juillet 2003.

<sup>55</sup> Le gouvernement néotravailleliste et les médias désignent de la sorte un groupe restreint de leaders syndicalistes considérés comme plus « radicaux » et plus « anti-New Labour » que les autres dirigeants syndicaux. Ce groupe informel englobe Mick Rix d'ASLEF (le syndicat des conducteurs de train), Andy Gilchrist de la FBU (le syndicat des sapeurs-pompiers), Billy Hayes de la Communication Workers Union, Bob Crow de RMT (le syndicat des employés du rail), Derek Simpson d'Amicus (le plus important des syndicats affiliés) et Mark Serwotka de PCS.

<sup>56</sup> Ce que reconnaît sans ambages l'actuel secrétaire général du parti travailliste, David Triesman, un ancien syndicaliste. Selon lui, le parti serait endetté à hauteur de cinq millions de livres sterling. Voir *New Statesman*, 30 septembre 2002.

# Le socialisme espagnol : le PSOE

Gabriel COLOMÉ

Le parti socialiste espagnol a été au pouvoir durant quatorze ans. En 1996, le partido popular dirigé par José Maria Aznar a éjecté les socialistes du pouvoir qui, jusqu'à l'élection de mars 2004, étaient la principale formation de l'opposition. La majorité obtenue lors de l'élection de mars 2000 avait confirmé la victoire du centre-droit et le rôle de principal parti d'opposition dévolu aux socialistes. Cette deuxième défaite avait conduit à un débat dans le centre-gauche du spectre politique sur le rôle du PSOE dans la société espagnole.

Ces dernières décennies, les cycles politiques d'Espagne et des autres pays européens n'ont pas été en phase. Durant l'hégémonie conservatrice des années quatre-vingt en Europe, la position confortable des gouvernements socialistes espagnols dirigés par Felipe Gonzalez était vue à la fois avec envie et admiration par les autres sociaux-démocrates d'Europe, alors dans l'opposition. A la fin des années quatre-vingt-dix, la situation s'était inversée. Alors que les sociaux-démocrates étaient au pouvoir dans presque tous les pays de l'Union européenne, le PSOE était lui dans l'opposition. De plus, José Maria Aznar était devenu le leader de référence de partis conservateurs affaiblis<sup>1</sup>. L'explication de cette situation n'est pas simple. Comme le soulignait Felipe González, « le PSOE mourut en raison de son propre succès », lorsque son projet ambitieux de moderniser l'Etat espagnol prit fin. Paradoxalement, le PSOE échoua à donner une réponse adéquate aux nouveaux défis économiques et sociaux auxquels était confrontée la société espagnole, défis qui virent le jour comme résultat de ses politiques. Aussi, pour fournir une analyse satisfaisante de la situation qui a prévalu jusqu'au scrutin du printemps 2004, il s'agit d'examiner plusieurs facteurs. Dans cette contribution, nous analyserons le PSOE dans une perspective historique et organisationnelle.

## 1. Aperçu historique

Le PSOE (*partido socialista obrero español*) a été fondé en 1879 par un socialiste, Pablo Iglesias, qui adhéra à l'Internationale ouvrière. Dans la famille socialiste, le PSOE se caractérisait par son étatisme, son laïcisme, son républicanisme et sa tendance au jacobinisme et à la décentralisation. Son pouvoir était à l'origine surtout situé à Madrid et dans le pays basque, mais il n'eut que peu d'influence en Catalogne, l'un des territoires les plus industrialisés de l'Espagne du XIX<sup>e</sup> siècle. Après avoir assuré une présence minimale dans la société espagnole pendant ses années de fondation, et bien que certains de ses membres aient fondé l'UGT (*Unión general de trabajadores*) en 1888, il faut cependant attendre les premières années du XX<sup>e</sup> siècle pour que le parti acquière une certaine popularité après l'élection de Pablo Iglesias comme membre du Parlement en 1910. En 1921, le parti subira une scission due au départ de certains membres à la III<sup>e</sup> Internationale, qui fonderont le parti communiste d'Espagne (*partido comunista de España, PCE*). Pendant la dictature du général Primo de Rivera (1923-1930), le PSOE fut l'une des rares organisations tolérées par le régime. En 1930, le parti socialiste adhéra au *Pacto de San Sebastián* au terme duquel un compromis fut atteint pour établir une république après l'effondrement de la monarchie.

Le PSOE fut l'un des gagnants des élections locales de 1931, accédant au gouvernement de la nouvelle République mise en place le 14 avril 1931. En octobre 1934, avec le déclenchement de la révolution dans les Asturies, les socialistes y participèrent activement. Après l'échec des mouvements révolutionnaires et les gouvernements conservateurs qui ont suivi, les socialistes rejoignirent, en 1936, le front populaire, une coalition de partis de gauche et de centre-gauche, qui remporta les élections de février 1936. Un nouvel exécutif fut donc formé. A la suite du déclenchement de la guerre civile en juillet 1936, le PSOE participera aux différents gouvernements républicains, ayant certains Premiers ministres, comme Francisco Largo Caballero, membre de l'aile gauche du parti et appelé le « Lénine espagnol ». Tant Francisco Largo Caballero que Juan Negrín, son successeur durent faire face à Indalecio Prieto, ministre de la Guerre et, pour sa part, membre de l'aile modérée du PSOE. Il plaidait pour une coalition avec la bourgeoisie républicaine libérale plutôt qu'avec le parti communiste d'Espagne. Après l'écroulement de la République en 1939, les dirigeants du parti s'exilèrent et le parti socialiste perdit beaucoup de ses membres en raison de la répression franquiste. Alors que l'appareil du parti se recomposait à l'étranger, certains groupes socialistes se mettaient en place dans le pays avec de faibles connexions, voire aucune, avec les dirigeants en exil. Ce fut surtout le cas à Madrid, au pays basque et en Andalousie. Anti-communiste, en raison de la politique menée en Union soviétique, le PSOE voudra créer une plate-forme contre la dictature sans la présence du parti communiste. Les groupes de l'intérieur seront dirigés par Felipe González, Alfonso Guerra, Nicolás Redondo ou José María Benegas. Ils prennent le contrôle du parti lors du congrès de 1972. Au congrès de 1974, à Suresnes, Felipe González succède à Rodolfo Llopis, secrétaire général en exil – qui ne reconnaîtra pas la légitimité de ce congrès – et forme un nouveau Comité exécutif avec des membres de l'intérieur. Le PSOE connaît une profonde rénovation qui va en faire un tout nouveau parti. En 1976, le parti propose la *ruptura democrática* avec le régime et l'établissement de la république. En 1977, compte tenu de la victoire de la réforme politique inspirée par le Premier ministre Adolfo Suárez, le PSOE prend part

aux élections. Il décroche la deuxième place tant en voix qu'en sièges. En 1978, a lieu l'unification avec le parti socialiste populaire (PSP) de Enrique Tierno Galván, qui sera élu maire de Madrid en 1979, dans un processus d'homogénéisation du centre-gauche et de la gauche espagnole. Le tournant crucial de l'histoire récente du PSOE a lieu lors du XXVIII<sup>e</sup> congrès du parti en 1979. Felipe González prône l'abandon du marxisme. Mais il est battu sur cette suggestion et démissionne. Il est réélu lors d'un congrès extraordinaire qui entérine l'abandon du marxisme et ne met pas en cause le *leadership* de Felipe González comme secrétaire général. En 1982, le parti socialiste remporte les élections et forme un gouvernement homogène dirigé par Felipe González. La position socialiste traditionnellement pacifiste et anti-atlantiste change et lors du référendum de 1986 sur le maintien de l'Espagne dans l'Alliance atlantique, le PSOE appelle à rester. Ce choix entraîne le départ de l'aile gauche, dirigée par Pablo Castellano qui fonde le partido de acción socialista (PASOC), qui rejoindra le parti communiste dans la coalition électorale Izquierda unida (IU). Le gouvernement de Felipe González signera l'intégration de l'Espagne dans la Communauté économique européenne. Durant toutes ces années, l'UGT, syndicat d'inspiration socialiste dirigé par Nicolás Redondo, va refroidir ses relations avec le parti socialiste. De 1979 à 1995, le PSOE remportera la majorité des mairies des plus grandes villes espagnoles, et accédera aux gouvernements de la plupart des Communautés autonomes (1983-1995).

A partir de 1991, et plus encore de 1995, le parti populaire renverse la vapeur et accède à son tour aux exécutifs locaux et régionaux. Dès la fin des années quatre-vingt et au début des années quatre-vingt-dix, voient le jour certaines affaires de corruption qui entraîneront notamment, en 1991, la démission du secrétaire général adjoint du parti Alfonso Guerra, par ailleurs vice-président du gouvernement. A partir de ce moment fut créée une aile guerriste dans le parti, populiste et de gauche, en opposition à l'aile libérale, incarnée par les ministres de l'Economie des gouvernements, comme Carlos Solchaga. La tension interne fut même encore plus visible à l'examen des résultats de plusieurs élections qui se déroulent au début des années quatre-vingt-dix<sup>2</sup>. En 1996, le parti populaire sous la houlette de José Maria Aznar remporte les élections et accède au gouvernement.

Après la défaite électorale, Felipe González démissionna de son poste de secrétaire général lors du XXXIV<sup>e</sup> congrès du parti en 1997. Le congrès élit Joaquín Almunia comme nouveau dirigeant. Dans un effort pour légitimer le nouveau *leadership*, le candidat à la présidence devait être élu à travers un nouveau système d'élections primaires. José Borrell fut préféré à Almunia. Mais celui-ci démissionna rapidement et Almunia revint. Il perdit les élections de mars 2000. La nécessité d'un renouvellement complet du *leadership* conduisit à l'élection de José Luís Rodríguez Zapatero lors du XXXV<sup>e</sup> congrès du parti en juillet 2000. Avec son équipe, il avait la double tâche de conduire le processus de renouveau et, en même temps, d'articuler une opposition forte au gouvernement d'Aznar.

*Evolution des résultats électoraux pour les partis nationaux (1977-2004)* <sup>3</sup>

	AP/PP	UCD	CDS	PSOE	PCE/IU
1977	8,42	34,83		30,35	9,27
1979	6,46	35,05		30,49	10,80
1982	26,51	6,81	2,89	48,38	4,13
1986	26,14		9,16	44,34	3,83
1989	26,23		8,03	40,27	9,22
1993	35,04		1,77	39,10	9,63
1996	39,17			38,00	40,64
2000	45,26			34,64	5,55
2004	38,26			43,34	5,04

La structure organisationnelle du parti est construite sous une forme fédérale basée sur des fédérations régionales ou de communautés nationales – à l’exception de la Catalogne <sup>4</sup>, qui fonctionne sur une base de fédérations locales ou municipales. La construction est donc territoriale avec une forme pyramidale. La fédération est l’organisation fondamentale. Elle a une très grande autonomie et tous les niveaux successifs du parti sont articulés autour d’elle. La définition de Duverger <sup>5</sup> du parti de masse peut s’appliquer à l’organisation du PSOE <sup>6</sup>.

La division des pouvoirs au sein du parti suit un modèle classique : la Commission exécutive fédérale représente la branche exécutive, le Comité fédéral le corps législatif et la Commission fédérale des conflits incarne le « pouvoir judiciaire ». Le congrès fédéral, qui se tient tous les trois ans, représente l’organe souverain du parti. Les compétences de chaque niveau sont celles décrites par Duverger et les autres auteurs qui présentent les partis socialistes comme des partis de masse.

La structure du parti est complexe, rigide et forte. Complexe parce que les parties de chaque niveau forment le tout ; chaque segment est en conformité avec le niveau supérieur et aucun d’entre eux ne peut fonctionner sans l’autre. Rigide et forte parce que tant les statuts du parti que ses règles internes régulent sa vie de manière précise et complète.

Cette régulation complète est la garantie de la participation tant des adhérents que des diverses composantes structurelles qui forment le parti. Jusqu’à un certain point, il s’agit d’une tentative pour conserver les principes de la démocratie politique au sein du parti socialiste, tant à travers la division des pouvoirs que par la participation. On peut illustrer cette participation par le fait qu’à tous les niveaux il existe toujours une représentation des échelons les plus bas. Toutefois, cette démocratie interne est plus apparente que réelle comme l’illustrent différents facteurs.

Un premier élément à prendre en considération pour mesurer la structure interne du parti est l’impact du système électoral. En Espagne, il s’agit d’une proportionnelle à clé D’Hondt avec des listes fermées et bloquées. « Le scrutin de liste, fonctionnant dans le cadre d’une grande circonscription, oblige les comités ou les sections locales du

parti à établir entre eux une articulation forte à l'intérieur de la circonscription, afin de s'entendre sur la composition des listes »<sup>7</sup>.

Le système proportionnel implique deux autres facteurs qui doivent être pris en compte. D'un côté, la centralisation du Comité fédéral dans la nomination des candidats à la représentation publique (article 29 des statuts). De l'autre, le système électoral interne. Sartori souligne que « quand le parti compte, c'est-à-dire, quand les carrières politiques doivent avancer à travers le système de carrière du parti, la variable clé est le système électoral interne. Et il en est ainsi parce que l'activité électorale représente, du point de vue de la direction, l'élément central de la structure d'opportunités des dirigeants »<sup>8</sup>. En outre, le parti socialiste applique la clause d'exclusion aux minorités qui n'obtiennent pas un certain pourcentage pour être à même de s'exprimer comme minorités dans les différents organes du parti.

La structure du PSOE implique des liens verticaux – et non horizontaux. Dans cette optique Caciagli met en évidence que les « associations provinciales conservent leur autonomie dans ce domaine comme dans d'autres, en dépit du fait que les organes qui apparaissent décisionnels, qui sont les liens avec le centre, sont les fédérations régionales ou de communautés nationales ou les *partis nationaux*, quand ils existent. Le choix d'une structure fédérale par les socialistes espagnols remonte à 1917, à tout le moins sur papier. Après la mort de Franco, il était nécessaire, lorsque la question des nationalités émergea comme l'une des plus sérieuses pour le nouveau système, que le PSOE, accusé dans le passé d'être « centraliste » et « étatiste », adapte ses structures aux nécessités du temps, voire pour d'autres raisons, acceptant les conditions posées par certaines associations nationales (de communauté) au moment de l'unification. Jorge de Esteban et Luis López Guerra ajoutent « qu'il y a, en tout état de cause, des groupes régionaux dont l'activité est encouragée par l'autonomie permise par la structure fédérale du parti et qui, si elles agissent sous le contrôle de la fédération régionale correspondante, coopèrent traditionnellement étroitement avec la direction sans problème idéologique sérieux. Cette collaboration est même encouragée par la structure spécifique du Comité fédéral »<sup>9</sup>. Au bout du compte, Pedro Bofill pointe que « cependant, la réalité nous montre, jusqu'à maintenant, qu'à l'exception de la Catalogne, la majorité des parties utilise rarement cette décentralisation, ce qui selon moi indique la grande prudence des partis sur cette question ».

La structure fédérale du parti, son articulation en différents niveaux et les liens verticaux qui en découlent sont les trois dimensions de base de l'organisation du PSOE. Puhle souligne que « lorsqu'on analyse le processus de centralisation et l'augmentation des décisions adoptées « au sommet » du parti, il convient en outre de considérer dans quelle mesure un parti socialiste démocratique, relativement petit et à peine institutionnalisé et bureaucratique comme le PSOE, n'a peut-être pas besoin, en période de consolidation démocratique après des décennies de dictature, d'un plus haut niveau de centralisation et de centralisme que celui de vieilles organisations de masse comme le SPD allemand ou le parti travailliste britannique. Mais, d'un autre côté, la centralisation croissante implique certains risques assez clairs. A l'intérieur du parti, elle peut renforcer la tendance au développement d'une mentalité hiérarchique et la soumission facile, amenuisant le potentiel de participation et le processus décisionnel du bas vers le haut, et cela à un moment où précisément, il serait tout à la fois nécessaire et recommandable :

le renforcement des procédures démocratiques du bas pour faire face à l'accroissement du patronage, aux pressions du « secteur officiel » et à la « force des choses » qui affectent un parti dominant »<sup>10</sup>. La crise entre Felipe González, Premier ministre et secrétaire général du parti, et Alfonso Guerra, ancien vice-président du gouvernement et vice-secrétaire général, et le conflit interne entre les secteurs « renouvelés » et « guerristes » suivent la ligne de conduite épinglée par Puhle. Par ailleurs, comme l'ont montré les élections législatives de 1993, le *leadership* de Felipe González était une donnée fondamentale. Selon Mario Caciagli, « au bout du compte, l'autorité du leader garantit la loyauté des partis nationaux et des fédérations »<sup>11</sup>, l'unité interne et l'élément électoral nécessaire pour conserver au PSOE son statut de premier parti.

Même si cet argument faisait sens pour maintenir le *statu quo* dans le PSOE, il est progressivement devenu obsolète dans le parti. Le *leadership* de González ne fut pas suffisamment pour éviter la défaite électorale de 1996. Pas plus que celui de Joaquín Almunia par la suite. Il fallut attendre le XXXV<sup>e</sup> congrès et le renouvellement complet du *leadership* pour que la dynamique de parti soit susceptible de changement. Il revenait à Zapatero de montrer que le PSOE avait réellement changé, sur les plans interne et idéologique. La victoire électorale de mars 2004 est un premier aboutissement.

## 2. Le *leadership* socialiste

Le noyau central du parti socialiste, « le cercle intérieur des cercles intérieurs » si on peut utiliser cette expression, est formé des membres qui ont pris part à tous les Comités fédéraux. Il concentre autour de lui nombre de groupes de membres actifs dans la refondation du parti. Ces membres représentent le cœur régulier de la direction du parti. On ne peut pas dire qu'il existe un pouvoir mystérieux hors de contrôle du parti. Et il n'y a pas de preuve non plus que ce noyau ne se transforme pas lui-même en un noyau plus petit encore parmi les proches des leaders visibles et ceux qui sont dans l'antichambre comme l'évoque Maurice Duverger<sup>12</sup> ou qu'il n'agrège pas de nouveaux membres qui ont acquis leur propre poids dans le parti. Comme Duverger le souligne, « l'imagination populaire aimant spécialement les histoires de dominations secrètes et de chefs mystérieux, les opinions courantes doivent s'interpréter ici avec une méfiance particulière »<sup>13</sup>.

Il existe des éléments qui étayent l'existence de ce noyau minimal mais pas que le pouvoir décisionnel passe par lui. Leurs noms, leurs tâches et le poids spécifique qu'ils ont dans le parti peuvent nous en donner une idée mais seulement comme une hypothèse à peine démontrable.

Comme nous l'avons vu, selon les statuts du PSOE, le secrétaire général est directement élu par les délégués du congrès, tout comme les membres qui composent le Comité exécutif fédéral. Le congrès, composé de délégués choisis par leurs fédérations régionales, élit une partie du Comité fédéral (l'organe souverain entre deux congrès), le reste étant formé des secrétaires généraux des fédérations comme membres de plein droit (article 23 des statuts).

Le vote des organes dirigeants est accompli via le porte-parole de la délégation sur la base du principe du mandat représentatif, en d'autres termes à travers un vote pondéré. Le poids des fédérations les plus importantes en termes de membres est suffisant pour imposer l'adoption d'une résolution.

Cayrol et Ysmal prétendent que les congrès de partis politiques constituent une question particulièrement importante pour ceux qui s'intéressent à la sociologie des militants. « Ils rassemblent, en effet, en un moment solennisé par la culture politique de l'organisation, tous les animateurs du parti, considéré à ses différents degrés d'activité : leaders nationaux ou locaux, cadres intermédiaires et représentants actifs de la base, qui tiennent à participer à ce « temps fort » de la vie de leur formation politique, où l'on définit la ligne du parti pour les mois et les années à venir, où l'on désigne la nouvelle direction, où l'on dessine le visage du parti à l'extérieur et pour les médias »<sup>14</sup>

La représentation interne des délégués aux congrès socialistes a changé au fil des ans. On ne peut pas dire qu'ils représentent les adhérents mais bien plutôt les militants<sup>15</sup>, ce qu'on appelle le « cercle intérieur » du parti. On pourrait penser se trouver face à un tableau en noir et blanc des militants mais l'évolution de la composition des délégations a lieu en fonction des élections dès lors que les élus représentent la majorité des congressistes depuis 1982, année de la première victoire électorale<sup>16</sup>. Nous devrions dès lors parler plutôt de la représentation des élites du parti que de ses militants. La participation aux congrès est décrite par Botella dans les termes de représentativité des délégués par rapport au total des membres du parti : « Il est possible (...) que seuls, ou à tout le moins de préférence, les personnes les plus respectées, les plus reconnues ou les plus anciens membres du parti soient choisis comme délégués. Un congrès de parti requiert une participation très intense durant quelques jours. Aussi les personnes avec peu de disponibilité personnelle (les membres les plus âgés, les ménagères, etc.) auront moins de chances d'être élus. En d'autres termes, les valeurs sociales et culturelles influenceront d'une certaine manière le choix des délégués. Certaines de ces raisons plaident contre la présence des femmes et pour la participation des citoyens avec un capital scolaire plus élevé. On ne doit pas exclure que les partis politiques, qui ont l'ambition de diffuser une certaine « image » auprès de l'opinion publique, promeuvent et encouragent une présence importante de certains segments ou groupes »<sup>17</sup>.

On a assimilé le *leadership* du parti socialiste à une forme de monarchie. Le modèle de Schonfeld peut être appliqué à d'autres partis, par exemple le parti socialiste français<sup>18</sup>. Roland Cayrol estime que « l'étude du fonctionnement de la direction et du siège central du parti socialiste est toutefois compliquée par le fait qu'à cette légitimité « démocratique » se superpose une autre source de légitimité : celle qui provient de la confiance accordée par le premier secrétaire. On sait le rôle joué par François Mitterrand à la tête du parti socialiste depuis 1971. On sait combien c'est son arbitrage qui rend possible la coexistence à la tête de son parti de courants divers. On sait le prestige national qu'il a acquis depuis 1965, et plus encore depuis 1973-1974. Tout cela – ajouté sans doute au tempérament personnel de l'homme et à ses aptitudes en matière de *leadership* – explique que, d'une manière pragmatique, non prévue par les statuts, se soit créée une structuration de la direction qui ne procède que de lui (...). Le fonctionnement des instances centrales du PS met aussi en œuvre un double circuit de légitimité : celui qui est fondé sur la légitimation démocratique, et celui que l'on ne saurait appeler « royal », disons donc « mitterrandiste » »<sup>19</sup>.

Ce fut aussi le cas au PSOE, dès lors que le pouvoir est entre les mains d'une personne. Mais, contrairement au cas français, elle ne peut directement désigner elle-même ses collaborateurs. Comme le pointe Puhle : « Si le PSOE a un problème, ce n'est pas celui d'une direction démocratique mais dans le pire des cas celui de l'extension de la participation et de la démocratie intérieure du dessous. Le leader semble assuré, fort et indiscutable, dans une optique inconnue dans les démocraties européennes. Mais cela dépend essentiellement d'une personne qui ne peut être remplacée même par ses plus proches collaborateurs »<sup>20</sup>.

Lorsque Felipe González était le secrétaire général du parti, il n'y eut jamais de conflit interne à propos de son *leadership*. Cela semble témoigner que celui-ci n'était pas d'un type *primus inter pares* – d'un type collégial, mais sa stature avait un poids spécifique plus important que celle prévue par les statuts du parti socialiste.

Dans la même veine, Mario Caciagli ajoute que « Felipe González avait un grand pouvoir qui émanait d'une sorte de « charisme de situation », qui est fréquent dans une période de (re)construction du parti, en l'espèce, consacré par le congrès de 1979 et la victoire électorale de 1982. En dépit du fait que tout le parti ne s'identifie pas à lui, González représente une vraie ressource pour le PSOE. Il incarne tout à la fois l'image à l'extérieur, la « machine électorale » qu'est le parti, et le point d'équilibre de la formation – des différentes forces et impulsions à l'intérieur du parti »<sup>21</sup>. Mais lorsqu'une direction de parti de type monarchiste est en crise, ses effets sont décrits de la manière suivante par Schonfeld : « En raison du rôle essentiel joué par le leader et la tendance de l'organisation à s'identifier à lui, la succession implique toujours une crise. La succession du roi entraîne toujours un remplacement brutal et important de l'équipe et de la direction tout comme de la stratégie et parfois du style du parti. Avec un nouveau dirigeant, naît une nouvelle organisation »<sup>22</sup>.

Nous avons eu un bon exemple de cette crise dans le PSOE et de son leader Felipe González. Les deux crises auxquelles nous nous référons sont celles de 1972-1974 et 1979. Dans les deux circonstances, il y avait une crise intérieure au parti qui provoqua un profond changement dans sa stratégie et ses statuts. La crise lors du XII<sup>e</sup> congrès de 1972 produisit un réajustement dans la direction du parti, modifiant son équilibre interne sans pour autant le briser et changer substantiellement sa composition en termes de personnes. C'est la conception du rôle du Secrétariat général qui changea. Celui-ci est devenu une organisation collégiale, avec Felipe González comme Premier secrétaire<sup>23</sup>.

La scission entre les deux segments – « historique » et « renouvelé » – se produisit lors du XIII<sup>e</sup> congrès tenu à Suresnes en 1974. Selon De Esteban and López Guerra, « en fait, la convocation du XIII<sup>e</sup> congrès de 1974 ne s'opéra pas de manière classique dans la mesure où elle ne fut pas établie par la personne qui en avait la charge (Rodolfo Llopis, le secrétaire général) mais bien par Nicolás Redondo, qui n'en avait pas la prérogative. Le congrès « orthodoxe », convoqué par Llopis, eut lieu en décembre. Il est donc difficile de déterminer exactement qui des « renouvelés » ou des « historiques » réellement se sépara du PSOE. Les derniers comptaient sur la légitimité du parti, les premiers, sur celle de la victoire »<sup>24</sup>.

La deuxième crise dans le PSOE intervint au XXVIII<sup>e</sup> congrès de 1979, après la deuxième défaite électorale. Elle était fondée sur une division idéologique entre

les partisans du maintien de la référence au marxisme et ceux qui souhaitaient que le parti ne soit plus une formation se définissant comme marxiste. La victoire du premier groupe entraîna la démission de González du Secrétariat général. L'aile gagnante n'ayant pas anticipé un vide du pouvoir à la direction, un nouveau congrès extraordinaire fut convoqué. González accepta de revenir à la direction du parti et le marxisme fut abandonné. Ces deux congrès sont les « Bad Godesberg » du socialisme espagnol.

Une troisième crise s'ouvrit avec la démission de Felipe González en 1997 : une crise très profonde qui ne s'est sans doute refermée qu'avec la victoire de mars 2004. Lors de son accession au Secrétariat général, Zapatero savait qu'il fallait renouveler et transformer le parti. Le PSOE devait véritablement construire un nouveau projet. Mais il avait des atouts. Si le charisme de González était unique, il est vite apparu que Zapatero avait du « charme »<sup>25</sup>.

On peut donc parler de monarchie dans ces partis qui comptent sur une personnalité indiscutable et indiscutée, même si de manière générale la personnalisation du pouvoir induite par les médias s'est diffusée dans tous les partis. L'un des éléments de renforcement de base du parti socialiste est la manière dont l'électeur visualise son image. Les médias, et spécifiquement la télévision, sont les médiateurs entre d'un côté les hommes politiques et les partis et, de l'autre, la société. Dans un pays comme l'Espagne, avec une faible tradition de lecture, les citoyens se sont déplacés de la radio vers la télévision sans la vue critique que peut fournir la presse écrite quotidienne. Cette donnée a modifié les formes de la campagne électorale et de la propagande ; en particulier, l'image des partis à travers leur image à la télévision. Sur cette question, Puhle affirme que l'on « doit prendre en compte le fait que l'Espagne post-franquiste est l'un des premiers cas (dans le « premier monde » au moins) où le système des partis s'est stabilisé après que la télévision ait conquis son hégémonie dans le marché des mass media, étant donc capable de modeler les mécanismes de la publicité politique et des campagnes électorales. Dans l'état actuel des connaissances, les instruments et formes plus traditionnelles de l'action politique n'ont pas eu un impact saillant sur le choix et la mobilisation des électeurs, et se sont cantonnés à des fonctions distributrices. Tout comme pour la campagne précédente, la campagne électorale de 1982 a surtout eu lieu sur les plateaux de télévision, où le leader incarne le parti, qu'il soit seul ou entouré de certains de ses collaborateurs. Dans le chef du PSOE, l'image du parti et spécialement celle de son unité, de son caractère résolu et de sa fermeté, a largement contribué à sa victoire. Et cette image était largement, et de manière décisive, projetée par son leader Felipe González par la télévision »<sup>26</sup>.

Dans cette perspective, on peut penser que les électeurs ne choisissent pas sur la base des programmes de parti, mais bien plutôt en comparant l'image des leaders qui symbolisent tant les messages programmatiques fondamentaux que les partis qu'ils représentent. Dans la même veine, Sani juge que « les leaders de parti bénéficient, en Espagne et ailleurs, d'une visibilité publique énorme et qu'ils symbolisent, pour de nombreux électeurs, le parti et ses orientations politiques. Il y a des raisons de penser que les images projetées par les leaders de partis et les évaluations comparatives des électeurs sont devenues une autre dimension de la composition politique du vote »<sup>27</sup>.

Nous avons déjà relevé combien la création du système de partis espagnol s'était produite dans un pays très fortement pénétré par la télévision, alors que dans les autres démocraties, le facteur télévision est apparu après la cristallisation du système de partis. Ce fait a aussi influencé la manière de diriger les partis politiques. Préférant parler directement aux électeurs et à l'opinion publique, délaissant de la sorte le rôle traditionnel de l'adhérent, « il ne fait pas de doute », aux yeux de Bartoloni, « que la communication sociale via les médias a remplacé l'adhérent comme moyen clé de transmettre les messages politiques des partis aux masses d'électeurs dans des sociétés aujourd'hui fortement scolarisées et urbaines. La fonction des activités traditionnelles de mobilisation et de campagne, telles que les assemblées locales, les meetings et le porte-à-porte, requérant un grand investissement militant, semble être entrée dans une phase de déclin, compte tenu des techniques de campagne plus efficaces »<sup>28</sup>.

Il n'en résulte pas nécessairement que l'impact audiovisuel de l'image du leader de parti, en soi, décide du résultat des élections – en fait, les analystes ne sont pas d'accord sur cette question – mais en tout état de cause, il s'agit d'un plus inestimable. « Les analyses de Lazarsfeld selon lesquelles la radio n'influence pas directement, mais seulement à travers des leaders d'opinion, ne diminue pas l'importance du fait. Les mass media atteignent de manière indifférenciée les leaders d'opinion et les citoyens lambda, et les hommes politiques ne se soucient pas de savoir si leur discours a une influence directe ou indirecte, l'essentiel est qu'elle en ait une »<sup>29</sup>. Ce jugement est encore plus vrai appliqué à la télévision, où le discours n'est plus le point essentiel mais le support de l'image, ce qui a conduit à des changements structurels dans la publicité et les campagnes électorales. Dans cette perspective aussi, López Guerra estime que « l'utilisation de la radio et de la télévision a affecté le style des campagnes électorales, en raison de leurs nécessités techniques, éliminant les discours à effets ou rhétoriques, typiques des meetings électoraux. Ils ont été remplacés par une série d'impressions changeant rapidement, se concentrant sur un seul point. Cette technique a été rendue nécessaire par la perception précoce que faire une campagne politique (soit à la télévision soit à la radio) est en quelque sorte « imposé » par l'audience, contrairement à la participation traditionnelle (volontaire) aux meetings électoraux. Il a ainsi été constaté que la réaction des spectateurs est d'éviter une telle propagande imposée et donc de chercher d'autres programmes quand c'est possible »<sup>30</sup>.

Il ne faut pas oublier que faire une campagne électorale vise d'abord à toucher le groupe des électeurs indécis et à renforcer la prédisposition favorable de ses propres électeurs. Partout, ce type de campagne électorale a individualisé le leader, qui est devenu la personne qui symbolise le parti et ses idées. On peut avancer que les socialistes avaient un tel leader à la fois indiscuté et indiscutable, qui les représentait sur la scène audiovisuelle, dans la mesure où le pouvoir dans le parti socialiste est de type monarchiste, à travers l'adhésion inconditionnelle au leader. « En effet, le *leadership* de Felipe González constitue indubitablement un facteur de cohésion du PSOE. Mais il serait intéressant de souligner que ce *leadership* a été consolidé non seulement parce qu'il est identifié avec les objectifs du parti, mais aussi en raison de sa contribution à l'efficacité du système social entier. Le fait que Monsieur González soit devenu un leader national capable d'atteindre un consensus social ample (comme en témoigne son excellente image permanente dans les sondages d'opinion) a en

même temps renforcé le consensus interne du parti articulé autour de son *leadership*. Ce phénomène n'est pas habituel mais il est plutôt typique, selon Kirchheimer, du modèle de parti attrape-tout »<sup>31</sup>.

Le PSOE a mis en place un processus pour intégrer toutes les options socialistes qui étaient en compétition aux élections nationales de 1977. C'est le seul exemple de processus mené avec succès dans le système politique. Et il s'est avéré un point positif pour que le PSOE puisse apparaître comme une alternative réelle au gouvernement. Différentes listes socialistes s'étaient présentées aux premières élections : le PSOE, comme coalition de petits partis socialistes régionaux, le parti socialiste populaire (PSP) dont le leader était Tierno Galván et qui a obtenu six sièges – parti qui fusionnera avec le PSOE en 1978 –, et l'Alliance socialiste démocratique (ASD), mise en place par les socialistes historiques qui avaient rejeté le *leadership* de González après le congrès du parti tenu en 1974 en France<sup>32</sup>. Le PSOE a d'abord réalisé l'union du spectre politique socialiste en intégrant tous les autres partis socialistes. Deuxièmement, tant la hiérarchie que la cohésion interne sont imposées dans le PSOE en raison peut-être de l'habileté à résoudre les problèmes internes complexes provoqués par la présence de leaders historiques, de certaines critiques et de beaucoup de jeunes qui ont rejoint le parti uniquement pour sa capacité à devenir une alternative au gouvernement. Le moment le plus important de ce processus fut le XXVIII<sup>e</sup> congrès du parti et le congrès extraordinaire de 1979. Au congrès de 1979, une commission *ad hoc* fut élue pour préparer un congrès extraordinaire qui devait se tenir six mois plus tard, quand Felipe González fut réélu et réussit à faire abandonner les principes marxistes<sup>33</sup>.

En troisième lieu, comme résultat des deux éléments déjà mentionnés, Felipe González resta le leader aussi incontestable qu'hégémonique entre 1974 et 1997, lorsqu'il quitta le poste de secrétaire général. Après la victoire de Zapatero, il sera intéressant d'observer si son *leadership* prendra les mêmes contours que celui de González.

Enfin, il y a une forte personnalité dans la conduite des deux partis, à la fois sur le plan interne et sur le plan externe. Dans le PSOE, ce rôle est positif sur le plan tant interne qu'externe<sup>34</sup>.

Jusqu'à présent, nous avons analysé les facteurs externes qui affectent les partis politiques, ou les influences qu'ils reçoivent du système politique dans lequel ils œuvrent. Analysons maintenant la méthode interne de sélection. Nous devons garder à l'esprit que certaines des questions posées n'ont pas une réponse facile, compte tenu surtout de la courte période couverte.

A la base, nous évoquerons les mécanismes formels de sélection. Néanmoins, nous pensons qu'il serait intéressant de compléter cette recherche à l'avenir en déterminant l'importance des élites des partis politiques. Il existe traditionnellement une tendance à identifier le parti avec sa direction et même avec son dirigeant principal. L'importance des lignes de division horizontales, les élites intermédiaires<sup>35</sup>, et leur rôle dans le renouvellement des organismes de direction doivent être soulignés. Chaque cadre intermédiaire peut devenir dirigeant dans le futur. Dans le cas espagnol, la crise des partis entre 1978 et 1979 et spécialement les changements dans leurs structures et leurs dynamiques depuis 1982 ont influencé le renouvellement des élites. Le renouvellement et le taux de mobilité des élites politiques espagnoles

contrastent avec la professionnalisation actuelle et traditionnelle dans les démocraties européennes. On peut néanmoins penser, dans la perspective de la théorie du « parti cartel », qu'étant essentiellement des partis orientés sur le *leadership*, les directions qui échouent sont plus fréquentes tout comme les renouvellements des directions réussies affaiblies par le temps <sup>36</sup>.

Jusqu'en 1996, la domination du PSOE dans les organes de représentation et donc l'occupation des postes ministériels et de l'administration publique ont aidé à atténuer les tensions internes et ont influencé la composition des élites du parti et le processus de renouvellement (ministres, présidents de gouvernements autonomes,...) dans la commission du Comité fédéral. L'importance des mécanismes et des procédures formelles de sélection est conditionnée par le rôle que le PSOE joue dans le système politique.

### 3. Le PSOE au gouvernement

Le scénario européen contemporain montre que quelque chose a changé. La scène politique européenne des années quatre-vingt avait été dominée par les gouvernements Kohl, Thatcher et démocrates chrétiens. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt-dix, un renversement de tendance s'est opéré avec la victoire de partis de centre-gauche, intervenant après un processus de rénovation de partis sociaux-démocrates. L'exemple le plus connu est bien sûr l'avènement du « New Labour » de Tony Blair et la victoire électorale de 1997 après dix-huit ans de règne conservateur.

La fin de l'hégémonie ultralibérale est intervenue avec le succès des idées de la troisième voie, mises à l'avant-plan en premier lieu par Anthony Giddens. A la fin des années quatre-vingt-dix, des Premiers ministres comme Blair, Schröder, Cardoso ou d'Alema les ont promues. Cependant, il est nécessaire d'analyser si les idées de la troisième voie constituent réellement un nouveau concept politique ou si elles ne répondent avant tout qu'à une certaine manière de faire de la politique. En ce sens, les questions suivantes méritent d'être posées : devons-nous considérer le gouvernement socialiste espagnol (1982-1996) comme l'anticipation *de facto* de la troisième voie ? Ou, devons-nous présenter ce gouvernement socialiste espagnol comme la seule réponse possible aux réalités existantes ? Ou bien les deux hypothèses sont-elles intrinsèquement liées ? En tout état de cause, la réponse n'est pas simple.

En 1974, après le congrès de Suresnes, le PSOE a fait siens les objectifs naturels de la transition démocratique. Les objectifs explicites étaient la réinstauration d'un système politique démocratique. Implicitement, il y avait aussi l'intégration à la Communauté européenne ou la construction d'un Etat social moderne en soutien à la démocratie émergente.

La démocratisation, la modernisation et la décentralisation ont été les trois axes du projet défini par les forces politiques pendant la transition démocratique. Les gouvernements du PSOE ont fait face aux tâches du développement et de la consolidation.

Entre 1974 et 1982, le PSOE avait à grandir comme parti susceptible d'accéder au pouvoir et a tiré les leçons de moments très importants comme le pacte de la Moncloa (1977), l'écriture de la constitution (1978), l'abandon de l'idéologie marxiste (1979) ou encore la victoire aux élections locales (1979). En octobre 1982, le PSOE gagna les

élections à une très large majorité et devint de manière soudaine la force politique en charge de la modernisation de l'Espagne et de la consolidation démocratique. Cette hégémonie fut renforcée avec la large victoire obtenue aux locales et régionales de 1983.

Dès 1982, le gouvernement fut confronté à la tâche de transformer la société espagnole à partir du minimum laissé par la période franquiste. Ses années de gouvernement peuvent être divisées en trois périodes, chacune étant caractérisée par des contextes et des défis différents.

Durant la première période (1982-1986), les politiques socialistes avaient deux objectifs principaux. Il y avait d'abord la nécessité de consolider le système démocratique. Il y avait ensuite la difficile tâche de moderniser l'Etat espagnol obsolète. Ce fut une période avec de grands défis comme l'entrée de l'Espagne dans la Communauté européenne ou la décentralisation politique et administrative de l'Etat. Ce dernier projet fut d'une importance extraordinaire dans les développements de l'Etat espagnol. Le deuxième article de la constitution espagnole qui reconnaît et garantit « le droit à l'autonomie des nations et régions » d'Espagne est toujours une question brûlante. Le cœur du problème réside dans le caractère vague de la constitution sur cette matière qui est une source éternelle de débat. Pourtant l'article a rendu possible la division territoriale de l'Etat espagnol en Communautés autonomes suivant la formule du « café pour tous » (*Café para todos*) qui n'a pas satisfait toutes les ambitions de ceux qui se nomment les « Communautés historiques », à savoir la Catalogne, le pays basque ou la Galice. Cependant, la période a aussi ouvert certaines blessures internes dans le PSOE dès lors que le parti laissa tomber certaines convictions idéologiques et symboliques. Le plus important de tout fut le fossé qui se creusa avec l'Union générale des travailleurs (UGT) après le programme de reconversion industrielle ou le référendum sur la présence de l'Espagne dans l'OTAN.

Dans la deuxième période, qui va de 1986 à 1992, les politiques du gouvernement socialiste ont visé à l'élargissement de l'Etat social, qui était quasi inexistant. Le PSOE implanta avec succès des politiques minimales dans les domaines de la santé, de l'éducation et des infrastructures. Ces actions ont atteint leur point culminant avec l'organisation d'événements internationaux comme les jeux olympiques de Barcelone ou l'exposition universelle de Séville en 1992.

La troisième période (de 1992 à 1996) est marquée par la crise. A partir de 1993, la situation du parti socialiste est devenue de plus en plus difficile, continuellement interpellé par l'opposition et les médias et perdant finalement les élections en 1996. Les accusations de corruption et d'erreurs graves commises ont affecté sa réputation et revigoré le parti populaire, le parti successeur de l'Alliance populaire, qui était dirigée par Manuel Fraga.

Il y a eu des tentatives pour comparer les politiques conduites par le gouvernement de José Maria Aznar avec la troisième voie de Tony Blair. D'aucuns ont fait un rapprochement entre leur amitié personnelle et leurs proximités politiques, sous l'angle d'idées et de projets identiques. Pourtant, si nous suivons à la lettre les postulats de la troisième voie tels que décrits par Giddens, il est clair que le gouvernement Aznar se situait toujours dans le camp conservateur alors que la troisième voie est toujours au centre du débat à gauche.

A partir de 1996, le PSOE devait être analysé comme principale formation d'opposition. La période a été caractérisée par une série de tensions internes et d'appels au renouveau et à l'unité. Mais le contexte de ces initiatives s'est révélé particulièrement chahuté avec les questions ouvertes du GAL, les documents secrets du CESID, ou l'affaire FILESA<sup>37</sup>. Cette dernière a rendu difficile la possibilité de surmonter la crise de *leadership* ouverte après la démission de González en 1997, l'échec des élections primaires pour choisir un nouveau candidat à la présidence et, le plus important de tout, la défaite aux élections de 2000. L'élection de Rodríguez Zapatero a mis fin à la crise de *leadership*. Sa victoire en mars 2004 a prouvé, dans un contexte spécifique il est vrai, sa capacité et celle de son équipe à réaliser une « révolution tranquille » dans le parti.

Si l'on évalue les résultats des gouvernements socialistes, on doit souligner un certain nombre de points au crédit du PSOE : sa capacité à résoudre le problème de la décentralisation politique, militaire et administrative de l'Etat, la reconversion industrielle, l'ouverture graduelle de l'économie espagnole, la ratification de l'entrée dans l'OTAN, l'intégration pleine de l'Espagne dans l'Union européenne, le développement de politiques sociales minimales dans la santé et l'éducation et la mise en œuvre d'un plan ambitieux d'infrastructures. La crise économique et le terrorisme de l'ETA ont été des défis importants pour les gouvernements socialistes, mais cela ne les a pas empêchés d'atteindre la plupart de leurs objectifs et d'achever avec succès la transition espagnole.

Nous l'avons déjà mentionné, d'aucuns considéraient que le PSOE « était mort de son succès » dès lors que son projet politique avait été mené à son terme. Au milieu des années quatre-vingt-dix, le parti n'a pas été capable d'ajuster son message aux nouveaux défis de la société espagnole.

Le gouvernement socialiste a fait face à d'importants défis. En quatorze ans, les différents exécutifs socialistes ont construit ce que des Etats européens ont fait en cinq décennies. L'Espagne post-franquiste avait exactement besoin du projet de modernisation entrepris par le PSOE sous la houlette de González. Ce projet était-il une troisième voie avant la lettre ? Il est aventureux de répondre oui à cette question. Un extrait de l'avant-propos écrit par Felipe González en 1997 au *Manifeste pour une gauche européenne* de Peter Glotz peut apporter un certain éclairage sur cette question : « Il existe un individualisme de gauche en raison du fait que la gauche s'oppose au darwinisme social, à la compétition sauvage pour le pouvoir ou pour l'argent, au nom de la solidarité mais qui ne signifie pas la collectivité d'un nid de fourmis. Nous pouvons offrir cette solidarité individualiste comme une alternative à la survie du plus fort, au cauchemar de la société des deux tiers, à la société dans laquelle trente pour cent sont exclus comme prix du bien-être de la majorité... »<sup>38</sup>. Il s'agit là de l'expression de « vieilles » vérités dans un « nouveau » langage. Le socialisme démocratique a toujours été hostile au collectivisme grégaire et à l'individualisme darwinien. Mais rappeler que la liberté individuelle et la solidarité collective sont compatibles est difficile en ces temps où il semble que nous ayons à choisir entre l'individualisme néo-conservateur et la tradition bureaucratique de l'Etat providence.

A la lecture de ces phrases, on peut se demander si ce n'était pas réellement une troisième voie qui était menée par les gouvernements socialistes en Espagne. Mais peut-être convient-il aussi de dire que cette troisième voie du gouvernement socialiste fait juste ce qui est nécessaire pour répondre et pour apporter des solutions appropriées aux besoins de la société. Ou peut-être peut-on penser que tout cela était une troisième voie avant la lettre.

## Notes

<sup>1</sup> J. I. WERT, « 12-M : ¿Lluvia o diluvio? », *Claves de Razón Práctica*, 2000, 101, p. 29.

<sup>2</sup> R. GILLESPIE, *El Partido Socialista Obrero Español*, Madrid, Alianza, 1992.

<sup>3</sup> Banque de données du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles : <http://www.ulb.ac.be/soco/cevipol>

<sup>4</sup> G. COLOMÉ, *El Partit dels Socialistes de Catalunya Estructura, funcionament i electorat (1978-1984)*, Barcelone, Edicions 62, 1989.

<sup>5</sup> M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992.

<sup>6</sup> J. M. MARAVALL *et al.*, *The Socialist Parties in Europe*, Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, 1991 et M. SATRÚSTEGUI, « PSOE : A new catch-all Party », in *Socialist Parties in Europe II : of class, populars, catch-all ?*, Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, 1992.

- <sup>7</sup> M. DUVERGER, *op. cit.*, p. 93.
- <sup>8</sup> G. SARTORI, *Partidos y sistema de partidos*, Madrid, Alianza, 1980, p. 136.
- <sup>9</sup> J. DE ESTEBAN, L. LÓPEZ GUERRA, *Los partidos políticos en la España actual*, Barcelone, Planeta, 1982, p. 174.
- <sup>10</sup> H. PUHLE, « El PSOE : un partido predominante y heterogéneo », in J. J. LINZ et J. R. MONTERO, *Crisis y cambio : electores y partidos en la España de los años ochenta*, Madrid, Centro de Estudios Constitucionales, 1986, p. 578.
- <sup>11</sup> M. CACIAGLI, *Elecciones y partidos en la transición española*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1986, p. 221.
- <sup>12</sup> M. DUVERGER, *op. cit.*
- <sup>13</sup> *Ibid.*, p. 219.
- <sup>14</sup> R. CAYROL, C. YSMAL, « Les militants du PS, originalité et diversité », *Projet*, 1982, 165, p. 572.
- <sup>15</sup> M. DUVERGER, *op. cit.*
- <sup>16</sup> J. F. TEZANOS, « Radiografía de dos congresos. Una aportación al estudio sociológico de los cuadros políticos del socialismo español », *Sistema*, 1980, 35, p. 79-99.
- <sup>17</sup> J. BOTELLA, « Partits, parlamentaris i societat catalana », in I. PITARCH *et al.*, *Partits i parlamentaris a Catalunya d'avui*, Barcelone, Edicions 62, 1980.
- <sup>18</sup> R. W. SCHONFELD, « La stabilité des dirigeants des partis politiques », *Revue française de science politique*, 1980, 3, p. 477-505 et 4, p. 846-866.
- <sup>19</sup> R. CAYROL, « La direction du parti socialiste. Organisation et fonctionnement », *Revue française de science politique*, avril 1978, 28, p. 201-202.
- <sup>20</sup> H. PUHLE, *op. cit.*, p. 342-343.
- <sup>21</sup> M. CACIAGLI, *op. cit.*
- <sup>22</sup> R. W. SCHONFELD, *op. cit.*
- <sup>23</sup> L. LOPEZ NIETO, G. COLOMÉ, *Leadership Selection in the Spanish Political Parties*, Barcelone, Institut de Ciències Polítiques i Socials, 1989.
- <sup>24</sup> J. DE ESTEBAN, L. LÓPEZ GUERRA, *op. cit.*
- <sup>25</sup> D. MATHIESON, « Blair's amigos lead a comeback », *New Statesman*, 31 juillet 2000, p. 19.
- <sup>26</sup> H. PUHLE, *op. cit.*
- <sup>27</sup> R. GUNTHER, G. SANI, G. SHABAD, *El sistema de partidos políticos en España. Génesis y evolución*, Madrid, Centro de Investigaciones Sociológicas, 1986.
- <sup>28</sup> St. BARTOLINI, « Gli iscritti ai partiti di massa : Analisi dell'esperienza socialista in Europa (1889-1978) », *RISP*, 1979, 2, p. 254.
- <sup>29</sup> L. LÓPEZ GUERRA, « Sobre la evolución de las campañas electorales y la decadencia de los partidos de masas », *Revista Española de la Opinión Pública*, 1976, 45, p. 91.
- <sup>30</sup> *Ibid.*, p. 90.
- <sup>31</sup> M. SATRUSTEGUI, *op. cit.*
- <sup>32</sup> R. GUNTHER *et al.*, *op. cit.*
- <sup>33</sup> M. CACIAGLI, *op. cit.*
- <sup>34</sup> R. W. SCHONFELD, *op. cit.* ; J. BLONDEL, *Political leadership*, Londres, Sage, 1987.
- <sup>35</sup> J. BOTELLA, *op. cit.*
- <sup>36</sup> R. S. KATZ, P. MAIR, « Changing models of Party Organization and Party Democracy », *Party Politics*, 1992, 1/1, p. 5-28.
- <sup>37</sup> J. I. WERT, *op. cit.*, p. 29.
- <sup>38</sup> P. GLOTZ, *Manifiesto por una Izquierda Europea*, Madrid, Sistema, 1987.

# Social-démocratie et société civile

John CALLAGHAN

## 1. Introduction

A l'examen de certains standards dans une perspective historique, on observe que les citoyens d'Europe occidentale, d'Australie et de Nouvelle-Zélande (les principales zones de force de la social-démocratie) sont mieux nourris, logés et éduqués, moins respectueux et beaucoup mieux organisés qu'ils ne l'ont jamais été. Les pères fondateurs de la social-démocratie imaginaient que de tels citoyens constitueraient les fondements d'une société caractérisée par la liberté, l'égalité, la fraternité et une démocratie participative. Et pourtant, aujourd'hui, l'inégalité s'accroît fortement, la solidarité sociale s'étiole et l'intérêt public en politique est en déclin. Les valeurs de la social-démocratie semblent plus en retrait et sur la défensive qu'en train de gagner du terrain. Tout se passe comme si la social-démocratie, qui a contribué à la production des niveaux contemporains de richesse, de sécurité et de droits, n'était plus nécessaire. Néanmoins, cette logique néglige le retour d'un capitalisme plus volatil et plus inégalitaire ces trente dernières années – en d'autres termes, une forme de capitalisme, qui faisait de la social-démocratie un acteur de premier plan.

Qu'est ce qui a donc changé ? La plupart des analystes s'accordent sur le fait qu'il n'y a plus, actuellement, de modèle convaincant de politique économique socialiste alternative, à même d'inspirer des activistes sociaux-démocrates. Le dépassement du capitalisme ne semble plus possible comme il semblait l'être aux origines de la social-démocratie. Pas plus tard que dans les années soixante-dix et quatre-vingt, les partis sociaux-démocrates de Grande-Bretagne, de France, de Suède et de la République fédérale allemande entretenaient sérieusement des ambitions réformatrices – dans leurs politiques ou dans leurs programmes – et il en avait toujours été ainsi d'une partie significative de militants de ces partis. Même dans les décennies durant lesquelles la social-démocratie était largement dépourvue d'un modèle alternatif

convaincant de politique économique, comme pendant la période de l'entre-deux-guerres, la supériorité morale du « socialisme » était perçue comme « naturelle » par ses défenseurs, tout comme était présente la conviction que le changement social créerait finalement un électorat invincible et une majorité sociale pour la gauche. Ces deux considérations sont aujourd'hui dépassées ; à l'heure actuelle, le socialisme éthique est aussi faible que le socialisme scientifique, le socialisme fabien ou toute autre variante du socialisme. Selon Dahrendorf, « il doit être souligné sans équivoque que le socialisme est mort, et qu'aucune de ses variantes ne peut revivre » <sup>1</sup>.

Par ailleurs d'aucuns ont souligné que la « marche en avant du travail », dans le sens d'un mouvement croissant du travail, avait pris fin dès le début des années cinquante dans des pays comme la Grande-Bretagne <sup>2</sup>. Ajoutons que les idéaux socialistes étaient devenus moins pertinents pour les leaders sociaux-démocrates durant cette décennie, spécialement dans les pays qui bénéficiaient d'une période durable de plein emploi et de croissance économique. Le socialisme, comme projet à long terme tel que l'imaginaient les dirigeants sociaux-démocrates des origines, s'éloignait jusqu'à disparaître du champ de vision. La gestion d'une économie mixte, mais largement privatisée, était à l'ordre du jour. Mais dans la mesure, où il y avait une confiance dans l'efficacité des grandes perspectives keynésiennes dans cet « âge d'or », les penseurs sociaux-démocrates influents estimaient qu'ils avaient trouvé les moyens de réaliser les objectifs stratégiques de la social-démocratie sans devoir recourir à la politique bureaucratique centralisée telle que pratiquée par les économies planifiées communistes. L'efficacité de ces techniques de gestion macro-économique semble désormais suspecte et, avec l'abandon du keynésianisme dans les décennies de stagflation des années soixante-dix et quatre-vingt, on peut dire qu'un autre mythe traditionnel, qui a aidé à conserver une signification à long terme des objectifs et de la direction des partis de centre gauche est mis à l'arrière-plan.

Comme dans les années cinquante, les idées contemporaines relatives à ce qui fait une économie efficace ont convergé. Cependant, alors que « le sens commun » de la période précédente comprenait les idées sociales-démocrates de justice sociale et gardait le projet d'une progression sans véritable plan d'ensemble contre les valeurs marchandes, les idées économiques dominantes depuis 1980 sont néo-libérales. Les gouvernements sociaux-démocrates en Australie, en Grande-Bretagne, en France, en Grèce, en Nouvelle-Zélande ou en Espagne se sont conformés à ces idées tout en recherchant, à tâtons dans certains cas, une synthèse idéologique nouvelle qui pourrait renouveler l'identité sociale-démocrate. Ainsi, depuis les revirements des socialistes français entre 1981 et 1983, une social-démocratie apparemment sans orientation se démène pour trouver un nouveau paradigme. Le SPD a cherché *un modus vivendi* avec les Verts, les socialistes français se sont inscrits dans une démarche de gauche plurielle après leur défaite de 1993, le parti travailliste britannique s'est engagé dans une révision profonde de sa politique après 1987. Dix ans plus tard, le New Labour accédait au gouvernement en permettant de suivre une « troisième voie », que Gerhard Schröder adapterait plus tard sous l'intitulé *die neue Mitte*. Tous les partis sont avant-gardistes tant qu'ils prennent des positions en avance sur l'électorat. Cependant, ayant perdu un sens de perspective socialiste, les partis sociaux-démocrates ne sont désormais plus aussi confiants que durant la longue période de boom d'après-guerre,

à un moment où ils pouvaient gérer des économies nationales mixtes tout en réalisant une plus grande égalité sociale et économique. La vision d'une société meilleure n'est plus aussi claire qu'elle ne l'a été, et le rôle d'avant-garde des partis comme mobilisateurs d'opinion publique manque par conséquent d'assurance. La confiance de plus en plus forte accordée aux groupes de discussion et aux mass media témoigne de cette incertitude comme aussi l'ambiguïté des remèdes universels de la « troisième voie ».

Le bouleversement idéologique vécu depuis les années soixante-dix a été tel, Bobbio l'a noté, qu'affirmer qu'il n'y a plus de distinction entre la gauche et la droite est devenu une sorte de cliché ; gauche et droite sont des termes qui, selon certains, ne possèdent plus « aucune valeur ni heuristique ni classificatoire et encore moins axiologique »<sup>3</sup>. La vaste littérature anglo-américaine sur la social-démocratie, que nous analysons dans cette contribution, a conceptualisé la déconfiture de la social-démocratie dans un nombre de voies reliées entre elles. Les changements de structure sociale, du fondement de classe, le déclin de l'identification partisane et des cultures de solidarité, qui soutenaient les partis sociaux-démocrates, ont été associés à des transformations périodiques de l'économie politique globale. Nous examinerons ces affirmations et la thèse selon laquelle les changements profonds dans les sociétés occidentales sont fondamentalement à l'origine du manque d'orientation de la social-démocratie dans les années quatre-vingt et du besoin actuel d'une réorientation. Si l'ancienne métaphysique de l'inexorable augmentation du travail est morte, nous devons être sûrs qu'elle n'a pas été remplacée par une nouvelle métaphysique du pessimisme.

## **2. Classe, solidarité de classe et conflit de classes**

Le premier point de cette analyse est le déclin à long terme de la classe ouvrière, qui représente aujourd'hui seulement environ 25% de la main-d'œuvre d'Europe occidentale. Ce déclin démographique tendanciel de la classe ouvrière est appelé à se poursuivre et certains sociologues n'ont pas hésité à évoquer l'avènement d'une « société post-industrielle » dans laquelle le monde du travail aurait une signification moindre dans les choix politiques sociaux-démocrates. En réalité, dès les années cinquante, certains penseurs et responsables politiques sociaux-démocrates, à l'image d'Anthony Crosland et de Hugh Gaitskell en Grande Bretagne, associaient le besoin de renouveau programmatique à la perception d'un changement dans la structure de classe, dans lequel la classe moyenne prenait plus d'importance et la classe ouvrière, moins. Cependant même dans les années cinquante, il ne s'agissait pas d'une nouveauté. Eduard Bernstein a acquis une réputation dans la Deuxième Internationale dès 1899, en pointant que les sociaux-démocrates devaient faire face à une structure de classes beaucoup plus complexe que le diviseur binaire envisagé par Marx et Engels dans leurs écrits les plus influents<sup>4</sup>. La nécessité de chercher au-delà de l'électorat « naturel » de la social-démocratie pour obtenir le soutien des autres classes sociales procède aussi du désir de représenter la nation, quand la possibilité existait dans des pays comme la Grande-Bretagne et la Suède durant l'entre-deux-guerres. La gauche réformiste était aussi en quête d'alliés pour former des coalitions durant cette période et est entrée au gouvernement sur cette base en France et en Allemagne. A chaque fois

que la recherche d'alliés de classe est soulevée, le spectre du révisionnisme et d'une dilution du programme social-démocrate a surgi. Peut-être aujourd'hui la différence est-elle que la classe ouvrière – très loin donc d'avoir le potentiel pour dominer la politique – est dépeinte comme une minorité en déclin, dont l'importance politique est telle qu'en 1980 un sociologue aussi radical qu'André Gorz pouvait dire ses *adieux à la classe ouvrière* tout entière <sup>5</sup>.

Les récessions économiques vécues après 1973 ont illustré de manière frappante le problème parce qu'elles accéléraient le déclin des vieilles industries traditionnelles. En Grande-Bretagne, par exemple, la récession entre 1979 et 1981 a entraîné l'élimination de 20% des entreprises industrielles, menant à un chômage de masse, des pertes d'adhérents au syndicat et un déclin de population dans les bastions urbains du Labour.

La force de la gauche – concentrée, dans ce raisonnement, dans les groupes sociaux, les secteurs et les régions de travail qui étaient les moins dynamiques et les moins favorisées démographiquement – était ainsi en déclin. Alors qu'en 1979, environ 32% de la main-d'œuvre britannique travaillait en usine, ce chiffre n'était plus que de 18% en 1997. Mais le déclin des vieilles industries lourdes – comme le textile, la construction navale, les mines et la sidérurgie – n'est nullement confiné à la Grande-Bretagne. Dans les nations industrielles avancées, la proportion de travailleurs dans le secteur secondaire a atteint son point culminant il y a des décennies – dès 1911 en Grande-Bretagne (51,6 %) et en 1962, en France (38,1%).

En d'autres termes, le monde ouvrier n'a que brièvement constitué une majorité de la main-d'œuvre, même dans les sociétés les plus industrialisées du XIX<sup>e</sup> et du XX<sup>e</sup> siècles. Dans certains pays, il ne fut même jamais majoritaire. Aujourd'hui, la classe ouvrière, qui était supposée transformer le capitalisme selon la théorie marxiste, « constitue une espèce résiduelle en voie de disparition » et la croissance de l'emploi dans les tâches subalternes et non qualifiées du secteur tertiaire ne pourra compenser leur déclin numérique <sup>6</sup>. Aux yeux de Przeworski et Sprague, ceci est suffisant pour compromettre l'avenir du « socialisme électoral ». Selon eux, la nécessité d'alliés de classe doit conduire au retrait idéologique des vieilles valeurs sociales-démocrates <sup>7</sup>. D'autres partagent ce déterminisme sociologique <sup>8</sup>. Gorz attire l'attention sur la diminution importante du monde du travail pour la politique progressiste. Mais ce n'est pas juste une question de nombres.

Une croissance de la différenciation interne de la classe ouvrière – réduisant sa capacité de solidarité – caractérise aussi la nouvelle ère, avec une strate semi-qualifiée en diminution, coincée entre les chômeurs, les ouvriers non qualifiés et les invalides, d'une part, et la strate relativement assurée, prospère et qualifiée, d'autre part. Les perspectives de solidarité entre ces strates ne paraissent pas bonnes. Dans certaines versions du raisonnement, une « culture de contentement » a émergé, unissant les employés mieux payés, plus assurés dans une alliance implicite avec les riches contre toute augmentation d'impôts, contre les politiques redistributrices et protectionnistes, conçues pour améliorer la condition des chômeurs et des pauvres » <sup>9</sup>. Ceci aurait handicapé l'aile réformiste des démocrates aux Etats-Unis, depuis le début de l'ère reaganienne en 1980. D'autres travaux présentent toutes les sociétés occidentales constituées de deux tiers de personnes vivant confortablement et d'un tiers d'individus

accablés par la pauvreté ; ou dépeignent une économie « 30-50-20 % »<sup>10</sup>. Dans toutes ces estimations, le problème politique de la social-démocratie est le même. Comment persuader la classe moyenne ascendante d'assumer la charge des politiques redistributrices keynésiennes – un problème aggravé par le ressentiment populaire envers la croissance de l'impôt dans les décennies de conditions économiques défavorables. Mais cette dimension conjoncturelle n'est pas le principal élément, spécialement dans les versions de ce raisonnement qui lie ce problème à la globalisation économique et attribue l'augmentation croissante d'inégalités de revenus au jeu des forces du marché global et à une nouvelle division internationale du travail. Nous y reviendrons. Notons ici que le déclin de la solidarité n'est pas exclusivement attribué aux forces économiques.

Certains observateurs ont souligné que la croissance des divisions générationnelle et de genre dans la société et au sein de la main-d'œuvre constitue un obstacle à l'action collective, tout comme les divisions reliées à l'ethnicité et à l'immigration. Ceci peut aussi être associé à l'augmentation de l'individualisme et à la plus grande hétérogénéité des styles de vie et des valeurs. La fiabilité de ces arguments se fonde plus sur le caractère séculaire des changements en présence que sur leur signification conjoncturelle<sup>11</sup>. Certains analystes vont au-delà de la thèse du déclin de la classe ouvrière pour conclure qu'à la lumière de toutes ces transformations dans la structure sociale, une dissolution fondamentale du mécanisme de classe lui-même est en cours en parallèle avec la décomposition de la vieille structure sociale. La référence à l'appartenance de classe est devenue si faible qu'elle en est devenue sans importance dans l'explication du comportement électoral, dans la construction de l'identité et dans l'expression des clivages et conflits socio-politiques<sup>12</sup>. Comme nous l'avons noté, l'inégalité dans les revenus s'est accrue, le capitalisme est devenu plus impitoyable et la stratification sociale demeurera. Mais, selon plusieurs analystes, les classes, comme quasi-communautés nationalisées organisées par des partis et des syndicats, se sont décomposées depuis les années soixante-dix. L'effondrement des structures corporatistes et fordistes dans l'Etat et l'industrie aurait contribué à ce résultat.

### 3. La *New Politics*

La *New Politics* peut être mobilisée pour appuyer ces conclusions. L'apparition des nouveaux mouvements sociaux depuis 1968 est souvent mentionnée dans les théories de « la fin des classes », pour suggérer qu'une hiérarchie changeante des valeurs se décline derrière de nouvelles questions à l'agenda que ces mouvements représentent – transcendant les anciennes fidélités politiques établies sur le conflit de classe. Les identités politiques s'établiraient désormais sur des variables non concernées par le conflit de classes et celles-ci deviendraient les nouveaux impulseurs, fragmentés, de l'action politique<sup>13</sup>. Si de nouvelles formations, comme les verts, émergent pour représenter ces électorats, les anciens partis seraient forcés de répondre en abandonnant la vieille rhétorique de classes – elle-même une force constitutive des identités de classe – pour élargir le corps électoral auquel on s'adresse. Le déclin du discours de classe interagit donc avec l'affaiblissement objectif de la vieille classe ouvrière pour accélérer la disparition des identités de classe. Sous l'angle idéologique, la gauche est certainement devenue plus complexe et différenciée qu'elle ne l'était à

la fin des années soixante dans la mesure où les questions portées par les « nouveaux mouvements sociaux » à la fois ont été intégrées par les partis sociaux-démocrates et ont conduit à l'établissement de nouvelles formations dans certains pays (comme en Allemagne où les verts ont fait leur entrée dans l'arène parlementaire en 1983). La gauche s'est donc divisée et, par conséquent, a mieux pris conscience des contradictions et de l'inadéquation de ses politiques et de ses slogans. En effet, une prise de conscience de la complexité et de la fragmentation sociale dans cette période a mené certains anciens intellectuels socialistes à la conclusion que les théories socialistes étaient par nature autoritaires et/ou irréalistes parce qu'elles n'iaient de manière implicite ou explicite cette réalité.

Certaines explications des problèmes de la social-démocratie lient cette division idéologique et cette confusion à la croissance des « valeurs post-matérialistes », un phénomène générationnel que Ronald Inglehart a mis en évidence dans la plupart des sociétés riches d'Europe occidentale et qui s'expliquait, selon lui, par le succès des grands compromis sociaux-démocrates avec le capitalisme à un moment de plein emploi et de croissance économique. La génération qui a grandi dans ce contexte d'avantages matériels importants aurait trouvé de nouveaux idéaux dans la défense de nouveaux styles de vie plutôt que dans un combat contre la pauvreté et le chômage. La richesse aurait favorisé l'individualisme, une nouvelle préoccupation avec « l'auto-accomplissement », et un détournement des préoccupations sociales-démocrates classiques de croissance et de défense d'intérêts de classe à travers l'action collective, bureaucratique et étatique. En Allemagne occidentale, le SPD aurait été pris dans un piège électoral en raison de ce phénomène. Son segment ouvrier traditionnel ne serait pas en phase avec les problématiques de la *New Politics*, en particulier le féminisme et la protection de l'environnement, qui menaceraient les intérêts matériels des syndicalistes masculins. Toute concession à l'agenda vert fait perdre au SPD des votes de cet électorat au profit de leurs rivaux chrétiens-démocrates. En même temps, négliger les thématiques de l'agenda vert conduit aussi à la perte d'électeurs au profit des verts et à s'aliéner les jeunes idéalistes qui gravitent normalement autour du SPD. D'aucuns ont estimé que ce piège à somme nulle a été un des éléments cruciaux qui ont empêché le SPD de revenir au gouvernement après 1982.

Même si d'autres jugent cette estimation exagérée, il n'y a pas de doute qu'il y a eu un conflit réel entre gauches « concrètes » et « écologistes », qui a une forte visibilité en Allemagne, en Suède, et en Autriche durant les années quatre-vingt, en particulier sur la thématique de l'énergie nucléaire. Un souci sectaire d'« exactitude » idéologique couplé avec une indifférence pour la recherche d'un maximum d'électeurs – qui seraient des caractéristiques de la nouvelle gauche – ont aussi été parmi les raisons de la perte d'électeurs ouvriers pour le parti travailliste britannique à l'époque du socialisme municipal radical incarné par Ken Livingstone, l'actuel maire de Londres, dans la deuxième moitié des années quatre-vingt (une époque où les tabloïds dénonçaient la *Loony Left*, marquée par son soutien aux territoires sans nucléaire, à l'activisme communautaire et au radicalisme sexuel).

#### 4. Les adhérents de partis et l'organisation

Les changements dans la social-démocratie que nous venons d'évoquer étaient nécessairement reliés, d'une manière ou d'une autre, avec des modifications intervenues dans le monde de ses adhérents et dans ses structures de pouvoir. D'une manière générale, les adhérents des partis sociaux-démocrates sont devenus plus cols blancs qu'auparavant, venant plus régulièrement des classes moyennes et détenant un capital scolaire plus élevé. Cela s'inscrit souvent dans une tendance longue mais avec quelques caractéristiques de court terme très significatives. Au SPD par exemple, la part des ouvriers est passée de 60% dans les années trente à 22 % en 1978 – un déclin qui est aussi le reflet d'une mutation dans le monde du travail en général. L'arrivée de nouveaux membres dans les années soixante-dix a accéléré ce processus. Ces nouveaux adhérents étaient souvent jeunes, universitaires, radicaux avec un attachement fréquent aux préceptes marxistes et/ou adeptes de nouvelles formes de radicalisme sur des questions comme le féminisme, la protection de l'environnement la lutte contre la politique étrangère américaine, la dissuasion nucléaire ou l'OTAN. Un processus similaire, plus marqué encore, s'est produit dans les rangs du parti du travail en Hollande (PvdA). Il a changé tout à la fois sa culture de classe et sa culture politique. La démocratie participative, le pacifisme, l'environnementalisme étaient plus les soucis principaux des membres recrutés à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix que les thématiques traditionnelles du parti. A telle enseigne, que le parti connut une scission en 1970 lorsque les Socialistes démocrates virent le jour pour défendre les questions classiques de la classe ouvrière, comme le bien-être et l'emploi. Durant les années soixante-dix, le factionnalisme a crû dans les rangs du PvdA comme dans ceux du parti du travail norvégien (DNA), du SPD ou du SAP suédois. Les mêmes divisions idéologiques entre agendas des nouvelles et anciennes gauches apparurent chez tous. Bien que le parti travailliste britannique soit resté centré sur les préoccupations économiques durant les années soixante-dix, il a aussi enregistré une croissance du factionnalisme suite à l'afflux de militants plus jeunes, éduqués, attirés par les membres rebelles de l'époque et s'ajoutant à ceux-ci.

Herbert Kitschelt a tenté de lier certains de ces changements afin de théoriser l'essence de la transition au sein de la social-démocratie depuis 1968. Selon lui, le problème électoral rencontré par la plupart des partis de la gauche réformatrice dans les années quatre-vingt « trouvait sa racine dans les principes fondamentaux de l'idéologie socialiste elle-même »<sup>14</sup>. Il souligne à juste titre que les explications sociologiques conventionnelles des problèmes de la social-démocratie ne peuvent éclairer les variations nationales de leurs performances électorales. Selon lui, elles dépendent de leur aptitude à répondre de manière crédible à la double pression de gestion des économies et des Etats providence dans une ère de globalisation économique et, dans le même temps, à faire face aux sensibilités plus fortes des électeurs et des militants sur des thématiques associées aux nouveaux mouvements sociaux. De ce point de vue, la social-démocratie est coincée entre les pressions du néo-libéralisme et ce que Kitschelt appelle « le défi de la gauche libertaire ». La flexibilité stratégique des partis pour faire face à ces demandes est identifiée comme la ressource clé des partis, même si l'on reconnaît que la présence de fortes motivations à répondre à ce double défi dépend aussi de leur position compétitive dans le système national des partis.

Ainsi, si le parti doit faire face à un rival qui domine la droite, il sera confronté à une force capable d'articuler le défi de l'efficacité du marché ; si, dans le même temps, un concurrent de la gauche libertaire se développe, la social-démocratie est contrainte de répondre sur les deux fronts, comme en Allemagne. Là où le défi de la gauche libertaire a éclipsé la demande pour l'efficacité du marché, comme aux Pays-Bas durant les années soixante-dix, la social-démocratie s'est exprimée sur les thèmes des nouveaux mouvements sociaux, mais il lui en a coûté de s'isoler et d'être renvoyée dans l'opposition durant une grande partie des années quatre-vingt. Dans les pays où les exigences d'un marché efficace ont pris plus d'importance que le défi de la gauche libertaire, comme en Espagne et en Grèce, les socialistes se sont rapidement adaptés aux nouvelles situations. Là où ils n'ont pas pu le faire comme en Grande-Bretagne, Kitschelt explique le manque de stratégie à maximaliser le nombre d'électeurs par le manque de flexibilité stratégique du parti travailliste. Cela souligne l'importance de l'organisation de parti, tout comme celle du système de partis, dans l'explication des choix que la social-démocratie fit face à la double pression à laquelle elle était confrontée.

Les partis dotés d'un nombre d'adhérents traditionnellement important, de réseaux de patronage, de bureaucraties de parti, de structures de recrutement décentralisé pour les fonctions officielles et de liens étroits des syndicats sont, dans cette perspective, d'énormes *pétroliers* incapables de rapidement changer de cap. Sous cet angle, la réorientation créatrice du discours socialiste pourrait se réaliser quand les structures de parti permettent à la fois l'activisme à la base et la flexibilité du *leadership*, assurant ainsi tant la possibilité d'un dynamisme idéologique qu'une approche pragmatique visant à conquérir un maximum d'électeurs. Aux yeux de Kitschelt, les socialistes français sont les plus proches de ce modèle. Selon cette analyse, la nécessité d'un tel tournant créatif augmente dès lors que la tradition sociale-démocrate utilisait « une grammaire de résolution des problèmes dans ses visions politiques qui a des affinités électives proches de la plus ancienne critique de principe de la société capitaliste », associée à Marx. Alors que le vieux marxisme s'était massivement dilué et/ou avait officiellement été rejeté, restaient comme une admission à contre-cœur de l'utilité des marchés, un échec correspondant d'introduire les marchés quand ils étaient nécessaires et une conception de la démocratie qui était centralisée et bureaucratique. Dès lors que l'Etat providence avait retiré les anciens obstacles à l'amélioration des conditions de vie, la social-démocratie a été incapable de voir au-delà de ses propres accomplissements. Elle a donc été prise au dépourvu tant par la croissance de la doctrine de la gauche libertaire après 1968 que par le défi de la globalisation dans les années quatre-vingt. La priorité du choix collectif, les problèmes collectifs de production et de consommation, et d'égalitarisme s'en remettaient au cadre légal des institutions centralisées et bureaucratiques – tous ces éléments étaient désormais mis en cause, comme l'étaient les pratiques politiques technocratiques et avant-gardistes qui leur étaient associées. Une nouvelle inflexion était exigée par les conditions politiques et économiques modifiées de l'ère post-Bretton Woods. Selon Kitschelt, cela aurait dû impliquer un réexamen des conditions de l'accumulation du capital, et une réponse intelligente au nouveau consumérisme et aux demandes pour une plus grande participation à la base, l'autonomie personnelle et l'épanouissement.

Ces demandes étaient souvent structurées autour d'identités dépendantes des classes sociales. Pour Kitschelt, ces nouvelles pressions témoignaient de l'épuisement du vieux discours social-démocrate et de ses méthodes de résolution des problèmes. Il reconnaissait que, derrière ces pressions, des changements complexes dans les structures professionnelles et sociales pouvaient être cachés. Certains étaient liés aux changements amenés par l'enrichissement, l'éducation et de nouvelles revendications remplaçant celles satisfaites par la social-démocratie elle-même. Mais Kitschelt est plus concerné par les capacités des partis à répondre à ces changements que par l'explication des changements eux-mêmes, y compris dans son ouvrage *The Transformation of Social Democracy* (1994).

La théorie inédite de Kitschelt est une tentative stimulante d'aller au-delà du déterminisme sociologique mentionné plus haut. Il n'est pas possible d'aborder dans cette contribution chaque aspect de cette analyse mais « le défi de la gauche libertaire » nous paraît exagéré et mal compris. Ce qu'il faut mettre en évidence est son hypothèse sur l'importance des changements dans l'environnement économique global pour les performances et le devenir de la social-démocratie. Cette thèse de la « globalisation » a engendré une énorme littérature. Elle se combine avec les thèses liant les mutations dans la structure sociale à l'émergence de nouvelles conditions technologiques et institutionnelles affectant la production et les échanges de biens comme le capitalisme avait été restructuré dans les années d'après-guerre. Les industries qui avaient assuré la grande partie du soutien ouvrier à la social-démocratie – extraction minière, construction navale, textile, sidérurgie, industrie automobile – se sont progressivement relocalisées dans les nouveaux centres de la production globale, souvent loin de l'Europe occidentale, dans la mesure où une nouvelle division internationale du travail voyait le jour dans les années soixante-dix. Selon cette thèse, l'organisation de la production a aussi été l'objet de nouveaux systèmes d'industrialisation, et de nouvelles hiérarchies de gestion qui se passaient de l'ancienne structure « fordiste ». Les anciennes armées industrielles de travailleurs semi-qualifiés sujettes à un contrôle centralisé dans de très grandes industries de production de masse de produits standardisés ont disparu ou sont en passe de disparaître. Elles sont remplacées par des systèmes de production flexible, dans une optique de « *just-in-time* », accordant une place importante à la sous-traitance et au travail d'équipes décentralisées à même de réaliser des cibles de « qualité » sur la base de qualifications flexibles. Au milieu des années quatre-vingt, la « globalisation » est devenue le mot clé censé expliquer cette restructuration du capitalisme et montrer pourquoi les économies nationales étaient devenues une chose du passé. Au milieu des années quatre-vingt-dix, la vieille social-démocratie était identifiée comme un des principaux perdants de ce processus, pour des raisons sur lesquelles nous reviendrons.

## 5. Réflexions sur la notion de classe

Avant de progresser dans cette analyse, il importe de considérer certains contre-arguments aux observations faites plus haut. Mentionnons d'abord que la thèse du déclin est trompeuse si elle donne l'impression au lecteur que les tendances laïques ont miné une longue hégémonie sociale-démocrate au sein de la classe ouvrière. Avant la seconde guerre mondiale, la social-démocratie a rarement été capable de

gagner les élections législatives et, durant l'âge d'or supposé d'après la guerre, les gouvernements sociaux-démocrates étaient, en pratique, confinés pour l'essentiel à la Suède, à la Norvège, au Danemark, à l'Autriche et à la Grande-Bretagne en Europe occidentale. En réalité, ce n'est qu'en Scandinavie que la social-démocratie apparaissait comme le parti « naturel » de gouvernement. Alors que le SAP suédois a été continuellement au pouvoir (et que le SPÖ était en coalition permanente avec ses rivaux en Autriche), le parti travailliste britannique – le cinquième « meilleur » parti de centre gauche en termes de performances électorales durant l'âge d'or – n'a été au pouvoir que douze des vingt-huit années considérées (1945-1973). L'Espagne et le Portugal étaient bien évidemment des dictatures durant cette période, alors que les références démocratiques de la Grèce étaient extrêmement minces, même avant le coup d'Etat militaire de 1967. Dans ce pays, la social-démocratie ne pouvait faire que peu voire pas de progrès. En Allemagne occidentale, le SPD a dû attendre jusqu'en 1966 pour accéder au pouvoir (en coalition avec les chrétiens démocrates). En France et en Italie, les socialistes ont dû rivaliser avec les plus grands partis communistes d'Europe occidentale et n'ont qu'occasionnellement pris part aux responsabilités et souvent comme les plus petits partenaires de partis situés à leur droite. Ce n'est donc pas le tableau de la force sociale-démocrate. A une époque où la classe ouvrière britannique représentait environ 70% de la population, le parti conservateur établissait son hégémonie électorale durant l'entre-deux-guerres, conquérant plus ou moins 55% du vote ouvrier lors des élections générales de 1931 et de 1935. Il a fallu attendre la seconde guerre mondiale pour affaiblir cette emprise. Mais, même dans les années cinquante et soixante, environ un tiers de la classe ouvrière soutenait le parti conservateur britannique. La force politique de de Gaulle en France tenait aussi, dans une large mesure, au soutien de la classe ouvrière. A titre d'exemple, au second tour des élections présidentielles de 1965, il a engrangé 45% des voix ouvrières face à son concurrent socialiste, François Mitterrand.

Dans tous les pays que nous avons envisagés, il n'y a jamais eu une période où la classe ouvrière n'a pas été divisée par les questions politiques, les relations hommes-femmes, les statuts, l'économie, le travail et les rapports aux syndicats – pour ne citer que quelques éléments générateurs d'hétérogénéité plutôt que d'homogénéité. Cela est vrai dans la période d'émergence de la social-démocratie comme dans celle de son âge d'or supposé, après la seconde guerre mondiale. En outre, dans beaucoup de pays, une population rurale importante a persisté après 1945. Cela vaut pour la France, l'Allemagne occidentale, comme pour les pays du sud de l'Europe. La taille de la classe ouvrière s'est indubitablement affaïssée depuis 1970 dans certains pays industrialisés mais – et ceci est le point le plus important –, il n'y a pas de conclusions politiques qui s'imposent d'évidence de cette observation, même dans les pays où ce mouvement est à l'œuvre. En Allemagne occidentale, par exemple, la proportion des ouvriers d'industrie est passée de 48% à 40% de la population active entre 1968 et 1986 mais cela n'a pas eu d'effet visible sur le pourcentage d'électeurs du SPD et le nombre de syndiqués a continué à augmenter. En France, la classe ouvrière a représenté une part stable de la main-d'œuvre entre 1968 et 1992, alors que le déclin des ouvriers agricoles était le changement le plus frappant dans la structure de classe. En Suède, l'industrie a atteint son plus haut niveau en importance pour la composition

de la main-d'œuvre au début des années soixante. Depuis, le secteur tertiaire a crû rapidement. Si les perspectives de la social-démocratie dépendaient simplement de la proportion d'ouvriers, il serait difficile d'y expliquer les victoires électorales persistantes de la social-démocratie dans cette société post-industrielle. Cela ne peut qu'être lié à la volonté d'un nombre important d'électeurs de la nouvelle classe moyenne de voter pour le SAP. Comme nous l'avons vu, certains théoriciens jugent que ceci n'est possible qu'avec une dilution du programme social-démocrate, pour toucher l'électorat employé – une évolution qui, en retour, érode le soutien au parti de la classe ouvrière. Cependant, en Suède, le SAP a connu une phase très radicale à la fin des années soixante et au début des années soixante-dix, à une époque où sa dépendance par rapport au vote des employés s'était accrue. Cela n'a pas empêché des succès électoraux qui ont conduit à des changements législatifs radicaux qui ont laissé une empreinte permanente sur les droits sociaux et du travail dans ce pays. En Suède, le total des votes de gauche a atteint 56% pas plus tard qu'en 1994. Et, de la même manière, la somme des votes de gauche était impressionnante aux élections allemandes de 2002.

Cet élément suggère que nous ne pouvons pas présenter les changements dans le comportement électoral et la structure des classes ces trente ou quarante dernières années comme étant spécialement préjudiciables à la social-démocratie. La part des populations paysannes et rurales a décliné, l'équilibre urbain-rural a été retracé, et les relations de genre se sont modifiées dans des optiques qui pouvaient singulièrement nuire aux formations de droite. Le vote confessionnel est par exemple en déclin. En Allemagne occidentale, la fréquentation de l'Eglise – un important prédicteur d'un vote de droite – a chuté de 46% à 26% entre 1968 et 1986. En 1992, une enquête concluait, sur la base de ce changement, que les « sociaux-démocrates (avaient) le potentiel de dépasser la CDU/CSU comme premier parti de la République fédérale »<sup>15</sup>. En Italie, un processus similaire semble avoir été à l'œuvre, avec une fréquentation de la messe passant de 50% de la population en 1968, à 25% dans les années quatre-vingt. Bien évidemment, le changement a été plus complexe que cela. Après 1968, la proportion de l'emploi industriel s'est affaïssée et l'évolution s'est singulièrement accélérée dans les années quatre-vingt. Les syndicats ont perdu des membres et se sont de plus en plus concentrés dans le secteur public. Mais la signification de la structure sociale dans la prédiction du comportement électoral a, en réalité, crû dans les années soixante-dix, comme l'augmentation de la conscience de classe – qui n'a baissé que dans les années quatre-vingt<sup>16</sup>.

Le changement politique et socio-économique en Grèce, au Portugal et en Espagne a été complexe et profond depuis la chute concomitante des dictatures au milieu des années soixante-dix. A titre d'exemple, l'Espagne s'est consciemment engagée dans un processus de modernisation conçu pour améliorer son économie et l'Etat providence, pour consolider sa démocratie et pour intégrer l'Union européenne et l'OTAN. La population urbaine a augmenté, le déclin de la paysannerie s'est accéléré et les relations de genre se sont modernisées. Dans le même temps, la pratique religieuse a diminué. L'influence de l'Eglise sur le comportement électoral est encore forte, mais moins qu'en 1976. Des changements analogues sont évidents en Grèce et au Portugal. Aucun de ces pays n'étaient des centres importants pour la social-démocratie avant

le milieu des années soixante-dix. La sorte de déterminisme sociologique que nous avons mise en évidence chez ceux qui annoncent la fin de la social-démocratie annonce un futur rose pour la social-démocratie dans ces pays. En réalité, nous ne devons pas retourner très loin dans l'histoire pour trouver un tel optimisme dans les études consacrées à la gauche dans les économies les plus développées d'Europe occidentale. Le succès du parti socialiste en 1981, par exemple, a été partiellement attribué « aux processus (de long terme) de changement économique et social en France (...) avec des éléments tels que l'émigration des campagnes vers les villes et le déclin de la fréquentation religieuse pendant les plus de vingt années de pouvoir de la droite »<sup>17</sup>. La population agricole s'est effondrée, passant de 28% de la population en 1954 à seulement 9 % en 1975, tandis que le déclin du catholicisme qui soutenait la droite était observé à travers la transformation de la CFDT, qui devint une courroie de transmission pour le PS, et la croissance de la gauche catholique<sup>18</sup>. Le défi presque abouti de Mitterrand à la présidentielle de 1974 (49,3% contre 50,7 % en faveur de Giscard d'Estaing) a été considéré par certains observateurs comme la preuve d'un mouvement profond de l'électorat ouvrier du gaullisme vers la gauche. La gauche française aurait bénéficié des tendances laïques érodant le vote confessionnel. Et il était escompté que le vote de classe supplante les anciennes loyautés et libère donc au profit de la gauche « un grand nombre de ceux jusqu'alors détournés de leur parti de classe « naturel » »<sup>19</sup>. Dès lors que le voile de la religion tombait, l'inégalité sociale serait plus facilement mise en lumière.

En Grande-Bretagne aussi, le déterminisme sociologique prédisait la croissance du soutien à la social-démocratie pas plus tard qu'au début des années soixante-dix. Le parti travailliste devait bénéficier du déclin de l'électorat libéral<sup>20</sup>. Cette thèse a vite été dépassée par l'évidence d'un désalignement. Mais la thèse du désalignement avait d'abord été appliquée à la fois au parti travailliste et à son rival, le parti conservateur. L'identification partisane était supposée être en déclin pour les deux partis. Cela était attribué au rejet de l'opinion envers des organisations idéologiquement similaires, ayant toutes deux échoué à résoudre les problèmes économiques depuis les années soixante<sup>21</sup>. Ce n'est qu'après l'élection de 1979, qui vit la première victoire de Margaret Thatcher, qu'on a vu que la désaffection d'une partie de l'électorat ouvrier envers le parti travailliste trouvait ses racines dans la popularité de politiques publiques qui défiaient les valeurs sociales-démocrates. Le changement dans les valeurs populaires était désormais invoqué pour démontrer un mouvement défavorable à la social-démocratie<sup>22</sup>. L'hypothèse selon laquelle cela représentait une révolte laïque contre la social-démocratie, fut cependant battue en brèche par la preuve manifeste en 1989 montrant la persistance des valeurs collectivistes et même socialistes au sein de pans importants de l'électorat britannique, en dépit d'une décennie de « thatchérisme »<sup>23</sup>.

Dès lors, un certain scepticisme peut être approprié quand nous rencontrons des démonstrations sociologiques relatives aux mouvements de fond à l'œuvre actuellement contre la social-démocratie, dans la mesure où la discussion montre que ces tendances de « long terme » sont en fait récentes et que les constats sont contradictoires. Nous pouvons en dire autant de la signification déclinante de l'importance de la classe. Dans les années soixante-dix, nombre de données étaient

l'argument selon lequel le conflit de classes resurgissait <sup>24</sup>. C'était manifeste dans la vague de grèves qui, après 1968, a affecté la Suède, l'Italie, la France et la Grande-Bretagne. Une étude estime que l'impact de cette vague de grèves en Suède et au Danemark entre 1979 et 1985 a été d'élever de 4 à 5 points le taux de syndicalisation dans ces pays – la conclusion tirée étant que « la lutte des classes » stimulait l'auto-organisation des « ouvriers » <sup>25</sup>. Mais le rapport à la classe était aussi important sous d'autres perspectives. La preuve d'une élévation de la conscience de classe et de la lutte des classes peut aussi être vue dans le glissement programmatique à gauche au sein de la social-démocratie. Cela a conduit à des changements législatifs radicaux en Suède au début des années soixante-dix et à l'adoption de programmes proposant des transformations structurelles substantielles en Grande-Bretagne et en France. En Allemagne occidentale, le SPD s'est lancé dans une révision de ses valeurs de base, ce qui a produit un nouveau programme fondamental en 1989 (le programme de Berlin) qui était bien plus radical que le précédent, adopté trente ans plus tôt au congrès de Bad Godesberg. Il est vrai que beaucoup d'idées n'ont débouché sur rien – en Suède, le plan radical de Meidner pour des fonds d'investissement des employés est un bon exemple de ce genre d'échec. Mais il est vrai aussi qu'un haut degré de conscience de classe et de mobilisation de classe était bien présent dans le virage à droite contre ces orientations politiques. L'avènement du « thatchérisme » en Grande-Bretagne, par exemple, a conduit à une redistribution des salaires du « bas » vers le « haut », à la destruction des syndicats, à la croissance accélérée et à la persistance du chômage de masse, et à de nombreuses mesures légales pour forcer de nouvelles relations entre les classes, qui ont généralement été bénéfiques aux nantis et préjudiciables aux groupes les plus modestes.

Un tel constat suggère que le conflit structurel entre le capital et le travail reste significatif. La croissance à long terme des nouvelles classes moyennes – beaucoup plus hétérogènes que les anciennes – ne nie pas en soi ce conflit, même s'il en résulte que de plus en plus de personnes occupent des positions ambiguës dans le rapport à ce conflit. Mais il n'y a aucune raison structurelle pour que la nouvelle classe moyenne soit hostile au monde ouvrier organisé, comme en témoignent les sociétés scandinaves avec leur haut taux de syndicalisation combiné au post-industrialisme et à la richesse généralisée. Ces pays montrent aussi qu'il n'y a pas d'objections de principe à l'établissement d'alliances de classes favorables à la social-démocratie et soutenant les valeurs sociales-démocrates. Comme pour les pays les moins riches d'Europe occidentale, comme l'ont concédé les adeptes des thèses « des valeurs post-matérialistes », les anciennes préoccupations et valeurs restent saillantes quand les conditions qui leur ont originellement donné naissance persistent ou reviennent. Mais l'impact des nouveaux mouvements sociaux a en tout état de cause été fort surestimé. Leurs agendas peuvent être analysés sous des angles différents comme des aspects du programme socialiste que la social-démocratie négligeait. Leurs aspects nouveaux nécessitent souvent des caractéristiques supplémentaires et doivent être transformés en politiques réalisables. Souvent, les partis verts sont consciemment des partis de gauche et la social-démocratie est leur allié électoral utile le plus proche, comme en Allemagne, en Autriche et en Suède. Tant les partis verts que les partis sociaux-démocrates sont l'objet de changements politiques programmatiques.

En Allemagne, l'ancien dilemme à somme nulle du SPD, épinglé par certains analystes dans les années quatre-vingt, n'a pas empêché la formation d'une coalition gouvernementale sociale-démocrate/verte au niveau fédéral en 1998, à un moment où les verts étaient dirigés par des pragmatistes plutôt que par des fondamentalistes, et où le SPD avait intégré des questions environnementales à son agenda. Cela souligne l'importance de la politique et de la construction d'une alliance pour mesurer la façon dont les nouveaux développements influencent les partis établis. Les nouveaux développements eux-mêmes doivent être gardés en perspective. Alors qu'il est vrai que les sociaux-démocrates, comme leurs principaux rivaux de droite, se retrouvent eux-mêmes avec un pourcentage électoral plus faible que ce qu'ils obtenaient dans les années soixante, la perte moyenne nette de tous les partis établis ne s'élève qu'à 11% ces trente dernières années, une période durant laquelle ils ont conquis un nombre croissant de votes, en chiffres absolus. A la même période, les partis verts ne décrochent en moyenne que 5% en Europe occidentale.

## 6. Les problèmes économiques après 1973

Il est vrai cependant que les économies plus avancées ont vécu un changement socio-économique massif dans les décennies après 1970 et il aurait été surprenant, dans ces circonstances, que l'appartenance de classe reste un prédicteur stable du comportement politique. Examinons plus en détail les contours de cette conjoncture. L'effondrement du système de Bretton Woods en 1973 peut être utilisé comme point de repère commode pour délimiter le début d'une période de volatilité financière croissante, de taux de croissance économique plus bas, de taux d'inflation plus élevés et de chômage croissant. Tous les pays d'Europe occidentale ont été affectés, avec des réponses politiques et des impacts différents.

*Tableau 1*  
*Croissance économique en Europe occidentale* <sup>26</sup>

	1965-1973	1973-1981	Evolution
Espagne	6,5	2,1	-4,4
Pays-Bas	5,1	1,8	-3,3
Italie	5,4	2,4	-3,0
France	5,4	2,5	-2,9
Belgique	4,9	2,0	-2,9
Grande-Bretagne	3,1	0,5	-2,6
Allemagne	4,2	2,0	-2,2
Suède	3,9	1,5	-2,4
Danemark	3,8	1,4	-2,4
Norvège	4,1	4,2	+0,1
Finlande	5,0	2,6	-2,4
Grèce	7,4	3,0	-4,4
Autriche	5,3	2,6	-2,7

Source : OCDE.

*Tableau 2*  
*Inflation des prix à la consommation en Europe occidentale (% par an)* <sup>27</sup>

	1965-1973	1973-1981	1981
Italie	5,0	17,0	19,5
Espagne	6,8	17,9	14,6
Grande-Bretagne	7,0	16,0	11,9
France	5,9	11,1	13,4
Belgique	4,5	8,1	7,6
Pays-Bas	6,3	7,1	6,7
Allemagne	4,3	4,8	5,9
Suède	5,3	10,3	11,0
Danemark	6,7	11,0	9,2
Norvège	6,3	9,0	13,3
Finlande	6,4	12,5	12,0
Grèce	4,7	17,3	24,5
Autriche	4,8	6,3	6,8

La Grande-Bretagne fut parmi les pays qui ont subi le plus haut taux de chômage, avec une moyenne légèrement supérieure à 7% de la population active entre 1974 et 1982 (à l'autre extrême, la Norvège et la Suède se situaient à une moyenne d'environ 2%). Entre 1974 et 1979, le gouvernement travailliste a vu le chômage doubler et atteindre 1,6 million de personnes. Dans le même temps, il fit face à un taux d'inflation d'environ 25% en 1975, 15% à la fin de l'année 1976, 8,4% en décembre 1978, pour remonter à nouveau à 17,2% un an plus tard. Après mai 1979, la Grande-Bretagne fut aussi le premier pays à être gouverné par une administration déterminée à rompre l'accord social d'après guerre, lorsque le parti conservateur gagna les élections avec Madame Thatcher. Le chômage grimpa à 13% en 1981 (bien au-delà de 3 millions de personnes), atteignant 14% à la mi-1986, alors que les taux de croissance économique s'étaient améliorés depuis 1982. Les régions les plus gravement affectées de Grande-Bretagne avaient un taux de chômage plus élevé en 1983 que partout ailleurs en Europe occidentale, à l'exception de la Sardaigne, de la Campanie et de la Corse. Dès lors que les emplois perdus l'étaient surtout dans l'industrie automobile, dans le textile, dans l'ingénierie, dans la sidérurgie, dans les mines, dans la construction navale et les industries auxiliaires, le parti travailliste et les syndicats furent inévitablement fortement affectés. Au milieu des années quatre-vingt, les inégalités croissantes de revenus étaient aussi évidentes. L'Institute for Fiscal Studies a calculé que le salaire des chefs d'entreprises et des cadres seniors avait augmenté respectivement de 43% et de 19% alors que celui de la moyenne des hommes au chômage avait chuté d'environ 15%. Excluant les impôts et les bénéfices, le revenu relatif des 20% des ménages les plus pauvres a chuté d'environ 60% entre 1975 et 1983 <sup>28</sup>. En dépit du fait que les coûts totaux du travail en Grande-Bretagne étaient déjà plus bas que dans n'importe quel autre des seize pays industrialisés étudiés par le National Institute for Economic and Social Research en 1984, le gouvernement conservateur a imposé, en 1985, une plus grande flexibilité du travail comme moyen

de combattre le chômage. Cela a, entre autres, conduit à de nouvelles mesures pour éroder les droits aux allocations de chômage. A pas moins de dix-sept reprises, entre 1979 et 1989, l'accès aux allocations de chômage est devenu plus restrictif. Plus de vingt autres modifications, affectant défavorablement le revenu des chômeurs, sont intervenues dans la même période. L'Unemployment Unit a calculé que le nombre de personnes rayées du bénéfice des allocations de chômage a presque triplé entre 1993-1994 et 1995-1996 passant de 113 000 à 317 000, sur la base de l'argument selon lequel les personnes concernées négligeaient de « chercher activement du travail » ou avaient refusé un stage. Frank Field, le premier choix de Tony Blair pour réformer l'Etat providence en 1997, annonçait en 1989 que l'économie sur le budget de la sécurité sociale s'était élevée à environ cinq milliards de livres sterling – un montant qui incluait les 4,2 milliards de réductions d'impôts bénéficiant au 1% des contribuables les plus riches durant la même année <sup>29</sup>. En 1997, les chiffres officiels montraient que 13,7 millions de personnes (4,2 millions d'enfants) en Grande-Bretagne vivaient sous le seuil de pauvreté, alors qu'ils n'étaient que cinq millions en 1979. La même année, une étude de la Commission européenne établissait que 22% de la population britannique vivait dans la pauvreté, définie comme un revenu moitié moindre du revenu moyen (32% d'enfants), alors que le taux moyen de l'Union européenne s'établissait à 17% (20% pour les enfants) <sup>30</sup>.

Sur la période 1978-1997, le chômage en Grande-Bretagne a été officiellement en moyenne de deux millions de personnes ou 8,9% de la population active – presque cinq fois la moyenne de l'âge d'or, deux fois plus que la moyenne d'avant 1914 et proche de la moyenne de l'entre-deux-guerres <sup>31</sup>. Les employeurs ont eu de plus en plus recours à des travailleurs à temps partiel. Dans ce contexte, le nombre de syndiqués a chuté. Le Workplace Industrial Relations Survey a montré que la reconnaissance des syndicats dans les entreprises avait diminué depuis 1979. En 1984, 66% des établissements reconnaissaient des syndicats pour 53% en 1990. En 1994, les données du Labour Force Survey montraient que seuls 48% des employés travaillaient dans des entreprises où les syndicats étaient reconnus, variant de 34% dans le secteur privé à 86% dans le secteur public (alors que ces taux étaient respectivement de 60% et plus de 90% dans les années quatre-vingt) <sup>32</sup>. Six lois concernant les syndicats ont été adoptées entre 1980 et 1993. Elles concernaient l'obligation d'organiser un vote à bulletin secret avant toute grève, la déclaration du caractère illégal de toute grève sauvage ou de toute grève de solidarité, la fin du *closed shop*, et la possibilité de licencier les grévistes. Les syndicats ont perdu cinq millions de membres en 1992. Le nombre de jours perdus pour fait de grève est tombé à 528 000 en 1992 alors qu'il était en moyenne de 7-10 millions dans les années soixante-dix. En 1990, la négociation de branche n'était la « base principale d'augmentation salariale que pour 19% des travailleurs manuels et seulement 6% pour les travailleurs non manuels » <sup>33</sup>.

Pendant les vingt années qui ont suivi 1970, il y a eu à bien des égards une grande divergence entre le cas britannique et celui des autres pays d'Europe occidentale dans lesquels la gauche est restée un prétendant crédible à l'accession au gouvernement. En Suède par exemple, les sociaux-démocrates ont poursuivi des réformes entre 1968 et 1976, qui ont étendu et approfondi l'Etat providence à un niveau tel qu'elles « défiaient le pouvoir et les prérogatives des chefs d'entreprises et des détenteurs du

capital »<sup>34</sup>. Même si l'étape suivante de cette offensive – le plan Meidner des fonds d'investissement des salariés – fut finalement un échec, la plupart des nouveaux droits intégrés dans la législation entre 1970 et 1976 ont subsisté. Le plein emploi a également survécu jusqu'en 1990, quand bien même les sociaux-démocrates ont éliminé l'énorme déficit public dont ils avaient hérité en 1982. La croissance économique suédoise a crû à un taux moyen de 2,7% entre 1983 et 1988, et le chômage est descendu de 3,5% à moins de 2%, tandis que le déficit de la balance commerciale devenait un boni. Après leur expérience inhabituelle d'opposition entre 1976 et 1982, les sociaux-démocrates ont enregistré trois victoires successives et ont réussi à conserver la loyauté de leurs sympathisants ouvriers traditionnels. 70% du vote ouvrier allait au SAP. L'expérience suédoise des années soixante-dix et quatre-vingt n'était pas plus singulière que celle de la Grande-Bretagne, même si les deux pays durent œuvrer dans un environnement économique international qui s'était détérioré comparé aux vingt années précédentes.

## 7. La globalisation

Si nous mentionnons ces faits, c'est pour suggérer, premièrement, qu'ils fournissent la matière première pour une explication relativement simple des difficultés auxquelles ont dû faire face certains partis sociaux-démocrates après 1973. La croissance économique avait ralenti alors que l'inflation échappait au contrôle et que le chômage revenait aux niveaux qu'on avait connus pour la dernière fois dans les années trente. Le cas britannique nous offre en outre un exemple particulièrement saisissant de comment une politique gouvernementale a contribué aux conditions qui engendraient le chômage, affaiblissaient les syndicats, exacerbait les inégalités salariales, modifiaient les charges fiscales au détriment des groupes aux revenus faibles, altéraient le marché de l'emploi dans des optiques favorables au patronat (au moins à court terme) et démantelaient les structures de l'Etat providence. Le retour au chômage de masse dans les années soixante-dix, accompagné d'une situation de stagflation, du déficit de la balance des paiements, et d'un gouvernement lourdement endetté, a été, de manière prévisible, une contrainte forte pour le gouvernement travailliste entre 1974 et 1979. Les socialistes français ont subi les mêmes difficultés en 1981, avec un chômage touchant environ 2 millions de personnes, une inflation de 13% et l'héritage d'une balance des paiements constamment déficitaire dans les années soixante-dix. Quand les socialistes ont pris le pouvoir et essayé de relancer l'économie, une récession internationale se déployait. Les gouvernements américain, britannique et allemand avaient lancé une politique déflationniste, et des démarches avaient déjà été entamées pour déréguler les marchés financiers dans les autres pays. Tout comme Léon Blum en 1930, Mitterrand est arrivé au pouvoir à une époque de déflation internationale, de déficits chroniques des comptes courants, de spéculation sur les devises, de désordre financier, de fuite des capitaux et d'hostilité déclarée du monde des affaires<sup>35</sup>.

Certains des problèmes socialistes peuvent être attribués aux décisions des faiseurs de politique occidentaux déterminés à résoudre les contradictions économiques des années soixante-dix, dans des optiques favorables aux détenteurs d'argent et de capitaux. Le processus peut être relié à la politique menée aux Etats-Unis et

à la transformation d'organisations comme le FMI, l'OCDE, la Banque mondiale, et le GATT/OMC, qui se sont muées en acteurs prosélytes d'une politique néo-libérale conçue pour mettre fin à l'inflation, déréguler les marchés et institutionnaliser les nouveaux régimes d'échanges<sup>36</sup>. L'expérience Mitterrand – un virage rapide à 180° et l'abandon de la plupart des réformes du programme des socialistes – montra qu'une politique de la demande dans un seul pays dans un contexte global de politiques déflationnistes ne pouvait pas réussir. Mais la retraite forcée du gouvernement socialiste devint rapidement une preuve supplémentaire que les gouvernements sociaux-démocrates devaient faire face à des contraintes plus ou moins permanentes imputables à une nouvelle étape dans l'évolution de l'économie globale – plutôt qu'à celles découlant de politiques réversibles et aux problèmes économiques d'une conjoncture particulière<sup>37</sup>.

La globalisation devint le fléau omniprésent de la social-démocratie dans l'essentiel de la littérature académique des années quatre-vingt-dix. Elle a été invoquée pour expliquer l'érosion des droits du travail, la diminution du pouvoir de l'Etat face au capital affaiblissant sa capacité à garantir ces droits dans la loi<sup>38</sup>. L'affaiblissement des syndicats et de la négociation collective, de même que la décentralisation de la négociation collective, ont aussi été reliés aux différentes facettes de la globalisation<sup>39</sup>. Ceci inclut la supposée plus grande mobilité géographique des entreprises due à « la disparition des barrières effectives à la mobilité globale du capital »<sup>40</sup>, l'établissement d'une nouvelle division internationale du travail, la croissance des inégalités à l'intérieur des nations et entre elles, et la pression compétitive de « milliards d'ouvriers qualifiés et travailleurs libérés sur les marchés globaux par la chute du communisme »<sup>41</sup>. Sur la base de ces hypothèses, les taux d'imposition sur le capital, sur l'entreprise et sur les individus riches devaient être « compétitifs au plan international » ou, dit clairement, relativement faibles<sup>42</sup>. Cela signifie que la redistribution par l'impôt et le système des allocations ne fonctionnera plus longtemps<sup>43</sup>. Même les ouvriers qualifiés relativement bien traités – exposés sur la base de ce raisonnement aux vents froids de la compétition globale – étaient appelés à se rebeller contre les coûts d'un secteur public gonflé et « protégé ». Dans certaines variantes de cette argumentation, une alliance entre les riches et la classe moyenne relativement aisée était appelée à résister avec succès aux propositions de payer plus d'impôts pour abandonner les ouvriers non qualifiés et les sans emploi. Sur cette base, il n'est pas difficile de trouver que la crise de l'Etat providence est, en fin de compte, reliée à la supériorité, dans l'économie globale actuelle, d'impôts faibles, de régulation faible, d'un type d'économie jouissant d'un secteur public relativement faible. Si l'on excepte le fait que la crise supposée de la social-démocratie peut être directement liée à cette crise de l'Etat providence<sup>44</sup>, on peut en déduire la conclusion familière en vogue selon laquelle l'ancien modèle (social-démocrate ou « européen ») de capitalisme social affaiblit la compétitivité et crée des cultures de dépendance.

Ce qui est donc en question ici est la question de savoir si les problèmes rencontrés après 1973 ont été la conséquence d'une conjoncture défavorable, dans laquelle des dirigeants conservateurs ont pris l'initiative ou s'ils résultent de changements structurels à long terme, plus ou moins permanents, dans l'économie mondiale. Une des raisons pour lesquelles la dernière interprétation semblait plausible était le fait

que le keynésianisme a été dépeint comme inefficace dans les années soixante-dix et quatre-vingt. Sous cet angle, la stratégie sociale-démocrate cohérente d'égalité mise en place depuis les années cinquante s'est révélée obsolète. Cela a conduit certains analystes à présenter des comparaisons trompeuses entre l'« âge d'or » de la social-démocratie et le présent. Alors que le keynésianisme avait formellement généré une capacité « à diriger l'économie », cette aptitude n'existait plus. Il était donc tentant de croire qu'une nouvelle phase du développement capitaliste était responsable du changement – celle où les marchés avaient triomphé de l'Etat. Le fait que la limitation institutionnalisée des salaires et les politiques actives du marché du travail furent submergées par l'étendue de la crise économique fut traduit en crise de gouvernance sociale-démocrate. Le mécanisme de « direction » keynésienne était dépeint comme définitivement dépassé. La doctrine qui donnait la direction stratégique des politiques publiques sociales-démocrates, plus fautive cependant que dans la réalité, était supposée morte. Dans les nouvelles circonstances d'une adversité économique prolongée dans les années soixante-dix et quatre-vingt, cela mena à une révision substantielle des orientations politiques des partis sociaux-démocrates.

Néanmoins, il semble aujourd'hui plus raisonnable de souligner que la source de leur difficulté ne réside pas dans la « globalisation » mais dans les problèmes émanant des relations bien établies entre le chômage massif persistant et la chute du nombre de syndiqués, l'affaiblissement de la négociation collective, l'écart entre les impôts et les attentes en matière de dépenses publiques, la croissance de l'inégalité, la nécessité d'une austérité budgétaire et la crise des prestations publiques. L'impact que tout ceci aurait sur les programmes dépendant traditionnellement du plein emploi et d'une croissance économique durable a varié selon les circonstances locales, mais il a pu être dévastateur comme en Grande-Bretagne. La situation difficile des sociaux-démocrates était aussi due aux politiques poursuivies par les gouvernements confrontés à la stagflation, à la croissance de leur dette publique, à une crise fiscale, à des conflits de répartition des richesses en hausse, et à une concurrence croissante. Les préférences politiques dominantes étaient déflatrices et au détriment des salariés. Il y a eu une montée correspondante du pouvoir des employeurs et des signes de son exercice sous la forme d'exigences croissantes vis-à-vis de la main d'œuvre, de pressions salariales vers le bas, et d'exclusion et de marginalisation des syndicats. Des récessions simultanées ont eu lieu en 1974-1975, 1979-1982 et 1990-1991, alors que la réponse politique précise variait d'un pays à l'autre conformément aux différences nationales dans l'intensité du problème économique, et aux variations institutionnelles et culturelles entre les pays affectés. Les difficultés économiques de cette période se sont prolongées dans les années quatre-vingt-dix sous l'effet des critères de convergence de Maastricht pour l'Union monétaire européenne, des problèmes massifs rencontrés par l'économie allemande dans le sillage de la réunification et de l'impact des crises économique et financière en Europe orientale <sup>45</sup>. Les tensions sur les systèmes de sécurité sociale et les exigences pour des réformes appropriées – déjà grandes – étaient aussi justifiées par les changements profonds dans les taux de fertilité, le vieillissement des populations, les transformations dans les structures familiales et les modèles du travail – des modifications de temps long dont les décideurs ont pris conscience dans les années quatre-vingt et quatre-vingt-dix.

Notre point de vue est double. Premièrement, quand toutes ces considérations sont prises ensemble avec la politique gouvernementale chargée de résoudre les problèmes économiques du jour dans des perspectives favorables aux détenteurs d'argent et d'autres formes de capital, les raisons ne manquent pas pour expliquer les problèmes de la social-démocratie et leurs variations d'un pays à l'autre. Deuxièmement, réunir ces phénomènes sous l'étiquette générale de globalisation n'apporte rien.

## 8. Conclusion

Il est exact que le keynésianisme a perdu sa crédibilité pendant la période de stagflation des années soixante-dix et quatre-vingt. Mais il n'est pas vrai que le keynésianisme engageait les gouvernements nationaux à maintenir le plein emploi par le déficit public dans les années de longue croissance, comme le prétendent certains théoriciens de la globalisation. Les politiques sociales-démocrates comme la planification indicative, la politique régionale, la politique active du marché du travail et le corporatisme étaient effectives *à la marge* dans les conditions de plein ou de quasi-plein emploi. Sans surprise, elles sont devenues inefficaces dans des conditions de chômage de masse. En temps de paix, aucun gouvernement n'a jamais été capable d'éliminer le chômage de masse par une politique de déficit budgétaire ou via des programmes de travaux publics. La « valeur ajoutée » explicative de l'argument de la globalisation n'a pas encore été établie, précisément parce que les problèmes attribués à la globalisation – l'augmentation des inégalités, l'érosion de l'Etat providence, etc. – sont exactement ce qu'on pourrait espérer dans une conjoncture politique et économique telle que celle qui a prévalu après 1973.

Néanmoins, des changements significatifs peuvent être décelés dans les sociétés capitalistes avancées pendant cette période, affectant les structures de classes et professionnelles, les tendances démographiques, et bien d'autres choses encore. Mais le tableau est complexe. Il affecte tous les partis et ne représente pas un drame particulier pour la social-démocratie. Les partis de gauche eux-mêmes vivent cependant des changements significatifs. Les tendances sont trop étendues pour que des explications locales soient convaincantes. Et elles ne sont pas confinées aux partis sociaux-démocrates. Le déclin du nombre d'adhérents de partis et le vieillissement de ceux qui restent est un modèle dominant. Tous les partis établis ont du mal à attirer des jeunes et des ouvriers, et à conserver des niveaux d'activité politique parmi ceux qui sont recrutés. La signification culturelle des partis est en déclin et c'est peut-être plus important pour la social-démocratie que pour les partis de droite. Les publications sociales-démocrates qui subsistaient, pour la plupart du xx<sup>e</sup> siècle, ont disparu ces trente dernières années, alors que le volume d'informations d'autres sources a massivement augmenté. Les partis n'entretiennent plus la même forme de relation avec leurs membres qu'auparavant et le façonnement des opinions de leurs militants qui s'établissait tantôt dans les quartiers tantôt sur le lieu de travail change aussi. Le réseau des associations périphériques que les sociaux-démocrates maintenaient dans des pays comme l'Allemagne et l'Autriche s'est aussi affaibli. Les sociaux-démocrates sont plus dépendants que jamais de l'appui des individus, exposés aux mass media qui opèrent selon un code qui surdimensionne la personnalité, la controverse, et la rivalité entre dirigeants. D'aucuns affirment que ces contraintes déforment la représentation

de la vision sociale-démocrate et contribuent à l'aliénation d'une partie de l'électorat social-démocrate <sup>46</sup>, peut-être partiellement parce qu'ils voient plus les mesquineries personnelles des leaders que ce qui est bon pour eux. Il est clair que ces formations utilisent désormais une stratégie d'image qui met en évidence les leaders qui font la politique, et de tels dirigeants feront des choix politiques indépendamment de leur propre parti quand ces derniers disent ou font quelque chose que les publics cibles n'apprécient pas. S'il s'agit d'une réponse aux exigences médiatiques, il est plus que vraisemblable qu'elle nourrit et renforce les tendances oligarchiques dans les partis et ceux-ci sont alors dominés par des personnalités comme Blair, Gonzalez, ou Papandréou.

Ce que nous pouvons dire avec certitude, c'est que la période ouverte par les années soixante-dix a généré un plus haut degré d'incertitude que celui qui prévalait dans l'âge d'or et a mis en évidence des problèmes à régler pour la social-démocratie qui jusqu'alors étaient négligés, comme la thématique de l'environnement. Comme ils l'avaient fait dans les années cinquante, les partis ont convergé, mais cette fois autour d'une priorité donnée au marché plutôt que celle de l'Etat providence avec le plein emploi. Cette convergence de la politique économique n'a pas facilité la résolution de questions soulevées par les nouveaux mouvements sociaux.

Cependant, des avancées réelles dans les acquis sociaux ont eu lieu en Suède dans les années soixante-dix, de même qu'en Grèce et en Espagne dans les années quatre-vingt. La Grèce et l'Espagne ont aussi accompli la transition vers la démocratie libérale et réalisé l'entrée dans le processus d'intégration européenne – objectifs qui nous rappellent que la politique économique n'est pas toute l'histoire. Mais c'est dans le domaine de la politique économique que la social-démocratie s'est retrouvée sur la défensive avec la déroute de nombre d'anciens outils tels la propriété publique et la planification, tout comme le retrait par rapport aux objectifs d'égalité qui y étaient associés. La perception que la globalisation fait peser de nouvelles contraintes sur les gouvernements sociaux-démocrates a joué un rôle dans ceci en renforçant la prudence et le conservatisme, mais il y a des raisons de croire que les contraintes ont été exagérées et qu'une social-démocratie plus confiante est à la fois possible et probable. L'attachement aux politiques économiques néo-libérales – qui mine les politiques sociales et l'éthique du service public que les sociaux-démocrates soutiennent toujours – sera dilué lorsque les circonstances économiques le permettent et pour autant que le lien idéologique récent entre égalité et inefficacité économique soit défié et rompu à nouveau. La diminution du taux d'inflation moyen de l'OCDE autour de 2% au milieu des années quatre-vingt-dix contribuera au processus d'ajustement. Mais chaque idée sur la transformation du capitalisme sera latente aussi loin qu'il est possible de regarder.

## Notes

- <sup>1</sup> R. DAHRENDORF, *Reflections on the Revolution in Europe*, New York, Times Book, 1990, p. 38.
- <sup>2</sup> E. J. HOBBSBAWM, « The Forward March of Labour Halted », in M. JACQUES, F. MULHEARN (ed.), *The Forward March of Labour Halted ?*, Londres, Verso, 1981.
- <sup>3</sup> N. BOBBIO, *Droite et gauche. Essai sur une distinction politique*, Paris, Seuil, p. 43.
- <sup>4</sup> E. BERNSTEIN, *Evolutionary Socialism*, New York, Schocken, 1961, 1<sup>re</sup> éd. 1899.
- <sup>5</sup> A. GORZ, *Farewell to the Working Class*, Londres, Pluto Press, 1980.
- <sup>6</sup> A. ZOLBERG, « Response : Working Class Dissolution », *International Labor and Working Class History*, printemps 1995, 47, p. 29.
- <sup>7</sup> A. PRZEWORSKI, J. SPRAGUE, *Paper Stones : A History of Electoral Socialism*, Chicago, University of Chicago Press, 1986.
- <sup>8</sup> A. ZOLBERG, *op. cit.*, p. 31.
- <sup>9</sup> J. K. GALBRAITH, *The Culture of Contentment*, Londres, Penguin Books, 1992.
- <sup>10</sup> W. HUTTON, *The State We're In*, Londres, Cape, 1996 ; CPGB, *Manifesto for New Times*, Londres, CPGB, 1987 ; G. THOMPSON, « Globalisation and the Possibilities for Domestic Economic Policy », *Internationale Politik und Gesellschaft*, 1997, 2, p. 161-171.
- <sup>11</sup> P. ANDERSON, « Introduction », in P. ANDERSON, P. CAMILLER (ed.), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso, 1994, p. 13-14.
- <sup>12</sup> J. PAKLUSKI, M. WATERS, « The Reshaping and Dissolution of Social Class in Advanced Society », *Theory and Society*, 1996, 25/5, p. 688 ; T. NICHOLAS, S. M. LIPSET, « Are Social Classes Dying ? », *International Sociology*, 1996, 6/4, p. 397-410.
- <sup>13</sup> J. PAKLUSKI, M. WATERS, *op. cit.*, p. 678 et 682.
- <sup>14</sup> H. KITSCHOLT, « The Socialist Discourse and Party Strategy in Western European Democracies », in C. LEMKE, G. MARKS (ed.), *The Crisis of Socialism in Europe*, Londres, Duke University Press, 1992, p. 191-228.
- <sup>15</sup> F. URBAN PAPPI, P. MNICH, « Germany », in M. FRANKLIN *et al.* (ed.), *Electoral Change : Responses to Evolving Social and Attitudinal Structures in Western Europe*, Cambridge, Cambridge University Press, 1992, p. 204.
- <sup>16</sup> T. MACKIE, R. MANNHEIMER, G. SANI, « Italy », in *ibid.*, p. 243-244 et 253.
- <sup>17</sup> P. MCCARTHY (ed.), *The French Socialists in Power, 1981-86*, New York, Greenwood Press, 1987, p. 1 et 15.
- <sup>18</sup> M. S. LEWIS-BECK, A. SKALABAN, « France », in M. FRANKLIN *et al.* (ed.), *op. cit.*, p. 167-179.
- <sup>19</sup> R. W. JOHNSON, *The Long March of the French Left*, Londres, Macmillan, 1981, p. 106 et 111.
- <sup>20</sup> D. BUTLER, D. STOKES, *Political Change in Britain*, Londres, Macmillan, 1974, 2<sup>e</sup> édition.
- <sup>21</sup> I. BUDGE, I. CREWE, *Party Identification and Beyond*, Londres, Wiley, 1976, p. 35-39.
- <sup>22</sup> I. CREWE, « Why the Conservatives Won », in H. PENNIMAN (ed.), *Britain at the Polls 1979*, Washington, American Enterprise Institute for Public Policy Research, 1981 et I. CREWE, « The Labour Party and the Electorate », in D. KAVANAGH (ed.), *The Politics of the Labour Party*, Londres, Allen and Unwin, 1982, p. 10 et 29.
- <sup>23</sup> I. CREWE, « Values : The Crusade That Failed », in D. KAVANAGH, A. SELDON, *The Thatcher Effect : A Decade of Change*, Oxford, Oxford University Press, 1989, p. 239-250.
- <sup>24</sup> C. CROUCH, A. PIZZORNO (ed.), *The Resurgence of Class Conflict in Western Europe since 1968*, London, Macmillan, 1979.

<sup>25</sup> Cité par L. J. GRIFFIN *et al.*, « The Unmaking of a Movement ? The Crisis of US Trade Unionism in Comparative Perspective », in M. T. HALLINAN, D. M. KLEIN, J. GLASS (ed.), *Change in Societal Institutions*, New York, Plenum Press, 1990, p. 189.

<sup>26</sup> S. HOLLAND (ed.), *Out of the Crisis : A Project for European Recovery*, Nottingham, Spokesman, 1983, p. 187.

<sup>27</sup> *Ibid.*, p. 189.

<sup>28</sup> G. STANDING, *Unemployment and Labour Market Flexibility : the UK*, Genève, OIT, 1986, p. 34 et 21.

<sup>29</sup> F. FIELD, *Losing Out*, Oxford, Blackwell, 1989, p. 14-15.

<sup>30</sup> R. EXELL, « Arousing Suspicions », *New Times*, 28 février 1998.

<sup>31</sup> R. C. O. MATTHEWS, « Why Has Britain Had Full Employment Since the War ? », *Economic Journal*, 1968, 78/3, p. 555.

<sup>32</sup> D. FARNHAM, « New Labour, the new unions and the new labour market », *Parliamentary Affairs*, 1996, 49/4, p. 591.

<sup>33</sup> W. LECHER, « The current state of the trade unions in the EU member states : Britain », in W. LECHER (ed.), *Trade Unions in the European Union*, Londres, Lawrence and Wishart, 1994, p. 39.

<sup>34</sup> J. PONTUSSON, *The Limits of Social Democracy*, Ithaca, New York, Cornell University Press, 1992, p. 3-4.

<sup>35</sup> S. HALIMI, « Less exceptionalism than meets the eye », in A. DALEY (ed.), *The Mitterrand Era*, Londres, Macmillan, 1996, p. 86.

<sup>36</sup> J. CALLAGHAN, *The Retreat of Social Democracy*, Manchester, Manchester University Press, 2000, p. 101-127.

<sup>37</sup> L. S. CARNEY, « Globalisation : the final demise of socialism ? », *International Journal of Politics, Culture and Society*, 1996, 10/1, p. 141-171 ; F. FOX-PIVEN, « Is it global economics or neo-laissez-faire ? », *New Left Review*, 1995, 213.

<sup>38</sup> C. TILLY, « Globalisation threatens labor's rights », *International Labor and Working Class History*, printemps 1995, 47, p. 2.

<sup>39</sup> B. WESTERN, « A comparative study of working class disorganisation : union decline in eighteen advanced capitalist countries », *American Sociological Review*, avril 1996, 60, p. 175-201.

<sup>40</sup> J. GRAY, *After Social Democracy*, Londres, Demos, 1996, p. 12.

<sup>41</sup> *Ibid.*, p. 12 ; *Labour Party, Rebuilding the Economy*, Londres, Labour Party, 1994, p. 13 ; T. BLAIR, *New Britain : My Vision of a Young Country*, Londres, Fourth Estate, 1996.

<sup>42</sup> T. BLAIR, *op. cit.*, p. 121-123.

<sup>43</sup> *Ibid.*, p. 293.

<sup>44</sup> N. E. CHRISTANSEN, « Denmark : End of an Idyll ? », in P. ANDERSON, P. CAMILLER (ed.), *Mapping the West European Left*, Londres, Verso, 1994.

<sup>45</sup> E. B. KAPSTEIN, « Workers in the World Economy », *Foreign Affairs*, 1996, 75/3, p. 16-37.

<sup>46</sup> Voir T. MEYER, « The transformation of German social democracy », in D. SASSOON (ed.), *Looking Left : Socialism in Europe After the Cold War*, New York, the New Press, 1997, p. 137-138.



# Les partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale

## Les relations entre parti et société civile

Attila ÁGH

### **1. Introduction. La trajectoire de la démocratie dans les pays d'Europe centrale et orientale**

Un processus important de social-démocratisation s'est produit dans la gauche des pays d'Europe centrale et orientale (PECO) <sup>1</sup>. Le premier parti concerné par ce processus est le parti socialiste hongrois qui, en octobre 1989, a dissous l'ancien parti. Il s'est complètement réformé, s'est social-démocratisé et n'a plus accueilli que 5% du total des adhérents de l'ancien parti au pouvoir. Le HSP a été suivi en janvier 1990 par la mise en place d'une social-démocratie polonaise (la Social-démocratie de la République de Pologne qui se transforme par la suite en Alliance démocratique de gauche), modifiant radicalement l'ancien parti socialiste ouvrier unifié. En République tchèque, le parti social-démocrate historique a réussi un retour remarqué. En Europe centrale, il n'y a qu'en Slovaquie, que la social-démocratie n'a pas réussi à se transformer et est restée faible notamment en raison des difficultés liées à l'édification de la nation <sup>2</sup>.

En dépit de ces idiosyncrasies nationales, la social-démocratie a été confrontée au même problème dans l'ensemble des PECO dans les sujets que nous traitons : le rapport à la société civile et à la base électorale <sup>3</sup>.

La logique interne du processus de démocratisation dans les PECO détermine le *background* de cette relation et fixe les tâches principales des partis sociaux-démocrates de la région. Afin de décrire les termes de la relation entre partis et société civile en Europe centrale, il convient d'abord d'évoquer la trajectoire de la démocratie, de sa base minimaliste à une conception maximaliste, dans la mesure où seul l'accomplissement du processus de démocratisation peut entraîner la consolidation de la démocratie dans la région <sup>4</sup>. En même temps, dans l'examen de la démocratie comme processus de démocratisation, les régimes démocratiques des PECO doivent

être analysés au-delà du critère contemporain de démocratisation globale <sup>5</sup>. Dans les anciennes démocraties, un développement caractéristique de l'idée démocratique s'est opéré partant d'un concept étroit et minimaliste pour s'élargir dans le temps et aboutir à une conception de la démocratie quasi maximaliste, ce qui est instructif pour l'évolution contemporaine dans les Etats d'Europe centrale et orientale.

Nous rappelons ces étapes seulement pour évaluer le processus de démocratisation à l'œuvre dans les PECO. Non dans l'intention de décrire les développements de la théorie démocratique dans la science politique internationale. L'évolution de nouvelles démocraties a montré le type de démocratisation de manière plus affirmée et éclatante qu'à l'Ouest, ce qui peut apporter de nouveaux éclairages à la théorie de la démocratie en général <sup>6</sup>.

Premièrement, le concept « minimaliste » de la démocratie, tel qu'il apparaissait au tout début du changement systémique, s'est fondé sur les élections libres qui présupposent seulement l'égalité formelle de tous les citoyens dans un Etat démocratique libéral, comprenant la protection des droits de l'homme élémentaires.

Chacun est censé être informé comme citoyen. Dès lors, l'égalité de traitement de tous les citoyens, à titre d'électeurs, est correcte et suffisante. Cela conduit à une formation légitime de la volonté politique de la majorité. Les enquêtes publiques d'opinion dans les PECO ont en effet montré que la plupart des personnes interrogées considéraient que les droits de l'homme ont été garantis dans les nouvelles démocraties <sup>7</sup>. Néanmoins, la population a été rapidement démobilisée par les nouveaux partis dans ces « démocraties électorales », ce qui a montré les limites de cette conception minimaliste. L'insuffisance de cette approche formaliste-majoritaire n'était pas encore évidente dans les premières années de la transition démocratique en Europe centrale, compte tenu notamment du niveau élevé de participation électorale. Très vite, cependant, les perdants et ceux qui ont été socialement marginalisés ont perdu tout intérêt pour la politique. Aussi, la participation électorale a commencé à diminuer et tous les problèmes du « déficit de participation » sont apparus <sup>8</sup>.

Dans la première étape de la démocratisation, les partis sociaux-démocrates des PECO étaient à la fois faibles et en pleine confusion idéologique mais ils ont compris que cette approche n'était pas satisfaisante. En fait, ils se sont révélés un allié aveugle, dès lors que la plupart des citoyens n'avaient pas la possibilité d'utiliser leurs droits civils, en principe égaux, pour une participation politique significative. Il y a longtemps, la social-démocratie occidentale avait reconnu que les sociétés n'étaient pas du tout homogènes et qu'en conséquence les différentes strates de la société s'organisaient en groupes d'intérêt. Dès lors, le traitement sur la base du droit de vote formellement égal ne conduit pas à une démocratie réelle en raison de l'impact des groupes organisés « pré-politiques » sur la vie politique, entraînant par là même la marginalisation de larges pans de la société. Néanmoins, la prétention « pluraliste » était qu'en Occident tous ces groupes avaient des opportunités égales de se constituer et de mieux défendre leurs intérêts.

A ce niveau de la représentation des intérêts, chaque groupe était supposé être égal, et donc avoir les mêmes capacités et ressources, en manière telle que le modèle simple précédent s'était transformé en une forme sophistiquée.

Dans les nouvelles démocraties, cette croyance pluraliste naïve était également répandue dans les premières années mais en Europe centrale et orientale, elle fut confrontée beaucoup plus tôt à des réalités socio-économiques plus sombres qu'elles ne l'étaient dans les pays industriels avancés, il y a plusieurs décennies. Et dans cette zone, une masse importante de personnes silencieuses politiquement a vu le jour dans les années quatre-vingt-dix.

Leurs intérêts ont été négligés par tous les partis, en ce compris les sociaux-démocrates qui ont été tout aussi incapables de faire face à cette complexité. De plus, ils ont pris en charge la direction de la crise économique pour éviter l'effondrement et le chaos socio-économiques. Dans les PECO, les caractéristiques des abstentionnistes sont les mêmes que celles des pays occidentaux (les personnes au capital scolaire faible, les pauvres, les personnes âgées et les segments ruraux de la population), bien que les chômeurs soient surreprésentés parmi eux. Cependant, l'abstention électorale croissante dans les pays d'Europe centrale et orientale est aussi liée aux « coûts sociaux de la transition », où le dénuement social des perdants a coïncidé avec leur perte de pouvoir politique <sup>9</sup>.

Dans les nouvelles démocraties, la législation relative aux associations offre à nouveau seulement une opportunité formellement égale à la participation de tous les groupes sociaux à la vie politique. A l'origine, la société civile a développé sa frange mobilisée dans les mouvements sociaux pour amorcer le changement systématique mais, par la suite, le secteur associatif a commencé à être connu. Cependant, le secteur associatif de la société civile dans son ensemble, avec ses organisations non gouvernementales et ses fondations, est devenu plus asymétrique que la société politique officielle.

Les strates sociales démunies ou celles qui sont temporairement ou de manière permanente désavantagées par les transformations économiques sont moins organisées et plus délaissées politiquement que leurs correspondants occidentaux. Cela a été un coup fatal à la social-démocratie d'Europe centrale et orientale, car son potentiel et celui de ses alliés ont été marginalisés, bien que les gagnants ou les perdants partiels de la modernisation du marché aient conservé leur force politique.

Dans les nouvelles démocraties, les perdants ont été plus vulnérables dans leur statut de personne privée que dans celui de citoyen, dans la mesure où leurs intérêts particuliers ont été moins protégés par des organisations sociales, quand elles existaient, que leurs intérêts généraux par les prescrits constitutionnels. Après la deuxième guerre mondiale, le corporatisme des sociétés occidentales a été la réponse européenne au manque de protection sociale et à la représentation asymétrique des intérêts. Si certains individus et/ou groupes d'intérêt sont « plus égaux » que d'autres – en d'autres termes, certains segments ont une représentation de leurs intérêts mieux organisée et plus efficace –, ils peuvent transformer leur position en avantage politique. En fin de compte, le segment le plus privilégié forme l'élite en cumulant ses avantages, même dans les démocraties consolidées. Dès lors, le secteur « pré-politique » des acteurs sociaux doit être régulé par l'Etat afin d'équilibrer la représentation inégale des intérêts organisés. Néanmoins, les représentations d'intérêts sont des organisations rigides ; elles peuvent donc rapidement être dépassées et devenir obsolètes, et leur régulation requiert dès lors des ajustements étatiques

permanents. Mais, à l'image de l'Occident et plus encore à « l'Est », l'Etat n'est pas nécessairement neutre. Dans les nouvelles démocraties, il peut être aisément prouvé que l'intervention étatique dans la régulation des associations, des fondations ou des ONG a plutôt un caractère partisan. L'Etat n'a pas seulement préféré certains groupes à d'autres ; cette préférence s'est aussi reflétée dans les efforts des gouvernements en place pour contrôler la société civile et, de manière générale, établir un système clientéliste. Cependant, la force croissante du secteur associatif de la société civile a atténué le problème de la représentation politique inégale et partiellement compensé certaines faiblesses du déficit démocratique des PECO.

Dès lors, les sociaux-démocrates des pays d'Europe centrale et orientale ont été confrontés aux problèmes non résolus des coûts sociaux de la transition et ont été incapables, pendant plusieurs années, de poursuivre un programme de gauche sur le plan socio-économique. Il a fallu attendre la fin des années quatre-vingt-dix, au moment où les économies nationales se sont redressées, pour que certains efforts soient amorcés en matière d'amélioration de la situation sociale. Toutefois, dans le même temps, de nouveaux problèmes ont surgi. Dans la troisième période, il est devenu évident que les Etats d'Europe centrale et orientale étaient des sociétés multiculturelles et multiethniques.

Et les Etats des Balkans se sont même révélés plus hétérogènes selon ces clivages dans leur environnement. Des sociétés avec des divisions et des clivages profonds articulés autour de l'ethnicité, de la religion, et de la langue tendent, dans leurs organisations politiques, à se focaliser sur leurs spécificités culturelles. Aussi, cette dimension ethno-culturelle se décline-t-elle comme un obstacle au développement d'une démocratie réelle et substantielle, organisée dans une perspective majoritaire. Ce dilemme fut épinglé dans la théorie sur les démocraties dans les années soixante-dix et quatre-vingt, mais il n'est devenu patent aux yeux des populations d'Europe occidentale de manière générale, et pour les responsables politiques occidentaux en particulier, qu'au début des années quatre-vingt-dix avec les sales guerres de Yougoslavie.

Depuis les années quatre-vingt, il est admis dans la théorie démocratique qu'une « technologie politique » est nécessaire comme ensemble de mesures spéciales de politiques publiques (par exemple un droit de veto sur certaines questions cruciales) pour exprimer politiquement les divisions ethno-culturelles, afin de compenser les carences auxquelles sont confrontées les minorités dans les domaines socio-économique et culturel. Dès lors, les PECO ont dû faire face aux problèmes de règles constitutionnelles qui attribuent des droits de vote spéciaux aux minorités nationales avec des sièges réservés dans les enceintes parlementaires et des protections dans la législation relative à l'emploi des langues. Les déficiences en matière de traitement des minorités n'ont pas toutes été rencontrées dans les PECO, mais la protection des minorités est bien placée dans l'agenda politique compte tenu du processus d'adhésion à l'Union européenne qui nécessitait le respect des critères dits de Copenhague avec un monitoring régulier. Cela a contribué à promouvoir la question de la protection des minorités mais cela n'a pas résolu les problèmes socio-économiques afférents, compte tenu notamment des marges budgétaires très limitées des nouveaux Etats membres de l'Union européenne.

Le manque de ressources financières et la concentration sur d'autres problèmes vitaux ont conduit à une approche « passive » du traitement des minorités. Cette dernière se focalise uniquement sur l'expression des divisions culturelles au niveau de la représentation politique. Etant donné que les divisions sociales et culturelles sont imbriquées, une démocratie « culturelle » et/ou « sociale » appelle à une approche « active » pour les résorber. Les divisions tant sociales que culturelles nécessitent des discriminations positives mais dans des perspectives différentes. D'une part, une politique sociale active est indispensable pour atténuer les inégalités et pour éviter la marginalisation des perdants en promouvant la cohésion sociale ou en réduisant radicalement la polarisation sociale. Mais d'autre part, les divisions ethniques, linguistiques et religieuses caractérisant les sociétés d'Europe centrale et orientale ne doivent pas être « éliminées » mais acceptées et même protégées. Des actions doivent être entreprises et des mesures politiques fortes appliquées, principalement dans le domaine de l'éducation et de l'emploi, pour empêcher la transformation de clivages ethno-culturels en situation de déficience et de différenciation sociale « ossifiée » stable et permanente. Ce problème des manques ou des désavantages cumulés est sans doute le mieux incarné par la situation de la minorité Rom dans tous les Etats d'Europe centrale et orientale. Néanmoins, en général, les pratiques majoritaires des Etats ont créé partout dans les PECO, et même dans les Balkans, une situation de carences culturelles et sociales des minorités nationales, conduisant à la marginalisation politique (l'abstention électorale) et sociale (le chômage). Cette situation nécessite une discrimination positive compréhensive de toute nature pour les minorités ethno-culturelles. La solution est leur intégration socio-politique dans la civilisation commune du pays, sans pour autant les absorber culturellement. Traiter les minorités culturelles à l'aide de la discrimination positive est une donnée relativement nouvelle même dans les démocraties avancées et ce changement a difficilement commencé dans les nouvelles démocraties. En dépit de nombreuses « recommandations », les traités internationaux n'ont pas encore facilité une protection suffisante des droits collectifs de ces minorités. De même, les droits collectifs ont-ils été exclus de la charte des droits fondamentaux de l'Union européenne <sup>10</sup>.

La social-démocratie occidentale a été confrontée aux mêmes problèmes mais les tensions dans les PECO sont plus fortes et plus profondes. De plus, les Etats d'Europe centrale et orientale ont dû faire face à l'impératif de consolider leurs démocraties, ce qui a nécessité un large soutien social.

Le développement des idées et des pratiques démocratiques à travers ces quatre étapes comme dimension de la représentation-participation pour aboutir à une démocratie substantielle a été étroitement lié à la dimension satisfaction vs mécontentement envers le système démocratique, tel qu'il est à l'œuvre dans les PECO. La satisfaction ou la confiance envers les institutions comme dimension de légitimité s'est pour sa part épanouie en plusieurs étapes <sup>11</sup>. La première étape dans l'acceptation de la démocratie fut la séparation du soutien à la démocratie de la satisfaction envers sa mise en œuvre et son mode de fonctionnement, en d'autres termes ses performances. En dépit du fait que la plupart des citoyens ont soutenu, dès le début, la démocratie comme système politique, seule une petite tranche de la

population se déclare satisfaite des performances dans les PECO et l'écart s'est même élargi.

Toutefois, la deuxième étape a commencé mais n'est pas encore achevée, à savoir la séparation de l'évaluation de l'exercice d'une charge, c'est-à-dire le gouvernement donné, d'avec la satisfaction envers le fonctionnement de la démocratie. La satisfaction pleine envers les performances de la démocratie – et la confiance dans les nouvelles institutions – ne vient qu'avec l'approche qui suggère que « ce n'est pas mon gouvernement mais il travaille plutôt bien et dans une perspective démocratique ». Dans cette situation, les perdants sont aussi satisfaits, ce qui présuppose que les perdants socio-économiques soient politiquement réintégrés. On le sait, dans les démocraties consolidées, les perdants politiques sont plus satisfaits dans le type consensuel que dans le type majoritaire de démocratie parce que dans les démocraties de type consensuel, il n'y a ni défaite ni victoire électorales totales.

Pour ce qui a trait aux relations entre le parti et la société, les partis sociaux-démocrates des PECO doivent faire face à cette complexité de se tourner vers la société civile pour être soutenus et de représenter en même temps les intérêts de leurs partisans. Cette complexité explique pourquoi les efforts des partis des pays d'Europe centrale et orientale pour s'adresser aux besoins de base de leurs partisans et pour construire des relations fortes avec la société civile n'ont été que partiellement fructueux. Bien évidemment, les partis sociaux-démocrates ont été désavantagés par la représentation asymétrique des intérêts à ce stade de la démocratisation <sup>12</sup>, mais il n'a pas non plus été facile de surmonter les difficultés liées à la question des minorités. La première conclusion est qu'il y a eu un processus historique dans lequel le mouvement social et les secteurs associatifs de la société civile ont fondamentalement changé leurs fonctions, et la « vitalité de la société civile » ne peut être mesurée uniquement en envisageant les deux fonctions fusionnées <sup>13</sup>. A savoir que, dans un premier temps, le mouvement social comme segment de la société civile fut plus fort et qu'il y a eu des mouvements sociaux significatifs derrière la gauche aussi. En revanche, plus tard, une démobilisation politique a été observée tandis que des associations de la société civile continuèrent à se développer très rapidement mais dans une voie asymétrique et déformée – avec certaines simplifications comme le développement exclusif des associations civiles et des ONG des vainqueurs. Pour saisir ce processus controversé, il convient d'examiner la nouvelle crise sociale des années quatre-vingt-dix et les nouvelles tâches qui en ont résulté pour la gauche.

## **2. La nouvelle crise sociale dans les PECO et les coûts sociaux de la transition**

L'effondrement de l'ancien régime s'est accompagné d'une crise sociale profonde mais le changement de système en a produit une nouvelle. Les débats relatifs au choix entre démocratie consensuelle ou démocratie majoritaire ont mis à l'avant-plan des recherches sur les relations entre parti et société civile, la question des sociétés civiles et cultures politiques homogènes vs hétérogènes. Cependant, la plupart des théories occidentales ont décrit la démocratisation « orientale » comme étant essentiellement un processus évolutif, sans appréhender correctement les effets perniciose des reculs majeurs dans les domaines socio-économiques. En d'autres termes, la plupart des théories ont débattu de la démocratisation sans égard pour la

relation entre transition démocratique et désintégration sociale, même si un certain nombre de difficultés sérieuses étaient mentionnées comme les effets secondaires négatifs, les réactions violentes, le ralentissement ou le retour au passé. En fait, au-delà de cela, le processus entier a été surdimensionné par une contradiction spécifique – encore à peine mentionnée – qui est qu’il y a eu un prix à payer pour le maintien de la démocratisation afin d’éviter le danger du populisme. L’essence totalement controversée de la transition démocratique trouve son origine dans le fait que tous les Etats d’Europe centrale et orientale, en ce compris la Hongrie, ont connu un processus de récession, perdant près d’un quart de leur PIB. Il en est résulté un appauvrissement à grande échelle et l’accroissement des inégalités sociales, de même qu’un degré alarmant de dislocation sociale et une détérioration importante des conditions de vie.

Evoquons brièvement cette perte de pouvoir en termes d’exclusion, de fragmentation et de désintégration. C’est un phénomène général dans les nouvelles démocraties d’Europe centrale, qui était cependant plus atténué en Hongrie à la fois dans sa profondeur et sa longueur. Une autre caractéristique est que la Hongrie est devenue, après l’Irlande, la deuxième économie la plus ouverte du monde et qu’elle est complètement « multinationalisée ». Aussi, en Hongrie, le défi global est apparu avec ses aspects positifs et négatifs plus rapidement et plus fortement que dans n’importe quelle autre démocratie d’Europe centrale. La même observation s’applique plus ou moins au processus d’européanisation. Il serait relativement facile d’épingler tant les avantages que les désavantages de cette ouverture globale. L’intégration à l’Union européenne a avancé très rapidement avec la construction d’une capacité administrative et la Hongrie a été dite « prête pour l’Europe », même s’il restait beaucoup de chemin à parcourir pour l’adhésion. Dans le même temps, il y a certainement un changement positif, dû à la globalisation et à l’européanisation, avec l’arrivée d’un grand nombre de ressortissants étrangers, principalement des Etats membres de l’UE, employés comme managers ou experts dans les firmes multinationales. Il s’agit d’une migration favorable et, dans une certaine mesure, elle a restauré le caractère multiculturel de la vie hongroise qui s’était interrompu après la deuxième guerre mondiale.

En dépit d’une position relativement meilleure, la crise économique et sociale des années quatre-vingt-dix a aussi affecté la Hongrie et le pays n’a pu éviter une désintégration sociale profonde. L’exclusion, la subordination et la non-reconnaissance caractérisent la première étape de la démocratisation même dans les pays d’Europe centrale les plus avancés. Dans la deuxième phase, ces caractéristiques seront remplacées par l’inclusion, l’intégration et la reconnaissance. Dit de manière simple, il y a eu un contraste énorme dans la transformation politique entre la perte de pouvoir des « perdants » et l’accroissement du pouvoir des « gagnants » en raison de l’exclusion économique (chômage élevé) et de la fragmentation sociale (polarisation et marginalisation de certaines strates sociales). La reconnaissance politique et l’inclusion sociale restent toujours largement absentes dans les jeunes démocraties d’Europe centrale où l’exclusion et la subordination des perdants ont été la règle. Dès lors, le multiculturalisme a aussi été très vulnérable dans ces démocraties d’Europe centrale, et même plus dans les autres pays « post-communistes ».

Cependant, la société civile n'a pas été aussi faible en Europe centrale qu'on pourrait le croire mais elle a évolué en cycles passant de phases de mouvement social à des phases de mouvement associatif. Cela nous mène au problème de la démocratie participative avec la vie politique contre le nouvel autoritarisme des gouvernements nationaux-conservateurs. Les exemples les plus évidents sont les protestations de masse des Hongrois entre 1992 et 1994 contre l'extrême droite réorganisée et la participation électorale massive (73%) des Hongrois en 2002 contre la distorsion de la démocratie par le gouvernement présidentiel du FIDESZ.

Il est plutôt difficile d'évaluer les traits positifs et négatifs de la transition démocratique dans ce qui a trait à la transformation sociale. Cependant, dans cette contribution, nous avons plutôt épinglé les côtés négatifs, qui sont moins connus à l'Ouest. La construction sociale de la démocratie n'a pas seulement été retardée mais elle a été profondément perturbée, même en Hongrie, par les processus économique et politique réussis, consolidant la base pour la démocratie. La transition économique réussie en Hongrie a créé de nouvelles contradictions qui se sont déclinées comme des obstacles majeurs à l'avancement de la démocratisation. Formulé simplement, on peut dire que la fin du déficit *économique* a créé un sérieux déficit *social* et le nouveau problème est de savoir comment faire face à ce nouveau déficit. De plus, la démocratisation précoce a conduit à une démobilisation *politique* des masses. Le nouvel agenda est donc de déterminer comment les remobiliser et les renforcer maintenant, ce qui est une des tâches cruciales des sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale. On peut identifier les principaux problèmes socio-politiques en termes de mots clés ou de phrases éclairantes comme « le piège des besoins matérialistes », « la réduction drastique des services publics » et la « démobilisation des électeurs » et/ou « la dépolitisation de la vie publique » que nous avons esquissés ici et développés dans une autre contribution <sup>14</sup>. En général, ces questions ont aussi été discutées sous l'intitulé : « les coûts sociaux de la transition » et « les coûts politiques de la transition » <sup>15</sup>.

Le piège des besoins matérialistes signifie fondamentalement que les réductions drastiques des revenus ont provoqué un retour aux besoins « matérialistes » de base, et que la période post-matérialiste, qui a commencé à la fin des années quatre-vingt, a été postposée. En vérité, il y a eu dans les PECO deux processus parallèles dans les années quatre-vingt-dix : la réduction drastique des revenus réels, d'une part, et l'accroissement de la polarisation régionale et sociale, de l'autre. Les revenus réels ont décliné d'environ 30% par rapport au niveau de 1989 et n'ont retrouvé ce niveau qu'au début des années deux mille. A ce moment, la polarisation sociale était complète, un large fossé s'est creusé entre les revenus les plus élevés et les plus faibles. Le rapport est passé de 1 à 3 à 1 à 8. L'abaissement des revenus s'est accompagné d'une réduction sévère des prestations des services publics : un quasi-effondrement du secteur public a menacé les pays d'Europe centrale et orientale au début des années quatre-vingt-dix. Sous une tension budgétaire permanente, les services publics ont été durement réduits et parfois complètement abandonnés. Cette réduction a eu deux conséquences dans les années quatre-vingt-dix ; l'affaiblissement du service rendu et l'érosion de la maintenance des institutions publiques mais aussi, conséquence importante voire même plus choquante, l'abaissement spectaculaire des salaires des fonctionnaires. Au

lieu d'une insistance générale sur l'émergence des classes moyennes, comme le slogan de la nouvelle société démocratique l'avait demandé, il y a eu un processus marqué de déclassification des classes moyennes (par exemple dans le chef des enseignants et des médecins) dans les années quatre-vingt-dix avec seulement un petit rétablissement dans les années deux mille. La désintégration de l'ancien large segment des revenus moyens a produit le développement d'entrepreneurs gagnants et de professionnels qui ont abandonné le secteur public au profit du privé. Globalement, les années quatre-vingt-dix ont vu l'exclusion de groupes importants de travailleurs, incluant la plupart des fonctionnaires, de la classe moyenne émergente et la réintégration récente se révèle lente et incertaine. Cela a conduit à une démobilisation de l'électorat en raison de l'exclusion économique et sociale d'une bonne part des citoyens du monde de la production.

Dans la première partie des années quatre-vingt-dix, la démobilisation des masses fut, à certains égards, un acte conscient des partis et des hommes politiques qui souhaitaient éviter le développement du populisme. Mais elle est d'abord et avant tout la conséquence fortuite de la marginalisation évoquée ci-dessus. Elle a conduit à un « marché politique non structuré » avec une faible densité de membres pour les partis <sup>16</sup>. Les deux aspects institutionnels principaux de la démobilisation ont concerné le monde des associations civiques et les relations industrielles. En premier lieu, il y a eu un manque important à la fois d'organisations civiles représentant les différentes catégories de perdants, et de réseaux, autrement que par le vote aux élections, pour le contrôle de la société des politiques publiques. Deuxièmement, les syndicats ont été délégitimés et marginalisés, en manière telle que les intérêts des employés sont pour l'essentiel restés sans représentation au niveau global et des entreprises. Les syndicats ont été affectés par la rapide désindustrialisation et l'affaissement des salaires et, depuis, ils n'ont pas su faire face aux problèmes de chômage et d'appauvrissement. Ils ont perdu un très grand nombre de membres. La réforme des syndicats amorcée dans le système communiste avait entraîné et les syndicats nouvellement organisés n'ont le plus souvent pas été des partenaires fiables pour les sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale. En fait, la dépolitisation est bien plus importante que la démobilisation électorale. Dans les PECO, les gens se sont détournés de la politique dans la mesure où ils sentaient que la politique ne traitait pas leurs problèmes réels comme le montre le niveau très bas de « réponse sociale » <sup>17</sup>.

Dans la jungle des théories relatives à la société civile, le concept de Wolfgang Merkel fournit une approche systémique. Par ailleurs, son analyse renvoie directement aux développements en Europe centrale et orientale. Selon Merkel, une société civile a quatre fonctions classiques : (1) la protection de l'arbitraire de l'Etat (la fonction Locke) ; (2) l'équilibre entre l'Etat et la société (la fonction Montesquieu) ; (3) les écoles de la démocratie (la fonction Tocqueville) et (4) la sphère publique et critique (la fonction Habermas). La protection des droits civils est une précondition de base de la démocratie dans les pays d'Europe centrale qui a été fondamentalement rencontrée. Cependant, le contrôle de la société civile sur l'Etat est très faible, dans la mesure où la réponse de l'Etat aux demandes de la société civile est toujours faible. La socialisation participative de la population est même plus faible et la culture politique démocratique est seulement en construction. Finalement, la société civile critique est plutôt forte ;

aussi l'articulation et l'agrégation des valeurs communautaires prend-elle aussi place en dehors des partis et des parlements, bien qu'avec beaucoup de limitations et de goulots d'étranglement <sup>18</sup>. Il conclut en ces termes : « En Europe centrale et orientale, la démocratie est plus assurée par l'acceptation des citoyens des nouvelles constitutions et des nouvelles institutions démocratiques centrales que par la vitalité des sociétés civiles. La société civile est la dernière des quatre niveaux fondamentaux, et elle doit encore être consolidée (comme consolidation des attitudes), à la suite de la consolidation institutionnelle, de la consolidation représentative à travers les partis politiques et de la consolidation comportementale avec l'intégration des acteurs vetos » <sup>19</sup>.

Cependant, Klaus von Beyme nous avertit, il ne s'agit pas d'adopter une vision manichéenne d'une idéologie présentant l'Etat contre la société civile telle qu'elle s'est développée dans les années quatre-vingt dans la lutte contre le régime autoritaire parce qu'elle a constitué une « idéologie pré-moderne ». Selon von Beyme, cette idéologie basée sur la société civile a été « apolitique » et « antipolitique », et jusqu'à un certain point même « anti-économique » <sup>20</sup>. En effet, il s'agit d'une idéologie plutôt naïve, mythifiant le secteur non politique de la société et diabolisant l'Etat ou le secteur politique de la société. Bien que l'idée de « la société civile au pouvoir » ait été contre-productive dans le processus de démocratisation, surtout en République tchèque et dans les activités de Vaclav Havel, elle influence toujours les analyses sur les relations entre société civile et partis. Parler de la société civile comme acteur unique contre l'Etat (comme par exemple dans le cas de Solidarité en Pologne) nous semble assez contestable alors que la société civile comme un tout a toujours été plus divisée et ne peut être considérée comme un acteur unique qu'en de très rares moments historiques, et encore. Aussi, sommes-nous plutôt sceptique quant à la typologie de pays concernant les années quatre-vingt qui présente la Pologne comme un Etat de confrontation frontale entre l'Etat et la société civile et l'idée que cette confrontation était moins sévère en Hongrie <sup>21</sup>. En fait ces confrontations ne présentaient que des facettes différentes – politiques ou économiques – de sociétés civiles fragmentées dans les pays d'Europe centrale ou orientale. Ce type de typologie ne conduit pas non plus à une explication satisfaisante de l'émergence des partis successeurs. Selon nous, les partis sociaux-démocrates polonais et hongrois sont liés à la complexité générale de la vie politique et sociale <sup>22</sup>, en d'autres termes aussi de certaines parties de la société civile. Cette complexité de leurs connexions avec la société civile spécifique, à savoir des relations étroites avec leurs parties modernisées, existaient dès les années quatre-vingt et cela peut s'observer dans leur soutien électoral tout au long des années quatre-vingt-dix.

Toutes les données électorales et sociologiques montrent que la social-démocratie d'Europe centrale et orientale était solidement intégrée dans la société civile, même si les développements du parti divergeaient dans une large mesure de ceux d'Europe occidentale. On doit distinguer les partis de masse, les partis populaires et/ou les partis de cadres dans le cadre de cette transition sociale pénible. Notre hypothèse est que les partis sociaux-démocrates se situent dans la catégories des « petits partis populaires », qui dévoilent une contradiction entre le nombre relativement bas de membres et le caractère transversal en termes de représentation du parti.

Jusqu'à un certain point, ces partis comprennent différents segments de la société. A titre d'exemple, le parti socialiste hongrois a toujours attiré au moins 25% des principales catégories sociales. Les seuls partis de masse sont les anciens partis dirigeants non réformés (comme le parti communiste tchèque ou ses *alter ego* dans les Balkans). Généralement, les nouveaux partis émergents sont des partis de cadres, à savoir un ensemble de responsables recherchant des postes. En Europe centrale et orientale, les gens n'adhèrent pas aux partis politiques, pas seulement en raison de la démobilisation politique mais d'abord et avant tout parce qu'ils sont pris par les charges quotidiennes d'ajustement aux nouvelles réalités. Ils n'ont dès lors pas de temps ou d'énergie à consacrer aux partis. Le résultat est le vieillissement des adhérents de partis et la domination des responsables âgés parmi les membres de partis. Les partis sociaux-démocrates des PECO ont partiellement évité ce piège, dans la mesure où ils ont pu attirer plus de membres que d'autres partis et d'horizons plus diversifiés. D'aucuns ont imputé le nombre plus élevé d'adhérents au caractère de parti héritier de ces formations. En fait, le parti socialiste hongrois a vu le jour en 1989 avec 40 000 membres, dont la moitié venait de l'ancien parti (qui avait 800 000 adhérents) et l'autre était constituée de nouvelles recrues. Aujourd'hui, le nombre de membres du HSP est resté à peu de choses près le même mais avec un pourcentage déclinant des anciens membres. Il y a aussi un paradoxe parmi les adhérents de parti, avec une surreprésentation de personnes au capital scolaire et au revenu élevés à la fois parmi les membres et l'électorat sociaux-démocrates des PECO, combinée à une sous-représentation des faiblement diplômés et des milieux modestes <sup>23</sup>.

Parallèlement à ce paradoxe, on peut aussi mettre en évidence un « paradoxe de la démocratie » dans la social-démocratie d'Europe centrale et orientale. Ces partis ont voulu se dissocier eux-mêmes du principe du « centralisme démocratique » de sorte qu'il leur a été beaucoup plus difficile de créer une véritable cohérence et discipline de parti, alors que nombre de formations de droite ont endossé les méthodes « bolcheviques » de concentration du pouvoir aux mains de l'appareil du parti. La cohérence partisane a généralement été faible aussi parmi les adhérents. Les différents courants idéologiques et groupes d'intérêt pouvaient donc facilement émerger, en dépit du fait que l'unité de ces partis n'a que rarement été menacée dans les cas hongrois et polonais, comme dans les autres pays au demeurant. Le vrai problème des partis sociaux-démocrates des PECO dans leurs contacts avec la société civile n'est pas leur nombre d'adhérents mais le manque d'organisations « satellites » ou civiles. En fait, tous les partis bien établis dans le monde construisent leurs propres organisations satellites pour avoir des contacts organiques avec la société civile à travers des organisations autonomes ou semi-autonomes. En Europe occidentale, cela a même été une caractéristique des partis de gauche. Néanmoins, ce système d'organisations satellites est absent pour la gauche d'Europe centrale et orientale, ou à tout le moins il est plutôt faible. Au même moment, une profonde emprise partisane d'associations civiques ou de la société civile est intervenue à droite à travers les activités de l'Etat paternaliste dans la période de gouvernements nationaux conservateurs. Le processus s'opérait sous la forme d'attributions de ressources en échange d'une loyauté politique. Il est vrai que la gauche n'y a pas complètement échappé non plus mais elle a généralement négligé l'institution et/ou la création ou le soutien d'organisations

civiques. Au surplus, il y a un transfert massif de moyens de l'Ouest en faveur des partis de droite (en ce compris en provenance d'organisations occidentales liées à l'Eglise). Il n'y a rien eu de similaire à gauche, même si certaines fondations comme la fondation Friedrich Ebert ont joué un rôle très important dans la démocratisation des PECO. Le transfert massif de moyens en faveur de la droite est l'une des raisons de la situation asymétrique parmi les organisations de la société civile, également dans ses aspects politiques, qui a généré une domination d'organisations civiques de droite ou religieuses aux échelons micro et macro de la vie politique. De manière assez étrange, la gauche est forte « en bas », parmi la population dans son ensemble, et « en haut » comme parti bien organisé, mais plutôt faible dans « l'entre-deux », dans la société civile organisée <sup>24</sup>.

### 3. Les tâches de la social-démocratie : réintégrer les sociétés

De nos jours, l'élaboration d'un véritable programme social-démocrate dans les Etats d'Europe centrale et orientale est devenue nécessaire pour représenter ceux qui sont silencieux politiquement et les inviter à revenir comme partenaires dans la vie politique. C'est la dimension future des relations parti-société comme tâche de l'inclusion ou la cohésion sociales avec la réintégration sociétale des perdants. Cela a été renforcé à la fois positivement et négativement par l'accession à l'Union européenne, dans la mesure où le processus crée de nouveaux perdants mais offre aussi une opportunité pour la cohésion sociale à travers la croissance économique soutenue et les exigences de l'UE. La démocratisation et l'avènement du marché ont été des processus réussis dans les PECO, même s'il reste un long chemin à parcourir pour retrouver des standards de vie, une réelle « révolution participative » ou une « démocratie délibérative ». Au début des années 2000, la désintégration, la segmentation ou la fragmentation, et l'exclusion sociale ont fait obstacle au multiculturalisme, à l'intégration sociale et à la reconnaissance politique.

Le rétablissement a commencé à la fin des années quatre-vingt-dix de manière pénible et lente et cette lente réintégration a été gênée par l'effort majoritaire, l'approche « le gagnant emporte tout » des nationaux-conservateurs d'Europe centrale et orientale à l'image du gouvernement Klaus, de la droite polonaise avec et après Walesa et plus récemment du gouvernement Orbán. Les problèmes tant économiques que politiques ont été aggravés par les politiques publiques des gouvernements conservateurs, surtout par les efforts « présidentiels » du gouvernement Orbán <sup>25</sup>. Le « gagnant » signifie en l'espèce un acteur comptant sur une combinaison de succès politiques et économiques. Les gouvernements conservateurs ont poursuivi des politiques économiques et sociales promouvant les intérêts des « nouveaux riches » pour se constituer une large clientèle partisane afin d'occuper des positions économiques et politiques favorables. L'héritage des gouvernements conservateurs a été une grande polarisation et désintégration sociales où les avantages du changement systémique étaient plus concentrés que jamais dans les mains de la petite classe supérieure <sup>26</sup>.

Il est donc revenu aux gouvernements sociaux-démocrates nouvellement élus d'assurer la « réunification nationale ». Donc, l'élargissement à l'est doit être vu comme un processus d'intégration à deux faces, interne et externe. Le double défi

de la globalisation et de l'eupéanisation rend cette intégration intérieure plus difficile pour l'Europe centrale et orientale en raison de la migration internationale et d'autres processus d'une part, mais l'intégration « externe » des PECO à l'UE facilite fondamentalement l'interne en créant une « *path dependency* », de l'autre. Au milieu des années quatre-vingt-dix, au moment des premiers gouvernements de gauche, la gestion de la sévère crise économique était la tâche la plus urgente. Aujourd'hui, la croissance économique durable depuis 1996 a créé les conditions économiques nécessaires pour « un changement systémique dans le bien-être ». La décennie de patience est terminée dans les PECO et aujourd'hui les gens demandent, avec l'adhésion à l'Union européenne, une amélioration de leurs conditions salariales. La tâche de réintégration de la société civile comme un tout a été clairement formulée par le nouveau gouvernement hongrois socialiste-libéral, comme l'indique le programme de son Premier ministre Medgyessy. Le gouvernement Medgyessy (2002-2006) a réalisé qu'il avait à « unifier » la Hongrie à travers l'implication d'une large majorité de la population dans des activités économiques, sociales et politiques. Il s'est intitulé lui-même « le gouvernement du centre national » pour attester de ses efforts en faveur d'un programme à large échelle de « réunification » du pays par la résolution de la nouvelle crise sociale et la réintégration de gens dans la « nation » ou la « société ». Le premier pas de ce changement systémique en faveur du bien-être a été la substantielle augmentation des rémunérations des travailleurs du secteur public comme partie du programme de quatre cents jours du nouveau gouvernement Medgyessy qui a été mis sur pied le 27 mai 2002 <sup>27</sup>.

La solution à la question de la citoyenneté, au plan interne et externe, est aussi une tâche imminente de la social-démocratie d'Europe centrale et orientale. Elle doit d'abord être décidée à l'interne, en définissant la « citoyenneté sociale » à travers la concrétisation de services rendus par les services publics. En deuxième lieu, la relation avec les minorités nationales tant dans leurs pays limitrophes qu'à l'intérieur des pays d'Europe centrale et orientale doit être régulée en termes d'assistance économique, culturelle et sociale et de reconnaissance politique. Il n'y a pas de doutes que l'adhésion à l'UE, avec des frontières transparentes, offre une solution aux minorités ethniques des PECO tant à l'intérieur qu'à l'étranger dans certains cas, bien que la nouvelle exclusion des accords de Schengen aggrave la situation en d'autres circonstances (Serbie, Ukraine et Croatie). Les frontières de Schengen, dont la mission est de filtrer voire stopper les migrations, offrent une bonne chance à l'Europe centrale et orientale d'éviter ou d'atténuer les difficultés futures pour ces prochains pays d'immigration, mais un équipement technique moderne et des garde-frontières communs sont nécessaires de la part de l'UE. Heureusement, les deux seront fournis. Créer une citoyenneté sociale à l'interne a, cependant, deux dimensions : l'emploi et les services publics. Paradoxalement, les immigrés illégaux ont la première, sous la forme d'emplois illégaux, mais pas la seconde, alors que beaucoup de ressortissants des PECO ont les services publics mais certains d'entre eux n'ont pas d'emploi. Les problèmes des minorités sont très semblables dans les pays d'Europe centrale et orientale. Leur solution était à la fois une condition de l'adhésion à l'UE et en sera une conséquence. Dans l'esprit d'une approche de type troisième voie, l'éducation est la principale politique publique à développer pour éviter la marginalisation et/ou

la dépendance envers les autres. L'intégration des immigrés est un « *nested game* » – ou un jeu à deux niveaux en Occident où des sociétés plutôt bien intégrées devaient intégrer les immigrés –, qui a déjà causé beaucoup de problèmes et de tensions. En Europe centrale, la situation est beaucoup plus grave. Dans cette région, « la société faiblement intégrée vs les immigrés » est le modèle qui peut créer la désintégration sociale sur le second pouvoir. Il peut conduire à une nouvelle désintégration de la société sous la pression de la globalisation en général et des migrations de masse en particulier, dans la mesure où nombre de citoyens manquent d'une citoyenneté sociale significative comme condition préalable à leur identification politique. Pour être prêt à faire face à une vague massive d'immigrés de l'est, les gouvernements d'Europe centrale et orientale ont élaboré un plan pour réintégrer la partie marginalisée de leurs sociétés au cadre général d'une démocratie consensuelle, qui est une priorité très importante pour la social-démocratie des PECO afin d'éviter la xénophobie et la résurgence de l'extrême droite telle qu'on peut l'observer en Occident. Selon leurs traditions historiques, les démocraties avancées peuvent être relativement performantes et rester stables, même dans un cadre majoritaire, dans le monde globalisé qui a vu le jour. Cependant, les nouvelles démocraties ne peuvent gérer la consolidation qu'à travers des mesures politiques et constitutionnelles de type consensuel et basées sur une participation de masse. La participation politique active a des côtés tout à la fois procéduro-institutionnels et culturels. L'implication dans les différentes formes de représentation doit être régulée au plan légal et institutionnalisée pour fournir une participation effective en Europe centrale et orientale. Néanmoins, au-delà de cela, il y a une dimension culturelle qui inclut un large spectre d'activités socio-politiques, de soutiens culturels et de modèles comportementaux positifs. Ces modèles culturels servent à stabiliser l'ordre démocratique et à rendre les institutions plus efficaces. Il ne fait aucun doute que cette face de la participation active a été insuffisamment développée dans les PECO.

En fait, cette ligne de recherche confrontée aux sociétés multiculturelles et aux clivages culturels recoupe les questions *institutionnelles* – discutées ici comme démocratie consensuelle à plusieurs acteurs – et directement en phase avec l'approche *culturelle*. En effet, la démocratie consensuelle a besoin de soutiens organisationnels avec une large variété d'institutions agissant comme connexions entre la culture, la structure sociale et les institutions politiques. Ils fournissent un système d'intégration politique et sociale à travers une structure institutionnelle pour une participation sociale significative, dès lors que le manque d'intégration politique, sociale, culturelle ou des minorités ethnique peut conduire à la fragilisation des démocraties. Aussi dans ce contexte concret, le soutien aux, et l'implication des, minorités est bien plus important pour le système que n'importe quelle question abstraite d'un soutien « diffus » global (David Easton). Finalement l'intégration ou l'implication politique implique de fournir des réseaux alternatifs de représentation comme réseaux de politiques publiques pour tous les groupes organisés et/ou les minorités. Dans cette perspective, les conflits peuvent être positifs en exerçant des pressions sur les institutions et les acteurs, en ce compris les partis, pour l'innovation et comme moyens de maintenir les identités collectives de ces institutions et acteurs.

La démocratie est un « projet non terminé » en Europe centrale qui doit progressivement inclure une grande variété de groupes dans la vie politique ou mettre en place un « Etat inclusif » ou une représentation inclusive active. Aujourd'hui, l'idée est que la représentation des groupes plutôt que des individus doit être l'espace de la vie politique démocratique. Cependant, le fait de base est que l'inégalité de la participation sous la forme d'un accès limité à la représentation doit être radicalement corrigée par un « Etat inclusif » vs un « Etat exclusif ». Durant la transition démocratique, les « sphères publiques d'opposition », les organisations de la société civile se sont transformées en, ou sont devenues sujettes aux, partis politiques. Ce processus que nous avons nommé « *over-particization* » doit être dépassé. De nos jours, la démobilisation de la population est devenue le plus grand danger de la démocratisation en Europe centrale alors que nous sommes dans une phase de consolidation démocratique. Il y a eu un déclin spectaculaire de la participation sociale et politique juste après la première phase de mobilisation de changement systémique alors que la démobilisation des masses et des mouvements sociaux par les nouvelles élites du pouvoir dans le processus de formation des partis et le processus inverse de « révolution participative » n'étaient pas encore achevés. L'« *over-particization* », la quasi-monopolisation de la scène publique par les partis, ont créé une longue aliénation de la politique et une faible confiance dans les nouvelles institutions démocratiques. L'aliénation de la politique a généralement été générée par les partis conservateurs mais elle a plus affecté les partis sociaux-démocrates, dans la mesure où leurs électeurs étaient moins traditionalistes et ne se reconnaissaient pas dans la démocratie élitiste.

La crise de la représentation recèle trois dimensions participatives qui ont souvent été analysées dans la littérature politologique. La première concerne l'amont – la « participation inégale » comme obstacle majeur à une représentation efficace. La deuxième concerne l'aval – les questions politiques comme résultat de la représentation effective, qui donne une structure générale à la prise de décision. Le troisième problème est l'efficacité politique (les « questions de participation ») ou la confiance dans les institutions publiques – en fait, il s'agit d'une synthèse des deux aspects de la participation efficace et effective. La nouvelle approche de la représentation – comme extension de la représentation parlementaire et à travers ses nouvelles fonctions – a été clairement formulée par une équipe dirigée par Dietrich Herzog <sup>28</sup>. Du côté « amont » de la vie politique, la théorie de la représentation politique présuppose non seulement des élections libres et justes sur la base d'une participation égale des citoyens adultes mais aussi de fait, et pas seulement sur papier, une participation quasi totale. Selon Arend Lijphart, dans l'esprit de la démocratie, consensuelle, cette question de la « représentation inégale » est devenue le « dilemme non résolu de la démocratie » parce que « la participation inégale engendre l'influence inégale (...) l'inégalité de la participation n'est pas répartie de manière aléatoire mais systématiquement biaisée en faveur des citoyens les plus privilégiés – ceux aux revenus plus élevés, en meilleure santé et au capital scolaire plus élevé – contre les citoyens les moins avantagés » <sup>29</sup>. Ce biais de classe systématique dans la participation électorale est, selon Lijphart, le plus grand problème de la représentation politique, et plus encore pour la social-démocratie d'Europe centrale et orientale dans

son exercice de la politique. Nous y sommes. Cette représentation inégale peut être l'un des problèmes majeurs de la représentation politique en Europe centrale même plus qu'en Europe occidentale. Comme nous le savons, à l'occasion des premières élections libres au début des années quatre-vingt-dix, la participation était très haute, tout spécialement dans les pays qui avaient connu un changement abrupt comme la Tchécoslovaquie, où la participation au scrutin de juin 1990 atteint 96,8%. Mais, aux élections sénatoriales de novembre 1996, celle-ci ne s'élevait plus qu'à 34,6%. Par la suite, la participation a rapidement décliné en Europe centrale, atteignant son point le plus bas aux élections à la Chambre en Pologne en octobre 1991 avec 43,2%. Les segments politiquement silencieux ou marginalisés n'ont pas la possibilité d'exprimer leurs vues dans la vie politique nationale. La consolidation démocratique ne peut réussir sans un « retour » d'une bonne partie de ces 40% de la population dans la vie politique locale et nationale. Il existe un danger en Europe centrale (et encore plus dans les Balkans) qu'un large segment de la population n'ait d'autre choix que de rejoindre des mouvements « anomiques », ce qui est un danger dans le cadre de l'adhésion à l'Union européenne et dans le cadre des Etats eux-mêmes, comme en Pologne et en République tchèque. Un autre choix pour ce segment pourrait être de soutenir des partis anti-politiques ou populistes d'extrême droite. Mais le résultat minimal de ces réactions communes est que le pourcentage des complètement « silencieux » s'est, en moyenne régionale, établi à 40%. L'ancien slogan « *If you do not vote, you do not count* » reste profondément vrai. Lijphart cite la formule célèbre de Lipset selon laquelle les élections sont « l'expression de lutte des classes démocratique ». Il existe un large consensus sur l'idée que le « gouvernement mène (...) des politiques publiques largement en phase avec les intérêts économiques objectifs et les préférences subjectives de son noyau électoral défini en termes de classe »<sup>30</sup>. Cet argument de Lijphart suit la ligne de sa théorie sur la démocratie consensuelle. La théorie de la démocratie consensuelle ne concerne pas simplement la « justice » pour les minorités en termes abstraits, cela concerne aussi la performance politique élevée des démocraties en termes pragmatiques. Pour lui, la question cruciale est de savoir quel système démocratique – majoritaire ou consensuel – est meilleur pour faire face aux questions économiques, sociales et politiques. Selon Lijphart, il n'y a pas une grande différence entre les deux types de démocratie sur les questions *law-and-order* et socio-économiques. Demandant plus et encore plus sur la « démocratie à l'œuvre » ou « comment fonctionne la démocratie », il estime cependant qu'il existe une grande différence sur des questions « moins prégnantes » comme la participation électorale, les différences de revenus, etc. et qu'en l'espèce, en termes de « qualité démocratique », la démocratie consensuelle est plus performante<sup>31</sup>. Globalement, Lijphart a souligné de façon méthodique que la « démocratie de consensus fait une grosse différence » dans la gestion des crises économiques, le contrôle de la violence et la qualité de la démocratie. Dans la même veine, Jeremy Richardson juge que « la participation active des citoyens n'est pas seulement bonne en soi, mais elle est aussi *fonctionnelle* dans le succès de la démocratie libérale »<sup>32</sup>.

En bref, la situation actuelle en Europe centrale est toujours la suivante : les privilégiés économiques ont une « voix » alors que les démunis restent « silencieux » politiquement, ou même plus, ils n'ont que l'option « sortie » dans la mesure où

il existe une assez grande asymétrie dans les organisations et la représentation des intérêts dans une société civile autrement robuste. Tant que les partis luttèrent pour leur établissement, la quasi-monopolisation de la scène politique était compréhensible voire justifiée. Mais les partis ont désormais atteint une certaine maturité en Europe centrale. Partis et gouvernements doivent comprendre que la consolidation démocratique n'est possible que via la réintégration des acteurs sociaux et territoriaux et, plus généralement, de la population dans le système politique. Ils doivent promouvoir et représenter les intérêts qui n'ont qu'un accès limité voire pas du tout à l'espace public parce qu'ils sont généralement désavantagés et ont des difficultés à s'organiser. A travers les partis, ces intérêts peuvent influencer l'agenda politique dans une période transitoire. Jusqu'à ce qu'ils deviennent autonomes et responsables, le discours et la délibération publique peuvent corriger les déficiences de la participation inégale dans les institutions formelles. Les organisations politiques, en ce compris les partis, sont aussi dépendantes de l'opinion publique informelle, qui embrasse également les vues des franges sans pouvoir de la population. Dès lors, cette représentation peut leur offrir un *feedback* positif. Il s'agit là, selon nous, d'un vrai programme social-démocratie que de promouvoir, dans le chef des partis sociaux-démocrates, non seulement les intérêts des organisations qui leur sont proches mais, au-delà de cela, de soutenir l'accomplissement d'une démocratie consensuelle comme un tout.

#### **4. Conclusion : la responsabilité de la social-démocratie internationale**

L'Internationale socialiste, le parti des socialistes européens et quelques partis sociaux-démocrates occidentaux significatifs ont fortement influencé le développement des partis des PECO. Ils ont un engagement et une responsabilité durables dans l'aide aux partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale pour un approfondissement de la social-démocratisation et l'eupéanisation afin de faciliter leur intégration à la scène politique européenne et au système de partis de l'Union européenne. C'est d'ailleurs une nécessité pour la social-démocratie occidentale pour renforcer, à l'avenir, le groupe du PSE au Parlement européen. Au final, davantage de transferts politique et institutionnel sont nécessaires pour les sociaux-démocrates d'Europe centrale et orientale afin d'achever la deuxième vague de réformes institutionnelles dans leurs pays.

#### **Notes**

<sup>1</sup> Voir A. GERRITS, « The Social Democratic Tradition in East Central Europe », *East European Politics and Societies*, 2002, 16/1, p. 105.

<sup>2</sup> Il existe une abondante littérature sur la social-démocratie dans les PECO. Nous nous limiterons donc aux questions saillantes pour notre propos. Nous avons déjà traité de ces questions dans une contribution relative au cas hongrois : A. ÁGH, « The dual challenge and the reform of the Hungarian Socialist Party », *Communist and Post-Communist Studies*, 2002, 35/3. Dans cette contribution, nous nous centrons sur la relation parti-société.

<sup>3</sup> Sur la relation électorat-parti, il est important de souligner que les partis agissent « *as a channel for citizen demands, aggregating them, giving them coherence and translating them into policy ; through the electoral process they provide the governments that will conduct that policy ; they regulate elite competition, offering an orderly means of accession to governmental power and playing a crucial role, again through the electoral system, in the alternation of power ; and, through these and other aspects of their political action, they educate society and confirm the order of which they constitute so important a part* » (M. WALLER and M. MARTIN, *Parties, Trade Unions and Society in East-Central Europe*, Londres, Frank Cass, 1994, p. 161).

<sup>4</sup> L'accomplissement du projet démocratique signifie également construire sur le « vide institutionnel » du début des années quatre-vingt-dix (T. COX and B. MASON, *Social and economic transformation in East Central Europe*, Cheltenham, Edward Elgar, 1999, p. 4-5) un projet de structure institutionnelle, pour enfin en arriver à un système d'institutions démocratiques relativement développé lors de la période que nous qualifierions de première consolidation. Aussi, cette longue décennie couvre des périodes assez différentes, qui concernent aussi le développement des partis de gauche et leurs relations avec la société civile organisée, en ce compris les syndicats. Sur cette question, voir L. COOK, M. ORENSTEIN and M. RUESCHMEYER (ed.), *Left Parties and Social Policy in Postcommunist Europe*, Boulder, Col., Westview Press, 1999, p. 70-75 ou nos contributions des années quatre-vingt-dix (A. ÁGH, « The Parliamentarization of the East Central European Parties », in Sh. BOWLER, D. FARRELL and R. KATZ (ed.), *Party Discipline and Parliamentary Government*, Columbus, Ohio State University Press, 1999). Cette analyse ne peut aller en détail dans toutes les périodes mais épingle les problèmes théoriques principaux de cet itinéraire.

<sup>5</sup> La littérature utilisée dans cette contribution considère généralement les transformations à l'œuvre en Europe centrale et orientale dans un contexte global. Sous cet angle, le livre le plus saillant est B. DEACON, *Global Social Policy : International organizations and the future of welfare*, Londres, Sage Deacon, 1997. Il consacre un long chapitre (p. 91-152) aux développements dans les PECO.

<sup>6</sup> P. KOPECKY et C. MUDDE, « What has Eastern Europe taught us about democratization literature (and vice versa) ? », *European Journal of Political Research*, 2000, 37/4.

<sup>7</sup> Pour plus de détails, voir P. ULRAM, and F. PLASSER, « Mainly sunny with scattered clouds : political culture in East-Central Europe », in G. PRIDHAM, A. ÁGH (ed.), *Prospects for democratic consolidation in East-Central Europe*, Manchester-New York, Manchester University Press, 2001.

<sup>8</sup> P. LEWIS, F. MILLARD, « The development of democratic institutions in Poland », in G. PRIDHAM, A. ÁGH (ed.), *op. cit.*, p. 181.

<sup>9</sup> Voir B. GRESKOVITS, *The Political Economy of Protest and Patience : East European and Latin American Transformations Compared*, Budapest, Central European University Press, 1998.

<sup>10</sup> Dans une contribution récente, « Multicultural democracy and social democracy in ECE » développée dans un volume de la foundation Friedrich Ebert, nous avons décrit de manière approfondie la voie menant à une démocratie multiculturelle. Aussi, n'introduisons-nous ici cette question que dans ses grandes lignes.

<sup>11</sup> P. ULRAM, F. PLASSER, *op. cit.*

<sup>12</sup> A. ÁGH, « Early democratic consolidation in Hungary and the Europeanisation of the Hungarian polity », in G. PRIDHAM, A. ÁGH (ed.), *op.cit.*, p. 167.

<sup>13</sup> K. HENDERSON, « The path to democratic consolidation in the Czech Republic and Slovakia : divergence or convergence ? », in *Ibid.*, p. 220-221.

<sup>14</sup> A. ÁGH, « The dual challenge and the reform of the Hungarian Socialist Party », *Communist and Post-Communist Studies*, 2002, 35/3.

<sup>15</sup> Sur la question des gagnants et des perdants en général, voir H. TANG (ed.), *Winners and Losers of EU Integration*, Washington DC, The World Bank, 2000. Dans certaines contributions récentes (A. ÁGH, « Early Consolidation and Performance Crisis : The Majoritarian-Consensus Democracy Debate in Hungary », *West European Politics*, 2001, 24/ 3 ; « Early democratic consolidation in Hungary and the Europeanisation of the Hungarian polity », *op. cit.*), nous avons essayé de donner une analyse compréhensible de la situation hongroise en matière de désintégration sociale et politique. Les données suivantes sont issues de nos contributions et sont basées sur les données de l'Office central des statistiques de Hongrie. Nous référant au même processus dans une version plus courte, nous concluons dans une contribution récente : « *The prolonged social crisis and the accumulated social deficit meant for the HSP that the materialist, short term interests of Hungarian society have become dominant* » (A. ÁGH, « The dual challenge and the reform of the Hungarian Socialist Party », *op. cit.*, p. 276).

<sup>16</sup> KI. VON BEYME, « Parties in the process of consolidation in East-Central Europe », in G. PRIDHAM, A. ÁGH (ed.), *op. cit.*, p. 139, 153.

<sup>17</sup> Il y a une littérature importante sur les syndicats d'Europe centrale et orientale (voir e.a. M. WALLER, M. MYANT, *op. cit.* ; J. HAUSNER, O. PEDERSEN, R. KARSTEN, *Evolution of interest representation and development of the labour market in post-socialist countries*, Cracovie, Cracow Academy of Economics, 1995 ; M. ORENSTEIN, « A genealogy of communist successor parties in East-central Europe and the determinants of their success », *East European Politics and Societies*, 1998, 12/3 ; T. COX, B. MASON, *op. cit.* ; L. COOK, M. ORENSTEIN, M. RUESCHMEYER, *op. cit.*) mais cette question mérite un traitement séparé.

<sup>18</sup> W. MERKEL, « Civil society and democratic consolidation in East-Central Europe », in G. PRIDHAM, A. ÁGH (ed.), *op. cit.*, p. 96-99.

<sup>19</sup> *Ibid.*, p. 111-112. Sur la « consolidation attitudinale » ou la culture politique de changement systémique en général, voir P. ULRAM, F. PLASSER, *op. cit.*

<sup>20</sup> KI. VON BEYME, « Democratic Transition in Central Eastern Europe », in M. TELÒ (éd.), *Démocratie et construction européenne*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 1995, p. 233-234.

<sup>21</sup> M. NOVÁK, « Les systèmes de partis en République tchèque, en Pologne et en Hongrie », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2003, p. 105.

<sup>22</sup> J.-M. DE WAELE (éd.), *op. cit.*, p. 13.

<sup>23</sup> Le contraste entre les adhérents au capital scolaire élevé et bas et le soutien électoral divergent qui en résulte est très élevé en Hongrie. De plus, le parti de centre-droit, la FIDESZ a accru cet écart aux élections législatives de 2002 en utilisant la rhétorique nationaliste. En effet, le discours traditionaliste-nationaliste a trouvé un écho important et a un effet de mobilisation dans les couches les plus pauvres et celles au capital scolaire le plus faible de la société hongroise (Voir A. ÁGH, « The dual challenge and the reform of the Hungarian Socialist Party », *op. cit.*, p. 16).

<sup>24</sup> Dans cette contribution, nous avons sciemment évité les questions relatives aux dimensions organisationnelles des partis. Nous avons seulement fait référence au manque d'organisations proches de la gauche.

<sup>25</sup> Voir A. ÁGH, « Early Consolidation and Performance Crisis : The Majoritarian-Consensus Democracy Debate in Hungary », *op.cit.*

<sup>26</sup> L'exclusion politique et sociale est apparue de manière plus marquée, sans être exclusive, sur la question des Roms.

<sup>27</sup> Il est emblématique qu'il ait fallu une augmentation de 50% en Hongrie dans le secteur public pour rapprocher le niveau salarial de ce qu'il était au début des années quatre-vingt-dix. Faute de quoi, médecins, infirmières et enseignants auraient massivement abandonné le secteur public.

<sup>28</sup> D. HERCZOG *et al.* (ed.), *Parlament und Gesellschaft*, Opladen, Westdeutscher Verlag, 1993.

<sup>29</sup> A. LIPHART, « Unequal participation : Democracy's Unresolved Dilemma », *American Political Science Review*, 1997, 91/1.

<sup>30</sup> *Ibid.*, p. 4.

<sup>31</sup> A. LIPHART, « Dimensions of Democracy », *European Journal of Political Research*, *ECPR 25<sup>th</sup> Anniversary Issue*, 1997, p. 195-197.

<sup>32</sup> A. LIPHART, « Unequal participation : Democracy's Unresolved Dilemma », *op. cit.*, p. 116.

# La social-démocratie européenne et le monde des adhérents

## La fin du parti communauté ?

Pascal DELWIT

« Le paradis perdu ? ». C'est en ces termes que Gerrit Voerman appréhendait en 1996 la problématique de l'adhésion aux formations sociales-démocrates. Il est vrai que dans l'imaginaire, le *monde* des adhérents sociaux-démocrates fait partie intégrante de l'identité sociale-démocrate et est un des traits essentiels du *modèle organisationnel* de la social-démocratie mis à nu il y a près d'un siècle par Roberto Michels <sup>1</sup>. Deux ans avant le propos de Voerman, Gerassimos Moschonas parlait, lui, de « dégradation fondamentale et quasi généralisée » à propos des membres sociaux-démocrates <sup>2</sup>.

La présente contribution se propose de confronter ces propos sur la « dégradation » à la réalité contemporaine de l'adhésion aux partis socialistes. Pour analyser cette problématique, nous considérons les pays d'*Europe occidentale*. En la matière, la situation est décortiquée dans seize cas nationaux : l'Allemagne, l'Autriche, la Belgique, le Danemark, l'Espagne, la Finlande, la France, la Grande-Bretagne, la Grèce, l'Irlande, l'Italie, le Luxembourg, la Norvège, les Pays-Bas, le Portugal, et la Suède. Pour l'Espagne, la Grèce et la Portugal, l'observation est raccourcie compte tenu de leur entrée tardive dans la démocratie représentative.

La contribution se décline en deux temps. Dans une première étape, nous revenons sur la place et le rôle des adhérents dans les partis politiques et, plus spécifiquement, dans les partis sociaux-démocrates.

Par la suite, nous analysons les évolutions en matière d'adhésion aux formations sociales-démocrates d'Europe occidentale sur les six décennies qui nous séparent de la fin de la deuxième guerre mondiale. Les cheminements sont appréhendés à l'aune de trois indicateurs classiques.

- a) Il s'agit de l'évolution du nombre de membres dans chacun des partis considérés de 1945 à nos jours. Pour ce faire, nous avons calculé la moyenne du nombre

d'adhérents de chaque décennie et nous présentons les mutations de ce nombre moyen des effectifs du parti. Trois ensembles territoriaux sont considérés : l'Europe du nord avec une déclinaison entre la social-démocratie de type travailliste et de type scandinave, l'Europe du centre avec une déclinaison entre la social-démocratie de type germanique et la situation prévalant dans les Etats du Benelux, et l'Europe du sud.

- b) Vient ensuite une mise en rapport du nombre d'adhérents des partis examinés avec leurs performances électorales (nombre de voix recueillies). Par ce biais, nous calculons l'évolution du *taux d'adhésion*. Le taux d'adhésion a pour mérite principal d'examiner le parallélisme ou (son absence) entre la courbe des effectifs partisans et celle des voix recueillies par ledit parti.
- c) Enfin, nous présentons aussi le rapport du nombre d'adhérents à celui des électeurs inscrits. Ce faisant, nous calculons le *taux de pénétration électorale*. L'intérêt de cet indicateur est d'affiner le nombre brut d'adhérents à la lumière des variations démographiques. Il permet de présenter de la manière la plus fine l'*évolution réelle* du nombre d'adhérents de chaque formation.

### 1. La social-démocratie et ses adhérents : la loi du nombre

Dans l'imaginaire et, pour une part, dans l'analyse scientifique, les partis sociaux-démocrates sont des formations imposantes sous l'angle du nombre de leurs adhérents. Elles recouvrent un modèle analysé dès 1913 par Roberto Michels dans son livre célèbre sur les partis politiques : une organisation très développée générant un phénomène bureaucratique conduisant à la « loi d'airain de l'oligarchie »<sup>3</sup>.

Ce modèle recouvre largement le type du parti de masse épinglé par Maurice Duverger<sup>4</sup> ou du parti d'intégration sociale proposé par Neumann au même moment<sup>5</sup>. Moschonas reprendra et amènera ces concepts en parlant de « parti société, à la fois *sub* et *contre* société », se déclinant sous la forme d'un *parti de classe*<sup>6</sup>.

Le nombre d'adhérents et leur investissement confèrent aux partis sociaux-démocrates des capacités fortes de mobilisation, des rentrées financières stables et une influence politique, sociale et culturelle indéniable fondée sur la *loi du nombre*<sup>7</sup>. Et il est vrai que les proportions sont parfois exceptionnelles. A titre d'exemple, Michel Charzat rappelle que dans les années vingt, un Viennois sur quatre était membre du parti social-démocrate<sup>8</sup>. Ce tableau doit néanmoins être nuancé à la lumière de plusieurs éléments.

Le nombre tient parfois à l'étroitesse du rapport entre partis sociaux-démocrates et organisations syndicales. En la matière, la distinction entre *partis directs* et *indirects*, épinglée par Duverger, s'impose<sup>9</sup>. En effet, le nombre impressionnant de membres de certains partis sociaux-démocrates tient d'abord aux mécanismes de l'adhésion indirecte. Plusieurs formations y ont eu recours. Citons, entre autres, le parti ouvrier belge (POB) jusqu'en 1945, le parti social-démocrate suédois (SAP) jusqu'en 1990 ou encore, en combinaison avec l'adhésion directe, le Labour Party britannique.

Par ailleurs, l'idée de modèle fait référence à la social-démocratie dans son acception *restreinte*, c'est-à-dire la définition qui fait tout à la fois référence à un modèle organisationnel de parti sur le plan interne, et à une politique articulée sur le néo-corporatisme, sous l'angle des politiques publiques. En d'autres termes, quelques

partis clés du nord et du centre de l'Europe : les formations scandinaves, allemande, autrichienne et bénéluxiennes. Le travaillisme britannique et irlandais est déjà un peu à part et les partis socialistes du sud de l'Europe n'ont jamais été examinés à l'aune de ce schéma organisationnel.

## 2. La social-démocratie en Europe occidentale et ses adhérents

### A. La social-démocratie nordique

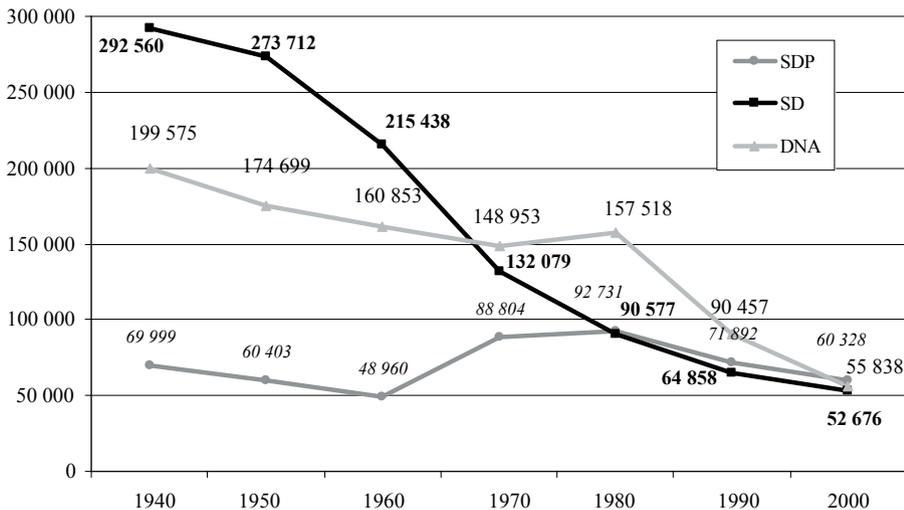
Nous l'avons évoqué, s'il est une incarnation du modèle organisationnel social-démocrate, c'est bien la social-démocratie scandinave. En Suède, en Norvège, au Danemark et, dans une mesure nettement moins importante, en Finlande, l'adhésion au parti social-démocrate se vit comme un acte d'affiliation à une *communauté*.

Comment a évolué cette perspective ? Dans ce *modèle scandinave*, trois cas sont particulièrement clairs, ceux du parti du travail norvégien (DNA), du parti social-démocrate danois (SD) et du parti social-démocrate suédois (SDP). Au sortir de la guerre, ces trois formations ont un nombre considérable d'adhérents. Celui-ci s'élève à plusieurs centaines de milliers de membres. Pour le SDP, ce total doit cependant être contextualisé dès lors que jusqu'en 1990, on a affaire à un parti de type indirect. Sa courbe est donc envisagée séparément.

Les partis danois et norvégien conservent une structure d'intégration sociale extrêmement puissante et intacte jusqu'à la fin des années soixante (SD) et soixante-dix (DNA).

Par la suite, les deux formations enregistrent un déclin brutal du nombre de leurs membres. Cela les conduit à un nombre moyen identique dans les années quatre-vingt-dix d'environ soixante mille, soit respectivement 20% et 28% du total de leurs effectifs des années quarante.

Figure 1  
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates scandinaves (1945-2004)

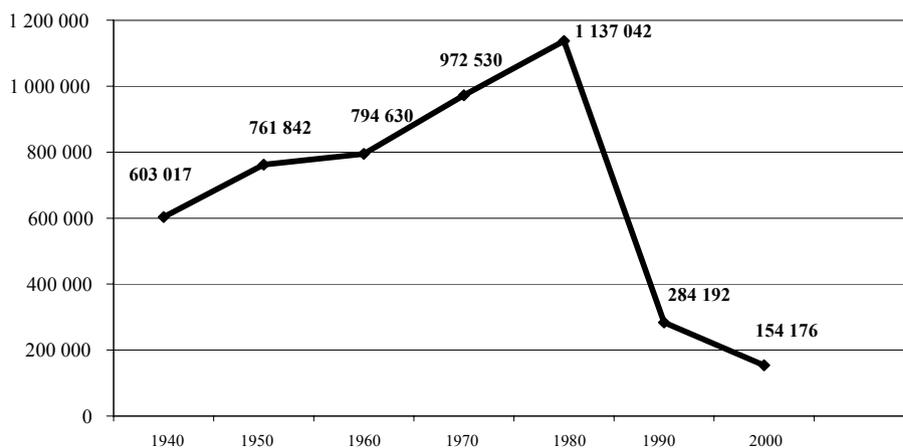


En miroir, l'évolution moyenne du nombre de membres du parti social-démocrate finlandais n'a pas le même caractère de déclin linéaire. Après un affaissement dans les années cinquante et soixante, le SDP vit une progression dans les deux décennies suivantes avant de connaître une nouvelle érosion. Mais cette dernière n'a pas la même ampleur que celle de ses coreligionnaires norvégien et danois. A telle enseigne que les trois partis ont, au stade actuel, un nombre moyen de membres relativement semblable alors qu'ils portaient de bases très différentes.

En raison du passage de l'adhésion de type indirect à l'acte individuel d'adhérer, il est difficile de faire un commentaire comparatif pertinent pour les sociaux-démocrates suédois. On constatera néanmoins que ce changement des modalités d'adhésion a fait chuter le nombre d'adhérents de plusieurs centaines de milliers en l'espace de quelques années.

Par ailleurs, les indications actuelles tendent à corroborer les difficultés d'ensemble de la social-démocratie scandinave (certes relatives, le parti social-démocrate suédois conserve 150 000 membres) appliquées au cas du SAP.

*Figure 2*  
*Evolution du nombre d'adhérents du SAP (1945-2004)*



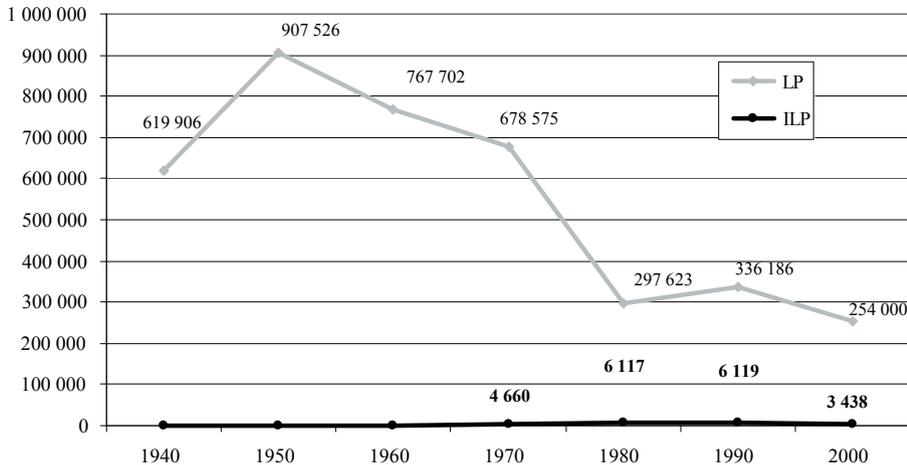
La configuration du travaillisme britannique est très proche de celle qui prévaut pour les partis danois et norvégien. Au sortir de la guerre, le Labour Party parvient à enrôler en adhésion directe près d'un million de membres. Atteint dans les années cinquante, ce total s'effrite rapidement dans les décennies suivantes. En vingt ans, les travaillistes britanniques perdent, en chiffres bruts, 220 000 membres. Dans les années quatre-vingt, la chute est spectaculaire : le parti enregistre la défection de quatre cent mille affiliés en dix ans. Certes, le Labour Party a dû faire face à la scission du Social Democratic Party (SDP) au début des années quatre-vingt, mais celle-ci n'a somme toute qu'un impact modeste dans l'ampleur du désinvestissement que vivent les travaillistes britanniques.

Accédant aux rênes du parti en 1994, Tony Blair a tenté de relancer le processus d'adhésion directe pour minorer le poids des adhérents indirects, sous la houlette du

monde syndical. Dix ans après, la tentative se révèle un échec quand bien même la sociologie du monde des adhérents travaillistes a singulièrement évolué <sup>10</sup>.

Dans le système de partis en Irlande, le parti travailliste est une formation modeste entre les deux grands, le Fianna Fail et le Fine Gael. Ses effectifs sont faibles et évoluent avec moins d'à-coups. On peut cependant observer la confirmation de la difficulté contemporaine de recrutement des partis (sociaux-démocrates). En dix ans, le parti travailliste irlandais a perdu 45 % de ses effectifs.

Figure 3  
Evolution du nombre d'adhérents des partis travaillistes (1945-2004)



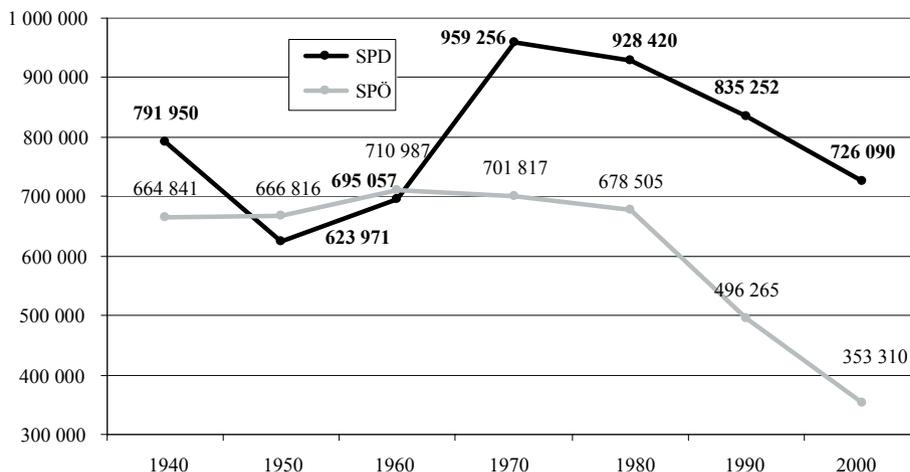
### B. La social-démocratie du centre de l'Europe

Historiquement, les partis sociaux-démocrates allemand (SPD) et autrichien (SPÖ) sont deux *grands* du modèle social-démocrate. Les chiffres le confirment : le SPD atteindra un million d'adhérents et le SPÖ plus de sept cent mille. Sans être parallèles, leurs deux courbes d'effectifs présentent des similitudes.

En Allemagne, après les années de l'ère démocrate chrétienne sous les auspices de Konrad Adenauer, le SPD reprend progressivement des couleurs et retrouve une nouvelle attractivité à la fin des années soixante et dans les années soixante-dix. En dix ans, les sociaux-démocrates glanent un tiers de membres en plus. Depuis toutefois, un désinvestissement peut être épinglé. Celui-ci conduit le SPD à un nombre de membres qui n'atteint plus aujourd'hui *que* sept cent mille adhérents, alors même que la base de recrutement s'est élargie avec la réunification allemande (voir *infra*).

Pendant quatre décennies, le nombre total de membres du parti social-démocrate autrichien a fluctué entre 660 000 et 710 000. Mais depuis vingt ans, un changement radical s'est opéré. L'attractivité du SPÖ a considérablement diminué et le parti subit une spirale de désengagement exceptionnelle. En vingt ans, les sociaux-démocrates autrichiens ont de la sorte enregistré le départ de la moitié de leurs membres, ce qui contribue à modifier leur place et leur rôle dans la société autrichienne, de même que leur modèle organisationnel.

Figure 4  
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates germaniques  
(1945-2004)



Qu'en est-il des formations sociales-démocrates des Etats du Benelux ?

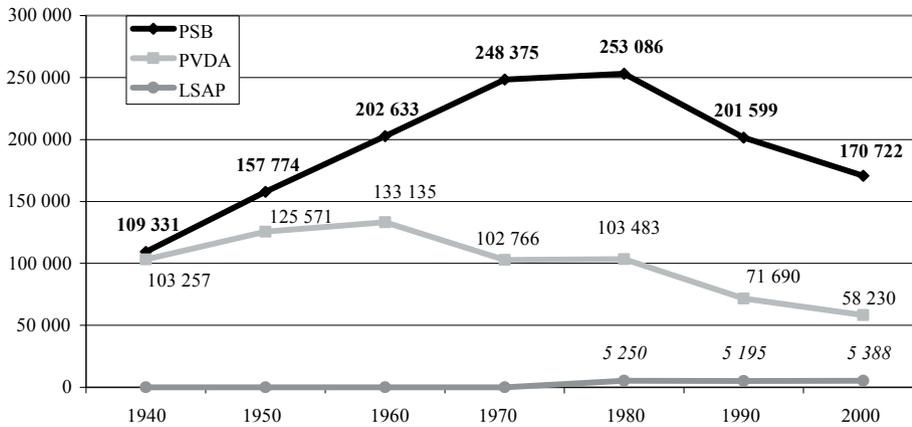
En dépit d'une démographie différente, socialistes belges et travaillistes hollandais partent, dans l'après deuxième guerre mondiale, sur un pied d'égalité. Les deux formations ont environ cent mille membres aux lendemains de la libération. Mais les deux courbes s'écartent rapidement.

Le parti socialiste belge (PSB-BSP), puis le parti socialiste (PS) et le Socialistische Partij (SP, SP.a) réussissent à devenir des partis de masse en étant passés au statut de parti direct. En Belgique, les socialistes progressent, en termes bruts, jusqu'au milieu des années quatre-vingt. Depuis, ils sont aussi affectés par un phénomène d'érosion assez sensible dans la mesure où leur nombre actuel de membres ne représente qu'un peu moins de 70% de ce qu'il était dans les années quatre-vingt.

La capacité d'expansion du PvdA hollandais a été beaucoup plus limitée. Son maximum se situe autour de 130 000 adhérents dans les années soixante et, depuis, il est affecté d'un phénomène prononcé de déclin des adhésions. Le PvdA ne peut plus compter que sur une base située entre 55 000 et 60 000 membres.

Pour ce qui a trait au grand-duché de Luxembourg, nos données sont incomplètes pour la période d'après-guerre. Sur les trente dernières années, aucun mouvement sensible n'est perceptible. Le parti ouvrier socialiste luxembourgeois (POSL-LSAP) conserve un socle d'environ 5 000 adhérents.

Figure 5  
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates du Benelux  
(1945-2004)



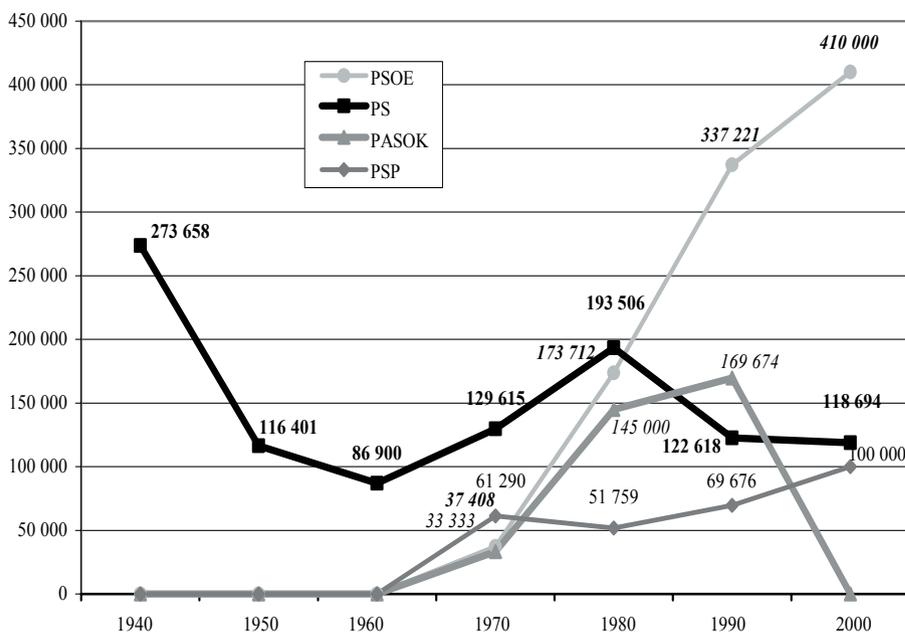
### C. Le socialisme dans le sud de l'Europe

Dans le sud de l'Europe, le panorama de l'évolution des affiliés se décline autrement. D'une manière générale, les données sont plus difficiles à obtenir. Par ailleurs, la Grèce, l'Espagne et le Portugal doivent être analysés différemment en raison de leur démocratisation tardive.

La chose est aujourd'hui bien connue, le parti socialiste français n'a jamais été un parti de masse dans l'optique où il aurait joué un rôle d'intégration sociale auprès de segments importants d'une ou plusieurs catégories sociales. Daniel-Louis Seiler le classe comme un parti de militants, très sensible aux fluctuations idéologiques et de rapport au pouvoir <sup>11</sup>. De fait, les mouvements y sont brusques. Après avoir atteint près de 300 000 affiliés à la libération, la SFIO vit un déclin militant spectaculaire en l'espace de deux décennies. Le parti enregistre le départ de deux tiers de ses effectifs ! La fin du molletisme et la relance du parti à l'aube de la décennie soixante-dix provoquent une inversion de tendance qui se confirme largement dans la décennie suivante, suite à la victoire de François Mitterrand aux élections présidentielles du 10 mai 1981. En revanche, le deuxième septennat entraîne une déception militante qui se transforme en désengagement massif que la victoire aux élections nationales de 1997 ne pourra qu'atténuer. Le parti socialiste a subi une nouvelle saignée qui l'amène à cent mille adhérents en ce début de millénaire.

Dans le chef du PASOK, du PSP et du PSOE, nous observons « nécessairement » une progression ces trente dernières années. Agissant dans un nouveau cadre démocratique, les formations socialistes ne pouvaient que connaître un accroissement dans un premier temps. Au Portugal et en Grèce, pour autant qu'on puisse en juger à partir de données fragmentaires, la stabilisation semble accomplie depuis une dizaine d'années. En Espagne, le PSOE a connu un accroissement jusqu'il y a peu. Son nombre actuel de membres avoisine les quatre cent mille.

Figure 6  
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates  
du sud de l'Europe (1945-2004)

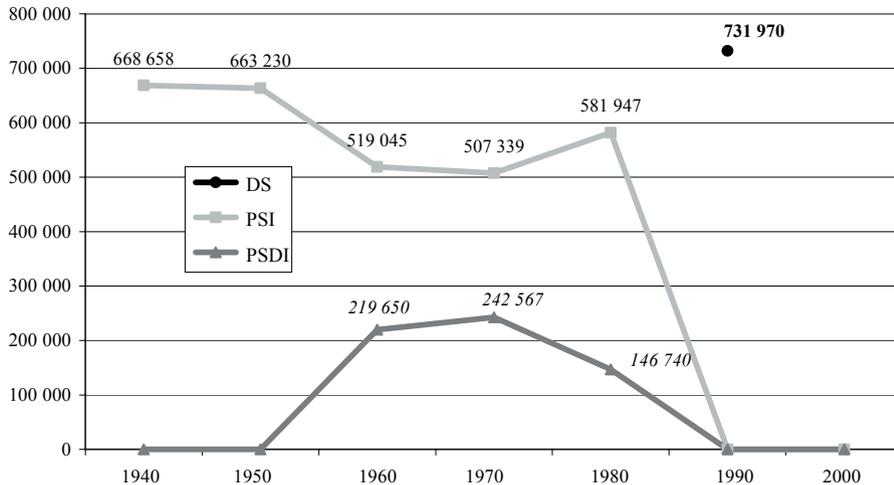


Enfin, le cas italien est très spécifique. Les formations qui incarnent le socialisme démocratique ont évolué dans le temps. La comparaison est dès lors complexe. Jusqu'en 1992, deux formations se revendiquent de la social-démocratie et sont membres des organisations internationales de coopération sociale-démocrate : le parti socialiste italien (PSI) et la scission qui en est issue peu de temps après la libération, le parti social-démocrate italien (PSDI). Ces deux formations ont des effectifs impressionnants : entre cinq cent et sept cent mille pour le PSI ; entre cent cinquante et deux cent cinquante mille pour le PSDI. Ces partis subiront de plein fouet l'opération « Mani Pulite » et la mise en cause fondamentale des partis italiens de gouvernement. PSI et PSDI disparaissent de l'échiquier politique italien en 1993.

Entre-temps, le parti communiste italien avait donné naissance à deux nouveaux partis : le parti de la gauche démocratique (PDS) et le parti de la refondation communiste (PRC). Le PDS est la part *substantielle* en provenance du PCI. Il recevra rapidement l'onction des organisations de coopération sociale-démocrate et devient de fait le parti socialiste du système politique italien.

Le parti communiste italien était un exemple presque parfait d'une formation d'intégration sociale. Elle a comptabilisé jusqu'à deux millions d'adhérents. A la fin des années quatre-vingt, avant sa mue, ce chiffre s'élevait toujours à un million quatre cent mille ! A l'instar de la plupart des partis politiques européens, le PDS puis les Démocrates de gauche (DS) ont connu un affaissement militant. Son nombre actuel d'adhérents se situe à sept cent trente mille.

Figure 7  
Evolution du nombre d'adhérents des partis sociaux-démocrates en Italie  
(1945-2004)



Au-delà des chiffres bruts, nous avons donc voulu mettre en perspective ces données. Pour ce faire, nous utilisons deux indicateurs.

Le premier est le taux d'adhésion. Il met en relation le nombre d'affiliés d'un parti avec le total de ses électeurs. Il permet donc de comparer l'évolution des membres et des électeurs. Les deux courbes vont-elles à l'amble ou se dissocient-elles sur ces soixante dernières années? Et, le cas échéant, dans quel sens?

Le deuxième est le taux de pénétration électorale. Il met en rapport le nombre de membres d'une formation politique avec l'ensemble des électeurs inscrits. Ces derniers constituent très largement la base de recrutement des partis dans une société. Cet indicateur affine les renseignements relatifs au nombre brut d'adhérents.

### 3. La transformation du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates en Europe occidentale

#### A. Le taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du nord de l'Europe

Dans la social-démocratie scandinave, le taux d'adhésion révèle des situations contrastées. Dans le temps, les sociaux-démocrates finlandais conservent un taux relativement stable, mais en déclin ces dernières années. Sur soixante ans, le SDP passe d'un adhérent pour sept électeurs à un affilié pour douze électeurs. Autrement dit, ces dernières années, la courbe électorale est meilleure que celle des adhérents.

La configuration se décline autrement pour les sociaux-démocrates danois, suédois et norvégien. En six décennies, ces trois formations vivent un effondrement notable de leur taux d'adhésion. Nous l'avons épingle, le cas suédois est spécifique compte tenu des changements intervenus en 1990. Il n'empêche, la situation est tout autre aujourd'hui qu'elle n'était au lendemain de la libération et dans les premières décennies qui ont suivi. Au sortir de la guerre, ces partis enregistraient un membre pour trois à quatre électeurs. Depuis quinze ans, ce rapport s'est substantiellement

modifié. Le SD, le DNA et le SAP n'ont plus aujourd'hui qu'un membre pour quinze à vingt électeurs ! Ce faisant, ils ont largement perdu leur caractère exceptionnel dans la social-démocratie européenne et, au plan scandinave, s'alignent sur le SDP finlandais.

Le taux d'adhésion dans le travaillisme britannique et irlandais est d'essence différente. Pendant quarante ans, le rapport adhérents/électeurs du Labour Party a varié entre un quinzième et un vingtième. Depuis le début des années quatre-vingt, le taux d'adhésion s'est affaïssé. Toutes choses égales par ailleurs, les performances électorales se révèlent donc meilleures que celles du recrutement. Cette constatation corrobore les observations opérées dans le chef des partis sociaux-démocrates scandinaves.

*Figure 8*

*Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates des modèles travailliste et scandinave (1945-2004)*

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1945	14,97		31,35		4,07	
1946						
1947		36,64				
1948	15,35			35,52		
1949			25,40			
1950		34,91			6,85	
1951	14,69				6,28	
1952				42,82		
1953		31,68	21,43			
1954	11,89					
1955					6,80	
1956				44,98		
1957		29,13	19,07			
1958	11,36			43,94		
1959					6,94	
1960		25,34		35,92		
1961			19,15			
1962	9,99					
1963						
1964		20,77		40,06	6,80	
1965			17,01			
1966	8,01	17,67			5,92	
1967						
1968		18,13		33,81		
1969			15,69			
1970	10,22			37,04	5,65	
1971		15,41				
1972	11,56					
1973		16,66	19,19	39,06		<sup>a</sup> 2,69
1974					6,04	
1975	14,55	13,40				
1976				44,25		
1977		9,66	15,73			2,41
1978						
1979	14,42	9,01		48,46	5,78	
1980						

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1981		9,70	16,76			3,16
1982				46,75		3,44
1983	11,99				3,49	
1984		9,16				
1985			16,40	46,66		
1986						
1987	12,64	8,52			2,88	5,89
1988		8,00		46,42		
1989			14,01			4,28
1990		6,35				
1991	13,17			12,62		
1992					2,42	3,00
1993			11,39			
1994		5,72		10,34		
1995	8,93					
1996						
1997			7,12		3,00	3,03
1998		4,69		9,26		
1999	10,15					
2000						
2001		5,49	8,63		2,37	
2002				7,20		2,67
2003	8,39					

a : chiffre d'adhérents de 1974.

### **B. Le taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe**

A l'examen des partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe, on épinglera d'abord la singularité du parti social-démocrate autrichien, qui atteint rapidement un taux d'adhésion de 35%. Contrairement aux formations nordiques, il ne subit pas un effondrement mais l'on note néanmoins une érosion ces quinze dernières années, et ce en dépit de résultats électoraux déclinants<sup>12</sup>. La situation des effectifs est donc plus grave encore. Pour autant, le SPÖ conserve un membre pour cinq électeurs sociaux-démocrates, ce qui est le meilleur rapport dans les partis sociaux-démocrates.

La dissociation des courbes entre partis du Benelux que nous avons pointée pour les résultats électoraux<sup>13</sup> est corroborée pour les taux d'adhésion. PvdA et PSB-BSP partent avec un taux d'adhésion assez semblable (entre 8% et 10%). Les travaillistes hollandais vont se maintenir à ce taux pendant vingt-cinq ans pour connaître un déclin progressif. Dans la période contemporaine, les travaillistes hollandais ont environ un adhérent pour trente électeurs.

En Belgique en revanche, le taux d'adhésion s'élève régulièrement pour atteindre 18% au début des années quatre-vingt. Les courbes des électeurs et des adhérents ne vont donc pas l'amble mais cette fois, la situation est meilleure vue sous l'angle des affiliés. Depuis quinze ans, un changement est intervenu mais d'ampleur modeste. Le résultat de 2003 est largement dû à l'importante victoire électorale des socialistes francophones et flamands lors de ce scrutin<sup>14</sup>.

Les transformations du taux d'adhésion du SPD allemand sont modestes et lentes. Depuis vingt ans, spécialement depuis la réunification, le rapport adhérents/électeurs décline. Il est dû à une diminution des effectifs mais aussi à une amélioration des performances électorales.

*Figure 9*  
*Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du centre*  
*de l'Europe occidentale (1945-2003)*

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1945		24,94			
1946			8,65	12,76	
1947					
1948			9,46		
1949	10,62	37,84		8,27	
1950				7,45	
1951					
1952			7,20		
1953	7,65	36,13			
1954				7,94	
1955					
1956		36,73	7,59		
1957	6,59				
1958				9,85	
1959		36,36	8,08		
1960					
1961	5,64			<sup>a</sup> 10,29	
1962		35,64			
1963			7,90		
1964					
1965	5,54			13,13	
1966		36,26			
1967			8,08		
1968				14,29	
1969	5,54				
1970		32,17			
1971		30,84	6,20	16,34	
1972	5,56		4,66		
1973					
1974				18,15	
1975		29,80			
1976	6,35				
1977			3,59	16,79	
1978				18,44	
1979		29,89			
1980	6,07				
1981			4,46	18,44	
1982			4,20		

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1983	6,23	30,04			
1984					9,78
1985				14,20	
1986		32,02	3,36		
1987	6,49			13,04	
1988					
1989					11,61
1990	5,91	30,08	3,40		
1991				13,81	
1992					
1993					
1994	4,96	31,70	3,23		12,48
1995		26,44		13,37	
1996					
1997					
1998	3,84		2,45		
1999		25,08		14,42	12,68
2000					
2001					
2002	<sup>b</sup> 3,88	19,80	3,98		
2003			2,17	<sup>c</sup> 9,05	

a : chiffre d'adhérents de 1960 ; b : chiffre d'adhérents de 2001 ; c : chiffre d'adhérents de 2000 pour le *PS* et de 2001 pour le *SP.a*.

### ***C. Le taux d'adhésion des partis socialistes du sud de l'Europe***

Qu'en est-il des partis socialistes du sud de l'Europe ?

Pendant cinquante ans, le *PSI* et le *PSDI* ont eu un taux d'adhésion élevé pour une formation ne ressortissant pas au modèle social-démocrate (entre 10 % à 20 %). Pour leur part, les démocrates de gauche conservent, de l'ancienne structure d'encadrement social du parti communiste italien, un taux d'adhésion appréciable : 10 %.

En revanche, les socialistes français, grecs, espagnols et portugais dévoilent un taux d'adhésion assez faible (entre deux et cinq adhérents pour cent électeurs). Le cas est particulièrement significatif pour le parti socialiste français, formation au plus faible taux d'adhésion parmi tous les partis que nous avons examinés. La singularité du socialisme latin est corroborée. Soulignons néanmoins que de par l'affaïssement des taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates, cet indicateur a tendance à converger dans la famille sociale-démocrate européenne.

*Figure 10*  
*Evolution du taux d'adhésion des partis sociaux-démocrates du sud de l'Europe*  
*(1945-2004)*

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1945					7,36		
1946		18,05			8,47		
1947							
1948		13,28					
1949							
1950							
1951					4,62		
1952							
1953		22,67					
1954							
1955							
1956					3,61		
1957							
1958		11,57			3,63		
1959							
1960							
1961							
1962					3,99		
1963		11,55	8,03				
1964							
1965							
1966							
1967					1,94		
1968		<sup>d</sup> 13,76			2,21		
1969							
1970							
1971							
1972		17,92	<sup>e</sup> 16,58				
1973					2,37		
1974							
1975							3,59
1976		14,08	24,92	0,17			4,85
1977						2,08	
1978					2,81		
1979		13,48	15,46	1,85			<sup>j</sup> 3,95
1980							4,00
1981					2,15	3,67	
1982				1,18			
1983		13,21	14,26				1,67
1984							
1985						<sup>g</sup> 8,57	<sup>k</sup> 3,90
1986				2,09	2,06		
1987		11,17	11,70				<sup>l</sup> 3,72

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1988					2,30		
1989				2,99		<sup>h</sup> 6,27	
1990							
1991							4,18
1992	12,19						
1993				3,83	2,56	4,92	
1994	<sup>a</sup> 8,84						
1995							SD
1996	<sup>b</sup> 8,55			3,87		5,53	
1997					1,85		
1998							
1999							<sup>m</sup> 4,24
2000				5,24		<sup>i</sup> 6,65	
2001	<sup>c</sup> 10,11						
2002					f 1,95		SD

a : chiffre d'adhérents de 1993 ; b : chiffre d'adhérents de 1995 ; c : chiffre d'adhérents de 1998 ; e : chiffre d'adhérents de 1967 ; e : chiffre d'adhérents de 1971 ; f : chiffre d'adhérents de 2000 ; g : chiffre d'adhérents de 1984 ; h : chiffre d'adhérents de 1990 ; i : chiffre d'adhérents de 1998 ; j : chiffre d'adhérents de 1980 ; k : chiffre d'adhérents de 1986 ; l : chiffre d'adhérents de 1986 ; m : chiffre d'adhérents de 2000.

#### 4. La transformation du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates en Europe occidentale

Le taux de pénétration électorale est le rapport du nombre d'adhérents d'un parti au total des électeurs inscrits. Ces derniers constituent – quasiment – la base de recrutement des partis politiques.

Le nombre d'électeurs inscrits est une variable indépendante des performances d'un parti (adhérents ou électeurs). Elle permet donc de mieux apprécier la variable « adhérents » dans son environnement extérieur. Son utilisation recadre l'évolution des chiffres bruts des membres d'un parti.

##### A. Le taux de pénétration électorale des formations sociales-démocrates du nord de l'Europe

L'analyse des transformations du taux de pénétration électorale pour les formations sociales-démocrates nordique est extrêmement éclairante. Les mutations de ces partis examinées sous cet angle sont manifestes.

Au sortir de la guerre, les partis sociaux-démocrates norvégien, danois ou suédois enrôlaient entre 10 % et 15 % du total des électeurs inscrits ! Leur statut d'encadrement social se manifeste pleinement par ces taux. Comparés les uns aux autres, les résultats du SDP finlandais ou du parti travailliste britannique sont très nettement inférieurs : de 1,5 % à 3 %.

Sur les soixante dernières années, quels que soient les partis considérés, le taux de pénétration électorale s'est tantôt érodé, tantôt écroulé. Les trois grands partis sociaux-démocrates scandinaves subissent un recul tout au long de la période. Et dans les vingt premières années, sociaux-démocrates norvégiens et danois voient leur

pénétration dans l'électorat diminuer de moitié. Le mouvement se poursuit par la suite et conduit ces deux formations à un taux de huit à dix fois inférieur à ce qu'il était à la libération : 1,38 % et 1,57 %.

Au parti social-démocrate suédois, c'est le passage de l'adhésion indirecte au recrutement direct qui modifie la donne. Le mouvement est radical dès lors qu'en vingt ans, le taux de pénétration électorale du SAP passe d'environ 20 % à 2 %.

Pourtant d'un taux de pénétration électorale beaucoup plus bas, le SDP finlandais enregistre aussi un tassement tendanciel. Mais il n'a pas le caractère linéaire des cas précédents ; l'érosion est récente et son ampleur est limitée. A l'image de l'observation épinglée pour le taux d'adhésion, cela conduit le SDP à être, actuellement, en phase avec les partis sociaux-démocrates des trois autres Etats scandinaves alors qu'il n'a jamais endossé le caractère dominant dans le système de partis qu'ont eu les sociaux-démocrates danois, suédois, et norvégien.

Les partis travaillistes britannique et irlandais n'ont jamais atteint les taux imposants de certaines formations sociales-démocrates scandinaves. En 1950, le Labour plafonne à 2,64 %. La propension au déclin est bien présente. En cinquante ans, le parti travailliste britannique est ramené à un taux équivalent à un cinquième de ce qu'il était en 1951 : 0,57 % ! Il y a donc aujourd'hui un membre travailliste pour deux cents électeurs inscrits. La situation en Irlande est plus stable mais le parti n'a pas le même statut que son *alter ego* britannique. En 2002, on dénombre un adhérent travailliste irlandais pour cinq cents électeurs inscrits.

Figure 11

*Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates scandinaves et travaillistes (1945-2004)*

	SDP	SD	DNA	SAP	LP	ILP
1945	2,79		9,74		1,47	
1946						
1947		12,55				
1948	3,14			13,50		
1949			9,45			
1950		11,28			2,64	
1951	2,91				2,51	
1952				15,52		
1953		11,03	7,89			
1954	2,48					
1955					2,42	
1956				15,87		
1957		9,57	7,18			
1958	1,96			15,64		
1959					2,39	
1960		9,13		14,69		
1961			7,04			
1962	1,65					
1963						

	<i>SDP</i>	<i>SD</i>	<i>DNA</i>	<i>SAP</i>	<i>LP</i>	<i>ILP</i>
1964		7,42		15,78	2,31	
1965			6,24			
1966	1,85	5,97			2,16	
1967						
1968		5,51		14,50		
1969			6,11			
1970	1,96			14,80	1,75	
1971		4,97				
1972	2,42					
1973		3,77	5,42	15,43		<sup>a</sup> 0,28
1974					1,73	
1975	2,66	3,52				
1976				17,30		
1977		3,13	5,50			0,21
1978						
1979	2,58	2,93		18,90	1,62	
1980						
1981		2,64	5,11			0,24
1982				19,32		0,23
1983	2,42				0,70	
1984		2,54				
1985			5,62	18,57		
1986						
1987	2,19	2,15			0,67	0,28
1988		2,03		17,03		
1989			3,98			0,27
1990		1,96				
1991	1,96			4,06		
1992					0,65	0,39
1993			3,17			
1994		1,65		4,00		
1995	1,72					
1996						
1997			1,95		0,93	0,21
1998		1,44		2,69		
1999	1,50					
2000						
2001		1,38	1,57		0,57	
2002				2,26		0,18
2003	1,36					

a : chiffre d'adhérents de 1974.

**B. Le taux de pénétration électorale des formations sociales-démocrates du centre de l'Europe**

Les mouvements que nous pouvons isoler pour les partis sociaux-démocrates du centre de l'Europe convergent, dans la période contemporaine, avec ceux des partis

nordiques. Durant les deux dernières décennies, le taux de pénétration électorale est en déclin parfois sévère. Mais les courbes n'ont pas le même caractère de déclin structurel que celles des sociaux-démocrates danois ou norvégien, par exemple.

En Autriche, le SPÖ conserve un taux de pénétration électorale identique pendant quarante ans, dans une fourchette variant entre 13% et 15%. Dans la deuxième moitié des années quatre-vingt et dans la décennie quatre-vingt-dix, l'érosion est en revanche sévère. En 2002, le parti social-démocrate autrichien ne rassemblait « plus » que l'équivalent d'un électeur sur vingt pour un sur cinq ou six un peu moins de vingt ans auparavant.

*Figure 12*  
*Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates*  
*du centre de l'Europe occidentale (1945-2003)*

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1945		10,37			
1946			2,21	3,50	
1947					
1948			2,20		
1949	2,36	13,99		2,20	
1950				2,26	
1951					
1952			1,92		
1953	1,83	14,32			
1954				2,61	
1955					
1956		14,91	2,32		
1957	1,77				
1958				3,14	
1959		15,13	2,29		
1960					
1961	1,72			<sup>a</sup> 3,30	
1962		14,54			
1963			2,05		
1964					
1965	1,84			3,16	
1966		14,31			
1967			1,76		
1968				3,36	
1969	2,01				
1970		14,26			

	<i>SPD</i>	<i>SPÖ</i>	<i>PVDA</i>	<i>PSB</i>	<i>POSL</i>
1971		14,11	1,20	3,75	
1972	2,30		1,09		
1973					
1974				4,02	
1975		13,81			
1976	2,43				
1977			1,06	4,01	
1978				4,06	
1979		13,91			
1980	2,28				
1981			1,09	4,13	
1982			1,03		
1983	2,10	13,07			
1984					2,41
1985				3,48	
1986		12,27	0,96		
1987	2,01			3,47	
1988					
1989					2,35
1990	1,52	10,76	0,86		
1991				3,11	
1992					
1993					
1994	1,41	8,88	0,61		2,42
1995		8,45		2,75	
1996					
1997					
1998	1,28		0,52		
1999		6,58		2,40	2,43
2000					
2001					
2002	<sup>b</sup> 1,17	5,79	0,48		
2003			sd	<sup>c</sup> 2,19	

a : chiffre d'adhérents de 1960 ; b : chiffre d'adhérents de 2001 ; c : chiffre d'adhérents de 2000 pour le PS et de 2001 pour le SP.a.

Toutes choses égales par ailleurs, la même observation vaut pour le SPD allemand. Durant quatre décennies, le SPD conserve le même taux. Qualitativement, la situation n'est évidemment pas la même dès lors que le taux se situe autour de 2 à 3 %.

Les années quatre-vingt-dix marquent une décline sensible. En 2002, le rapport adhérents du SPD/électorat allemand est ramené à la moitié de ce qu'il était quinze ans auparavant. Cette transformation tient au mouvement d'ensemble que nous mettons en évidence mais aussi à l'élargissement de l'électorat, lié à la réunification allemande. Or, *ceteris paribus*, le nombre d'affiliés aux partis est nettement moindre dans les Länder orientaux que dans l'ancienne République fédérale allemande.

L'analyse faite pour le taux d'adhésion des socialistes belges est confirmée pour le taux de pénétration électorale. Le taux des socialistes belges s'élève jusqu'au début des années quatre-vingt pour s'établir à 4%. Depuis, chaque élection atteste d'un déclin. Au scrutin de mai 2003, la pénétration électorale était moitié moindre de ce qu'elle était en 1981 : 2,2%.

Pour les données que nous possédons, le cas luxembourgeois incarne la stabilité la plus nette. Sur les deux dernières décennies, aucun changement notable ne peut être isolé.

Enfin, la courbe du taux de pénétration électorale du parti du travail aux Pays-Bas ressemble à celle des sociaux-démocrates nordiques : une relative stabilité pendant vingt ans suivie d'une érosion continue depuis. En revanche, l'essence du taux n'est pas la même. Le taux de pénétration électorale n'a culminé qu'à 2,32% aux Pays-Bas et s'établit au début des années deux mille à moins de 0,50%.

*Figure 13*  
*Evolution du taux de pénétration électorale des partis sociaux-démocrates*  
*du sud de l'Europe (1945-2004)*

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1945					1,36		
1946		3,07			1,44		
1947							
1948		1,82					
1949							
1950							
1951					0,52		
1952							
1953		2,58					
1954							
1955							
1956					0,44		
1957							
1958		1,50			0,42		
1959							
1960							
1961							
1962					0,33		
1963		1,44	0,44				
1964							
1965							
1966							

	<i>DS</i>	<i>PSI</i>	<i>PSDI</i>	<i>PSOE</i>	<i>PS</i>	<i>PASOK</i>	<i>PSP</i>
1967					0,29		
1968		<sup>c</sup> 1,78			0,29		
1969							
1970							
1971							
1972		1,55	<sup>d</sup> 0,77				
1973					0,36		
1974							
1975							1,26
1976		1,23	0,76	0,039			1,41
1977						0,42	
1978					0,52		
1979		1,15	0,51	0,37			<sup>i</sup> 0,95
1980							0,93
1981					0,55	1,42	
1982				0,44			
1983		1,27	0,49				0,48
1984							
1985						<sup>f</sup> 3,26	<sup>j</sup> 0,61
1986				0,63	0,48		
1987		1,35	0,29				<sup>k</sup> 0,60
1988					0,55		
1989				0,85		<sup>g</sup> 1,91	
1990							
1991							0,83
1992	1,62						
1993				1,13	0,29	1,77	
1994	<sup>a</sup> 1,44						
1995							SD
1996	<sup>b</sup> 1,38			1,12		1,70	
1997					0,31		
1998							
1999							<sup>i</sup> 1,15
2000				1,24		<sup>h</sup> 2,13	
2001	SD						
2002					<sup>e</sup> 0,29		SD

a : chiffre d'adhérents de 1993 ; b : chiffre d'adhérents de 1995 ; c : chiffre d'adhérents de 1967 ; d : chiffre d'adhérents de 1971 ; e : chiffre d'adhérents de 2000 ; f : chiffre d'adhérents de 1984 ; g : chiffre d'adhérents de 1990 ; h : chiffre d'adhérents de 1998 ; i : chiffre d'adhérents de 1980 ; j : chiffre d'adhérents de 1986 ; k : chiffre d'adhérents de 1986 ; l : chiffre d'adhérents de 2000.

L'examen du taux de pénétration électorale des formations socialistes du sud de l'Europe atteste de la différence manifeste avec le *modèle* du nord. Même le PSI et le PSDI qui ont eu un taux d'adhésion substantiel ne sont pas en mesure de concurrencer, sur ce plan, des partis sociaux-démocrates dans le sens organisationnel du terme. Et les Démocrates de gauche en Italie, héritiers de l'important parti communiste italien,

manifestent un rapport adhérents/électorat du pays relativement faible par rapport à d'autres partis d'intégration sociale (autour de 1,5%)<sup>15</sup>.

La faiblesse du socialisme français, au point de vue des adhésions, se dévoile à nouveau. Dans la période contemporaine, le parti socialiste français partage avec le parti travailliste irlandais, le privilège du taux de pénétration électorale le plus bas parmi les formations sociales-démocrates de l'Union européenne: 0,3%.

Les partis socialistes des *nouvelles* démocraties du sud de l'Europe ont des taux de pénétration électorale relativement identiques – entre 1 et 2,5%. Il est par ailleurs difficile de relever une évolution vu le point de départ tardif. A ce stade, pointons l'absence d'évolution linéaire significative.

## 5. Conclusion

Nos recherches confirment et affinent les observations relatives au déclin des adhésions aux formations sociales-démocrates. Examinée sous l'angle des chiffres bruts, des taux d'adhésion ou de pénétration électorale, la variable « affiliation au parti » subit un recul sensible, quelles que soient les performances électorales des partis (régression, stabilité ou progrès). Nous isolons donc un problème spécifique relatif à l'adhésion aux partis de la social-démocratie.

Le déclin de l'adhésion n'est pas propre à la famille socialiste. Les travaux relatifs à l'engagement et au militantisme politiques attestent d'un mouvement d'ensemble pour toutes les familles politiques<sup>16</sup>. Mais cette mue affecte de manière singulière la social-démocratie.

Souvent analysée à l'aune de sa puissance organisationnelle, la social-démocratie ne se décline plus, ou de manière moins complète, sous les traits d'une organisation imposante, à la fois crainte et jalouée par ses adversaires politiques et sociaux.

Les partis socialistes européens ne semblent plus à même de mobiliser des dizaines de milliers sinon des centaines de milliers d'adhérents et de sympathisants pour atteindre leurs objectifs. Ce qui affecte certaines de leurs fonctions classiques, et donc leur identité. L'encadrement social, la médiation entre l'Etat et les catégories sociales salariées (en particulier ouvrières) sont des rôles que peu de partis sociaux-démocrates paraissent encore à même de remplir.

Tous les partis sociaux-démocrates n'ont pas perdu leur caractère de masse mais, pour une part, cela tient à l'allongement de l'espérance de vie des adhérents. Les recherches relatives aux profils socio-politiques des affiliés en témoignent, le recrutement de nouveaux adhérents est de plus en plus difficile.

Sur un plan comparé, mesuré à l'aune des effectifs, l'écart entre modèles socialiste et social-démocrate s'est resserré. Certes, le SPÖ autrichien ou le parti socialiste français révèlent des réalités organisationnelles encore extrêmement différentes. Mais il s'agit de configurations extrêmes dont les effets politiques ne sont d'ailleurs pas identiques à ceux des années cinquante et soixante.

Bref sous l'angle des adhérents, notre analyse corrobore l'anticipation de Stefano Bartolini, qui annonçait la fin des partis d'intégration sociale<sup>17</sup>. Globalement, la famille sociale-démocrate devient progressivement une famille de partis *comme les autres*, sous cet angle à tout le moins.

## Notes

- <sup>1</sup> R. MICHELS, *Les partis politiques : essai sur les tendances oligarchiques des démocraties*, Paris, Flammarion, 1919.
- <sup>2</sup> G. MOSCHONAS, *La social-démocratie de 1945 à nos jours*, Paris, Montchrestien, 1994, p. 31.
- <sup>3</sup> R. MICHELS, *op. cit.*
- <sup>4</sup> M. DUVERGER, *Les partis politiques*, Paris, Seuil, 1992.
- <sup>5</sup> S. NEUMANN (ed.), *Modern Political Parties : approaches to comparative Politics*, Chicago, University of Chicago Press, 1956.
- <sup>6</sup> G. MOSCHONAS, *op. cit.*, p. 22.
- <sup>7</sup> D. PÉLASSY, *Qui gouverne en Europe ?*, Paris, Fayard, 1992.
- <sup>8</sup> M. CHARZAT, « Une tradition mal connue : Otto Bauer et les austro-marxistes », in *La social-démocratie en questions, par des socialistes, des sociaux-démocrates, des communistes*, Séminaire organisé par l'Institut socialiste d'études et de recherches, Editions de la *Revue politique et parlementaire*, p. 156.
- <sup>9</sup> M. DUVERGER, *op. cit.*
- <sup>10</sup> P. SEYD, P. WHITELEY, *New Labour's Grassroots. The transformation of the Labour Party Membership*, Basingstoke, Palgrave, 2002.
- <sup>11</sup> D.-L. SEILER, *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Paris, Ellipses, 2003.
- <sup>12</sup> Voir notre autre contribution dans ce volume: les évolutions électorales de la social-démocratie européenne.
- <sup>13</sup> *Ibid.*
- <sup>14</sup> P. DELWIT, E. VAN HAUTE, « Les élections fédérales du 18 mai 2003 : un scrutin de « défragmentation » », *L'année sociale 2003*, Bruxelles, Institut de sociologie de l'ULB, 2004.
- <sup>15</sup> Il est vrai que le parti communiste italien lui-même avait enregistré une érosion marquante avant sa mutation. Voir P. DANIELS, « The Mass Party in crisis: the PCI's responses to organisational decline », Paper prepared for the workshop on The organisation of the Western European Communist Parties, ECPR, Paris, avril 1989.
- <sup>16</sup> P. MAIR, I. VAN BIEZEN, « Party membership in twenty European Democracies, 1980-2000 », *Party Politics*, 2001, 7/1, p. 5-21.
- <sup>17</sup> S. BARTOLINI, « The Membership of Mass Parties: The Social Democratic Experience, 1889-1978 », in H. DAALDER, P. MAIR (ed.), *Western European Party Systems. Continuity and Change*, Londres, Sage, 1983, p. 177-220.



# La structure organisationnelle des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale

Jerzy J. WIATR

On peut diviser les partis sociaux-démocrates des Etats post-communistes d'Europe centrale et de l'Est en deux grandes catégories : les partis « historiques », dont l'histoire remonte avant la prise de pouvoir par les communistes, et les partis « réformistes », qui ont évolué à partir de la transformation des partis communistes après la chute du régime <sup>1</sup>. Pour diverses raisons, les partis historiques, à l'exception intéressante de la République tchèque, étaient voués à l'échec : leur attrait électoral était trop faible et leurs structures organisationnelles étaient fragiles. Le parti social-démocrate tchèque, la seule social-démocratie historique à parvenir au pouvoir dans cette région, doit une grande part de son succès à l'opposition obstinée des communistes à toute réforme de leur parti, qui est demeuré le seul parti communiste fort de la région tout en se montrant incapable de gagner le soutien de la majorité des électeurs de gauche.

La présente analyse porte sur les partis qui, après 1989, ont apporté la preuve de leur pertinence durable sur la scène politique de leur pays. Le critère minimum est la capacité du parti à remporter suffisamment de suffrages pour disposer d'une représentation permanente au parlement. En fait, la plupart des partis sociaux-démocrates « réformistes » d'Europe centrale et orientale (PECO) ont été à même de faire plus que le minimum. A l'exception de l'Estonie, de la Lituanie et de la Serbie <sup>2</sup>, tous les partis sociaux-démocrates des PECO ont remporté des élections et sont parvenus au pouvoir au moins une fois, soit seuls, soit en coalition <sup>3</sup>. Le leader du parti social-démocrate est actuellement Premier ministre en Albanie, en République tchèque, en Hongrie, en Lituanie, au Monténégro, en Pologne et en Roumanie. En outre, des leaders sociaux-démocrates ont été élus présidents de la république : Algirdas Brazauskas en Lituanie (1993-1998), Milan Kucan en Slovénie (1990-2002), Kiro Gligorov en Macédoine (1990-1998), Aleksander Kwasniewski en Pologne (depuis 1995) et Georgi Parvanov en Bulgarie (depuis 2001). La vitalité politique des

partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale est l'une des raisons pour lesquelles la politique de cette région diffère si nettement de celle des anciens États de l'URSS, les trois républiques baltes montrant une plus grande ressemblance avec le reste de la région qu'avec les autres anciennes républiques soviétiques.

Les raisons du succès des partis sociaux-démocrates dans les PECO sont nombreuses, de la frustration populaire née des conséquences de la politique économique néo-libérale, à la capacité des sociaux-démocrates à jouer le jeu démocratique avec plus de savoir-faire que leurs adversaires de droite. La question qui nous occupe ici est toutefois différente : comment le succès des social-démocraties a-t-il affecté leur vie organisationnelle ? De quel genre de partis s'agit-il aujourd'hui ?

### 1. Membres et leaders

Les partis communistes au pouvoir étaient des *partis de masse* non seulement du fait de leur nombre considérable d'adhérents, mais aussi, ce qui est plus important, du fait du concept même de l'appartenance au parti. Avant d'arriver au pouvoir et au tout début de leur règne, ils étaient composés d'un nombre assez restreint de militants idéologiquement engagés, qui accomplissaient diverses tâches pour le parti, dans l'illégalité le plus souvent. La vieille élite communiste constituait l'épine dorsale des partis au pouvoir, au moins jusqu'à la seconde moitié de l'ère communiste <sup>4</sup>. Avec le temps, les partis au pouvoir ont absorbé des quantités considérables d'adhérents, pour la plupart davantage motivés par les avantages apportés par l'adhésion au parti que par idéologie. La plupart de ces adhérents ont quitté la vie politique active après la chute du régime et nombreux sont ceux qui ont rejoint les partis anticommunistes nouvellement créés. Les partis sociaux-démocrates réformistes n'ont commencé leur activité qu'avec une fraction minime d'anciens adhérents. La social-démocratie de la République de Pologne est un cas extrême <sup>5</sup>. Immédiatement après sa création, en janvier 1990, elle ne comptait pas plus de 50 000 adhérents, moins de cinq pour cent du nombre de membres du parti uni des travailleurs polonais au dernier stade de son existence. Les autres partis sociaux-démocrates ont connu un processus similaire de diminution de leurs adhérents, à un degré moindre toutefois. La réduction de leurs effectifs leur a été moins préjudiciable du fait que tous les partis politiques d'Europe centrale et orientale étaient bien plus petits que les partis d'Europe de l'Ouest. Ce que Takeshi Hirata a appelé « l'absence de partis de masse » <sup>6</sup> affecte les partis sociaux-démocrates moins que les partis formés sur la base de l'ancienne opposition démocratique.

Avec un nombre d'adhérents bien moindre, les nouveaux partis ont adopté un schéma d'exigences très différent. La catégorie des adhérents symboliques, dont l'engagement vis-à-vis du parti était faible et pour beaucoup opportuniste, avait disparu. Les membres des partis sociaux-démocrates réformistes prenaient leur carte pour des raisons idéologiques, qui allaient des valeurs sociales-démocrates claires et bien articulées à l'engagement nostalgique pour le parti de la gauche. Ayant perdu le pouvoir d'État, les partis n'avaient que peu à offrir à leurs adhérents en termes de gains personnels. Moins d'adhérents signifiait également qu'ils avaient plus de tâches à accomplir. Ce qui devint l'une des différences entre les partis réformistes et

leurs prédécesseurs fut un degré bien plus élevé d'implication quotidienne de la base militante dans les campagnes politiques.

Au début, les adhérents des nouveaux partis sociaux-démocrates étaient presque exclusivement constitués de membres des anciens partis communistes. Même si la plupart d'entre eux n'appartenaient pas à l'élite du parti, ils possédaient certaines compétences politiques qu'ils ont pu mettre en œuvre dans les activités du parti. L'un des paradoxes de la politique post-communiste en Europe centrale et orientale est que les adhérents des anciens partis communistes au pouvoir se sont adaptés aux règles de la politique démocratique plus facilement que ceux de l'opposition démocratique, qui avaient lutté pour le changement démocratique mais étaient bien trop souvent incapables de se montrer des acteurs efficaces de la politique démocratique.

Avec le temps, la composition des adhérents des nouveaux partis sociaux-démocrates a évolué. On peut remarquer trois changements principaux à cet égard. Tout d'abord, les jeunes, trop jeunes pour participer à la vie politique avant le changement de système, ont commencé à rejoindre les partis sociaux-démocrates (ainsi que d'autres partis politiques). Par voie de conséquence, les partis, relativement au passé politique de leurs membres, sont devenus moins *post-communistes* qu'à leurs débuts. Ensuite, certains hommes politiques de gauche ont quitté les partis de l'ancienne opposition démocratique pour rejoindre les nouveaux partis sociaux-démocrates <sup>7</sup>. Les adhérents appartenant à cette catégorie ne sont pas très nombreux, mais leur présence aide ces formations à construire leur nouvelle image. Enfin, quand certains de ces partis ont affermi leur position politique au gouvernement, de nombreux nouveaux adhérents les ont rejoints, en partie pour les avantages qu'un parti au pouvoir peut offrir.

Les « vieux » membres, ceux qui appartenaient au parti social-démocrate réformiste depuis ses débuts, commencent à devenir une minorité. Selon les dirigeants de l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne, environ 70 pour cent de ses adhérents n'ont appartenu à aucun parti avant de rejoindre celui auquel ils adhèrent actuellement. Néanmoins, les vétérans sont très surreprésentés dans l'organe dirigeant des partis. A quelques rares exceptions près, les dirigeants viennent des rangs des fondateurs des partis sociaux-démocrates réformistes. Ce sont des professionnels dont l'expérience en politique remonte souvent à l'ancien régime. La plupart appartenaient toutefois au rang intermédiaire des officiels du parti avant le changement de système ou n'ont rejoint l'élite politique qu'après la chute du communisme. Parmi quelques exceptions, on peut épingler Algirdas Brazauskas, ancien Premier secrétaire du parti communiste lituanien, Gyulia Horn, le dernier ministre des Affaires étrangères de Hongrie avant la transition et membre du Bureau politique, et Leszek Miller, le plus jeune membre du Bureau politique et l'un des secrétaires du parti uni des travailleurs polonais au cours de sa dernière année d'existence. En revanche, aucun président de parti social-démocrate réformiste n'était membre de l'ancien parti communiste. La continuité entre les vieux partis communistes et les partis sociaux-démocrates réformistes est plus prononcée dans la composition des élites des partis que dans les idéologies et politiques que ces partis représentent <sup>8</sup>.

En termes sociologiques, les membres des partis sociaux-démocrates d'Europe centrale et de l'Est ne sont pas représentatifs de la société. Ils sont en général d'un

niveau d'éducation plus élevé. La plupart d'entre eux exercent une profession libérale ou sont employés de bureau, et ces partis comptent très peu d'ouvriers et d'agriculteurs. En revanche, on remarque une augmentation intéressante des hommes d'affaires, dont certains ont rejoint les partis sociaux-démocrates quand ceux-ci sont parvenus au pouvoir. Il est certain que les nouveaux partis sociaux-démocrates ne sont ni ne prétendent être des partis de la « classe ouvrière ».

La majorité des adhérents des partis est d'âge moyen, mais les partis font de grands efforts pour attirer la jeune génération. Même si très peu de moins de trente ans ont été en mesure d'intégrer l'élite des partis, leur présence est tout de même plus visible dans les niveaux intermédiaires de la structure.

Les partis ne réussissent pas mieux à attirer les femmes. Parmi leur base, les femmes sont une minorité distincte et elles représentent environ vingt pour cent des adhérents. Elles sont d'une façon ou d'une autre plus visibles parmi les instances dirigeantes, mais l'objectif officiel de 30 à 50 pour cent de femmes à la direction des partis semble irréalisable pour toutes les formations qui nous occupent. Il faudra peut-être une autre génération avant que les femmes sociales-démocrates d'Europe centrale et orientale ne commencent à jouer un rôle similaire à celui de leurs collègues scandinaves.

## 2. La démocratie au sein du parti

Quand les réformateurs ont critiqué l'état de la situation dans les partis communistes au pouvoir, le manque de démocratie a été l'un des sujets revenant constamment. Dans quelle mesure les partis sociaux-démocrates ont-ils pris leurs distances avec les défauts de leurs prédécesseurs dans ce domaine ?

Il faut distinguer ici deux aspects : les règles officielles et leur mise en œuvre pratique. On peut présenter le premier aspect comme une preuve que les nouveaux partis ont tiré des leçons du passé et accepté la règle de la démocratie interne. Les adhérents sont libres d'exprimer des opinions divergentes et les purges idéologiques, si caractéristiques des anciens partis communistes, ont disparu. La critique des dirigeants du parti prend diverses formes, non seulement dans le cadre des réunions du parti mais aussi dans la presse. Les élections aux postes officiels du parti se font à bulletin secret, même si un seul candidat est désigné. On note toutefois des symptômes d'oligarchisation des nouveaux partis.

L'un d'entre eux est ce qu'Attila Agh a appelé la *surparlementarisation* de la politique des partis, conduisant à l'*élitisation de la démocratisation*<sup>9</sup>. Ces tendances ne sont pas exclusivement sociales-démocrates mais affectent tous les partis politiques des PECO.

La *surparlementarisation* se remarque parfois par la tendance à donner automatiquement aux parlementaires un siège dans l'organe central du parti. En Pologne, aussi bien au sein de la Social-démocratie de la République de Pologne que de l'Alliance de la gauche démocratique, il est une règle selon laquelle les parlementaires deviennent membres du Conseil national du parti, sauf s'ils sont rejetés à bulletin secret par plus de la moitié des délégués au congrès du parti. Un tel rejet ne s'est jamais produit, ce qui fait de l'appartenance à l'organe suprême du parti une conséquence automatique de l'élection au parlement. Puisque c'est le Conseil du parti

qui approuve en dernier ressort la liste des candidats aux élections parlementaires, les parlementaires en poste sont les mieux placés pour se voir désignés à nouveau. En outre, les militants non parlementaires ne sont que très rarement élus dans les organes exécutifs du parti. Plus forte est la position parlementaire d'un parti, plus prononcé est le mécanisme de parlementarisation des partis.

Un autre mécanisme contribuant à limiter la démocratie interne au sein du parti est le système d'accords secrets portant sur les élections internes. Le président d'un parti n'a presque jamais été élu dans un scrutin réellement disputé ; quand ce genre d'élection se produit, comme lorsque la SDRP a élu Aleksander Kwasniewski comme premier président en 1990, les autres candidats sont désignés parmi des personnalités nettement moins importantes, dans le seul but de donner à l'élection une façade démocratique. Les résultats négociés dépassent parfois le choix du leader du parti. Au premier congrès de l'Alliance de la gauche démocratique en Pologne, les sièges au Conseil national ont été répartis entre les conseils des partis de province (proportionnellement à leur nombre d'adhérents) et les candidats ont été désignés au niveau régional, sur consultation avec les groupes régionaux de délégués. Quoique démocratique techniquement parlant, ce mécanisme a garanti le choix des membres du Conseil national par les chefs des partis régionaux.

Le troisième mécanisme limitant la démocratie interne dans le parti est la position des hauts dirigeants du parti. Contrairement à ce qui existait dans les formations communistes au pouvoir, les dirigeants sociaux-démocrates dépendent du soutien de l'élite du parti au sens large et doivent le cultiver. La base militante ne peut toutefois pas grand chose pour influencer le choix de la direction. Les élections aux postes officiels du parti sont indirectes et aucun des partis n'a adopté un système de primaires à l'américaine. Par voie de conséquence, c'est l'élite du parti qui maîtrise les décisions stratégiques.

### 3. Clientélisme et social-démocratie

D'aucuns prétendent que les relations clientélistes sont plus courantes dans les partis post-communistes du fait « de l'enracinement fort de ces partis et de la continuité des élites administratives, économiques et culturelles aux niveaux national et local »<sup>10</sup>. Nous ne partageons pas cet avis, notamment parce que les périodes de cabinets de droite dans plusieurs Etats de ces régions ont produit de nombreux exemples de clientélisme flagrant. Il ne s'agit pourtant pas du problème principal. Le fait est que les partis sociaux-démocrates n'ont pas été capables de se protéger de cette maladie.

Ils ne peuvent probablement pas s'en protéger pour deux raisons. Tout d'abord, les partis au pouvoir dans la majorité des PECO indiquent qu'ils contrôlent des ressources gigantesques et qu'ils doivent veiller à ce que ce contrôle soit placé entre les mains de personnes dignes de confiance. A partir de là, il n'y a qu'un pas à franchir pour désigner des personnes dont la principale, voire la seule, qualification est l'adhésion au parti et de bonnes relations avec ses dirigeants. Ensuite, la situation sociale et économique dans la plus grande partie de l'Europe centrale et orientale met une pression très lourde sur les épaules de ceux qui occupent un poste officiel pour qu'ils créent des emplois pour ceux dont l'activité militante au sein du parti a fortement contribué à amener le

parti au pouvoir. Puisque les partis sociaux-démocrates comptent un nombre élevé de personnes disposant d'une qualification professionnelle, il est souvent difficile de ne pas leur proposer un emploi compatible avec leur expérience et leur qualification mais qui leur était refusé quand la droite était au pouvoir.

Quelle que soit la justification donnée pour les pratiques relevant du clientélisme politique, on ne peut pas nier que ces pratiques affectent profondément la vie intérieure du parti. Les adhérents et les militants, une fois nommés à des postes administratifs à divers niveaux de l'administration d'Etat, ou d'un gouvernement territorial autonome, se sentent redevables vis-à-vis de leurs parrains et ne peuvent pas agir en toute indépendance au sein du parti. Par voie de conséquence, le clientélisme renforce les tendances oligarchiques dans le parti. Aucune formation sociale-démocrate n'a réussi à résoudre tout à fait ce problème. Le fait qu'il ne s'agisse pas d'une maladie particulière à la social-démocratie ne rend pas la question moins grave.

#### **4. Financer le parti**

L'argent est l'élément indispensable de la politique des partis mais c'est aussi un élément très délicat. Le temps où les partis politiques pouvaient être financés pour la plupart par les cotisations des adhérents est révolu et ne reviendra pas pour la simple raison que dans une société de masse les relations publiques sont devenues trop chères. Les partis sociaux-démocrates doivent, comme tous les autres, financer leurs activités à partir de sources autres que les cotisations des adhérents. Mais, contrairement à certains partis conservateurs, ils ne peuvent pas compter sur d'énormes contributions de la part de riches hommes d'affaires. Ni sur le soutien financier des syndicats, qui a été si vital au financement du bien-être financier de plusieurs social-démocraties occidentales.

Par voie de conséquence, les partis sociaux-démocrates des PECO dépendent en grande partie des fonds provenant de l'Etat. A cet égard, ils ne diffèrent pas des autres formations de la région ou de leurs équivalents en Europe de l'Ouest <sup>11</sup>. Les partis tirent leur soutien financier de l'Etat à travers quatre canaux.

Tout d'abord, certains pays de la région ont promulgué des lois qui accordent des subventions régulières de l'Etat aux partis répondant à certains critères de vitalité (en Pologne, il s'agit du poids électoral mesuré par l'obtention d'un minimum de trois pour cent des votes valables lors de la dernière élection parlementaire).

En outre, les comités électoraux qui ont remporté des sièges au Parlement peuvent se faire rembourser leurs frais de campagne proportionnellement au nombre de sièges remportés. Techniquement, il ne s'agit pas de subvention pour les partis politiques, puisque les comités électoraux représentant les citoyens peuvent également y avoir droit, mais dans les faits la plus grande partie de cet argent va aux comités établis par des partis ou des coalitions.

Troisièmement, le parti impose le paiement d'une taxe à ses représentants (parlementaires, élus municipaux, détenteurs d'un poste national attribué politiquement). Cette taxe peut se révéler assez lourde. En Pologne, les parlementaires et les hauts fonctionnaires appartenant à l'Alliance de la gauche démocratique versent dix pour cent de leur rémunération brute (avant impôt) au parti.

Quatrièmement, les partis se servent des installations mises à la disposition des parlementaires par l'Etat (bureaux, téléphone, courrier électronique, etc.). Dans un sens strictement technique, ce n'est pas dans ce but que ces installations sont offertes aux parlementaires, mais dans la réalité il est impossible de dire quand ils les utilisent à des fins parlementaires ou aux fins du parti.

La distribution de fonds publics aux partis n'est pas très bien acceptée par la population, pour trois raisons. Tout d'abord, nombreux sont ceux qui estiment que les partis devraient subvenir à leurs besoins financiers et ne voient aucune raison de leur consacrer des fonds publics. Ensuite, en situation de pénurie économique, on dit souvent que l'Etat a des tâches plus importantes que le financement des partis. Enfin, le financement public des partis donne une position privilégiée aux formations déjà existantes (et relativement fortes) et accroît les difficultés de percer des nouveaux venus.

Il y a toutefois de solides arguments en faveur de ce choix. L'attribution de fonds publics contribue à limiter la dépendance des partis envers l'argent provenant des grandes entreprises et facilite ainsi la prévention de la corruption. Le financement des partis provenant de sources publiques contribue également à réduire la différence entre les partis « riches » et les partis « pauvres », en faisant en sorte que leur situation financière dépende du soutien des électeurs.

En Europe centrale et orientale, on a critiqué le fait que les partis nés de la transformation des partis communistes préalablement au pouvoir auparavant ont pu conserver les biens hérités de leurs prédécesseurs. La situation varie selon les pays. La grande majorité d'entre eux a promulgué des lois en vertu desquelles l'Etat a confisqué tout ou partie des biens des partis communistes. Il serait intéressant de savoir à la fois quelle part les anciens partis ont pu conserver et dans quelle mesure les nouveaux partis, sans aucun lien avec les formations officielles de l'ère communiste, ont bénéficié, directement ou indirectement, des décisions financières de l'Etat quand ils étaient au pouvoir au début de la transformation démocratique. Les finances des partis constituent de manière générale un domaine trop rarement étudié.

## 5. Y a-t-il une âme dans ce corps ?

Historiquement, les partis socialistes et sociaux-démocrates étaient connus pour la richesse de leur vie intellectuelle. Des personnalités comme G.D.H. Cole et C.A.R. Crosland en Grande-Bretagne, Jean Jaurès en France, Karl Kautsky et Eduard Bernstein en Allemagne, Otto Bauer et Karl Renner en Autriche, Rosa Luxemburg et Kazimierz Kelles-Krauz en Pologne, représentaient la combinaison de deux rôles, celui de leader de parti et de théoricien. Aujourd'hui, les leaders des partis socialistes ne s'impliquent que rarement dans les débats théoriques. Tony Blair et Gerhard Schröder, dans leur *Manifeste socialiste* sont toutefois revenus à cette tradition.

En Europe centrale et orientale, les partis souffrent de ce que d'aucuns définissent comme une « vie de parti désidéologisée »<sup>12</sup>. Lors de leurs congrès, les partis traitent de questions pragmatiques et laissent la théorie aux intellectuels. Leur programme se concentre sur des objectifs pratiques et sur les moyens de les atteindre, pas sur une vision de l'avenir à long terme. Les dirigeants politiques ne s'expriment pas sur les questions relatives à la théorie sociale-démocrate. Rares sont les intellectuels de

premier plan qui adhèrent aux partis sociaux-démocrates et ils sont rarement élus aux postes supérieurs du parti. Le lectorat des revues théoriques, quand elles existent, est restreint. Cette situation est parfois critiquée dans les congrès des partis ou dans la presse mais rien ne change.

Le caractère distinctement non idéologique des partis sociaux-démocrates des PECO puise ses racines dans le passé. D'un côté, on trouve une tendance naturelle à réagir à la sur-idéologisation de la vie des partis pendant l'ère communiste. Si cette réaction est compréhensible du point de vue idéologique, elle a certainement été trop loin et dure depuis trop longtemps.

Une autre raison expliquant la désidéologisation des partis sociaux-démocrates est la peur presque panique de leurs dirigeants que les divergences idéologiques puissent entraîner la désunion. L'unité du parti est considérée comme la condition la plus importante de la réussite politique, ce qui conduit souvent à édulcorer les différends théoriques. En fait, il n'y a que dans le parti socialiste bulgare qu'une sérieuse division est née d'un débat idéologique, non résolue, entre les traditionalistes et les réformateurs<sup>13</sup> ; la division au sein du parti de la gauche démocratique de Slovaquie a été d'ordre plus pragmatique, résultant principalement de la frustration née de la participation du parti au gouvernement de centre droit.

Toutes ces inquiétudes ont joué un rôle dans la disparition du contenu idéologique des nouvelles social-démocraties, mais elles ne peuvent pas expliquer la totalité du phénomène.

La principale raison expliquant la désidéologisation des partis sociaux-démocrates dans les Etats post-communistes est précisément la nature de la transformation elle-même. Avant qu'elle ait commencé, des débats intéressants se sont engagés au sein des cercles « révisionnistes » dans les partis communistes au pouvoir sur des questions telles que le socialisme démocratique, le rôle du marché, la représentation des intérêts des travailleurs, etc.<sup>14</sup>. La plupart de ces questions ont perdu leur pertinence avec la disparition de l'ancien régime. Le passage à l'économie libre a rendu caduc le débat sur le « socialisme de marché ». La démocratie a été établie et le débat sur son rôle dans le socialisme a fait place à la discussion pragmatique sur la meilleure façon d'organiser le nouvel Etat démocratique. Les questions qui divisent encore les sociétés d'Europe centrale et orientale ne se rapportent pas spécifiquement à la tradition socialiste. L'entrée dans l'Union européenne, le rôle de la nation dans l'Etat, les relations entre l'Etat et les Eglises, ainsi que d'autres points de divergence, ne se rapportent pas spécifiquement à l'expérience socialiste. Sur ces questions, les sociaux-démocrates soutiennent le système de valeurs caractéristique du courant démocratique au sens large : ils sont en faveur de l'intégration européenne, de l'égalité des citoyens quelle que soit leur origine ethnique, de la liberté de conscience et de la neutralité de l'Etat vis-à-vis de toutes les Eglises. Même s'il s'agit de questions importantes, elles ne définissent pas l'identité idéologique de la social-démocratie comme courant distinct.

Le programme économique non plus. Une fois au pouvoir, les sociaux-démocrates gouvernent en respectant les règles de l'économie de marché. Leur soutien à l'interventionnisme d'Etat n'est pas particulièrement appuyé, certainement pas plus que celui de nombreux partis de centre droit. Ils soutiennent le principe de l'utilisation

des finances publiques pour protéger les plus démunis, mais d'autres partis font de même. En fait, l'importance relative des politiques de redistribution sociale résulte davantage de l'histoire (institutions et schémas de comportement formés pendant le système communiste) que de l'orientation idéologique d'un parti en particulier.

Idéologiquement, les nouvelles social-démocraties ont adopté une sorte de correction politique qui fait qu'il est difficile pour elles de mettre en avant leur identité idéologique d'une façon susceptible de les distinguer du courant dominant. C'est l'une des raisons de leur réussite politique, mais c'est aussi la principale raison de leur faiblesse idéologique. Le temps viendra où de nouvelles divisions émergeront et où les partis sociaux-démocrates devront redéfinir leur identité idéologique. Pour le moment toutefois, ils sont forts du fait, et non pas en dépit, de leur pragmatisme non idéologique.

## Notes

<sup>1</sup> Parmi les anciens partis dirigeants, seul le parti socialiste ouvrier hongrois lança un processus de réforme interne *avant* la chute du régime. A son XIII<sup>e</sup> congrès du 6 octobre 1989, le vieux parti s'est dissous et une nouvelle formation a vu le jour : le parti socialiste hongrois. Il résulte de l'arrivée progressive au pouvoir de la faction réformiste incarnée par Gyula Horn et Laszlo Kovac, respectivement premier et deuxième président du HSP. Pour une analyse de la voie hongroise vers un nouveau parti social-démocrate, voir A. AGH, « Partial Consolidation of the East-Central European Parties : The Case of the Hungarian Socialist Party », *Party Politics*, 1995, 1/4, p. 491-514.

<sup>2</sup> La Serbie est un cas spécial. Son parti socialiste n'appartient pas à la catégorie des social-démocraties réformistes et n'est pas reconnu comme tel par l'Internationale socialiste. Ce n'est pas plus un parti communiste orthodoxe. En raison de sa dépendance très étroite à l'égard du nationalisme ethnique et de ses comportements antidémocratiques lorsqu'il était au pouvoir, la meilleure façon de le définir serait *socialiste national*.

<sup>3</sup> De ce point de vue, la Slovaquie est un cas à part. Son parti social-démocrate réformiste (le parti de la gauche – SDL) n'a jamais été fort mais après les élections de 1998, il a rejoint une grande coalition et a pris part au gouvernement jusqu'aux élections de septembre 2002. A la veille de ce scrutin, le parti a connu une scission, qui a conduit à ce qu'aucune des deux formations n'a remporté suffisamment de voix pour décrocher un siège. En revanche, partiellement à cause de l'éclatement du SDL, le parti communiste non réformé a, lui, remporté des sièges.

<sup>4</sup> De ce point de vue, il existe des différences intéressantes entre partis communistes de la région. En Pologne, les communistes d'avant guerre ont été presque totalement éliminés de la direction du parti ouvrier unifié à la fin des années soixante, remplacés par la génération des combattants de la deuxième guerre mondiale, et dans les années quatre-vingt, par la génération d'après guerre. Un processus similaire s'est déroulé en Hongrie. En revanche, en Bulgarie, les communistes d'avant-guerre ont conservé leurs positions jusqu'à la fin du régime. Une possibilité pour saisir ces différences est de mettre en évidence l'impact des crises politiques. Les partis les plus affectés par les crises politiques (comme le parti ouvrier unifié polonais) ont eu tendance à changer de dirigeants plus rapidement que ceux qui ont connu une relative stabilité.

<sup>5</sup> Sur la formation et l'évolution de la sdrp, voir J. J. WIATR, « From Communist Party to « The Socialist Democracy of the Polish Republic » », in K. LAWSON (ed.), *How Political Parties Work : Perspectives from Within*, Westport-London, Praeger, 1994, p. 249-261 ; St. R. DAY, *The Process of Social-Democratization : From Leninist-Type to Social-democratic Type Parties in Central and Eastern Europe (A Comparative Based Approach Focusing Specifically on the Social Democracy of the Republic of Poland)*, unpublished Ph.D. dissertation, University of Warwick 1998.

<sup>6</sup> T. HIRATA, « The Emergence of the Party System and the Electoral Volatility in Central Europe », *Central European Political Science Review*, 2000, 1/2, p. 78.

<sup>7</sup> Pour plus d'informations sur le cas polonais, voir St. DAY, « From Social Democracy of the Polish Republic (sdrp) to Democratic Left Alliance (SLD) », in H. KUBIAK and J. J. WIATR (ed.), *Between Animosity and Utility : Political Parties and Their Matrix*, Varsovie, Scientific Publishers Scholar, 2000, p. 85-106.

<sup>8</sup> Ce point est souligné par Bruno Drweski en référence à l'Alliance de la gauche démocratique, « Du parti « ouvrier » à la « gauche démocratique » : les métamorphoses d'un parti de pouvoir polonais (1989-2001) », in J.-M. DE WAELE (éd.), *Partis politiques et démocratie en Europe centrale et orientale*, Bruxelles, Editions de l'Université de Bruxelles, 2002, p. 71-82.

<sup>9</sup> A. AGH, « From nomenklatura to clientura : The emergence of new political elites in east-central Europe », in G. PRIDHAM and P. G. LEWIS (ed.), *Stabilising Fragile Democracies : Comparing new party systems in southern and eastern Europe*, Londres-New York, Routledge, 1996, p. 55.

<sup>10</sup> M. DAUDERSTADT, A. GERRITS and G. MARKUS, *Troubled Transition : Social Democracy in East Central Europe*, Bonn-Amsterdam, Friedrich Ebert Stiftung, 1999, p. 92.

<sup>11</sup> T. Fricz (« What Will Happen to the Parties ? », *Central European Political Science Review*, 2000, 1/2, p. 92-120) a raison lorsqu'il souligne la nature universelle de cette tendance parmi les partis contemporains.

<sup>12</sup> Voir M. DAUDERSTADT, A. GERRITS and G. MARKUS, *op. cit.*, p. 92. Ils mentionnent certaines « plates-formes idéologiques » établies par des intellectuels en Bulgarie, en Hongrie, et en Pologne. Mais ils soulignent de manière correcte leur marginalité dans les partis sociaux-démocrates d'Europe centrale.

<sup>13</sup> Voir D. KANEV, « La transformation du parti communiste bulgare », in J.-M. DE WAELE (éd.), *op. cit.*, p. 83-99.

<sup>14</sup> Sur les débats idéologiques dans le parti ouvrier socialiste unifié polonais, voir R. TARAS, *Ideology in a Socialist State : Poland 1956-1983*, Cambridge, Cambridge University Press, 1984. Sur le débat « révisionniste » tchécoslovaque, voir G. GOLAN, *The Czechoslovak Reform Movement*, Cambridge, Cambridge University Press, 1971.

# Liste des auteurs

Attila AGH est professeur de science politique à l'Université de Budapest d'économie et d'administration publique. Il est l'auteur de nombreux travaux sur les théories des partis et sur les partis politiques en Europe centrale et orientale.

David S. BELL dirige la School of Social Science and Law de l'Université de Leeds. Il est l'auteur de nombreux travaux sur les partis politiques français, britanniques et espagnols ainsi que sur les fédérations européennes de partis.

John CALLAGHAN est professeur de science politique à l'Université de Wolverhampton. Il est l'auteur de nombreux travaux sur la social-démocratie dont *The Retreat of Social Democracy*, Manchester University Press (2000).

Gabriel Garcia COLOMÉ est professeur de science politique à l'Université autonome de Barcelone où il anime l'Institut de ciències polítiques y socials. Il est l'auteur de plusieurs contributions sur la vie politique en Espagne et en Europe.

Pascal DELWIT est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB). Il y dirige le Centre d'étude de la vie politique. Il a publié de nombreuses contributions sur la vie et les acteurs politiques belges et européens. Il a récemment publié *Libéralismes et partis libéraux en Europe* (2002) et *Démocraties chrétiennes et conservatismes : une nouvelle convergence ?* (2003) aux Editions de l'Université de Bruxelles.

Petia GUEORGUIEVA est chercheuse auprès du Groupe d'analyse socio-politique des pays d'Europe centrale et orientale, et du Centre d'étude de la vie politique de l'Université libre de Bruxelles (ULB). Son travail doctoral porte sur la social-démocratie en Europe centrale et orientale.

Robert LADRECH est professeur de science politique à la Keele University où il dirige le Keele European Research Centre. Il est l'auteur de plusieurs publications sur l'Union européenne et les partis politiques européens. Il est, entre autres, l'auteur de *Social Democracy and the Challenge of the European Union*, Lyn Rienner (2000).

Philippe MARLIÈRE est professeur de science politique à l'University College London. Il a publié de nombreuses contributions sur le parti travailliste britannique dont récemment *La troisième voie dans l'impasse*, Sillepse (2003).

Gerassimos MOSCHONAS est professeur de science politique à l'Université Panteion. Il est l'auteur de nombre de contributions sur la social-démocratie dont *In the Name of Social Democracy : The Great Transformation, 1945 to the Present*, Verso (2002).

Daniel-Louis SEILER est professeur de science politique à l'Institut d'études politiques d'Aix-en-Provence. Ses travaux portent sur la politique comparée et sur les partis politiques. Il est l'auteur de nombreux articles et ouvrages – dont *Les partis politiques en Occident : sociologie historique du phénomène partisan*, Ellipses, 2003 – et de nombreuses contributions à des ouvrages collectifs.

Bruno VILLALBA est professeur de science politique à l'Université de Lille 2. Il est l'auteur de nombreuses contributions sur les partis politiques français et les partis verts. Il a, entre autres, co-édité *Des milieux et des hommes : fragments d'histoires croisées*, Elsevier (2003).

Jerzy J. WIATR est professeur de science politique à l'Université de Varsovie. Il a publié de nombreux travaux sur les partis politiques en Europe centrale et orientale.

# Table des matières

La social-démocratie en Europe : un avenir en questions Pascal DELWIT .....	7
La « troisième voie » dans une perspective comparée David S. BELL .....	19
Au bord de la rupture Le grand changement idéologique et programmatique de la social-démocratie contemporaine Gerassimos MOSCHONAS .....	39
Les changements programmatiques dans le parti des socialistes européens (PSE) Robert LADRECH .....	53
Les évolutions électorales de la social-démocratie européenne Pascal DELWIT .....	63
Contributions écologistes à la réforme du projet social-démocrate européen Bruno VILLALBA .....	87
La social-démocratie et le choix des alliances et des coalitions Bilan et perspectives Daniel-Louis SEILER .....	105
Alliances et alliés de la social-démocratie en Europe centrale et orientale Petia GUEORGUEVA .....	137
Un divorce à l'anglaise ? Le New Labour et les syndicats du TUC Philippe MARLIÈRE .....	153

Le socialisme espagnol : le PSOE Gabriel COLOMÉ .....	169
Social-démocratie et société civile John CALLAGHAN .....	185
Les partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale. Les relations entre parti et société civile Attila ÁGH .....	209
La social-démocratie européenne et le monde des adhérents La fin du parti communauté? Pascal DELWIT .....	229
La structure organisationnelle des partis sociaux-démocrates en Europe centrale et orientale Jerzy J. WIATR .....	253
Liste des auteurs .....	263
Table des matières .....	265

Les partis socialistes et sociaux-démocrates laissent peu d'observateurs et de citoyens indifférents. Depuis plusieurs années maintenant, nombre d'acteurs les présentent comme une famille de partis en crise, sans imagination ni tonus, incapable de se renouveler et appelée à dépérir. D'autres, au contraire, la dépeignent comme une famille à l'avenir prometteur sinon radieux.

L'objectif du livre n'est pas de confirmer l'une ou l'autre de ces visions. L'ouvrage analyse en profondeur les transformations qui touchent, dans la période contemporaine, la social-démocratie dans ses différentes facettes : évolution des modèles organisationnels, changements dans les performances politiques et électorales, rapports modifiés avec les organisations syndicales et les associations de la société civile, réactions à l'émergence de nouveaux concurrents politiques ou de nouvelles valeurs, réorientations idéologiques et programmatiques.

Pour la première fois, le propos n'est pas exclusivement centré sur la partie occidentale de l'Europe mais concerne autant les partis sociaux-démocrates des démocraties consolidées que les organisations se revendiquant du socialisme démocratique en Europe centrale et orientale, et met en évidence les spécificités et les points communs.

A l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, ce sont donc les défis et les manières d'y répondre qui sont décortiqués par plusieurs des meilleurs spécialistes européens des partis sociaux-démocrates en Europe.

Pascal Delwit est professeur de science politique à l'Université libre de Bruxelles (ULB), où il dirige le Centre d'étude de la vie politique. Il est l'auteur de nombreuses contributions sur la vie politique belge et européenne. Il est entre autres l'éditeur de *Démocraties chrétiennes et conservatismes en Europe. Une nouvelle convergence ?* aux Editions de l'Université de Bruxelles (2003).

# **Règles d'utilisation de copies numériques d'œuvres littéraires publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles et mises à disposition par les Bibliothèques de l'ULB**

L'usage des copies numériques d'œuvres littéraires, ci-après dénommées « copies numériques », publiées par les Editions de l'Université de Bruxelles, ci-après dénommées EUB, et mises à disposition par les Bibliothèques de l'ULB, implique un certain nombre de règles de bonne conduite, précisées ici. Celui-ci est reproduit sur la dernière page de chaque copie numérique publiée par les EUB et mise en ligne par les Bibliothèques; il s'articule selon les trois axes [protection](#), [utilisation](#) et [reproduction](#).

## ***Protection***

### **1. Droits d'auteur**

La première page de chaque copie numérique indique les droits d'auteur d'application sur l'œuvre littéraire.

La mise à disposition par les Bibliothèques de l'ULB de la copie numérique a fait l'objet d'un accord avec les EUB, notamment concernant les règles d'utilisation précisées ici.

Pour les œuvres soumises à la législation belge en matière de droit d'auteur, les EUB auront pris le soin de conclure un accord avec leurs ayants droits afin de permettre la mise en ligne des copies numériques.

### **2. Responsabilité**

Malgré les efforts consentis pour garantir les meilleures qualité et accessibilité des copies numériques, certaines déficiences peuvent y subsister – telles, mais non limitées à, des incomplétudes, des erreurs dans les fichiers, un défaut empêchant l'accès au document, etc. -.

Les EUB et les Bibliothèques de l'ULB déclinent toute responsabilité concernant les dommages, coûts et dépenses, y compris des honoraires légaux, entraînés par l'accès et/ou l'utilisation des copies numériques. De plus, les EUB et les Bibliothèques de l'ULB ne pourront être mis en cause dans l'exploitation subséquente des copies numériques ; et la dénomination des EUB et des 'Bibliothèques de l'ULB', ne pourra être ni utilisée, ni ternie, au prétexte d'utiliser des copies numériques mises à disposition par eux.

### **3. Localisation**

Chaque copie numérique dispose d'un URL (uniform resource locator) stable de la forme <[http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom\\_du\\_fichier.pdf](http://digistore.bib.ulb.ac.be/annee/nom_du_fichier.pdf)> qui permet d'accéder au document ; l'adresse physique ou logique des fichiers étant elle sujette à modifications sans préavis. Les bibliothèques de l'ULB encouragent les utilisateurs à utiliser cet URL lorsqu'ils souhaitent faire référence à une copie numérique.

## ***Utilisation***

### **4. Gratuité**

Les EUB et les Bibliothèques de l'ULB mettent **gratuitement** à la disposition du public les copies numériques d'œuvres littéraires dont les exemplaires imprimés sont épuisés : aucune rémunération ne peut être réclamée par des tiers ni pour leur consultation, ni au prétexte du droit d'auteur.

## 5. Buts poursuivis

Les copies numériques peuvent être utilisés à des fins de recherche, d'enseignement ou à usage privé. Quiconque souhaitant utiliser les copies numériques à d'autres fins et/ou les distribuer contre rémunération est tenu d'en demander l'autorisation aux EUB, en joignant à sa requête, l'auteur, le titre, et l'éditeur du (ou des) document(s) concerné(s).

Demande à adresser aux Editions de l'Université de Bruxelles (EDITIONS@admin.ulb.ac.be).

## 6. Citation

Pour toutes les utilisations autorisées, l'utilisateur s'engage à citer dans son travail, les documents utilisés, par la mention « Université Libre de Bruxelles – Editions de l'Université de Bruxelles et Bibliothèques » accompagnée des précisions indispensables à l'identification des documents (auteur, titre, date et lieu d'édition).

## 7. Liens profonds

Les liens profonds, donnant directement accès à une copie numérique particulière, sont autorisés si les conditions suivantes sont respectées :

1. les sites pointant vers ces documents doivent clairement informer leurs utilisateurs qu'ils y ont accès via le site web des bibliothèques de l'ULB ;
2. l'utilisateur, cliquant un de ces liens profonds, devra voir le document s'ouvrir dans une nouvelle fenêtre ; cette action pourra être accompagnée de l'avertissement 'Vous accédez à un document du site web des bibliothèques de l'ULB'.

## ***Reproduction***

### 8. Sous format électronique

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans ce règlement le téléchargement, la copie et le stockage des copies numériques sont permis ; à l'exception du dépôt dans une autre base de données, qui est interdit.

### 9. Sur support papier

Pour toutes les [utilisations autorisées](#) mentionnées dans ce règlement les fac-similés exacts, les impressions et les photocopies, ainsi que le copié/collé (lorsque le document est au format texte) sont permis.

### 10. Références

Quel que soit le support de reproduction, la suppression des références aux EUB et aux Bibliothèques de l'ULB dans les copies numériques est interdite.